

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD



SOMMAIRE

	PAGE
RAYMOND BLOCH. <i>L'Étruscologie. Problèmes, méthodes et perspectives</i>	1
ZYGMUNT WOJCIECHOWSKI. <i>Le traité de Cracovie de 1525</i>	15
VICTOR-LOUIS TAPIÉ. <i>Les mémoires (Pamèti) du Président Ed. Bénéci sur la seconde guerre mondiale</i>	25
HENRI BRUNSCHWIG. <i>L'Allemagne au XIX^e siècle. Thèses et synthèses</i>	49
BULLETIN HISTORIQUE. <i>Histoire ecclésiastique du Moyen Age (3^e et dernière partie), par YVES RENOARD</i>	60
<i>Histoire d'Allemagne au Moyen Age. Publications des années 1939-1944 (1^{re} partie), par PH. DOLLINGER et R. FOLZ</i>	87
COMPTES RENDUS CRITIQUES (<i>Pour le détail, voir au verso</i>)	118
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES	141
PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES	160
CHRONIQUE	171

76^e année — T. CCVII

Janvier-Mars 1952

Publiée avec le concours du CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET DE LA 6^e SECTION DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

PUBLICATION TRIMESTRIELLE

REVUE HISTORIQUE

DIRECTEUR :

PIERRE RENOUVIN

MEMBRE DE L'INSTITUT
PROFESSEUR A LA SORBONNE

COMITÉ DE RÉDACTION :

André ATMARD, professeur à la Sorbonne; Georges BOUDIG, directeur honoraire des Archives de France; Édouard DUBOIS, membre de l'Institut, professeur au Collège de France; Lucien FÉVRE, membre de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France; Ernest LABROUSSE, professeur à la Sorbonne; Gabriel LE BRAS, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, président de la section des Sciences religieuses de l'École pratique des Hautes Études; Georges LEFÈVRE, professeur honoraire à la Sorbonne; Paul MANTOUX, directeur de l'Institut universitaire des Hautes Études internationales de Genève; Ch.-Edmond FERRIN, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne; André PIGNIOL, membre de l'Institut, professeur au Collège de France; Augustin RENAUDY, professeur honoraire au Collège de France.

Secrétaires généraux de la Rédaction : Ch.-André JULIEN et Maurice CROUZET

Secrétaire de la Rédaction : Philippe VIGIER

RÉDACTION :

49, boulevard Saint-Michel (Presses Universitaires de France),
le mercredi, de 10 h. 30 à 12 heures

Administration : Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e)

Abonnements : Presses Universitaires de France, Département des périodiques,

1, place Paul-Painlevé, Paris (5^e)

Tél. : ODÉON 64-10

Revue trimestrielle

ABONNEMENTS ANNUELS pour l'année 1952

France, Union française : 1500 francs — Étranger : 1750 francs — Le numéro, 450 francs

Compte de chèques postaux : Paris 392-33

AVIS IMPORTANTS. — Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de vingt francs.

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans un délai maximum d'un mois après réception du numéro suivant.

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES RENDUS

DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

	Pages
1100 Jahre österreichische und europäische Geschichte (R. Fols).....	118
Festschrift zur Feier des zweihundertjährigen Bestandes des Haus-, Hof- und Staatsarchivs (Id.)	118
Jean FILLIOEAT. La doctrine classique de la médecine indienne, ses origines et ses parallèles grecs (G. Coëdes)	121
Ramón MENÉNDEZ PIDAL. El imperio Hispanico y los Cinco Reinos (M. Defourneaux).....	125
Cyril FALLS. Elizabethan Irish Wars (Roger Chauvire)	126
K. W. SWART. Sale of offices in the seventeenth century (Roland Mousnier).....	127
Wesley-Frank CRAVEN. The Southern Colonies in the seventeenth century, 1607-1689 (Marcel Giraud)	129
Lewis E. ATHERTON. The Southern Country Store, 1800-1860 (Id.)	131
Gunnar GERDNER. Det svenska regeringsproblemet, 1917-1920 (P. Jeannin).....	133
Olle NYMAN. Svensk parlamentarism, 1932-1936 (Id.)	133
Jean HALPÉRIH. Les assurances en Suisse et dans le monde. Leur rôle dans l'évolution économique et sociale (R. Schnerb)	135
G. M. FRITERS. Outer Mongolia, and its international position (E. Gaspardone).....	137
Ma Ho-y'ien. Chinese Agent in Mongolia (Id.)	137
Erich H. JACOB. Agrarian Unrest in Southeast Asia (Id.)	139

July 22, 1953
B.P.

...

9

23

at

d-

...

118

119

121

125

126

127

129

131

132

135

137

139

Il se
pques
tant, à
France
tant. L
sur l'a
M. Gre
rité, d
novien
étrusq
même
ont su
premi
mier C
Depuis
étrusq

Les
mont
pours
où la
toujo
l'étru
étrusq

Le
pour
leur
sures
beau
quels
solog
de Co

L'ÉTRUSCOLOGIE

PROBLÈMES, MÉTHODES ET PERSPECTIVES

Il semble que depuis une trentaine d'années les études étruscologiques aient connu en France une période de longue défaveur. Pourtant, à la fin du siècle dernier et au début du xx^e siècle, l'apport de la France en matière d'étruscologie avait été particulièrement important. Rappelons seulement les manuels de J. Martha sur la langue et sur l'art étrusques, les fouilles pratiquées par S. Gaell à Vulci, par M. Grenier à Bologne et les ouvrages, qui font encore aujourd'hui autorité, du premier sur la nécropole de Vulci, du second sur Bologne villanovienne et étrusque. Le peu d'intérêt provoqué par les recherches étruscologiques depuis lors chez nous est d'autant plus frappant qu'au même moment, dans maints pays étrangers et surtout en Italie, elles ont suscité une ardeur nouvelle. Florence a vu se réunir en 1926 le premier Congrès national étrusque, suivi deux ans plus tard par le premier Congrès international, qui ont l'un et l'autre publié leurs Actes. Depuis 1927 paraît régulièrement la très importante revue des *Studi etruschi*.

Les progrès en étruscologie ont dépendu, d'une part, du développement de la méthode historique et philologique, d'autre part, de la poursuite des recherches archéologiques, capitales dans un domaine où la littérature est absente et où la connaissance de la langue s'est toujours heurtée à de très graves difficultés. L'histoire même de l'étruscologie est donc étroitement liée à l'histoire des fouilles en pays étrusque.

Le $xviii^e$ siècle a vu se développer un vaste mouvement d'intérêt pour l'Étrurie antique. Volterra, Sienne, Cortone, Tarquinies ont eu leur sol remué par les chercheurs. Les savants sont même portés à surestimer les productions du peuple étrusque et lui attribuent les beaux vases grecs qu'ils découvrent dans ses nécropoles et dans lesquels ils s'imaginent retrouver des œuvres locales. La faveur de l'étruscologie provoque des manifestations d'érudition régionale, l'Académie de Cortone publie ses *Dissertationes* entre 1738 et 1795. Les conclusions

des travaux de l'époque sont souvent très fantaisistes, mais le matériel est parfois décrit avec soin et bien des documents perdus aujourd'hui ne nous sont connus que par les rapports dressés par ces pionniers de l'étruscologie. L'on a dit avec raison que, si le xvi^e siècle découvrit Rome et le xix^e siècle la Grèce, au xviii^e siècle revient le mérite d'avoir retrouvé l'Étrurie. Le *Saggio di lingua etrusca e di altre d'Italia*, publié par L. Lanzi en 1789, résume les connaissances rassemblées jusqu'alors sur le peuple étrusque, sa langue et son histoire.

Le xix^e siècle s'ouvre sous d'heureux auspices. Les fouilleurs s'attaquent aux nécropoles étrusques avec ardeur et font d'importantes découvertes à Tarquinies, Vulci, Véies, Cervetri, Pérouse et Chiusi. On classe le matériel nouveau à Florence, dans un musée d'où est sorti le Musée archéologique moderne, et à Rome, au Musée grégorien du Vatican. Se constituent aussi les importantes collections du prince de Canino et du marquis Campana, qui meubleront plus tard les salles étrusques du Louvre et du British Museum. La connaissance des lieux et de leur histoire est favorisée par les audaces d'infatigables voyageurs, architectes ou archéologues, qui, à dos d'ânes ou de mulets, parcourent la Toscane encore infestée de brigands. Certains d'entre eux nous ont laissé des ouvrages qui rendent encore les plus précieux services, ainsi l'*Antica Etruria marittima*, publiée par L. Canina entre 1846 et 1851, et surtout l'admirable livre de l'Anglais G. Dennis, *The cities and cemeteries of Etruria*, paru en 1848 et réédité ensuite plusieurs fois. L'ouvrage de G. Dennis constitue un tableau vivant, pittoresque et souvent plein d'humour des paysages et des ruines de la Toscane et se lit encore, plus d'un siècle après sa publication, avec vive curiosité et réel profit. Peu à peu se forment les *Corpus* de documents figurés, le recueil des vases de E. Gerhard, celui des miroirs de E. Gerhard continué par Klugmann et G. Körte, celui, enfin, des urnes de H. Brunn et G. Körte. Le livre de K. O. Müller et de W. Deecke, *Die Etrusker*, paru en 1877, est la première synthèse digne de ce nom concernant l'histoire et les institutions étrusques.

Les fouilles, dont le rythme s'était un peu ralenti depuis le milieu du xix^e siècle, reprennent une allure plus rapide au début du xx^e siècle. Ce sont toujours les nécropoles qui attirent les chercheurs, celles surtout de Tarquinies, Orvieto, Véies, Cervetri. On voit naître ou prendre une extension nouvelle les grands musées de la Villa Giulia à Rome, du Vatican, de Florence, de Bologne, de Tarquinies. A Chiusi, Fiesole, Sienne, se constituent d'importantes collections locales. Il est impossible de rappeler ici, même sommairement, les travaux innombrables

que la langue et la civilisation étrusques ont suscitées au cours de ces soixante dernières années. Les recherches sur la langue sont grandement facilitées par la publication depuis 1893 d'un certain nombre de fascicules du *Corpus Inscriptionum Etruscarum*. Le point sur l'ensemble des connaissances acquises a été fait par des livres comme celui de P. Ducati, paru en France en 1938 sous le titre *Le problème étrusque*, tout récemment par le livre de M. Pallottino, *La civilisation étrusque*, que j'ai présenté au public français.

* * *

Après ce très rapide tableau historique, arrêtons-nous un peu aux problèmes essentiels soulevés par ces études. Deux questions ont depuis toujours excité la passion des chercheurs comme la curiosité du grand public. Quelle est l'origine des Étrusques? A quelle famille appartient leur langue et sera-t-il possible un jour prochain de la déchiffrer?

Déjà les historiens antiques s'étaient posé la question de l'origine du peuple toscan. Selon Hérodote, les Étrusques provenaient d'Asie Mineure, plus précisément de Lydie, et une véritable migration transmarine conduite par Tyrrhenos, un des deux fils du roi lydien Atys, les aurait portés sur les rivages occidentaux de l'Italie. L'origine lydienne fut généralement acceptée par les Anciens, et Virgile use indifféremment des adjectifs *thyrrenus*, *lydius* ou *etruscus* pour désigner le peuple de Toscane. On rapprochait volontiers Étrusques et Pélasges, et Strabon reproduit l'opinion d'Anticlède, qui pensait à une migration commune de Tyrrhéniens et de Pélasges, migration qui aurait eu pour origine les îles égéennes de Lemnos et d'Imbros. La tradition rapportée par Hérodote soulève pourtant dès l'antiquité des critiques. Denys d'Halicarnasse, qui vit à l'époque d'Auguste, consacre plusieurs chapitres du premier livre de ses *Antiquités romaines* à la réfutation d'une telle opinion. Selon lui, le peuple étrusque n'était pas venu du dehors, c'était un peuple autochtone : son extrême antiquité, son isolement linguistique et culturel étaient des preuves suffisantes de son autochtonie.

A l'époque moderne, la discussion du problème a repris avec une vigueur nouvelle. Trois systèmes ont été conçus qui s'opposent encore à l'heure actuelle. Le premier, adopté par B. G. Niebuhr et K. O. Müller, croit à une provenance nordique du peuple étrusque. Le deuxième reprend et développe la théorie de Denys d'Halicarnasse sur l'autochtonie des Toscans et recherche leurs origines ethniques dans un subs-

trat très ancien de populations ayant habité l'Italie avant l'arrivée des Indo-Européens. Le troisième, enfin, demeure fidèle à la tradition transmise par le père de l'histoire et admet sans hésiter l'idée de la migration ayant pour point de départ l'Asie Mineure.

La théorie nordique est de beaucoup la plus faible. Conçue par Nicolas Fréret, elle séduisit Niebuhr et Müller et fut défendue par des archéologues comme Helbig, que frappaient certaines ressemblances entre la civilisation des terramares qui se développa à l'âge du bronze dans l'Italie septentrionale, la civilisation villanovienne et la civilisation étrusque elle-même. L. Pigorini se rallia à cette façon de voir. Des historiens comme G. De Sanctis et L. Pareti cherchent à expliquer les différences entre Italiques et Étrusques en y reconnaissant des couches de populations distinctes. L. Pareti pense ainsi que les uns et les autres proviendraient de vagues indo-européennes successives : les Étrusques auraient fait partie de vagues plus récentes que les Italiques établis avant eux dans les Apennins. Dans un livre récent de cet érudit¹, on trouvera l'exposé détaillé d'une telle position.

Mais tout cela, en vérité, n'est guère solide. La vieille comparaison entre le nom antique des Étrusques, *Rasenna*, et le nom de la peuplade alpine de Rhétiens ne tient pas. Les inscriptions étruscoïdes trouvées dans la région du Haut-Adige sont tardives et ne remontent pas au delà du III^e siècle avant notre ère. Enfin, les analogies que l'on peut trouver entre habitants des terramares, Villanoviens et Étrusques, sont bien trop vagues et sujettes à discussion pour fonder une théorie que n'étaient ni la tradition, ni les résultats d'ensemble de l'archéologie, ni, enfin, la linguistique. L'hypothèse nordique peut donc être délibérément écartée.

La théorie de l'autochtonie des Étrusques reprend l'idée lancée par Denys d'Halicarnasse ; elle a été adoptée voici une vingtaine d'années par des linguistes comme A. Trombetti et G. Devoto, et à l'heure actuelle M. Pallottino s'y montre favorable. Ces érudits sont frappés à juste titre par les liens évidents qui relient l'étrusque à certains idiomes préindo-européens de la Méditerranée orientale, avant tout celui des inscriptions étruscoïdes de Lemnos dont je dirai un mot tout à l'heure. Mais au lieu de faire appel, pour les expliquer, à la migration traditionnelle, ils pensent que les peuples parlant ces différents idiomes étaient des flots ethniques ayant survécu aux invasions indo-euro-

1. L. PARETI, *La tomba Regolini-Galassi del Museo Gregoriano Etrusco e la civiltà dell'Italia centrale nel secolo VII a. C.* (Cité du Vatican, 1947).

péennes et représentant des populations très anciennes. Comme les Basques sont aujourd'hui encore ce qui reste de populations ibériques primitives en face des nations latines environnantes, les Étrusques auraient été dans l'antiquité le reste d'un substrat ethnique ayant survécu aux migrations venues du nord. Une semblable position est satisfaisante du point de vue linguistique, car elle rend compte du caractère méditerranéen de la langue étrusque ; mais elle se heurte à de graves difficultés sur le plan archéologique. Il n'y a pas, en effet, de continuité dans la civilisation des peuples qui ont habité la Toscane au cours des deux millénaires qui ont précédé l'ère chrétienne. Vers la fin du VIII^e siècle avant J.-C., à la phase de civilisation dite villanovienne ou géométrique succède une phase bien différente caractérisée par le progrès du rite de l'inhumation, des formes architecturales nouvelles ; la coupole fait son apparition, de nombreux objets sont importés de l'Orient ou imités d'objets orientaux, des armes inconnues jusqu'alors présentent une allure égéenne. Les vieilles populations méditerranéennes auxquelles l'on fait appel auraient-elles connu un réveil brusque donnant naissance à des productions industrielles ou artistiques que rien ne faisait prévoir ? La chose est, en vérité, peu vraisemblable. On comprend mal, ainsi, la brusque apparition d'une civilisation toute nouvelle, aux traits nettement orientalisants.

Les données archéologiques nous ramènent donc invinciblement vers la théorie traditionnelle de l'origine asiatique. Or, les faits linguistiques s'accordent, eux aussi, parfaitement avec elle. Nous possédons depuis 1885 un document d'une exceptionnelle importance qui fut trouvé dans l'île de Lemnos près du village de Kaminia. Il s'agit d'une inscription en caractères gréco-phrygiens gravée sur le front et les flancs d'une stèle funéraire présentant en relief très peu accusé la figure d'un guerrier. Le monument doit être daté du VII^e ou du VI^e siècle avant J.-C. Les rapports entre l'étrusque et la langue de cette inscription, langue parlée dans l'île avant la conquête athénienne de Miltiade, sont extrêmement étroits. Désinences, mots et même expressions entières se retrouvent identiques dans les inscriptions étrusques et cette inscription lemnienne. Le langage préhellénique attesté ici est étroitement apparenté à l'étrusque. Or, dans les récits anciens, Lemnos intervenait parfois, nous l'avons vu, dans la description de la migration tyrrhénienne. Il y a donc, entre la tradition et les faits linguistiques, une étrange concordance que rien ne permet d'attribuer au simple hasard.

Bien d'autres éléments sont à considérer avec attention que je ne puis que signaler ici d'un mot : le rôle important joué par la femme en Étrurie comme en certaines régions d'Asie Mineure, le culte étrusque d'une triade céleste semblable à celle qu'avait vénérée le monde créto-mycénien, les nombreux aspects asiatiques de la religion toscane et tout particulièrement son goût si prononcé pour la divination par l'examen du foie des victimes, goût qui nous ramène encore directement vers l'Asie Mineure et la Mésopotamie, où ne cessent d'apparaître sous la pioche des fouilleurs des terres cuites représentant des foies d'animaux sur lesquels sont gravés les présages révélés par leur conformation.

Tout cela vient s'accorder parfaitement avec l'opinion traditionnelle qui remonte à Hérodote. Bien entendu, se rallier à la thèse de la provenance orientale ne veut pas dire que l'on prête à toute la population étrusque des temps historiques une semblable origine. Les envahisseurs asiatiques ont dû être relativement peu nombreux et constituèrent seulement la classe dirigeante d'un peuple dont le fond paysan demeura formé par les couches italiques occupant la région avant l'arrivée des Tyrrhènes. Malgré leur infériorité numérique, sans doute nettement marquée, les envahisseurs, qui portaient avec eux une civilisation infiniment plus évoluée que celle de l'Italie primitive, donnèrent à la région occupée par eux une impulsion entièrement nouvelle et un aspect original, et le peuple toscan sera toujours relié par sa religion, son industrie et par son art à ces lointains rivages asiatiques d'où cette poignée de conquérants était partie. Quand, au cours du III^e siècle avant J.-C., l'Empire étrusque touchera à son heure dernière sous les coups de boutoir des légions romaines, les révoltes d'esclaves qui, selon les historiens romains, ensanglantèrent certaines de ses villes furent peut-être le réveil et la révolte des descendants de ces plus anciens occupants du pays que l'arrivée des Orientaux avait réduits en servitude.

* * *

Au cours des pages qui précèdent, nous avons dit quelques mots déjà concernant la question de la langue étrusque. Dans l'ensemble, ce problème apparaît, encore aujourd'hui, comme un mystère irritant que les efforts d'innombrables chercheurs n'ont pas réussi à dévoiler. En vérité, l'échec des tentatives les plus savantes, qui peut étonner au premier abord, s'explique fort bien. Les documents que nous possé-

donc, malgré leur nombre assez élevé, sont d'une pauvreté et d'une monotonie décourageantes. Le seul écrit d'une certaine longueur est constitué par un texte que présentent douze bandelettes de lin enveloppant une momie égyptienne d'époque gréco-romaine, aujourd'hui au musée de Zagreb. Il comprend 1.500 mots, mais les répétitions sont qu'on compte seulement 500 mots différents les uns des autres. Tous les autres documents connus de nous sont de caractère épigraphique et ont été retrouvés presque exclusivement en Étrurie, un petit nombre seulement provient du territoire ligure, du Latium ou d'Afrique du Nord. Ces inscriptions sont gravées ou peintes sur des parois de tombes, sur des cippes, des urnes, des tuiles, des statues, des bronzes, des vases. En tout, elles sont environ 10.000. Une dizaine seulement comportent quelques lignes de texte, ainsi celles de la tuile de Capoue, du cippe de Pérouse, de la lame de plomb de Magliano. Toutes les autres sont de très courtes inscriptions votives ou funéraires où n'apparaissent le plus souvent que le nom du dédicant ou du défunt, son prénom, le nom de son père ou de sa mère et l'indication de son âge. Les textes latins ou grecs ne contiennent qu'une trentaine de gloses de mots étrusques.

Les écrits étrusques se laissent aisément déchiffrer, car l'alphabet toscan dérive directement de l'alphabet grec. L'étude de l'alphabet gravé sur une tablette d'ivoire découverte à Marsiliana d'Albegna semble bien prouver qu'il a été emprunté aux Grecs avant la distinction de leurs types d'alphabets orientaux et occidentaux. Mais, après leur lecture, les textes étrusques se sont révélés très délicats à interpréter. Il manque, en effet, ce qu'on pourrait appeler une clé, c'est-à-dire un moyen de traduction qui pourrait être ou bien une langue voisine de l'étrusque et déjà connue par laquelle l'étrusque serait expliqué, ou bien une inscription bilingue importante rédigée en une langue déjà connue d'une part et en étrusque d'autre part. La fameuse pierre de Rosette est le plus illustre de ces documents-clés ayant permis d'interpréter des langues antiques devenues impénétrables.

En l'absence de semblables recours, les linguistes ont appliqué jusqu'ici deux méthodes de travail. La méthode étymologique consiste à confronter des mots étrusques avec des mots appartenant à d'autres langues que l'on suppose avec plus ou moins de raison apparentées à l'étrusque et à déduire l'identité des sens de l'analogie des formes. Mais on voit tout de suite le danger d'une telle attitude, puisque le point de comparaison est absolument hypothétique. Cette méthode a donné naissance à une infinité d'interprétations fantaisistes et gratuites.

Seul le linguiste italien Trombetti semble l'avoir utilisée parfois avec une apparence de succès. La méthode inductive, elle, étudie l'étrusque par l'étrusque. L'analyse et la comparaison entre elles d'inscriptions brèves et semblables permet de faire ressortir le sens, la valeur et la fonction des mots qui viennent déterminer le nom du dédicant ou du défunt. Un tel procédé donne forcément des résultats modestes et limités, mais, en revanche, solides.

Quel est le bilan des efforts tentés en ce domaine ? Le sens d'une série de mots est à présent connu et l'on peut tracer un schéma, très incomplet certes, de la grammaire de l'étrusque avec des indications nombreuses sur la phonétique de la langue, des conclusions plus minces sur sa morphologie et sa syntaxe. Les résultats acquis amènent à reconnaître dans l'étrusque une langue préindo-européenne et méditerranéenne.

L'essor et le progrès de la connaissance des langues mésopotamiennes, du hittite et des autres langues anatoliennes, permettent à l'étruscologue de concevoir de nouvelles espérances. Certes, depuis la découverte déjà lointaine des inscriptions étruscoïdes de Lemnos, aucun texte n'a été mis au jour que l'on puisse légitimement mettre en rapport avec nos inscriptions étrusques. Il faudrait, en vérité, pour nourrir et enrichir les recherches linguistiques peut-être de façon décisive, la recherche et la découverte de documents nouveaux en Lydie et dans les régions voisines. Il serait du plus haut intérêt, on le conçoit aisément, de découvrir là des inscriptions archaïques datant des siècles qui ont vu ou suivi le départ probable des Étrusques. Or, si le hittite, lui, remonte beaucoup plus haut dans le temps, les inscriptions de ces contrées, qui sont jusqu'à présent parvenues à la connaissance des savants, sont de date bien plus récente. Ainsi des réponses définitives aux problèmes séculaires de l'étruscologie seront peut-être fournies par la pioche des archéologues qui entameront ou poursuivront des fouilles scientifiques sur le plateau anatolien, dans les îles voisines ou en Thrace, vastes régions vierges encore en grande partie de recherches sérieuses. Ce qui a été fait, déjà, en quelques sites favorisés, tels que Lemnos, Sardes, Alisar, Pozarli, ne saurait constituer que le prélude d'un vaste programme d'exploration et de prospection qui saura occuper bien des équipes d'historiens. Ainsi l'étruscologue doit-il refréner son impatience, s'épargner d'interminables controverses qui, dans l'état actuel de la documentation, se révèlent vaines et stériles et jettent le discrédit sur ses efforts, et attendre, plein d'espoir, la prospection méthodique d'une Anatolie si pleine encore d'inconnues et de mystères.

* * *

Mais, dira-t-on, de telles conclusions sont négatives et décourageantes. L'étruscologie est-elle donc arrivée à un point mort et, en attendant d'hypothétiques trouvailles anatoliennes, les recherches en ce domaine sont-elles condamnées à un échec certain? En vérité, il n'en va pas du tout ainsi. L'insuffisance de notre documentation actuelle nous interdit bien d'apporter des réponses définitives aux problèmes de l'origine et de la langue des Étrusques; mais le champ de l'étruscologie est bien loin de se limiter à ces deux questions et l'essentiel même de cette discipline, contrairement à l'opinion courante, réside ailleurs. Le peuple toscan a eu, en effet, une longue existence et ses destinées se sont déroulées depuis le VII^e siècle avant notre ère au cœur même de l'Italie. L'influence qu'il a exercée sur la formation de la civilisation romaine est de tout premier ordre. Ce qu'il importe avant tout de connaître, c'est donc l'histoire même de ce peuple, l'histoire de sa civilisation, de sa religion et de son art. Pour écrire cette histoire, la connaissance exacte des origines et de la langue toscanes serait, certes, d'un grand secours; elle n'est cependant pas indispensable. La science peut ici progresser en s'appuyant sur les données archéologiques et les témoignages que nous ont laissés sur leurs ennemis de la veille historiens et littérateurs grecs et romains.

Si les connaissances archéologiques sont ici d'un tel prix, c'est précisément à leur développement et à leur enrichissement que doivent viser et que visent effectivement les efforts des savants. Il reste, d'ailleurs, énormément de choses à faire en la matière. Le passé archéologique de l'Étrurie est encore très mal connu. Nous évoquions tout à l'heure les recherches effectuées sur le sol étrusque depuis le XVIII^e siècle. Mais, si l'on parcourt les routes pittoresques de la Toscane, le nombre des sites importants encore négligés et souvent inconnus frappe et étonne. Les exemples à citer seraient innombrables. Pour avoir fait personnellement quelques séjours et poursuivi des recherches à cent kilomètres au nord de Rome, à Bolsena, je me suis rendu compte que tout le pourtour du magnifique lac volsinien, situé en plein cœur du pays étrusque, mériterait d'être étudié avec attention. Or, sauf à Bisenzio et plus récemment à Bolsena, bien peu de chose jusqu'ici a été fait. Plus près encore de Rome, dont elle n'est distante que d'une quarantaine de kilomètres, la lucumonie de l'antique Cære a permis déjà des découvertes d'une exceptionnelle importance. Sa nécropole aux

tumuli imposants est d'une extrême richesse. Mais la grande majorité des tombes qui la composent est encore enfouie sous la terre, et le dixième seulement de cette immense ville des morts a été fouillé et dégagé jusqu'ici. L'ampleur du domaine à explorer, la multiplicité des tâches qui attendent l'archéologue sont donc évidentes.

Un fait est à souligner tout particulièrement : l'activité des chercheurs, amateurs ou savants, a eu pour seul objet, jusqu'à une période toute récente, l'exploration des nécropoles étrusques. Les tombes toscanes, creusées dans le roc ou construites avec soin en matériaux robustes, ont conservé, intacts jusqu'à nos jours, les objets utiles ou précieux que l'on plaçait aux côtés du défunt et qu'il devait emporter avec lui dans l'au-delà. Au contraire, les sites sur lesquels s'élevaient les villes elles-mêmes, saccagés par le vainqueur romain et souvent couverts par lui de constructions nouvelles, ont conservé peu de chose de l'antique splendeur de la civilisation toscane. Aussi ont-ils été complètement négligés par les érudits comme par les fouilleurs clandestins. Leur étude mérite pourtant qu'on s'y attache, car elle peut révéler des restes importants de monuments civils ou sacrés, des inscriptions toscanes et peut-être même des bilingues datant de la période où les Romains se sont installés dans leurs conquêtes et où l'étrusque se parlait encore à côté du latin.

Cela vient heureusement d'être compris de différents côtés. L'École italienne a entrepris des recherches méthodiques sur les emplacements des villes mêmes de Vées et de Tarquinies, et les enseignements déjà acquis et les monuments ou objets d'art venus au jour viennent légitimer, s'il en était besoin, cette nouvelle orientation. Certaines Écoles étrangères de Rome, auxquelles, avec un esprit de coopération internationale qui mérite d'être loué, la République italienne a permis de fouiller sur le sol de la péninsule, ont adopté la même attitude. Les fouilles françaises de Bolsène ont permis la localisation, si discutée jusqu'alors, et l'exploration de l'antique Volsinies. L'École américaine entame la prospection de la ville forte de Cosa. De tels efforts permettront de mieux suivre l'histoire des différentes cités étrusques qui n'étaient reliées entre elles que par des liens assez lâches. Chaque ville de la dodécapole a mené une existence autonome et présente des caractères et des traits qui lui sont propres. Chacune mérite donc qu'on lui consacre une monographie, et de ces études particulières se dégagera une vision plus nette et plus juste de cette fédération d'États rebelles à toute unification qui constitua l'Empire étrusque.

La recherche archéologique a donc une belle carrière à poursuivre

sur le terrain. Mais, en dehors même de fouilles nouvelles, une tâche importante l'attend qui n'exige pas, cette fois, les crédits indispensables à l'accomplissement de nouveaux travaux. Le matériel immense qui remplit les salles étrusques des musées d'Italie et d'ailleurs est encore très insuffisamment connu. Provenant en grande partie des fouilles préscientifiques du XVIII^e et du XIX^e siècle, il a été entassé dans des collections particulières, de là dans les musées, sans être publié, comme il est de règle aujourd'hui, au fur et à mesure des découvertes. L'oubli de leurs lieux de provenance et des conditions de leur mise au jour a beaucoup gêné la recherche ultérieure. Un grand nombre de documents demeure ainsi négligé et l'étruscologue a encore devant lui une vaste et difficile tâche muséographique.

Enfin, le progrès général de nos connaissances archéologiques amène, à présent, à reprendre l'étude même de pièces déjà connues et publiées. Au début de ces pages, il a été fait allusion aux recueils datant de la deuxième moitié du XIX^e siècle et groupant vases, urnes funéraires et miroirs toscans. Ces publications demeurent pour nous fort précieuses, certes. Mais les découvertes plus récentes, le développement aussi de nos informations sur l'art grec et l'art romain, qui nous fournissent des points de comparaison plus nombreux et plus précis, portent souvent à réviser complètement l'étude et la datation proposées pour de multiples objets.

Les efforts récents des archéologues, devant lesquels s'étendent, on le voit, de vastes champs d'investigation, ont-ils dès à présent ouvert de nouvelles perspectives? Pour ne pas être entraîné trop loin, indiquons seulement celles qui nous semblent les plus riches d'avenir et intéressent, en même temps que l'Étrurie, le destin même de Rome.

C'est d'abord la période primitive de l'histoire romaine que l'examen et le classement du matériel étrusque trouvé sur le sol romain viennent éclairer d'un jour plus vif. Après avoir subi fortement l'influence étrusque, du milieu du VII^e au milieu du VI^e siècle, l'ancienne cité latine devient vers 550 et demeure jusque vers 480 une véritable cité étrusque. Le tableau que la tradition présente de la Rome des Tarquins n'est donc pas contraire à la réalité. Les données archéologiques le confirment, Rome fut effectivement dans la deuxième moitié du VI^e siècle une importante cité toscane, comparable aux puissantes lucumonies de l'Étrurie du Sud. Tout comme celles-ci, elle était entourée par une robuste enceinte. L'étude des restes de la muraille dite servienne a suscité bien des hypothèses opposées, mais il semble à présent assuré que les parties construites en *cappellaccio* sont bien de l'époque royale, tout

comme les vestiges imposants, trouvés sous le Palais des Conservateurs, du temple de Jupiter capitolin. Les terres cuites et les poteries de cette période, mises au jour par des fouilles telles que celles, récentes, de Sant'Omobono sur le *Forum boarium* au sud du Capitole, révèlent une production artistique et industrielle abondante et de qualité. Les contacts incessants de Rome avec ses voisins, Véies, Cervetri, sont démontrés par la présence de pièces sortant de leurs ateliers. Un fragment de *bucchero* trouvé en 1939 au pied du Capitole porte la première inscription étrusque apparue sur le sol de l'Urbs. L'importation des vases grecs fut considérable et révèle un commerce important avec la Grèce sans passage nécessaire par d'autres cités. L'exposition méthodiquement présentée, au Palais des Conservateurs, des collections capitoline de la Rome archaïque ne peut manquer de frapper l'esprit du visiteur par l'abondance et souvent par l'art de ses pièces.

Ainsi Rome ne s'est pas développée suivant un processus régulier qui peut satisfaire l'esprit, mais ne correspond pas aux faits. Après deux siècles d'une existence qui s'améliorait lentement, elle connut à partir de 550 grandeur et puissance. Le recul de l'Empire étrusque et le départ des Toscans furent cause pour elle d'un déclin et d'une déchéance profonde qu'elle mettra longtemps à surmonter avant de se lancer à la conquête de l'Italie.

Un point d'histoire religieuse pour une époque bien plus récente ne me semble pas avoir jusqu'ici retenu l'attention qu'il mérite. Les fresques qui décorent les parois des tombes toscanes et surtout celles de Tarquinies, à côté de leur valeur insigne pour l'histoire de la peinture antique, nous instruisent aussi, on le sait, sur les conceptions d'outre-tombe du peuple qui les a créées. C'est, en effet, toute la destinée des morts, leurs joies et leurs peines dans le royaume d'Hadès qui en sont les étonnants motifs. Or, les fresques de l'époque hellénistique, aux III^e, II^e et I^{er} siècles avant notre ère, prennent une tonalité des plus sombres. Les démons aux traits hideux se multiplient, menacent les défunts de cruels tourments et l'outre-tombe n'est plus qu'un Enfer préfigurant celui de Dante. Les défaites militaires des Étrusques au III^e siècle, puis leur asservissement à Rome semblent avoir attristé leur vision de l'au-delà et donné libre carrière à des imaginations que leur dictait sans doute un tempérament sombre et farouche. Or, il m'est impossible, pour ma part, de ne pas rapprocher de ces sinistres tableaux le cri de triomphe d'un Lucrèce libérant l'homme de la crainte de l'au-delà. La noire conception de la mort qui régnait aux portes de Rome au moment même où vivait le poète n'a pu manquer de s'infiltrer dans la

ville. E.
contre.

Deva
mieux
la mort
tures i
néant,
horreur

L'hy
plein m
tant vo
perspec
nouves
déjà co
tionnel
avec l'

Il ét
produc
protest
qui ser
venu, c
de ces
habitu
nique
nombr
l'époq
abord
et rais
étrusq
de Cor
IV^e siè
année

La c
impres
tiendra
atelier
quête

1. Cf.
tive der
an. 1948

ville. Et voilà qui explique en partie la violente réaction lucrétienne contre les superstitions de ses contemporains.

Devant les scènes cruelles des tombes tarquiniennes, on comprend mieux pourquoi le poète, enseignant que tout l'homme périssait avec la mort, pouvait avec fierté se dire un libérateur. En regard des tortures infligées aux défunts par des démons mi-hommes mi-bêtes, le néant, qui a pourtant si souvent suscité dans le cœur de l'homme une horreur angoissée, pouvait bien sembler un destin enviable.

L'hypothèse d'une influence religieuse étrusque exercée à Rome en plein milieu du 1^{er} siècle avant notre ère étonnera peut-être. Et pourtant voici que les dernières recherches font s'ouvrir devant nous des perspectives bien plus révolutionnaires. Nous avons fait allusion à ce nouveau travail, qui s'impose, de reclassement du matériel étrusque déjà connu. A peine se trouve-t-il amorcé que toute notre vision traditionnelle de la chronologie de l'art toscan et, par suite, de ses rapports avec l'art romain se trouve bouleversée.

Il était de règle, jusqu'à une date toute récente, de situer les ultimes productions de l'art étrusque dans le cours du 1^{er} siècle avant J.-C. Des protestations¹ viennent de s'élever contre la fixation d'une telle limite, qui serait purement illusoire. L'examen, fait d'un œil neuf et non prévenu, d'urnes et de miroirs étrusques amène, en effet, à placer nombre de ces documents en pleine période impériale romaine. Et les critères habituels de l'appréciation archéologique, fondés sur le travail, la technique et l'ornementation des objets étudiés, portent à échelonner nombre de productions toscanes du 1^{er} siècle de notre ère jusqu'à l'époque constantinienne. De telles conclusions, qui peuvent au premier abord paraître stupéfiantes, sont pourtant fondées sur une étude solide et raisonnée. En vérité, la persistance tenace d'anciennes traditions étrusques nous était connue pour d'autres domaines. Le fameux rescrit de Constantin trouvé à Spello ne nous apprend-il pas que jusqu'au 4^e siècle les délégués des peuples étrusques se rassemblaient chaque année dans le vénérable sanctuaire du *Fanum Voltumnae*?

La question est naturellement à serrer et à voir de très près. Mon impression, d'ores et déjà, est que l'essentiel des conclusions avancées tiendra. On en mesure toutes les conséquences. Ainsi les traditions des ateliers toscans se sont perpétuées pendant des siècles après la conquête et l'unification politique, opérée par Rome en Italie comme dans

1. Cf. la communication, d'un grand intérêt, de M^{me} Ragna ENKING, *Datierung und Motive der spätetruskischen Kunst*, dans le *Jahrbuch des deutschen arch. Instituts*, 63-64, an. 1948-1949, col. 183 à 237.

le monde méditerranéen tout entier, ne s'est pas accompagnée, autant qu'on le croyait, d'une assimilation artistique et culturelle. Certes, en différentes provinces protégées par leur éloignement dans l'espace, les traditions locales, religieuses ou artistiques, ont pu plus facilement résister dans une certaine mesure à l'influence irradiante de l'Urbs. Mais il est autrement significatif de constater qu'aux portes mêmes de Rome ont survécu aussi tenacement un style, une technique, un esprit proprement étrusques.

Les racines de cette civilisation s'étaient enfoncées bien profondément dans le sol de la Toscane et la toute-puissance romaine ne les a jamais extirpées complètement. Faut-il d'ailleurs tant s'en étonner? Certaines œuvres toscanes évoquent invinciblement à l'esprit tel ou tel chef-d'œuvre des maîtres florentins de la Renaissance. Et les deux figures ailées qui montent la garde sur le devant d'un sarcophage trouvé dans le sépulcre pérugin des Volumni semblent bien les hérauts annonciateurs du génie de Michel-Ange.

Raymond BLOCH,

Directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études.

Le
Alber
imme
un c
échou
signa
une d
conve
logne
bourg
Sigis
géné
aussi
bran
ensei
des a
accéd
par le
tribun
Alb
cou ;
qu'il
contr
tion a
le D
Quint
Suède
Dane
de rap
le Vie

1. A
2. I
3. I

MÉLANGES

LE TRAITÉ DE CRACOVIE DE 1525

Le dernier grand maître de l'Ordre des Chevaliers Teutoniques en Prusse, Albert Hohenzollern, de la lignée des Hohenzollern d'Anspach, tenta, immédiatement après l'armistice conclu avec la Pologne en 1521, d'obtenir un compromis plus durable, mais, au printemps de 1522, ses tentatives échouèrent définitivement. Indépendamment de ce qui précède, et dès la signature de l'armistice, Albert entreprit des démarches en vue d'obtenir une décision favorable du tribunal d'arbitrage — tribunal prévu lors de la convention d'armistice — ou de recevoir un secours armé ; à la cour de Pologne, on considérait en 1522 que c'était Joachim, l'électeur de Brandebourg, qui était le principal soutien du grand maître¹ ; une année plus tard, Sigismond le Vieux, roi de Pologne, écrivait au prince Charles, staroste général de Silésie, qu'« il est connu non seulement de nous et de vous, mais aussi de l'Europe presque entière, que le margrave (sc. Joachim) est le brandon de toute cette conflagration, qu'il est son prince et son porte-enseigne, et que c'est sur son initiative que furent rassemblées contre nous des armées provenant de toutes les parties de l'Allemagne »². Albert sut aussi accéder jusqu'à l'empereur Charles Quint ; cependant, malgré l'appui accordé par le pape à l'initiative de Charles, Albert ne parvint pas à composer un tribunal d'arbitrage où les représentants de l'Empire prissent part.

Albert en appela à l'Angleterre, à l'Écosse, à la France ; il fit appel à Moscou ; en 1523, le roi Sigismond le Vieux écrivait au palatin rhénan, Frédéric, qu'il savait bien que le grand maître fait partout entendre ses plaintes contre le roi³ ; cependant, le plan principal qu'Albert élaborait en collaboration avec Joachim consistait en une alliance avec le Danemark. Jusqu'en 1523, le Danemark avait été gouverné par Christian II, beau-frère de Charles Quint et de l'électeur Joachim ; cependant, il perdit d'abord le trône de Suède (occupé en 1523 par Gustave, le premier des Wasa), puis celui de Danemark. On sait que déjà quelques années auparavant on avait tenté de rapprocher la Pologne de la Suède, qu'on avait même offert à Sigismond le Vieux, en 1520, la couronne de Suède. Maintenant, Albert décida de venir

1. *Acta Tomiciana VI*, n° 161, p. 161.

2. *Ibid.*, n° 279, p. 309-310.

3. *Ibid.*, n° 219, p. 257.

en aide à Christian, grâce à quoi il voulait reconstituer un bloc scandinave hostile à la Pologne.

Les vigilants habitants de Gdańsk portèrent immédiatement à la connaissance du roi ce que tramait le grand maître désireux de venir en aide à Christian, de même que ce que projetait Albert contre le prince de Mecklembourg, contre les princes de Poméranie et contre le roi lui-même; ils firent aussi observer que l'initiative de toute cette affaire revenait à l'électeur Joachim¹. Le roi remercia les habitants de Gdańsk et leur demanda de lui faire savoir immédiatement ce qu'ils pourraient éventuellement apprendre de neuf dans ladite affaire². La réaction de Sigismond ne se fit pas attendre. Dès le début de l'année 1524, il désigna des commissaires pour traiter avec le prince Henri de Mecklembourg et avec les princes de Poméranie Georges et Barnim. Ces deux derniers étaient les fils de Boguslas X le Grand, décédé le 30 septembre 1523, et les neveux du roi de Pologne (Boguslas avait pour femme la sœur de Sigismond le Vieux). C'est le primat Łaski qui fut nommé président de la commission. Dans des instructions détaillées, on recommandait entre autres aux commissaires d'examiner à Gdańsk les documents se rapportant aux droits féodaux de la Pologne sur la Poméranie Occidentale; il s'agissait ici des fiefs de Lębork et de Bytów concédés au prince Éric de Poméranie par Casimir Jagellon lors de la guerre de treize ans (1454-1466). Au cas où les Poméraniens voudraient évoquer l'affaire de l'instruction et de l'éducation du prince poméranien à la cour de Pologne, les commissaires avaient l'ordre de répondre qu'ils n'avaient reçu aucune instruction à cet égard, mais qu'ils étaient convaincus que, si la cour de Poméranie le demandait au roi, celui-ci n'opposerait pas de refus à cette demande.

Le primat Łaski semblait tout indiqué pour cette mission, du fait que le grand rêve de sa vie était de renouer les anciens liens entre la Poméranie odérienne et la Pologne. Cependant, ce projet commençait à être perdu de vue; en 1524, il n'est plus question que des fiefs de Lębork et de Bytów, car, dès 1521, les princes de Poméranie étaient devenus les vassaux immédiats de l'Empire. La Pologne, fourvoyée dans une guerre avec Moscou, avait perdu au début du xvi^e siècle l'ultime occasion de revendiquer de façon durable cette partie de la Poméranie. Le vestige des anciens liens, c'était cette suzeraineté sur Lębork et Bytów, rétablie, après une interruption, en l'année 1526. Quant à ce jeune prince poméranien, grandissant à la cour de Pologne, il n'était que l'incarnation d'une réminiscence des vieux plans poméraniens, vivaces encore au début du xv^e, et visant alors à l'accès à la succession au trône de Pologne.

L'alliance avec les princes de Poméranie et le prince de Mecklembourg fut réalisée à Gdańsk le 14 mars 1524 et — en connexion avec les représailles de la Suède et de la Hanse vis-à-vis de l'Ordre — décida des plans septentrionaux du grand maître. Sa position était d'autant moins bonne que Sigis-

1. *A. T. VI*, n° 281, p. 312-313.

2. *Ibid.*, n° 291, p. 320.

mond.
créat
propos
le 21 d
ni arm
Cep
quée. L
n'avait
l'Ordre
teurs n
C'es
roi, au
statu q
parmi
qui, en
tatait
guerre

Que
d'un c
Cracov
cielles
que l'o
tion; n
à la re
l'année
en 146
ture q
ment n
la Pru
pays, n
donnai
sévies
c'est le
logne,
ménier
riens e
L'ar
nettem
mener

1. 4.

2. 4.

mond, fort des expériences qu'il avait faites avec Charles Quint, éludait la création d'un tribunal d'arbitrage et, en principe, passait à l'ordre du jour à propos du compromis de l'année 1521. A la Diète de Piotrków, qui se tint entre le 21 décembre 1524 et le 24 février 1525, on décida de « ne conclure ni paix ni armistice avec l'Ordre, mais de lui faire évacuer ces terres¹ ».

Cependant, dans l'entre-temps, l'affaire devenait de plus en plus compliquée. La Chambre des députés était unanime quant à son esprit ; la noblesse n'avait pas de doute sur ce que devaient être les relations du pays avec l'Ordre. Cette position convenait au primat Łaski, mais entre les sénateurs restants il existait des divergences d'opinion.

C'est ainsi que Mathias Drzewicki, évêque de Włocławek, conseillait au roi, au début de l'année 1524, de conclure la paix avec l'Ordre sur la base du *status quo* d'avant la guerre. Ce qui importe davantage, pourtant, c'est que parmi les partisans d'un compromis se trouvait le chancelier Szydłowiecki qui, en 1523, dans une lettre adressée à Frédéric, prince de Lignica, constatait qu'« il était toujours des plus enclins à mettre un terme à cette guerre² ».

* * *

Quels furent donc les motifs qui influèrent en définitive sur la conclusion d'un compromis avec Albert, dont l'expression dernière fut le traité de Cracovie de l'année 1525? Nous possédons à ce propos des déclarations officielles contemporaines, et avant tout celles de Krzycki, évêque de Przemyśl, que l'on chargea d'informer l'opinion publique des raisons de cette composition ; nous avons aussi les explications, postérieures de neuf années, fournies à la reine Bona, femme de Sigismond, par le vice-chancelier Tomicki (en l'année 1534). Krzycki se réfère au fait que la paix de Toruń (conclue en 1466) n'avait pas été entérinée par les papes et, avant tout, au danger turc qui avait contraint en 1475 à conclure la paix « la plus absolument nécessaire pour le bien de la chrétienté ». Quant à la sécularisation de la Prusse, le Siège Apostolique savait exactement ce qui se passait en ce pays, mais ni le pape ni l'empereur ne réagirent là contre et, par ailleurs, donnaient leur appui à l'Ordre contre le roi de Pologne ; l'hérésie luthérienne sévissait dans l'Allemagne entière, tandis qu'en ce qui concerne la Pologne, c'est le serment qui est à la base de l'union des sujets avec le roi. En Pologne, à côté des catholiques romains, vivent aussi des Ruthéniens, des Arméniens, des Juifs et des Tartares — il y a donc aussi place pour les Luthériens en Prusse Ducale.

L'argument principal de Krzycki, quand il parlait de la Hongrie, était nettement faux, car en ce temps la Pologne était précisément en train de mener des négociations sérieuses pour arriver à un armistice avec la Tur-

1. A. T. VII, n° 33, p. 251.

2. A. T. VI, n° 286, p. 314-315.

quie. L'explication de Tomicki est tout entière erronée du fait qu'il prétextait de la grande nécessité faisant alors pencher la Pologne pour un compromis et évoquait les dangers qui autrement eussent menacé la Pologne; il écrivait aussi qu'on n'avait pas discuté les postulats du roi, mais que le roi et le sénat avaient accepté ceux proposés par le grand maître. Les véritables raisons étaient de tout autre nature.

Il est nécessaire de rappeler ici que, lors de la Diète de Piotrków, de 1524-1525, le roi promit (le 20 février) de convoquer pour le 30 novembre 1525 le « conventus iusticiae » réclamé, autrement dit une diète qui aurait à s'occuper aussi bien de l'amendement des lois que de l'exécution des lois exigée par la noblesse. Or, non seulement Szydłowiecki, mais aussi Tomicki, redoutaient cette diète comme le feu, car l'exécution des lois les menaçaient de se voir enlever la chancellerie et la vice-chancellerie; ils cumulaient, en effet, les fonctions de chancelier et de vice-chancelier avec d'autres dignités, cumul qui était interdit par une loi spéciale de 1504. L'« incompatibilitas » de Tomicki s'aggrava encore en 1524 lorsqu'il passa de l'évêché de Poznań à celui de Cracovie. Il est digne de remarque que, comme Krzycki en informait Tomicki, la reine Bona s'opposait à ce qu'on transgressât la loi de 1504. Krzycki écrivait que la reine avait le plus grand respect pour le vice-chancelier, que pourtant elle préférerait qu'il possédât toutes les dignités en outre de la vice-chancellerie, mais non ceux des évêchés qui constituent des « incompatibilia »¹. Le roi, Szydłowiecki et Tomicki pouvaient à juste titre supposer que la pospolite convoquée pour la guerre de Prusse mènerait au rassemblement de la Diète qui, de son côté, contraindrait Szydłowiecki et Tomicki à résigner leurs fonctions². Szydłowiecki, depuis longtemps d'ailleurs, ne cachait plus son désir d'arriver à un compromis avec Albert, mais nous savons que Tomicki envisageait tout autrement les relations entre la Pologne et la Prusse de l'Ordre³. Que ces raisons aient joué alors un rôle prépondérant, l'attitude du roi et du Sénat en 1524 en témoigne, car, malgré le grand danger menaçant du côté des Turcs et des Tartares, on évita de convoquer la pospolite, du fait que l'on appréhendait les postulats de la noblesse, postulats réclamant l'exécution des lois.

Cependant, d'autres raisons encore militaient en faveur d'un compromis avec Albert. On n'ignore pas que les auteurs de la politique de la Pologne étaient irrités et excités par le fait que le Siège Apostolique n'avait pas entériné la paix de Toruń, de 1466; la sécularisation de l'Ordre, réalisée par le traité de Cracovie de 1525, rendait inactuel le problème pour lequel la diplomatie polonaise avait lutté au cours de plus de soixante années. Cependant,

1. *A. T. VII*, n° 76, p. 311.

2. Telle est l'explication fournie par Wl. POCIECHA dans son ouvrage intitulé *Genesis holdu pruskiego* (Genèse de l'hommage prussien). Gdynia, 1937.

3. La fait que Tomicki ne nourrissait pas d'illusions exagérées est attesté par un extrait d'une lettre à Dantyszek (*A. T. VII*, n° 40, p. 274); il écrit notamment que de grands changements sont survenus chez nous: « Albert... de loup s'est mué en agneau. »

ce qui décida en dernier ressort de l'opposition nationale au Sénat fut la position qu'adopta l'Ordre sécularisé vis-à-vis de Charles Quint et de la France.

Parmi ceux qui délibéraient au Sénat sur les propositions d'Albert se trouvaient le primat Łaski et son neveu Jérôme, lequel, peu de temps auparavant, avait été envoyé auprès du roi François I^{er}. Ces délibérations commencèrent le 11 mars 1525 ; le 12 mars, on apprenait en Pologne la défaite de François I^{er} à Pavie. Cette défaite équivalait à un énorme accroissement de la puissance des Habsbourg. Le problème des relations de la Pologne avec le protestantisme d'Allemagne fut mis ainsi à l'ordre du jour.

Ce fut la France qui ici servit de modèle. Jérôme Łaski, de retour de sa mission près de François I^{er}, rendit compte de l'observation qu'il avait faite que le roi de France était en fait hostile aux Luthériens, mais qu'il se réjouissait de l'embarras que ce problème causait à l'empereur¹. Or, Albert, encore en tant que grand maître, continuait d'entretenir de proches relations avec le roi de France. Dantyszek, ambassadeur de Pologne, écrivait de Madrid à Sigismond, le 7 février 1425, qu'« on parle mal ici du grand maître prussien, et ce aussi bien parce qu'il est luthérien que parce qu'il accorde sa sympathie au roi de France² ».

On sait qu'à partir de François I^{er} la politique française tendait à appuyer les divers schismes de l'Allemagne, et ce afin de briser l'unité de ce pays, tout en réprimant ces mêmes schismes à l'intérieur. La politique de Sigismond I^{er} visait à se rapprocher de ce qu'était la politique française ; le verdict royal prononcé le 10 août 1521 dans l'affaire de l'évêque de Kamieniec, Laurent Miedzyleski, est caractéristique à cet égard. Le roi interdisait notamment à l'évêque de publier des écrits contre Luther, vu que ces écrits « offensent certaines nations et leurs souverains, ceux surtout dont nous sommes les voisins³ ».

Après Pavie, la politique polonaise vit se poser devant elle le problème des relations avec les Habsbourg, et donc le problème des alliés contre l'empereur Charles et contre Ferdinand, archiduc d'Autriche. Tous deux excitaient systématiquement Moscou contre Sigismond. Dans ces conditions, le protestantisme en Allemagne, quoique mal vu de Sigismond du point de vue des idées générales, devenait un phénomène politique favorable. Le gouvernement polonais ne savait que trop bien combien de difficultés la collaboration

1. « Dominus palatinus siradiensis... narravit de rege Galliarum Christianissimo, quod nihil omnino cogitat, quam ut perniciosam Luteri sectam sectetur, vult autem hunc rumorem passim, dedita opera circumferri, quasi velit ejus sectator esse, ut hosti suo caesari Carolo incutiat terrorem, qui multo magis diffidere cogeretur Germanie erranti, postquam crederet, eam tantum tamque assecram in his luteranis erroribus habere... », *A. T. VII*, n° 68, p. 67.

2. *A. T. VII*, n° 13, p. 174 : « Magister enim Prussie..., tum quod Luteranus est, tum quod aperte cum Gallorum rege sentiat, male hic auditur. » Dantyszek écrit encore, en parlant du grand maître : « Quod hic propter Luterum et Gallos non haberet gratiam. »

3. W. ZAKRZEWSKI, *Powstanie i wzrost reformacji w Polsce* (Apparition et développement de la réforme en Pologne), 1870, p. 23-24.

du Brandebourg avec les Habsbourg suscitaient à la Pologne. On rencontrait partout des Brandebourgeois, aussi bien à Madrid qu'à Rome ou à Buda. Maintenant que les voies des Hohenzollern et des Habsbourg commençaient à diverger, il s'agissait d'avoir les Hohenzollern et les protestants pour soi et contre les Habsbourg, et non de lutter contre les uns et les autres. C'est dans ce rapport des forces et sous l'influence considérable des idées politiques se formant à la cour de France qu'il faut voir une des importantes raisons du traité de 1525. C'était le primat Łaski et Jérôme Łaski qui pouvaient au premier chef s'opposer au traité, mais Jérôme venait justement d'apprendre à la cour de France comment on pouvait jouer des protestants contre les Habsbourg. C'est ce qui explique qu'au Sénat l'opposition fut faible ; elle arguait de la crainte de l'opposition de la curie et de l'empire à la sécularisation, et par là prenait, à vrai dire, en considération des doutes contre une décision, approuvée en principe, concernant la sécularisation de la Prusse. Le traité de Cracovie ainsi expliqué met en même temps en lumière la politique postérieure de Sigismond-Auguste (1548-1572), qui accorde le fief prussien aux Hohenzollern brandebourgeois (1563). Les disciples de l'école de Sigismond, le roi Stéphane Batory et le chancelier Jean Zamoyiski, agissent de façon identique ; tous deux luttent contre les Habsbourg tout en conservant de bonnes relations avec les Hohenzollern. Le facteur français va bientôt jouer lui aussi un rôle important au moment du transfert du fief prussien aux électeurs de Brandebourg au début du XVII^e siècle¹.

Le traité de Cracovie fut condamné par Charles Quint. Son chancelier, Gattinara, déclara que « si votre roi l'a fait, il est certain que par là il a perdu partout le sérieux de son caractère et sa bonne opinion », mais ce n'étaient là que larmes de crocodile qui ne sauraient servir de source à l'appréciation de cet événement. L'opinion du roi de Danemark, exprimée postérieurement au traité et redite à Dantyszek par l'archevêque de Lund, était sinon entièrement impartiale, du moins plus objective : « Si le roi de Pologne gagnait maintenant en raison et voulait recommencer la guerre avec le grand maître prussien, il n'aurait là contre nulle difficulté : il (le grand maître) est abandonné de tous ses amis ; personne n'a plus foi en lui, et l'affaire de la Prusse et de sa fortune (à lui) est bien terminée. » L'envoyé du pape en Hongrie, Antoni del Burgo, suspecte une partie du conseil royal de vénalité : « Le roi est un homme bon, assurait-il, mais dans nombre de choses il se laisse mener, et une partie du conseil royal qui s'occupe de ces affaires est assez vénale ; en bref, le roi de Pologne ressemble à cet égard au roi de Hongrie, et les affaires du royaume rappellent ce qui se passe en Hongrie². »

1. Cf. W. SOBIESKI, *Henryk IV wobec Polski i Szwecji* (Henri IV face à la Pologne et à la Suède). Cracovie, 1907. — M. CICHOCKI, *Mediacja Francji w rozejmie Altmarskim* (La médiation de la France dans l'armistice d'Altmarsk). Cracovie, 1928, p. 81 et *passim*.

2. Cf. W. POCHĘCHA, *l. c.*

La poésie venait elle aussi brocher sur le tout. Les *Acta Tomiciana* (VII, p. 255) notent cette « appréciation des Allemands et de l'Ordre Teutonique sur sa disparition » :

Liben Bruder esset unde trinket das beste
Unser Orden steet leider nicht ffeeste.

Krzycki écrivit en vers une apologie du traité ; par contre, Stanislas Hozjusz, jeune alors, le condamnait.

Dans l'historiographie polonaise moderne, c'est Michel Bobrzyński qui, dans sa célèbre *Histoire de Pologne*, a exprimé l'opinion la plus sévère à ce sujet en disant que c'était là « un traité ignominieux qui en quelque sorte constituait un aveu de la Pologne constatant qu'elle n'était plus capable d'entreprendre et de mener à bien une quelconque affaire ».

La seconde partie de cette phrase est sans aucun doute injurieuse par rapport au passé de la Pologne. Pour ce qui a trait à la première partie, il faut se garder, en historiographie, d'apprécier les événements, parfois fort éloignés, uniquement du point de vue de ce qui en est le résultat définitif. Il faut se rappeler que deux siècles et demi s'écoulèrent entre le traité de 1525 et la chute de la Pologne, et qu'il serait injuste de rendre des générations antérieures de plusieurs centaines d'années responsables de tous les événements qui survinrent longtemps après elles. Il convient de reporter une part de cette responsabilité sur les générations suivantes. La France, par exemple, renversa entièrement, au milieu du XVIII^e siècle, sa politique vis-à-vis des Hohenzollern, et la guerre de Sept ans mit la Prusse à deux doigts du précipice. C'est alors que le moment vint d'en finir également du côté polonais avec ce même problème. Mais la Pologne du temps était en voie de désagrégation et incapable de toute action. Il est difficile d'en faire porter la responsabilité à Sigismond I^{er}. Autre chose est d'étudier des stades génétiques éloignés, autre chose de constater une faute directe et objective.

Nous sommes loin, néanmoins, d'excuser le traité de Cracovie — sans aucun doute on pouvait alors faire mieux ; — cependant, il y avait en ce temps des raisons nous permettant de l'expliquer sur le fond de son époque, et ce d'une façon qui ne la discréditât pas, car ce ne sont pas seulement la lutte pour les « incompatibilia » et la crainte de la *pospolite* qui décidèrent du traité, mais en outre — et dans une aussi large mesure — toute la situation politique extérieure du temps¹.

Puisqu'il est question du traité de Cracovie, il faut se rappeler qu'il est nécessaire de l'examiner non seulement du point de vue des rapports entre la Pologne et la Prusse des Teutoniques, mais aussi du point de vue de l'ensemble du problème brandebourgeois. On jette l'anathème contre la sécula-

1. Les remarques les plus précieuses à cet égard sont dues à A. HIRSCHBERG (*Przymierze z Francją z r. 1524 — L'alliance de 1524 avec la France — dans le Guide scientifique et littéraire*, Léopol, 1882).

risation de la Prusse, alors qu'on passe à peu près sous silence un second problème presque aussi important, celui du sort de la Poméranie odérienne. Cependant, pour la politique brandebourgeoise, ce n'était là qu'un seul et même problème, et ce dès le milieu du XIII^e siècle, alors qu'un des tentacules du Brandebourg atteignait la Poméranie de Gdańsk, et l'autre celle de Stettin. Les liens entre la Pologne et la Poméranie Occidentale après les tentatives infructueuses de Boguslaw X le Grand et du primat Łaski s'amenuisèrent, en définitive, à la seule reconnaissance de la suzeraineté du roi de Pologne sur Leborg et Bytów, tandis que, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, la Poméranie dans son ensemble devint fief d'empire dès 1521.

Pourtant, quelques années après le traité de 1525, la Poméranie renouvela avec le Brandebourg l'arrangement prévoyant la succession brandebourgeoise en Poméranie au cas où la lignée princière poméranienne viendrait à s'éteindre (1529). Cet arrangement fut fertile en conséquences et il est également intéressant du fait qu'il est le prototype des tentatives faites par le Brandebourg pour la succession en Prusse Ducale en cas d'extinction de la lignée d'Albert.

Si l'on considère l'accord de Cracovie dans le détail, force nous est de mentionner avant tout que c'est l'entretien qu'Albert eut avec Luther à Wittemberg le 29 novembre 1523 (en présence de Mélanchton) qui fut le moment décisif. Au milieu de l'année 1524, Albert avait déjà pris la décision de séculariser son Ordre. Les plénipotentiaires d'Albert, le prince Frédéric de Lignica et le margrave Georges, reçurent d'Albert, le 2 mars 1525, le mandat d'entamer des négociations avec le roi ; le 6 du même mois, ils arrivèrent à Cracovie. Les délibérations du Sénat commencèrent vers le 11 mars. Albert tenta des marchandages auprès du roi pour obtenir que Brunsberg, occupé au cours de la dernière guerre prussienne et conservé pendant la période de l'armistice, lui soit remis ; mais le Sénat ne consentit pas à cet amoindrissement de l'évêché de Warmie. Par voie de compromis — au prix de la rétrocession réciproque des acquisitions territoriales du temps de la guerre — on attribua à Albert une pension viagère.

Le roi et les plénipotentiaires de l'Ordre et des États prussiens conclurent le traité à Cracovie le 9 avril 1525. Un hommage solennel de vasselage fut rendu par Albert le jour suivant, 10 avril 1525, sur le rynek (la place du Marché) de Cracovie.

Le traité définit Albert comme prince en Prusse (*dux in Prussia*), par quoi on comprenait que l'autorité d'Albert ne s'étendait que sur une partie de la Prusse, vu que l'on donnait le nom de Prusse à tout le territoire de l'ancien État de l'Ordre, et donc également à celles de ses parties qui avaient été directement incorporées à la Pologne en 1466. Le prince « en Prusse » devenait le vassal héréditaire du royaume, en conséquence de quoi la validité des rapports existant entre les deux pays ne pouvait dans l'avenir dépendre du fait que le prince rende ou non hommage une nouvelle fois ; ceci différait donc de la façon dont cette affaire avait été réglée en 1466 au traité de Toruń.

L'acte d'investiture du fief solennellement accompli sur le « rynek » de Cracovie se modelait sur les coutumes allemandes et, en particulier, sur la façon dont les électeurs rendaient leur hommage à l'empereur ; conformément à ces us, Albert reçut, en même temps que l'acte d'investiture, un étendard sur lequel la suzeraineté du royaume sur le duché de Prusse était exprimée par la présence de la lettre S (du prénom Sigismond) sur l'écu de l'Ordre, ainsi que de la couronne royale sur le cou de l'aigle. C'est ainsi qu'à partir de ce jour devait se présenter l'écu ducal prussien.

On reconnut pour successeurs à la tête du fief les descendants mâles d'Albert et certains de ses frères (Georges, Casimir et Jean), ainsi que les descendants mâles de ceux-ci, et donc seulement les membres — et encore pas tous — de ce que l'on appelait la branche d'Anspach des Hohenzollern, et non de la branche électorale. Le margrave Georges participa aux solennités de l'hommage en touchant l'étendard, ce qui était le symbole de sa participation — et de celle de ses deux frères — au fief obtenu par Albert.

Parmi les obligations du vasselage d'Albert, il faut mentionner en premier lieu le service militaire, qui pouvait d'ailleurs revêtir des caractères fort divers. Au cas d'une guerre ayant la Prusse pour enjeu, Albert devait aider le roi de toutes ses forces armées, et ce à ses propres frais ; on avait ici en vue une guerre possible avec l'Empire pour la possession de la Prusse. Dans toute autre éventualité, le duc n'avait l'obligation de prendre part personnellement à la guerre que si le roi de Pologne y participait personnellement ; de plus, au cas où la pospolite serait convoquée en Pologne, le duc devait fournir au roi cent chevaliers qui, dès le moment où ils auraient franchi les frontières du duché, devraient être rétribués par le roi et d'après les normes polonaises. Cette clause ne gênait pas le duc outre mesure et n'aidait guère le roi, vu que dans la pratique elle n'assujettissait le duc qu'au recrutement de cent chevaliers ; il s'agissait ici, cependant, de mobiles politiques, et non militaires, et notamment de faire participer le prince aux guerres de la Pologne. La seconde des obligations du vasselage d'Albert, celle de son service à la cour du roi, fut réglée par l'octroi à Albert de la dignité de sénateur polonais et par la confirmation du fait que le duc devait « occuper la première place, la plus proche du roi », « aux diétines, au conseil royal et à la Diète ». En agissant de la sorte, on rendait la dignité ducale d'Albert égale à celle d'un sénateur polonais, ce qui à tous les points de vue était absolument juste, aussi bien pour des raisons historiques que pour celles de la politique du temps.

Les stipulations limitant les droits souverains du duc et, par là même, sauvegardant la souveraineté du roi de Pologne étaient aussi d'une exceptionnelle importance. En particulier, au cas d'un différend entre le duc et le roi, la décision revenait à un tribunal se composant de sénateurs délégués par le roi et dégagés, pour le temps de leurs fonctions, du serment prêté au monarque, tribunal qui devait siéger à Malborg ou à Elblag. Un autre tribunal, de composition mixte : c'est-à-dire composé de six membres du

conseil royal et de six membres du conseil ducal, devait trancher à l'occasion les plaintes portées contre le duc par les sénateurs polonais et en premier lieu par l'évêque de Warmie. La plus importante des stipulations de cet ordre était celle qui prévoyait l'appel du tribunal ducal — dans les cas où le duc serait l'une des parties — devant le tribunal mixte qui devait se rassembler à Malborg le 4 octobre de chaque année. Les origines de cette stipulation se trouvaient dans la pratique des relations polono-mazoviennes ; il était notamment admis, non d'après les obligations des princes mazoviens vis-à-vis du roi, mais d'après la pratique, qu'on en appelait au roi des verdicts prononcés dans les affaires où le prince de Mazovie se trouvait être l'une des parties.

Il était, en principe, interdit à Albert de se départir de territoires ducaux en Prusse. Si le prince voulait se départir de certains *grods* (bourgs) ou de certaines terres, il ne pouvait le faire qu'en cas d'absolue nécessité, restriction étant faite que le roi possédait le droit de préemption. Si le roi ne profitait pas de son droit, et si, en raison de ce fait, certaines villes ou terres passaient entre les mains d'un tiers, ce fait n'entraînait nulle diminution des droits du roi, car toutes les obligations incombant au vassal se trouvaient transmises à l'acquéreur.

Une critique du traité de Cracovie faite du point de vue institutionnel nous conduit à la conclusion que ce traité rattacha à la Pologne les anciennes terres de l'Ordre des Teutoniques, et ce d'une façon plus solide et plus logique que ne l'avait fait le traité de Toruń de l'année 1466¹. Il convient, par ailleurs, de rappeler qu'en 1466 les terres qui devinrent la Prusse Ducale n'étaient pas la Prusse des Hohenzollerns, mais celle des Chevaliers Teutoniques. La nouveauté de l'année 1525 consistait dans le fait que la situation juridique de la Pologne par rapport à la Prusse post-teutonique s'était améliorée, mais que, d'autre part, une des branches de la maison de Hohenzollern s'établit alors de façon héréditaire dans cette partie de la Prusse. Les plateaux de la balance sont au moins équilibrés, même si l'on tient compte du fait que Sigismond excluait la lignée brandebourgeoise d'un héritage en Prusse. En définitive, l'historien considère ce traité avec des sentiments très mélangés. D'un côté, il ne peut s'affranchir de l'idée des conséquences lointaines qu'entraîna le traité de 1525 ; de l'autre, il ne peut ne pas mentionner les circonstances atténuantes découlant du rapport des forces au temps où fut conclu ce traité.

Zygmunt WOJCIECHOWSKI,

Professeur à l'Université de Poznań.

1. Cf. A. VETULANI, dans son ouvrage intitulé *Lenno pruskie* (Le fief de Prusse). Cracovie, 1930.

LES M

Le co
novemb
Prague
grave,
une fois
ner que
soit mo
témoin

Lors
à la S
Soétov

la guer

Les co

était t

patrie,

en Eur

avoir

une lu

téressé

dans s

Munic

ils sou

tiques

bien q

Válka

attein

l'arcep

nion t

condu

On

compl

étape

guerre

1. D

1947,

2. A

LES MÉMOIRES (PAMĚTI) DU PRÉSIDENT ÉD. BENEŠ SUR LA SECONDE GUERRE MONDIALE¹

Le caractère du témoignage. — Ces mémoires ont été publiés à Prague en novembre 1947, un peu plus de deux ans après le retour de M. Beneš à Prague. Leur rédaction se place donc dans une période particulièrement grave, où l'État tchécoslovaque travaillait à se reconstituer, où le pays, une fois de plus libéré, tâchait à retrouver son équilibre. On pourrait s'étonner que, parmi des tâches aussi pressantes, le Président de la République se soit ménagé le recueillement nécessaire pour ordonner ses souvenirs et ses témoignages.

Lorsque Éd. Beneš, ministre des Affaires étrangères et personnage influent à la Société des Nations, composait vers 1926 ses premiers mémoires : *Světová Válka a Naše Revoluce*², il tenait pour accomplie son action pendant la guerre mondiale et apportait son témoignage sur une période déjà révolue. Les conditions n'étaient plus les mêmes, vingt ans plus tard. Si la guerre était terminée par une nouvelle victoire et une nouvelle libération de la patrie, aucun traité de paix n'était signé, rien de stable n'était reconstruit en Europe. Mais c'est en fonction de cette incertitude qu'Éd. Beneš semble avoir écrit ces souvenirs de la deuxième guerre. Ni complaisant retour sur une lutte dont on recueille à présent les fruits, ni contribution pure et désintéressée à l'histoire, ces mémoires présentent une justification. Ils exposent dans ses grandes lignes la politique suivie par M. Beneš depuis l'accord de Munich (1938) jusqu'à son retour de Russie (1944). Ils en dégagent le sens, ils soulignent qu'elle s'est constamment inspirée des principes démocratiques et de l'idéal de Masaryk. Ils dressent le bilan des résultats. On sent bien que ce livre veut être d'une immédiate efficacité : alors que *Světová Válka* pouvait, dès sa traduction en des langues de plus grande diffusion, atteindre un public international et que l'auteur ne perdait pas de vue l'aréopage de Genève, les *Mémoires* de 1947 s'adressent avant tout à l'opinion tchécoslovaque d'alors, sollicitée entre diverses interprétations de la conduite des émigrés. Par là s'explique le caractère de l'ouvrage.

On n'y trouvera pas le récit exhaustif de tout ce que M. Beneš a accompli de 1938 à 1945, mais une manière de rapport sur les principales étapes de son action et, avant tout, sur ses relations avec les puissances en guerre.

1. Dr. Edvard BENEŠ, *Paměti od Mnichova k nové válce a k novému vítězství*. Praha, Orbis, 1947, 1 vol., 518 p.

2. *La guerre mondiale et notre révolution*. Praha, Orbis a Čin, 1927, 2 vol.

Sept chapitres (424 p.), avec, en annexe, un certain nombre de documents (p. 425-505). Le plan, qui demeure soumis évidemment à la chronologie, s'en détourne parfois pour traiter des questions en ordre logique. Par exemple, le chapitre iv est un exposé de la politique des Soviets de 1938 à 1941, le chapitre v reprend la politique américaine depuis Munich, le chapitre vii, l'un des plus intéressants, donne le récit assez détaillé du voyage et des négociations d'Édouard Beneš à Moscou en décembre 1943, passe brusquement à des considérations, au demeurant fort élevées, sur les relations entre l'Orient et l'Occident et s'achève sur des perspectives d'avenir. On ne veut pas dire qu'il en résulte du désordre, ni que le lecteur ne soit pas sans cesse tenu en éveil par une démonstration toujours vivante et d'une grande qualité de persuasion, mais on a l'impression d'une série de fragments très habilement juxtaposés et entre lesquels demeurent parfois des zones d'ombre. Dans la présentation matérielle de l'ouvrage (astérisque de la reliure, page terminale), on a la preuve qu'il s'agit du premier tome de la seconde partie des Mémoires. Un deuxième tome devrait exposer les événements de 1944 et 1945. A plusieurs reprises M. Beneš fait allusion à un ouvrage spécial qu'il compte réserver à la crise de Munich, et qui formerait la première partie de ses *Mémoires*. Mais la rédaction en était-elle achevée, lors des événements de 1948?

Que M. Beneš ait entrepris d'abord la composition et la publication de la seconde partie, on ne peut s'en étonner. En 1946-1947, il était beaucoup plus urgent de faire connaître les négociations avec les puissances alliées et surtout la Russie que de revenir sur les événements de Munich. Parler de la crise de 1938 revenait à mettre en cause des personnalités étrangères et tchécoslovaques et risquait de soulever des polémiques ou des querelles préjudiciables à l'intérêt de l'État qu'il convenait de reconstruire. Et puis, Munich était effacé. Au contraire, à l'heure où la nation s'engageait dans de nouvelles voies, où l'opinion se sentait attirée par deux courants, l'occidental et l'oriental, M. Beneš éprouvait le besoin de faire connaître son rôle dans la guerre, ses négociations avec les Alliés occidentaux comme avec la Russie, afin qu'on pût comprendre ce qu'il avait souhaité faire et en dégager une leçon pratique.

Une fois reconnues la nature et la portée de ce témoignage, il convient de dire un mot du témoin. Les personnalités dont chacun parle sont parfois celles que persiste à entourer le plus de mystère.

Le témoin. — Ce n'est pourtant pas le lieu de retracer dans ses étapes principales, et moins encore dans le détail, la biographie d'un homme d'État qui a joué un rôle essentiel dans l'histoire des années 1918 à 1948, pas davantage d'en faire le portrait psychologique. Mais, à ceux qui l'auraient oublié ou méconnu, je signalerai qu'il existe, de la personnalité et des idées d'Éd. Beneš, une excellente analyse : la brève étude que lui a consacrée Louis Eisenmann, à l'occasion de son 50^e anniversaire, sous le titre : *Un grand*

Eu
strict
man
naiss
éclat
leure
d'une
la po
à la
Tché
repli
Ed
des t
de t
Habe
les m
étran
alle
État
tique
l'arbi
de la
ordre
révol
mati
prop
trait
naien
hions
Bene
est le
quat
ratio
dans
figur
train
Bene
posit
Or
Ed.
origi

1.
2.

Européen, Édouard Beneš¹. « Écrite avec sympathie, certes, mais avec le strict souci de la vérité historique » (ce sont les propres paroles de L. Eisenmann), elle est l'œuvre d'un homme d'une intelligence supérieure, qui connaissait Beneš depuis la jeunesse, en avait suivi les débuts difficiles et les éclatants succès. J'en retiendrai une phrase qui me paraît fournir la meilleure lumière sur ce que j'oserai appeler le cas Beneš. « Il a lui-même plus d'une fois expliqué que les circonstances avaient imposé à son pays, dans la politique internationale, un rôle et des responsabilités qui n'étaient pas à la mesure de ses forces et qu'une fois la nouvelle Europe consolidée, la Tchécoslovaquie pourrait et devrait se retirer du devant de la scène, pour se replier un peu sur elle-même » (p. 148).

Édouard Beneš demeure, en effet, associé à l'Europe démocratique, issue des traités de 1919, fondée sur le principe des nationalités, l'égalité du droit de toutes les nations, petites ou grandes, l'élimination de l'empire des Habsbourg, sans pourtant négliger les traditions historiques de la Bohême, les nécessités stratégiques et économiques, les expériences de politique étrangère du XIX^e siècle. En conséquence, ni le rattachement de l'Autriche allemande à l'Allemagne n'était autorisé, ni les frontières des nouveaux États ne coïncidaient avec des territoires d'unités ethniques ou linguistiques. Donc, pour les problèmes qui ne pouvaient manquer de se poser, l'arbitrage d'un tribunal international était nécessaire et l'autorité suprême de la Société des Nations s'imposait. A tous ceux qui regrettaient l'ancien ordre et tenaient en suspicion le nouveau, Beneš paraissait l'artisan d'une révolution dangereuse, hostile aux valeurs traditionnelles, à l'ancienne diplomatie, voire à l'Église et à la hiérarchie sociale du XIX^e siècle. Mais, pour les propagateurs des solutions totalitaires, Beneš représentait les bénéficiaires des traités de 1919 et le principal champion de cette démocratie qu'ils condamnaient. De toute manière, porte-parole d'un petit État d'environ 15 millions d'habitants, et d'un État qui n'était pas celui d'une seule nationalité, Beneš se trouvait exposé à « un rôle et à des responsabilités » écrasantes. Il est le continuateur de Masaryk, mais entre le maître et le disciple, trente-quatre ans de différence d'âge marquent la distance de plus d'une génération. Aussi, Masaryk, une fois son pays libéré, peut-il entrer « vivant dans l'histoire », prendre, en son pays même qu'il ne quittera plus², la figure populaire d'un patriarche, au-dessus des querelles du jour. Au contraire, dans les assises internationales de Genève, plus encore qu'à Prague, Beneš doit perpétuellement lutter et, à partir de 1932, se défendre sur des positions menacées.

Or, de sa nature comme de la formation reçue pendant la première guerre, Éd. Beneš tenait une extraordinaire patience, sans doute le trait le plus original de son caractère. Chez cet homme, d'une haute et vaste intelligence,

1. Paris, Hartmann, 1934, 152 p.

2. Sauf en 1921, pour un séjour de quelques mois à Capri, nécessité par son état de santé.

excellent connaisseur de son temps, doué d'une puissance de travail peu commune, modeste et sans grands besoins personnels, cette patience se traduisait en prudence et en optimisme. Il lui manquait la prestance, la séduction, l'originalité qui rendaient si attachante la figure de Masaryk. Du moins n'en avait-il pas non plus l'intransigeance et ce côté prophétique, insupportable à certains, s'il était entraînant pour beaucoup. Beneš possédait, en revanche, l'art de paraître tout dire, en ne disant jamais qu'une partie de ce qu'il pensait. Il avait une force inouïe de résistance aux injures, une disponibilité constante aux réconciliations qu'il croyait nécessaires à sa politique.

On lui a reproché la formule : « l'Anschluss plutôt que les Habsbourg », comme une manière d'encouragement à l'Anschluss, mais il serait bien étrange qu'une inimitié personnelle ait déterminé sa conduite. C'était une formule pour décourager à l'intérieur tout espoir de retour au passé. Qu'il ne sous-estimait pas les dangers de l'Anschluss, une déclaration le prouverait, qu'il fit à Stresemann dans les années paisibles (mai 1928) : « La réunion de l'Autriche à l'Allemagne, par force ou autrement, entraînerait dans les six mois une grande crise européenne, d'où sortirait une nouvelle guerre » (p. 60). On a parlé de ses relations avec l'Église catholique, sans souligner assez qu'il n'en fut jamais l'adversaire, catholique de tradition et probablement de plus en plus proche d'une adhésion, à mesure qu'il avançait en âge, et toujours soucieux d'entente avec le Vatican. Ses thuriféraires ont vanté sa popularité dans son propre pays : il y a connu de grands succès et des fidélités, jamais le culte dont fut entouré Masaryk, et il y a rencontré des oppositions perfides, dont personne ne saura jusqu'à quel point il les a sous-estimées ou il a pris son parti de les ignorer. Optimiste, il l'a été en profondeur, par une disposition indéracinable de sa nature, mais par système aussi, avec ce besoin de rassurer, de proclamer que les solutions de justice et de raison ne manqueraient pas de triompher. En prétendant toujours ne s'inspirer que de la logique et de l'expérience, faire une politique « scientifique » et raisonnable, il a négligé l'importance des facteurs sentimentaux et de l'élément passionnel. Il a été certainement très confiant et abusé par sa propre confiance. Petit, souriant, convaincu qu'il ne pouvait être l'homme des grandes conquêtes, et qu'il avait besoin, pour lui-même et son pays, d'appuis sans lesquels il ne serait rien, il a compté sur son travail patient de tisseur stoïque, jamais découragé, si le fil cassait, acharné à le reprendre, à renouer, comptant sur le temps, l'occasion et d'ailleurs très habile à observer celui-ci pour saisir celle-là. Certainement bon, mais pouvant décevoir, parce qu'aussi attentif à regagner un ennemi dont il avait besoin que susceptible de négliger un ami dont il n'attendait pas grand-chose. Enfin, comme le physique reprend toujours ses droits, usant ses forces dans cette lutte incessante et perdant beaucoup, avec les années, de sa faculté de vouloir. Un homme, certes, et un destin, ce qui prête une grande autorité aux témoignages, fussent-ils partiels, que propose le volume des *Paměti*.

Retour en arrière : l'isolement de la Tchécoslovaquie. — Son intention de réserver un ouvrage à la crise de Munich n'a pas détourné Éd. Beneš de parler assez longuement, dans les *Paměti*, des événements de l'entre-deux-guerres. Le premier chapitre — *Před Velkou Bourř* (Avant la grande tempête) — expose en soixante-dix pages son action politique pour la défense du système de 1919. Tout en admettant que ce système ne pouvait rester immuable et qu'un jour ou l'autre, les vaincus devraient se retrouver à égalité de droits avec les vainqueurs, Éd. Beneš soutient que cette transformation n'aurait pas comporté de péril, si elle avait été accomplie dans l'esprit de la S. D. N. Au contraire, les risques de crise apparurent, dès que l'Allemagne fut résolue à y parvenir par d'autres voies. Tandis que la Grande-Bretagne et la France se résignaient à la faiblesse et perdaient confiance dans l'ordre issu de leur victoire, l'Allemagne, faisant étalage de sa force, ne tardait pas à devenir, à leur place, une puissance attractive en Europe centrale. Éd. Beneš explique comment il s'obstina dans la politique de sécurité collective, dans l'amitié avec la France et l'Angleterre, tandis que la Pologne et la Yougoslavie, après la mort du roi Alexandre, croyaient plus opportun de s'entendre avec l'Allemagne et avec l'Italie.

Il observe qu'au bout du compte, tous ces pays, les uns après les autres, ont connu l'asservissement à l'Allemagne, mais, ajoute-t-il, « entre les gouvernements qui crurent habile de composer avec le plus fort et ceux qui demeurèrent fidèles à leurs anciens engagements, quelle énorme différence morale » ! (P. 55.)

Des faits qu'il retrace, on peut retenir les négociations qu'il eut lui-même avec l'Allemagne hitlérienne dans l'automne de 1936. Il reçut la visite de deux messagers de Hitler, le comte de Trauttmannsdorf et le Dr. Haushofer, venus lui proposer un pacte de non-agression avec l'Allemagne. Éd. Beneš ne repoussa pas leur projet de prime abord, à condition que le nouveau traité ne comportât aucune rupture des engagements antérieurs avec la France et l'U. R. S. S. (1935) et qu'il ne fit que confirmer l'accord signé à Locarno le 16 octobre 1925 entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne. Les délégués du Führer, avec un sourire, affirmèrent que personne ne demandait à la Tchécoslovaquie de répudier ses promesses envers la France et la Russie : il suffirait qu'elle s'abstînt de les remplir, en cas de guerre entre l'Allemagne et ces deux puissances.

Éd. Beneš n'en rédigea pas moins le projet d'accord demandé (dont il fournit le texte, p. 31) et qui, d'ailleurs, n'apportait rien de bien neuf, se bornant à garantir la non-ingérence de chaque partie contractante dans les affaires intérieures de l'autre (« každá z obou Vysokých stran se nebude vměšovati do jejich vnitřních věcí ») et à promettre un nouveau traité de commerce. Le texte soumis à l'approbation de Berlin ne fut jamais retourné à Prague et les choses en demeurèrent là. Les Allemands donnèrent pour prétexte qu'une indiscretion avait été commise par les Tchécoslovaques (et il y en eut une, en effet, du président du Conseil, Hodža, auprès du mi-

nistre de Yougoslavie à Prague), mais la véritable raison était autre. Éd. Beneš (d'après un aveu assez étourdi du comte de Trauttmannsdorf au ministre de Tchécoslovaquie à Berlin) l'attribue à l'espoir que le chancelier Hitler fondait, à cette date, sur des négociations avec des éléments antistalinien de l'armée russe.

Beneš affirme qu'il avait toujours désiré une collaboration plus étroite avec la Russie en matière de politique étrangère, que l'entrée de la Russie à la S. D. N. lui parut une grande conquête de la paix, mais il ne retrace pas en détail l'histoire de ses relations avec l'U. R. S. S. Il se borne à noter que le rapprochement qu'il souhaitait déplaisait à une partie de l'opinion, dans son propre pays. Il tenait beaucoup à l'amitié yougoslave. Il aurait voulu, dès 1936, rassembler en un seul traité les différents accords qui liaient entre eux les États de la Petite-Entente et unir, par un nouveau pacte, cette alliance à la France, qui y consentait. Mais ce projet se heurta aux répugnances du premier ministre yougoslave, M. Stojadinović (entretiens de Topolčianské en septembre 1936), et le ministre roumain, M. Antonesco, subordonna la décision de son pays à celle que prendrait la Yougoslavie. Éd. Beneš n'en accomplit pas moins, au printemps de 1937, un voyage officiel à Belgrade, où l'accueil enthousiaste de la population lui rendit encore plus significative la réserve des milieux politiques et militaires. Cette fois, il se demanda si l'appui de la Yougoslavie n'était pas définitivement perdu pour les Tchécoslovaques (p. 52), mais il estima qu'il était peut-être trop tôt pour faire part de cette impression au gouvernement français. En septembre, les obsèques du Président Masaryk lui fournirent l'occasion d'une dernière tentative auprès de M. Stojadinović. L'entrevue fut pathétique entre les deux hommes d'État. En écoutant les objurgations de M. Beneš, M. Stojadinović avait les yeux pleins de larmes. Mais cet attendrissement ne changeait rien à sa résolution. Il avoua qu'il était invité par le gouvernement du Reich à se rendre à Berlin pour des entretiens politiques. M. Beneš le supplia d'y renoncer. Le ministre yougoslave fit pourtant ce voyage en janvier 1938 et il donna alors aux Allemands la promesse qu'il ne s'opposerait pas à l'Anschluss et que la Yougoslavie demeurerait neutre, en cas de conflit entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie.

Les événements de Munich sont ensuite brièvement rappelés. M. Beneš est sévère pour la politique française, pour certains hommes d'État français, très sévère même ; cependant il s'applique à conserver son sang-froid. C'est le ton du rapport ; nulle polémique. Il laisse entendre que la Russie envisageait plus activement que la France une collaboration militaire avec la Tchécoslovaquie. Toutefois, en septembre 1938, les travaux de défense du territoire tchécoslovaque n'étaient pas encore assez poussés pour une résistance efficace, en cas d'agression. La frontière du côté de l'Autriche (donc, à partir de mars 1938, une frontière de plus avec l'Allemagne) demeurait pratiquement ouverte et les aérodromes, qui auraient permis de recevoir

un grand secours de l'aviation soviétique, n'étaient pas achevés. De cette impréparation, M. Beneš tire argument à plusieurs reprises, avec une grande insistance, pour expliquer que, du moment que la France et l'Angleterre ne garantissaient plus leur intervention ni même leur appui, la Tchécoslovaquie était bien obligée d'accepter les décisions arrêtées en dehors d'elle à Munich. Elle n'était pas en mesure de soutenir seule une guerre contre l'Allemagne.

L'action de M. Beneš de 1938 à 1940. — A partir d'octobre 1938, Éd. Beneš, qui a donné sa démission de Président de la République et qui a quitté la Tchécoslovaquie pour occuper pendant quelques mois une chaire à l'Université de Chicago, n'est plus qu'une personnalité privée. Il assiste, de loin, à une campagne d'une extraordinaire violence déchaînée contre lui dans son pays. Il est devenu le bouc émissaire des malheurs cruellement ressentis par l'opinion. Le lecteur occidental ne doit se faire ici aucune illusion. Nul patriote tchèque n'avait jamais considéré les régions allemandes de Bohême comme une annexe au territoire national : elles étaient ce territoire même, autant que Prague ou le cercle de Beroun. Le patriotisme du XIX^e siècle avait été nourri de l'amour du sol comme de celui de la langue et la perte des régions frontalières (ajoutons que les lignes d'occupations fixées à Munich pénétraient largement dans la contrée où la langue tchèque était dominante), avec tous leurs souvenirs historiques, était ressentie comme une mutilation de la patrie, telle qu'aucune défaite précédente de l'histoire n'en avait apporté à la Bohême. Munich était pire que la Montagne Blanche. Et le désarroi général comme les propagandes intéressées rejetaient sur le malheureux Président la responsabilité du drame. On ne peut s'empêcher de souligner à quel point fut tragique la destinée d'Éd. Beneš. L'auteur des *Mémoires* ne cherche pas à solliciter la compassion de son lecteur, mais, si celui-ci connaît quelque chose à l'histoire de l'Europe centrale depuis trois quarts de siècle, il ne peut échapper à certains rapprochements. Masaryk a gagné toutes les causes qu'il a défendues et il a eu beau traverser dans sa vie de terribles crises d'impopularité et subir d'affreux outrages, il l'a fait en citoyen libre, soutenu, même dans l'exil volontaire, par l'espoir d'un succès qu'il a fini par atteindre ; il a connu une vieillesse honorée, où il pouvait contempler son œuvre. Pendant l'année 1938-1939, les souffrances d'Éd. Beneš durent être effrayantes. Sans doute, il lui venait des consolations inattendues, et, s'il tient à citer la noble lettre que lui adressa à Londres, en novembre 1938, un ancien adversaire de droite, Ladislav Rašín¹, c'est pour y avoir goûté une douceur particulière :

« Soyez assuré, Monsieur le Président, que je n'ai rien de commun avec ces attaques et ces injures dirigées contre vous, même si elles viennent de mon propre parti et de sa presse... Des deux catastrophes dont nous avons

1. Fils de l'ancien ministre des Finances tchécoslovaques, assassiné en 1923, mort lui-même pendant la guerre dans un camp de déportation.

l'alternative, vous avez choisi ce qui nous est arrivé. J'aurais choisi l'autre — la guerre. En cela, je ne m'accordais pas avec vous. Mais je ne me suis jamais départi du respect pour vos qualités et vos capacités et je ne suis pas prêt à oublier tous les fruits de votre travail pour la nation et pour l'État, pendant presque un quart de siècle. »

Les événements de mars 1939 (il adressa une lettre de protestation au Président Roosevelt), la déclaration de guerre en septembre parurent offrir à Éd. Beneš l'occasion d'entreprendre, au service de la cause nationale, une action de revanche. Recommencerait-il ce qu'il avait fait autrefois, pendant la première guerre mondiale : le recrutement d'une armée de volontaires qui participerait aux opérations de guerre contre l'Allemagne, la formation d'un gouvernement tchécoslovaque à l'étranger qui, malgré la soumission du territoire national à un autre pouvoir politique, serait reconnu par les Alliés comme l'authentique gouvernement de la nation tchécoslovaque, privée de sa liberté d'expression ? Dans un certain sens, on pourrait penser que l'expérience de la première guerre, l'autorité acquise par M. Beneš dans les assises internationales lui faciliteraient la tâche ; mais rien de tout cela ne compensait le discrédit qui s'attachait au désastre récent de sa politique. Les premiers mémoires d'Éd. Beneš : *Světová Válka a naše revoluce*, ont longuement exposé les difficultés rencontrées entre 1914 et 1918 : le recrutement malaisé des volontaires parmi les prisonniers tchèques et slovaques de l'armée autrichienne, les divergences de vues entre l'émigration de Russie et l'émigration de France et d'Angleterre reflétant les conceptions opposées du gouvernement tsariste et des gouvernements occidentaux sur la question d'Autriche-Hongrie. Mais les conditions de 1939-1940 étaient plus redoutables encore. Au début, Éd. Beneš ne dirigeait pas le mouvement de résistance à l'étranger. Ce qui se passa en France jusqu'au printemps de 1940 lui échappa presque entièrement.

Le gouvernement provisoire en Angleterre et la question allemande (1940-1942). — Mais, après le désastre de la France, la résistance tchécoslovaque au dehors se trouva plus étroitement liée à l'effort de guerre fourni par l'Angleterre. Il y avait désormais, sur le sol anglais, des volontaires tchécoslovaques échappés à la bataille de France : soldats et aviateurs, un embryon d'armée où la persuasion de M. Beneš eut un mal infini à rétablir la discipline, et des réfugiés de diverses nuances politiques, qui tous n'étaient pas également disposés à reconnaître l'autorité de l'ancien Président.

Le ministère anglais, malgré la sympathie de beaucoup de ses membres envers M. Beneš, n'entendait reconnaître de gouvernement provisoire à Londres que si celui-ci, par sa composition, se montrait l'expression authentique de l'émigration politique tchèque et slovaque et l'interprète d'une volonté nationale. M. Beneš ne dissimule pas les obstacles surhumains qu'il eut à vaincre pour former un gouvernement d'exil — Conseil des ministres et Conseil d'État (Státní Rada) — sorte de Parlement provi-

soir
en p
M. B
bliqu
la qu
comm
et de
M.
diqu
nût l
d'Éta
laient
décid
eux à
ancie
s'assu
Or, c
systè
senta
Granc
Bohèm
Et ils
de M
Bie
préoc
des a
Tchéo
tions
avec
qu'il
serait
tie de
joncti
manie
On co
A cet
raient
ce pro
mand
en rel
Mai
à rien
retrac
loyau

soire, organe de consultation et de contrôle. Un premier résultat était obtenu en juillet 1940, quand l'Angleterre reconnut le gouvernement formé par M. Beneš (qui reprenait lui-même les fonctions de Président de la République), un second, en juillet 1941, quand fut attribuée à ce gouvernement la qualité « de jure », c'est-à-dire le droit à une représentation diplomatique, comme en avaient une les gouvernements exilés de Hollande, de Belgique et de Norvège.

M. Beneš souhaitait encore plus : le rétablissement de la continuité juridique, c'est-à-dire que l'Angleterre dénonçât les accords de Munich et reconnût les droits de la Tchécoslovaquie à ses anciennes frontières. Les hommes d'État britanniques hésitèrent sur ce point jusqu'en août 1942 ; ils ne voulaient point prendre d'engagement qu'ils estimaient prématuré ; ils ne s'y décidèrent, semble-t-il, que par crainte de voir cet avantage accordé avant eux à M. Beneš par d'autres gouvernements alliés. La reconnaissance des anciennes frontières aurait été plus aisément obtenue, si M. Beneš avait pu s'assurer l'entier concours des Allemands de Bohême réfugiés en Angleterre. Or, ceux-ci étaient sans doute d'irréductibles adversaires de Hitler et des systèmes totalitaires. Mais, démocrates et socialistes pour la plupart, ils se sentaient aussi Allemands et l'on peut même dire Grands-Allemands. Une Grande-Allemagne démocratique et fédérale, où les régions allemandes de Bohême auraient conservé leur autonomie, tel était, en somme, leur idéal. Et ils voyaient très bien une Tchécoslovaquie libre (mais dans ses frontières de Munich) rattachée par une alliance à cette nouvelle Allemagne.

Bien loin de se rapprocher de cette opinion, la pensée de M. Beneš fut préoccupée par de nouvelles craintes et de nouveaux problèmes au cours des années 1941 et 1942. Ce qu'il savait des persécutions allemandes en Tchécoslovaquie à cette époque le persuadait qu'après la guerre les populations tchèques, exaspérées par la souffrance, n'accepteraient plus de vivre avec des Allemands à l'intérieur d'un même État. M. Beneš ne cachait pas qu'il y avait une lutte inexorable à prévoir, donc à prévenir. A son avis, il serait impossible de ne pas rejeter hors de Tchécoslovaquie une grande partie de la population allemande, celle qui portait la responsabilité d'une conjonction avec le régime hitlérien : la bourgeoisie, les intellectuels pangermanistes, voire les groupes du prolétariat qui avaient cédé au nazisme. On combinerait ainsi une révolution nationale avec une révolution sociale. A cette condition, les autres Allemands, sincèrement démocrates, pourraient demeurer sur le territoire de la République. Puisqu'il y avait dans ce programme une part de marxisme (*Kus marxismu*), un socialiste allemand de Bohême, comme le député Wenzel Jaksch, avec qui M. Beneš était en relations à Londres, ne l'accepterait-il pas ?

Mais les longues négociations entre M. Beneš et M. Jaksch n'aboutirent à rien : les interlocuteurs avaient des positions irréductibles. Les *Paměti* retracent des débats tragiques, et plus tragiques peut-être pour avoir été loyaux de part et d'autre. Le mot final est fourni par un Allemand de

Bohême : « Si Hitler gagne la guerre, nous sommes perdus en tant que socialistes allemands, mais, si les Tchèques gagnent, nous sommes perdus aussi » (p. 326).

Lorsqu'en 1942 les Anglais eurent déclaré abolis les accords de Munich, M. Beneš fut assuré que la Tchécoslovaquie retrouverait ses anciennes frontières. Il lui appartient, dès lors, de faire admettre qu'à l'intérieur de ces frontières, on ne supporterait plus la présence de populations allogènes. Il est intéressant de constater que M. Beneš, dont les conceptions politiques de 1919 étaient fondées sur l'existence de minorités et les garanties de leurs droits par la Société des Nations, renonça complètement à ce système pendant la seconde guerre mondiale et le déclara inadmissible pour la construction d'une nouvelle Europe. « Les minorités allemandes, polonaises, magyares, dit-il, ont mésusé de leurs droits entre les deux guerres pour rendre impossible la vie des États dont elles relevaient et ont fait porter au principe des minorités la responsabilité de Munich. » « Il n'y a désormais d'autre issue qu'un transfert de populations, accompli autant que possible d'une manière générale, digne et humaine, afin de diminuer à l'extrême le nombre des minorités dans des États étrangers et d'assimiler par un processus rationnel les flots qui subsisteraient de cette population minoritaire » (p. 329). De cette manière, « un chapitre de l'histoire bohème, qui avait tant de fois décidé de notre destin et deux fois dans l'histoire avait failli causer notre mort nationale, était définitivement clos. Résultat inattendu de la politique de Munich¹ » (p. 331).

Les relations avec la Russie de 1939 à 1941. — Si, après la catastrophe de Munich, M. Beneš avait cherché refuge dans les pays anglo-saxons et appui auprès d'eux, il affirme que, pour autant, il n'avait jamais cessé d'accorder la plus grande attention à la politique russe ni de penser qu'en fin de compte, aucun résultat ne serait acquis en Europe sans la Russie. Il revient donc sur les événements antérieurs et propose une explication favorable de la conduite suivie par le Kremlin depuis 1938. Évidemment, à la date où il rédigeait les *Paměti*, Éd. Beneš avait de fortes raisons pour ménager la Russie et se montrer rétrospectivement indulgent à tout ce qu'elle avait entrepris. Mais, s'il avait été le partisan impénitent des Soviets que certains de ses adversaires l'accusaient d'être, il aurait pu, dès 1938, passer en Russie, comme le fit, à cette date et dans les mois suivants, un nombre

1. Témoignage du plus haut intérêt, mais où l'on retrouve cette simplification de l'histoire qui est, à elle seule, un fait essentiel dans l'histoire des idées et des opinions. Le danger de disparition de la nation tchèque après 1620 (date de la Montagne Blanche) n'avait pas les mêmes caractères que celui de 1938. Le xvii^e siècle s'en prenait à des privilèges dans l'État, mais il ne pensait pas à la destruction d'un être national et n'en avait pas les moyens. C'est une question trop longue à exposer ici. Mais, pour comprendre l'opinion tchèque pendant la guerre, on peut la ramener à ces traits simples : « Nous l'avons échappé de justesse au xvii^e siècle. Nous nous en tirons peut-être encore après 1938. Qu'advient-il de nous dans une troisième expérience ? »

important de ses compatriotes. La direction de sa retraite répondait à ses affinités plus profondes avec l'Occident, qui n'excluaient pas des sympathies raisonnées pour la Russie, ni ne l'empêchaient de croire qu'en cas de guerre, un rôle essentiel serait dévolu à l'Union soviétique. A Paris, en octobre 1939, quand il vient en visiteur suspect, que M. Daladier refuse de recevoir et dont la police surveille les démarches, il rencontre le député communiste tchèque Šverma. Celui-ci tente de le détourner de l'Occident, de l'entraîner en Russie, où lui-même a l'intention de se rendre. Il lui demande d'attacher à la politique russe la cause de la libération tchécoslovaque. M. Beneš se dérobe ; il persiste dans sa résolution d'organiser la résistance dans les pays occidentaux, déjà en guerre avec l'Allemagne hitlérienne.

Mais rien ne l'effraie alors dans la politique des Soviets. Il y découvre des mobiles qui la justifient à ses yeux. Puisque les puissances occidentales avaient marqué à Munich qu'elles renonçaient à la sécurité collective et puisqu'elles avaient écarté la Russie de négociations qui, pratiquement, livraient l'Europe centrale à l'Allemagne, il était fatal que la Russie recherchât seule les solutions provisoires qui lui seraient encore favorables. Le pacte de neutralité avec l'Allemagne, l'occupation de la Pologne orientale, la guerre de Finlande, tout ce qui alors soulève tant d'inquiétude, ou de réprobation en Occident, M. Beneš affirme qu'il n'y a vu que le déroulement logique d'une politique de sécurité. Il a compris, dit-il, que la Russie, encore imparfaitement préparée à la guerre, cherchait à acquérir des lignes de défense, et qu'au fond, elle se croyait maîtresse d'intervenir dans le conflit, à l'heure qu'elle choisirait pour faire triompher la révolution communiste dans une Europe épuisée par la lutte. « Par là, connaissant assez bien la doctrine soviétique, son idéologie et sa pratique, j'étais certain que la Russie ne perdrait pas de vue son but final révolutionnaire, ni sa direction de principe communiste, même si elle était contrainte à d'apparences ou de réels illogismes dans sa conduite, même si sa politique devait éveiller en Occident l'impression d'un perpétuel saut périlleux, je veux dire de changements déconcertants, brusques, sensationnels, voire d'un machiavélisme amoral » (p. 199).

M. Beneš avait pourtant la conviction que la Russie se trompait dans ce calcul sur un point. Elle serait engagée dans la guerre, croyait-il, par la volonté de Hitler et plus tôt qu'elle ne le pensait.

Dans l'automne 1939, M. Beneš entrait donc en relations avec l'ambassadeur des Soviets à Londres, Majskij, et, tout en se montrant très discret sur les événements en cours, il mettait toute sa résolution dans l'expression d'un vœu : c'est que l'armée soviétique s'approchât dès maintenant de la Tchécoslovaquie et qu'après la guerre, les deux pays eussent des frontières communes. « C'est pour nous la leçon de Munich. Quant à la question de la Russie subcarpathique, nous la réglerons entre nous plus tard et certainement nous nous entendrons » (p. 207). Mais il ne dissimula pas à son interlocuteur que la politique actuelle de la Russie, si lui-même s'efforçait de la

comprendre, entraînait un grand désarroi dans l'opinion tchécoslovaque.

M. Beneš était, grâce à un service de renseignements dont il vante les mérites, bien informé des opinions qui circulaient dans son pays, même sous le couvert de la clandestinité. Il était au courant des attaques répandues contre lui par les communistes de Tchécoslovaquie. Ceux-ci dénonçaient alors « la conjuration de Beneš et de l'émigration bourgeoise socialiste avec les nobles polonais banqueroutiers et les puissances capitalistes dans une guerre impérialiste, dirigée contre la classe ouvrière internationale ». En outre, les événements déconcertants se succédaient : en septembre 1939, la Russie reconnaissait « de jure » le gouvernement de Slovaquie, présidé par Mgr Tiso. C'était donner une sanction au démembrement de l'ancienne République, tel que l'avait réalisé la crise du 15 mars. Bientôt, en décembre, l'ambassade de Tchécoslovaquie, jusque-là tolérée à Moscou, était fermée. Cependant, l'ambassadeur Fierlinger ne s'éloignait pas sans le viatique de paroles encourageantes : on ne lui avait pas caché, en haut lieu, le peu de signification de ces diverses formalités. Aussi, Éd. Beneš continuait-il à penser qu'il s'agissait, en effet, de pourboires accordés à l'Allemagne contre une neutralité temporaire. Il essayait de faire partager sa conviction au chef du gouvernement polonais à Londres, le général Sikorski. Mais celui-ci ne voulait pas croire que la Russie entrerait dans la guerre comme alliée de l'Occident, ni qu'on devrait compter avec elle pour vaincre l'Allemagne. Il était hostile à la Russie des Soviets autant qu'au régime de Hitler. Il n'admettait de décision que venue de l'Angleterre, de la France libérée et surtout des États-Unis. En cas d'attaque de l'Allemagne contre la Russie, il imaginait deux chocs : l'Allemagne écrasant la Russie et mettant les Soviets hors de cause, puis les Alliés et l'Amérique écrasant à leur tour l'Allemagne. En avril 1941, lors d'une visite de M. Churchill et de l'ambassadeur américain aux troupes tchécoslovaques libres, les conversations revenaient encore sur la participation de la Russie à la guerre, et Éd. Beneš formulait ainsi son opinion : « Quand et comment cela arrivera au juste, ce n'est pas Staline qui en décidera, mais Hitler. » Deux mois plus tard, l'attaque allemande contre la Russie était déclenchée. Et, peu de semaines après, l'ambassadeur Majskij offrait à Éd. Beneš la reconnaissance par les Soviets du gouvernement provisoire de Londres et l'échange d'ambassadeurs. M. Fierlinger retourna à Moscou. En même temps, la Russie autorisait sur son territoire la formation de contingents militaires tchécoslovaques.

Cet empressement de la Russie à reconnaître le gouvernement de M. Beneš appelle, semble-t-il, quelques observations, bien que M. Beneš lui-même ne fasse ici aucun commentaire.

Il existait alors, en Russie, des réfugiés tchèques d'obédience communiste et qui n'avaient cessé de se montrer fidèles envers les Soviets. En préférant pour refuge la Russie à l'Angleterre ou à l'Amérique, ils avaient adopté une politique différente de celle du Président, voire une politique contraire, et

ils se
d'Éta
des f
celui-
consi
milieu
auprè
rétice
méfia
Da
un a
Tché
redev
entre
partie
grand
surtou
un ré
pouva
pense
M. Be
pas p
être r
qu'on
rait n
portan
exprim
pressie

Le
s'inscr
par un
avait
sident
homme
« Mo
avant
une co
monde
12 mai
messag
vernem

1. No

ils se trouvaient maintenant conviés à reconnaître M. Beneš pour leur chef d'État. Furent-ils consultés ou (ce qui est plus probable) mis en présence des faits par le gouvernement russe? Mais pourquoi un si prompt retour de celui-ci vers les Tchèques de Londres? N'était-ce pas qu'il prenait en considération surtout la situation personnelle du Président Beneš dans les milieux internationaux? Nè pensait-il pas trouver en lui un intermédiaire auprès des Anglais et des autres gouvernements exilés à Londres, encore si réticents à l'égard des Soviets, et dont il devenait nécessaire de dissiper les méfiances?

Dans les mêmes jours, en juillet 1941, le Président Roosevelt accréditait un ambassadeur extraordinaire auprès du gouvernement provisoire de Tchécoslovaquie à Londres. Ainsi la position internationale de M. Beneš redevenait forte. Et là se marque la principale différence pour son action entre la première guerre mondiale et la seconde. Jadis, il avait gagné la partie en offrant ses volontaires aux armées alliées qui éprouvaient un grand besoin d'hommes; cette fois, il offrait certes des combattants, mais surtout son expérience et son autorité personnelle le désignaient pour un rôle particulier d'informateur et, à l'occasion, de négociateur qui pouvait être précieux aux gouvernements en guerre. Mais il est permis de penser aussi que les gouvernants, tout en utilisant les bons offices de M. Beneš et faisant à sa cause les concessions nécessaires, n'en acceptaient pas pour cela son programme tout entier. Bien des déceptions allaient être réservées à celui qui sentait son rôle efficace et, beaucoup plus dégagé qu'on ne l'a dit ou qu'on ne l'a cru d'ambition pour lui-même, ne pourrait manquer de reconnaître avec peine qu'on avait attaché plus d'importance à sa personne qu'à sa politique. Ce désenchantement n'est jamais exprimé dans les *Paměti*, mais le lecteur attentif n'échappe pas à l'impression de le découvrir souvent entre les lignes.

Le voyage à Washington (mai 1943). — Dans cette action diplomatique s'inscrit le voyage à Washington au printemps de 1943. Il était déterminé par une invitation du Président Roosevelt, mais, dès cette date, Éd. Beneš avait annoncé son intention de se rendre prochainement à Moscou. Le Président américain semblait désireux de faire un tour d'horizon avec l'un des hommes politiques les plus largement informés de la conjoncture en Europe.

« Mon voyage politique et toutes mes conversations à Washington étaient, avant tout, une affirmation publique et je dirais volontiers une preuve et une consécration de *notre*¹ position aux États-Unis et dans le reste du monde » (p. 276). L'entretien principal de Roosevelt et de Beneš eut lieu le 12 mai. M. Beneš en fait le récit, qu'il complète en note par le texte de ses messages à M. Jan Masaryk, ministre des Affaires étrangères de son gouvernement.

1. Notre : celle des Tchécoslovaques.

Roosevelt parla d'abord de la France. Il exposa les raisons de son attitude réservée à l'égard du général de Gaulle. Il se montra « plutôt pessimiste » sur l'avenir de notre pays et les moyens que nous aurions de conserver notre empire colonial. En somme, il conservait mauvais souvenir de ce qu'il avait observé, lors de son récent voyage à Casablanca. « A la manière dont il examinait les choses, je sentis un certain désenchantement personnel dans tout ce qui concernait la France, aussi bien le régime Pétain que le mouvement de Gaulle » (p. 280). M. Beneš aurait plaidé alors la cause de la France, insisté sur la nécessité de favoriser son rétablissement, afin qu'il y ait, sur le continent européen, une autre grande puissance démocratique pour faire équilibre aux Soviets. Le Président Roosevelt parut peser ces arguments, mais il ne se départit pas de son scepticisme.

On en vint ensuite aux affaires d'Europe centrale. Le Président (et, au cours d'un entretien postérieur, M. Harry Hopkins, son conseiller personnel, parla dans le même sens) reconnaissait que l'intérêt de l'Europe exigeait un accord entre la Pologne et la Russie. Mais il fallait que les Polonais fissent des concessions : ils ne conserveraient certainement pas sans changement leur frontière orientale (du moins la ligne Curzon pouvait-elle être améliorée), quitte à trouver des dédommagements en Prusse. M. Beneš expliqua ensuite que les circonstances, comme la résolution de la Tchécoslovaquie de ne pas s'exposer dans l'avenir à un nouveau Munich, l'obligeaient à souhaiter une entente avec la Russie et une frontière commune entre les deux pays, étant bien entendu qu'un tel voisinage ne pourrait manquer d'influencer la politique intérieure et le développement économique et social de la Tchécoslovaquie. Il émit l'opinion que la Pologne devrait rechercher avec les Soviets un rapprochement analogue à celui que la Tchécoslovaquie préparait pour elle-même. Roosevelt « exprima sa pleine compréhension pour cette politique ».

Les Présidents eurent encore deux autres conversations. La dernière, le 7 juin, permit de revenir sur l'ensemble des problèmes pour une mise au point¹. Le Président américain demanda à M. Beneš de profiter de ses entretiens avec Staline pour faire connaître à celui-ci le point de vue du gouvernement américain dans les affaires baltes : les États-Unis ne s'opposeraient point à la réunion des pays baltes à la Russie, mais il fallait compter avec l'opinion publique du monde et chercher une formule qui pût la satisfaire. Pour la Pologne, Roosevelt continuait à donner sa préférence au gouvernement du général Sikorski, tout en connaissant bien l'animosité de Staline envers Sikorski. Néanmoins, il espérait qu'on parviendrait à un accord, si les Polonais recevaient la juste et légitime compensation à laquelle ils avaient droit, soit une légère amélioration de la ligne Curzon et le rattachement de la Prusse orientale à la Pologne. Il reconnaissait, enfin, qu'il fallait diminuer le plus possible les minorités dans les nouveaux États et

1. Rapport à M. Masaryk du 7 juin (note, p. 288).

consentait à approuver le transfert des populations allemandes de Tchécoslovaquie. Il ne fut pas question de la Slovaquie. Quant à l'Allemagne future, M. Roosevelt l'imaginait volontiers fractionnée en cinq ou six États. Les nouvelles qu'il recevait de Russie lui donnaient satisfaction ; il accueillait avec confiance la dissolution du Komintern. Une fois encore, M. Roosevelt approuva les projets de voyage de M. Beneš en Russie et l'intention de son interlocuteur de consacrer son séjour à un règlement général des relations entre la Russie et la Tchécoslovaquie. M. Beneš promit de l'informer des résultats. Le Président américain développa ses idées sur l'organisation de la sécurité internationale. Il déclara qu'à la différence de Woodrow Wilson, il était un réaliste : il entendait garantir la paix pour cinquante ans ; au delà, ce serait l'affaire des générations nouvelles. A la différence de Churchill, il ne voulait pas d'un conseil européen, mais d'un seul conseil mondial, muni d'une puissance effective.

M. Beneš insiste sur l'entière satisfaction qu'il rapporta de Washington. Rarement, pensait-il, petite nation avait reçu dans des circonstances aussi graves pareille approbation de sa politique. Ce qui avait été commencé en Amérique devait être achevé en Russie et, il était permis de l'espérer, avec un égal succès.

Le voyage à Moscou (décembre 1943) et la signature du traité d'alliance pour vingt ans. — Or, ce voyage devait se faire attendre encore six mois, et M. Roosevelt, qui chargeait M. Beneš d'un message important pour Staline et en attendait des indications sur la politique de l'U. R. S. S., allait être le premier à rencontrer l'homme d'État soviétique. L'ajournement du voyage de M. Beneš tint à des scrupules de l'Angleterre, moins à cause de la Tchécoslovaquie elle-même qu'au sujet de la Pologne. Dans les milieux britanniques, beaucoup reprochaient au patient Beneš trop d'empressement et de précipitation. On s'inquiétait de voir un État slave conclure déjà un accord définitif avec la Russie, on craignait des engagements préjudiciables au sort futur de la Pologne. On aurait voulu lier ensemble tous les problèmes d'Europe centrale, sans permettre à la Tchécoslovaquie de régler les siens à part. Toujours prudent, M. Beneš s'inclina ; il se contenta de préparer lui-même et de faire retoucher à Moscou le texte d'un traité, dont l'heure ne manquerait pas de venir.

Mais, au cours de ces mois d'attente, les pourparlers s'engageaient directement entre les puissances occidentales et la Russie, pour aboutir à la conférence de Téhéran, où fut affirmée l'indéfectible union des Alliés dans la poursuite de la guerre et même au delà de la victoire commune.

Reconnaître qu'il n'y avait pas deux guerres parallèles, mais une seule guerre menée contre l'Allemagne et pour contraindre celle-ci à capituler, faire coïncider les opérations stratégiques, comprendre, du côté occidental, que la victoire ne serait pas obtenue sans le concours de la Russie et, du côté russe, qu'il fallait faire des concessions aux puissances démocratiques et à

l'existence de leur économie capitaliste, proclamer les droits des petites nations, tous ces résultats de la conférence de Téhéran, M. Beneš les présente comme la garantie d'une défaite inéluctable et prochaine de Hitler et comme le triomphe des idées que lui-même n'avait cessé de défendre. Oui, mais un triomphe obtenu sans qu'il y participât directement et dont les conditions furent fixées à son insu. En effet, on décida alors le partage des zones de guerre en Allemagne et en Europe centrale entre l'Occident et l'Orient. La Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Hongrie et la Yougoslavie furent comprises dans la zone soviétique. « On ne nous fit à ce sujet aucune communication officielle ni officieuse. Nous n'en avons été informés qu'indirectement, et seulement pendant l'insurrection de Slovaquie » (note, p. 375). M. Beneš ne fournit pas de date plus précise : ce fut donc à l'automne de 1944 ou pendant les premières semaines de 1945. Et plus loin (p. 377, dans le texte) : « Comme je l'ai déjà noté, on ne nous dit rien de ces plans alors, ni du côté soviétique ni du côté des puissances occidentales. La portée de ces décisions ne nous apparut clairement qu'au temps de l'insurrection de Slovaquie, lorsque nous commençons à éprouver certaines difficultés dans la fourniture des secours, du côté britannique et du côté américain. »

Après la conférence des trois ministres des Affaires étrangères à Moscou, en novembre 1943, M. Eden encouragea le Président Beneš à faire ses préparatifs de voyage, pendant que se déroulaient les négociations de Téhéran (28 novembre-1^{er} décembre). Il était lui-même dans la capitale russe le 11 décembre, et le lendemain, il assistait, avec Kalinine et Staline, à la signature¹ d'un traité d'alliance entre les Soviets et la Tchécoslovaquie, auquel les ratifications furent immédiatement données.

Ce traité contenait six articles : les deux hautes puissances contractantes s'engageaient à se fournir une assistance mutuelle dans le domaine militaire et dans tous les autres domaines, au cours de la guerre actuelle contre l'Allemagne et ses alliés (1).

Elles promettaient de ne pas entrer en négociations avec l'Allemagne hitlérienne ou tout autre gouvernement allemand qui ne renoncerait pas à la politique d'agression, de ne pas conclure, sans entente préalable, d'armistice avec l'Allemagne ou un autre État associé à ses actes d'agression en Europe (2).

Au cas où l'une des puissances serait, après la guerre, impliquée dans une nouvelle guerre avec l'Allemagne reprenant sa politique de *Drang nach Osten* ou un autre État, allié à l'Allemagne directement ou sous n'importe quelle autre forme, la seconde puissance fournirait aussitôt à la première toute l'aide militaire et les autres moyens d'appui et de secours qu'elle aurait à sa disposition (3).

Les puissances contractantes se garantissaient le respect réciproque de

1. Par les deux plénipotentiaires : Molotov et Fierlinger.

leur indépendance et de leur souveraineté, comme la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre État (« Jakož i nevmešování do vnitřních věcí druhého státu »). Elles s'engageaient à développer dans l'avenir leurs relations économiques et à s'assurer l'une à l'autre toute l'aide économique possible après la guerre (4).

Chaque partie contractante s'engageait à ne conclure aucune alliance et à ne participer à aucune coalition dirigée contre l'autre partie (5).

L'alliance était conclue pour vingt ans (6).

Au traité était annexé un protocole appelé la clause polonaise, parce qu'il répondait au désir d'une prochaine entente avec la Pologne. Il envisageait la transformation de l'alliance russo-tchécoslovaque en une triple alliance, par l'adjonction d'une troisième puissance, limitrophe de la Tchécoslovaquie et de la Russie.

Dans un message radiodiffusé de Moscou à la nation tchécoslovaque, M. Beneš expliqua le sens de l'alliance. Il insistait sur la future collaboration de deux États pleinement libres et indépendants, où seraient respectées la pleine souveraineté et la non-ingérence dans les affaires de chaque État. « Ne vous préoccupez pas chez nous, à Prague, dans les pays tchèques et en Slovaquie, de cette propagande nazie, pleine de haine, qui déclare si stupidement que la Russie veut nous avaler ; ne prenez pas souci de cette propagande, même du point de vue de la politique intérieure : notre pays, après la guerre, établira tout à fait librement son régime politique. »

Il annonçait la nécessité d'une orientation économique nouvelle de la Tchécoslovaquie, d'une indépendance plus complète à l'égard de l'Allemagne, d'une nouvelle organisation des communications par voies ferrées, par eau et par air. « Cela ne signifiera pas que nous abandonnerons nos liaisons et nos intérêts économiques avec l'Europe occidentale, méridionale ou le reste du monde. Mais ce sera leur vaste complément, une nouvelle affirmation de nous-mêmes, l'expression du fait que nous sommes géographiquement au centre de l'Europe, au voisinage immédiat de l'Union soviétique (« bezprostředně blízkosti a sousedství Sovětského svazu »). Nous l'avons négligée jusqu'ici au point de vue économique et elle a un intérêt substantiel à notre développement dans l'avenir. »

Les entretiens avec les hommes d'État russes et les communistes tchécoslovaques. — Le séjour de M. Beneš à Moscou se prolongea plus d'une semaine. Il fut l'occasion de plusieurs entretiens avec le maréchal Staline et M. Molotov. On aborda tous les sujets : les Russes donnèrent à leur interlocuteur l'impression d'une parfaite sincérité et d'une très vaste compréhension des problèmes les plus délicats. A la place d'un récit détaillé de ces conversations, M. Beneš préfère reproduire quelques passages de la note qu'il adressa alors à M. Jan Masaryk. On peut retenir cette appréciation de la Russie (p. 396) :

« Le progrès accompli ici depuis l'année 1935 et surtout depuis le temps

de la première guerre est grand, véritable et définitif. Juger les attitudes concernant l'Internationale, la religion, la collaboration avec l'Occident, la politique slave comme de simples tactiques serait une erreur fondamentale. Le développement vers un nouvel empire soviétique, décentralisé, avec une place ferme accordée aux autres nations soviétiques dans l'esprit d'une nouvelle démocratie populaire, s'accomplit indéniablement, définitivement. De la guerre surgit une autre Union soviétique, conservant sans doute, au point de vue économique et social, son système soviétique, mais du point de vue politique, vraiment neuve : il y aura là un État qui prendra la tête du monde slave, qui s'imposera à lui-même et imposera aux autres Slaves une nouvelle position internationale...

« Quant au maintien de tous les accords non seulement avec nous, mais avec l'Angleterre et l'Amérique, on peut y compter, je crois, avec certitude. On tient ici qu'aucun doute n'est permis sur le respect des promesses faites aux Anglo-Saxons, à Moscou et à Téhéran. L'Union soviétique se sent désormais à égalité de droits avec le reste du monde : elle est fière de son rôle et de sa position : elle ne voudra pas les perdre¹. »

Le Président Beneš exprima à Staline sa confiance dans la marche victorieuse des armées russes — elles étaient alors à Rostov et devant Kiev — jusqu'aux frontières polonaises et bientôt jusqu'au territoire tchécoslovaque. Il demanda qu'en ce cas, l'armée rouge utilisât les unités de volontaires tchécoslovaques, là où celles-ci seraient suffisantes pour l'occupation militaire du terrain reconquis, et que, de toute manière, l'ordre intérieur de la Tchécoslovaquie fût respecté, l'autorité remise progressivement à l'autorité civile.

Le maréchal Staline accepta sans hésitation ce point de vue. Il affirma que c'était bien ainsi qu'il entendait la délivrance de la Tchécoslovaquie et qu'en attendant, tous ses soins iraient à la préparation des troupes tchécoslovaques, d'accord avec le gouvernement de M. Beneš à Londres et avec la mission militaire tchèque à Moscou.

Le point le plus délicat des négociations demeurait l'affaire polonaise. Le général Sikorski ne dirigeait plus le gouvernement polonais de Londres et son successeur, M. Mikołajczyk, était si convaincu de la nécessité d'un rapprochement avec la Russie qu'il en avait parlé à M. Beneš avant le départ pour Moscou. Mais il avait à compter avec certains de ses collaborateurs, avec l'opinion de l'émigration bouleversée par l'affaire — M. Beneš dit toujours : l'incident — de Katyn et il convenait, enfin, de savoir ce que proposait le gouvernement russe.

M. Beneš parle d'une longue conversation qu'il eut au grand théâtre de Moscou, avec Staline, Kalinine, Molotov, Vorochilov, pendant les entr'actes d'une représentation de *Sněguročka*, mais il résume cette conversation très brièvement.

1. « Sovětský svaz se už ostatně cítí světově rovnoprávným ; je hrd na svou roli a posílá už je nebude chřít opustit. »

Les hommes d'État russes l'interrogèrent sur les Polonais de Londres, sur l'opinion des Anglais et des Américains. En revanche, ils lui donnèrent l'impression de vouloir sincèrement, résolument, une Pologne indépendante et forte. Mais ils étaient décidés à ne pas permettre le retour de la politique polonaise, telle qu'elle avait été pratiquée depuis 1920. Staline indiqua donc quelques-unes de ses conditions. M. Beneš demanda s'il pouvait les transmettre à M. Mikolajczyk et le maréchal l'y autorisa. Au demeurant, il entendait bien ne pas jouer le rôle de médiateur, ni d'intermédiaire, mais se borner à celui d'informateur.

Les conditions de Staline étaient, en gros, les suivantes :

— Reprise des relations avec un gouvernement polonais de Londres remanié, même si ce gouvernement demeurerait présidé par M. Mikolajczyk.

— Attachement de la Russie au principe de la ligne Curzon comme frontière orientale de la Pologne, en admettant des compensations à l'Ouest, qui pourraient aller jusqu'à la ligne de l'Oder.

— Quelques améliorations à la ligne Curzon : Białystok et Przemyśl reviendraient à la Pologne.

— La Russie n'a pas l'intention de s'entendre avec la révolution en Allemagne, ni de rechercher l'assistance d'une Allemagne soviétisée contre les autres pays : elle n'abandonnera pas ses alliés et acceptera un affaiblissement territorial de l'Allemagne.

— Du côté de l'Union soviétique, il n'y aura aucune ingérence dans les affaires intérieures de la Pologne, aucune bolchévisation, aucune soviétisation.

Les conditions politiques semblaient rassurantes ; mais les conditions territoriales devaient paraître inacceptables aux Polonais de Londres.

Autant qu'avec les hommes d'État russes, les entretiens de M. Beneš avec ses compatriotes réfugiés à Moscou furent d'une importance extrême, mais bien plus difficiles et douloureux. Il y avait là Clément Gottwald, Šverma, déjà rencontré à Paris au début de la guerre, Kopecký, le professeur Zdeněk Nejedlý, l'historien de Masaryk et de Smetana, Rudolf Slanský, tous assez soupçonneux à l'égard de Beneš, prêts à voir en lui l'impénitent allié de l'Occident et celui qui, à cause même de son prestige auprès du gouvernement russe, retarderait ou empêcherait l'introduction en Tchécoslovaquie du régime communiste qu'ils souhaitaient établir après la victoire. On discuta donc des conditions de la politique intérieure tchécoslovaque dans le pays restauré. M. Beneš reconnut que la fin de la guerre ne serait pas semblable à celle de 1918, qu'il faudrait châtier les coupables, éliminer de la vie politique ceux qui s'étaient compromis avec les régimes allemands, accomplir une révolution. Mais, avant tout, il fallait prévenir le désordre et le chaos.

On pouvait prévoir dès maintenant qu'une fois écartés les agrariens, les nationaux-démocrates et les artisans, le front national serait composé de

trois grands partis : les démocrates-chrétiens, les socialistes, les communistes. On pouvait envisager aussi la formation de comités nationaux locaux, qui seraient à la fois des centres révolutionnaires et des organes de la nouvelle administration politique. M. Beneš ne s'y opposa pas ; il tint surtout au principe d'élections générales rapides, dans les six mois qui suivraient la libération.

Il était d'ailleurs un peu tôt pour tout régler et les conversations revinrent sur le passé. On s'inquiéta de savoir si M. Beneš et les Tchèques de Londres « n'étaient pas allés plus loin qu'il n'était juste (« správně ») dans leurs relations avec l'intérieur, avec le Dr. Hacha et le gouvernement du protectorat¹ ». « Je vis bien qu'ils se demandaient entre eux et cherchaient à reconnaître si nous n'avions pas pris par là des engagements pour l'avenir. — Je m'employai à les convaincre de la correction de notre action, de la pleine liberté que nous avions gardée, de l'absence d'engagement envers quiconque. Mais je ne fus pas certain d'y être pleinement parvenu : il me sembla qu'ils conservaient leurs doutes et leurs soupçons » (p. 411).

M. Beneš invita les communistes à prendre place immédiatement dans le gouvernement de Londres : ils se déroberent. Sans doute, ils n'avaient rien à objecter à la conduite de leurs collègues communistes réfugiés en Angleterre et qui siégeaient au Státní Rada, mais eux-mêmes ne pourraient entrer que dans un gouvernement remanié ; ils pensaient que l'atmosphère de Londres n'était pas encore favorable à ce remaniement. Le passé fut encore remis en cause. Le groupe de Moscou ne cacha pas à M. Beneš qu'il avait deux graves reproches à lui faire : il n'aurait pas dû quitter la présidence en octobre 1938 et, quelques semaines plus tôt, il aurait dû, non pas capituler, mais s'engager dans la guerre, coûte que coûte.

Patiemment, M. Beneš justifia sa politique : il montra l'isolement complet où se serait trouvée la Tchécoslovaquie, les attaques auxquelles elle était exposée de la part de la Pologne et de la Hongrie ; à l'intérieur même, le danger de certains éléments qui semblaient prêts à trahir ouvertement², les doutes qu'on pouvait avoir sur la conduite des agrariens, des populistes slovaques et des Allemands en général. Il rappela, enfin, qu'il s'était approché de la guerre, à la limite extrême, en ordonnant la mobilisation, en maintenant la nation alertée jusqu'au dernier moment et prête à affronter le conflit. Mais...

« Dans la situation telle qu'elle s'est déroulée, je suis arrivé en conscience et en raison à cette conviction qu'il n'y avait pas d'autre issue ; que la solu-

1. On comprend que M. Beneš n'ait pas exposé dans ses Mémoires le détail de ses relations avec les Tchèques de l'intérieur, avec M. Hacha et le gouvernement du protectorat. Il a parlé seulement de liaison avec des membres de ce gouvernement et de l'administration qui appartenaient à la résistance et lui fournissaient des renseignements. Ses messages radio-diffusés exprimaient toujours plus de pitié que de sévérité, quand il était question personnellement du Président Hacha.

2. « Připravu některých domácích činitelů k otevřenému zábratě vnitra. »

tion à laquelle je me suis arrêté alors était, de toutes les mauvaises solutions possibles, pourtant la moins mauvaise et la seule qui nous donnât la possibilité de nous préparer moralement et matériellement à des événements qu'on pouvait prévoir dès 1938. »

Il estimait que ces événements lui avaient donné raison : la nation tchèque avait bien supporté l'assaut germanique, elle continuerait à tenir et, avec des pertes relativement peu élevées, elle sortirait de la guerre dans des conditions meilleures qu'on n'aurait pu s'y attendre. Les interlocuteurs de M. Beneš « réagirent alors très vivement contre ses opinions, ils soutinrent qu'une pareille conclusion n'était pas autorisée avant la fin de la guerre, et que seulement après la chute de l'Allemagne, on pourrait mesurer les ruines que les Allemands auraient accumulées en biens matériels et en vies humaines dans la patrie. — Et remarquez bien, dit M. Gottwald, quelles conséquences morales tout cela a pu avoir pour notre peuple : le 15 mars en est sorti ! Tout ce qui pouvait arriver encore à la Tchécoslovaquie ! C'est seulement un hasard si toutes ces catastrophes ne se sont pas encore abattues sur nous. Si elles ne sont pas survenues, nous n'y avons aucun mérite. Et par-dessus tout : il faut attendre ce que sera la fin. Nous avons encore bien des choses à voir. »

M. Beneš reprit tous ces arguments : il leur opposa la certitude des catastrophes qui se seraient produites à l'automne de 1938, si la Tchécoslovaquie s'était jetée dans la guerre, isolée du monde entier. Il revendiqua l'honneur d'avoir fait les prévisions les plus justes sur le déroulement des événements et il en offrit la preuve, d'après ses déclarations publiques. « Faire une politique juste, cela signifie prévoir justement les circonstances. *Gouverner, c'est prévoir*¹ » (p. 414).

« Dans ces débats de 1943, chacun resta sur ses positions. Nous laissâmes la décision, d'une part aux circonstances de l'avenir, d'autre part au jugement de l'histoire, autant que cela est, sera et peut être l'affaire d'une histoire impartiale. »

Malgré tout, M. Beneš se déclarait satisfait de ses entretiens avec le groupe de Moscou : il croyait possible de trouver dans le camp des patriotes assez de raisons d'accord pour édifier une politique d'après-guerre. Il ne désespérait pas d'éviter, après la libération, une guerre civile en Tchécoslovaquie. M. Fierlinger, qui l'accompagna dans le voyage de retour jusqu'à Téhéran, lui confia que les communistes ressentaient, de leur côté, beaucoup de satisfaction et qu'ils n'avaient pas espéré des échanges de vues aussi conciliants, ni aussi féconds.

La conclusion des Mémoires. — Dans les quinze dernières pages de ce volume de *Mémoires*, M. Beneš retrace les étapes de son voyage de retour, par voie ferrée, de Moscou à Téhéran, ce qui lui permit d'observer les ruines

1. En français dans le texte.

accumulées par la bataille sur le sol russe, l'effort de la nation dans la poursuite de la guerre. Il put ainsi affirmer aux premières personnalités européennes qu'il rencontra (le général de Gaulle à Alger, M. Churchill à Marrakech) qu'un renouvellement des forces nationales de la Russie était désormais un fait acquis. Les hommes d'État devraient compter avec lui, autant qu'avec la seule politique du gouvernement russe. Et, pendant la dernière étape, dans l'avion qui le ramenait du Maroc à Londres, il revenait sans cesse, dit-il, à cette question :

« Sommes-nous ou ne sommes-nous pas dans la bonne voie ? Arrivera-t-on vraiment... à cet accord entre l'Occident et l'Orient qui doit être... le grand but de notre politique (p. 423) ? »

« Le monde occidental suivit, avec une attention extrême, le déroulement des événements après mon retour de Moscou. Beaucoup nous prédisaient une dure déception. Beaucoup chuchotaient ou déclaraient publiquement que « Beneš s'était trop pressé ». La propagande allemande souffla sur le feu dans notre pays. Elle expliqua à nos concitoyens que j'avais vendu la patrie à Staline et, pour la seconde fois, trahi la nation. Elle fonda chez nous une ligue antibolchévique et y poussa notre population, sous la menace du knout et du revolver, pour des manifestations de masses contre ce bolchévisme, auquel, disait-on, je l'avais livrée. Mais à Londres nous recevions des nouvelles du pays, qui nous disaient que le peuple n'était point communiste en majorité, mais qu'il comprenait pleinement, approuvait nos démarches, la voie que j'avais choisie, notre traité d'alliance. »

Les considérations qui terminent l'ouvrage se rattachent peut-être moins directement au voyage de 1943 qu'aux difficultés des années 1944-1945-1946 et à la menace d'un conflit entre l'Occident et l'Orient. Mais elles demeurent inspirées par l'expérience de ce voyage et se présentent comme leur conclusion logique. Elles font éprouver à quel point l'élargissement du conflit mondial avait eu pour contre-partie un affaiblissement de l'Europe. Dans les nouvelles scènes qui se déroulent, et l'on peut dire à partir de ces premières semaines de 1944, où il expose à Londres ses impressions de Moscou, M. Beneš demeure sans doute un acteur, mais, s'il continue à offrir les conseils de sagesse « d'une génération idéaliste », pour reprendre le mot de Ladislav Rasin en 1938, lui-même ne se dissimule guère que les décisions essentielles seront prises pour des motifs bien éloignés de ceux qui avaient inspiré sa politique. Un grand Européen, avait dit Louis Eisenmann. On pense, en lisant les dernières pages, que celui qui, en 1934, tirait une réelle force d'être un grand Européen n'a plus à ce titre la même autorité pour imposer son opinion aux dirigeants du monde.

Sans doute objectera-t-on que cette opinion avait été tenue pour peu persuasive entre 1934 et 1938 et qu'elle n'avait pas empêché le conflit.

Mais, jusqu'à 1938, les problèmes étaient encore, au premier chef, des problèmes européens. La paix et la guerre dépendaient de leur solution. Ce qui était en jeu, c'était l'organisation de l'Europe. Aussi, peu de temps après

l'ouve
sa pro
des av
libérat

Mai
ramen
une ri
« Il est
la crit
Mais i
leurs
toléran
selon l
mieux
Autren
et à un
le vou
de l'O
des ter
de pui
comme
serait
valeur
d'une
cieux d
qu'être
est cel
une dé
des mo
voies et

« Au
qu'un a
kine : «
plus du
nul ébr

Les
un éclat
cessant
atomique
nant à l
guerre,
favorab
férence

Il est

l'ouverture du conflit, M. Beneš retrouvait-il audience. Tout en reprenant sa propagande particulière pour son pays, il se faisait entendre, en offrant des avis sur un nouvel et plus solide aménagement de l'Europe, après sa libération.

Mais le conflit n'est pas encore achevé que l'Europe en ruines est déjà ramenée à un rôle mineur, presque celui d'instrument et d'accident, dans une rivalité cosmique qui se dessine. Et M. Beneš ne se le dissimule point : « Il est naturel (p. 420) que l'Union soviétique réclame des autres pays dans la critique de son régime et de ses méthodes compréhension et tolérance. Mais il est également naturel que, dans sa critique des autres régimes et de leurs méthodes, elle témoigne de la même compréhension et de la même tolérance. Pleinement et définitivement reconnaître, respecter le principe selon lequel chaque État libre suit sa propre route, celle qui lui convient le mieux, voilà la condition nécessaire à une collaboration pacifique du monde. Autrement, le déroulement des faits nous conduira de nouveau à la guerre et à une guerre encore plus terrible que la précédente. Le voulons-nous ou ne le voulons-nous pas ? » En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, au carrefour de l'Orient et de l'Occident, M. Beneš rappelle que la force lui est venue des tendances générales et humanitaires de sa civilisation, lui permettant de puiser aux sources de l'Occident — germanique, anglais, français — comme à celles de l'Orient. Parler d'un changement de son orientation serait un non-sens : « Le développement culturel d'une nation n'est pas une valeur qu'on puisse changer comme un vêtement, du jour au lendemain, d'une année à l'autre, avec les régimes politiques occasionnels. » Au fallacieux dilemme : Orient ou Occident, la réponse claire et sensée ne peut donc qu'être : Orient et Occident. De même, le problème qui se pose au monde est celui de la coexistence de deux systèmes : un socialisme soviétique et une démocratie régénérée qui accepterait le principe de la nationalisation des moyens de production et des gains privés, en la réalisant par d'autres voies et selon d'autres méthodes.

« Aussi bien, un progrès continu peut-il être parfois plus révolutionnaire qu'un assaut déraisonnable et violent. » Et de rappeler la parole de Pouchkine : « Souviens-toi, jeune monde, que les changements les meilleurs et les plus durables sont ceux qui ont leur source dans un progrès des mœurs, sans nul ébranlement violent. »

Les dernières lignes posent une suprême question : « Ira-t-on jusqu'à un éclatement final dans la violence ou bien les deux parties en présence, cessant d'agiter la menace de leur force révolutionnaire ou de leurs bombes atomiques et de calculer la faiblesse réelle ou supposée de l'adversaire, revenant à la politique menée avec tant d'efficacité pendant les durs temps de la guerre, s'arrêteront-elles et reprendront-elles la direction nécessaire et favorable à toutes deux ? Si cela n'est pas, alors, malheur, malheur sans différence à nous tous !... »

Il est assez surprenant de trouver cette adjuration pathétique au terme

d'un ouvrage dont tant de pages gardent la rigueur et presque la froideur d'une démonstration. Les *Pamèti* constituent, de la sorte, un livre d'un caractère spécial et, comme nous l'avons signalé au début de cet article, ils paraissent bien composés autant pour répondre à des préoccupations d'actualité que pour fournir un témoignage à l'histoire. Mais, tout en ne nous donnant pas une image complète du rôle qu'eut M. Beneš depuis Munich jusqu'à la nouvelle victoire, tout en ne remplissant même pas le cadre chronologique annoncé, puisqu'ils ne concernent que la période de septembre 1938 à la fin de 1943, ils apportent des lumières sur les causes, le développement et le caractère de la seconde guerre mondiale.

En admettant qu'ils ne reçoivent jamais les compléments que l'auteur envisageait, ils constituent, tels quels, un document sur la ligne de conduite adoptée par l'un des hommes d'État les plus influents de l'entre-deux-guerres et sur l'élargissement des problèmes de politique générale au cours du conflit.

A ce titre, on doit les tenir pour précieux.

Victor-L. TAPIÉ,
Professeur à la Sorbonne.

Not
ouvra
au XI
tion d
On
sans s
Quatr
mise d
raitre.
p. 494
le recu
sans d
teurs
facteur
spécifi
de l'h
dans
sans d
d'hom
Allema
de Tr
M. Sch
expos
de l'A
du ton
éclaire
l'unité
toire
savant
Comm
c'est u
pourvi

1. Fr
I : Die
III : B
2. Ve
3^e éd. e

L'ALLEMAGNE AU XIX^e SIÈCLE

THÈSES ET SYNTHÈSES

Nous nous proposons, dans cet article, à la fois de recenser les grands ouvrages de synthèse propres à fournir une documentation sur l'Allemagne au XIX^e siècle et de résumer les controverses nées d'une nouvelle présentation de certains aspects de cette histoire.

On ne saurait aborder le recensement des grands ouvrages de synthèse sans signaler la réédition de l'œuvre magistrale de M. Franz SCHNABEL¹. Quatre tomes de son histoire avaient paru entre 1929 et 1937, avant sa mise à l'index par les nazis ; les trois premiers volumes viennent de paraître. L'œuvre a été longuement analysée ici par M. Benaërts (t. CLXX, p. 494, et t. CLXXIV, p. 195-200). Elle reste aujourd'hui fondamentale et le recul du temps permet de l'apprécier encore davantage. M. Schnabel est sans doute le seul à pratiquer une synthèse historique complète où les facteurs moraux, sociaux, techniques sont aussi longuement analysés que les facteurs politiques ou économiques. Il rompt avec une tradition peut-être spécifiquement allemande et qui a tant influencé les germanistes français, de l'histoire des idées, détachée des réalités. Il représente, d'autre part, dans l'historiographie allemande une tendance nouvelle, qui s'affirmera sans doute dans les tomes suivants : M. Schnabel, dont l'expérience récente d'homme politique et de ministre parachève la formation d'érudit, est un Allemand du Sud. Les grandes histoires d'Allemagne publiées depuis 1870, de Treitschke à Ziekursch, émanaient de Prussiens. Le catholicisme de M. Schnabel ne nuit pas à son objectivité. Sa thèse sur Bismarck, que nous exposerons ci-dessous, exerce déjà une grande influence sur les « fédéralistes » de l'Allemagne actuelle. Il faut espérer, non seulement une rapide réédition du tome IV, mais encore la publication prochaine des volumes suivants, qui éclaireront d'une façon originale la révolution de 1848 et la formation de l'unité. Signalons aussi, bien qu'elle ne se limite pas au XIX^e siècle, l'Histoire des Allemands de Veit VALENTIN². Écrite aux États-Unis par le savant que les nazis avaient licencié dès 1933, elle s'adresse au grand public. Comme « l'Histoire sincère » de Seignobos, elle cherche surtout à expliquer ; c'est un excellent exposé de culture générale, bien que volontairement dépourvu de tout appareil scientifique. L'auteur est mort peu après l'avoir

1. FRANZ SCHNABEL, *Deutsche Geschichte im 19. Jahrhundert*. Fribourg, Herder, 3^e éd. I : *Die Grundlagen*, 1947, xi-628 p. II : *Monarchie und Volkssouveränität*, 1949, 414 p. III : *Erfahrungswissenschaften und Technik*, 1950, ix-500 p.

2. VEIT VALENTIN, *Geschichte der Deutschen*. Berlin, Pontes, 1947, xvi-796 p. in-8°, III. 3^e éd. en 2 vol. la même année.

achevée. Il s'était rendu célèbre par une histoire de la révolution de 1848 qui reste fondamentale¹.

Sur l'évolution des idées, quatre ouvrages français retiennent l'attention. Celui de M. Droz est le premier tome d'une œuvre dont il faut attendre la suite pour l'apprécier exactement². Il traite de « l'Allemagne et la Révolution française ». Limité à l'évolution intellectuelle, il étudie les réactions des différents groupes d'écrivains et publicistes allemands en face de notre Révolution. Il met en œuvre une documentation considérable. S'il ne propose pas, dans son interprétation, de thèse nouvelle, il n'en reste pas moins précieux pour tous les spécialistes français, tant par le nombre des publications auxquelles il se réfère que par la clarté avec laquelle il les analyse.

M. BOUCHER publie le fruit de plusieurs années de recherches et d'enseignement³. Il nous fait comprendre l'évolution qui conduisit les Allemands « du cosmopolitisme au nationalisme », à travers les œuvres de Zimmermann, Klopstock, G. Schlegel, Abt, Moser, Herder, Kleist, Gleim, Uz, Arndt, Jahn et Fichte, auquel il consacre 90 pages. Livre nuancé, médité, personnel, qui prendra place, sur nos rayons, à côté de celui de Victor Basch et qu'on consultera peut-être avec plus de profit après avoir étudié les textes allemands, qu'avant.

Allemandes et Allemands, de M. MINDER, est un travail original qui cherche à faire comprendre l'Allemagne au grand public étranger⁴. L'auteur recourt dans ce but à la psychologie et à la psychanalyse, à la sociologie, à l'histoire, à l'ethnologie, à la géographie. Il possède une connaissance approfondie de la culture allemande, que bien des érudits d'outre-Rhin pourraient lui envier. Il cite avec bonheur de nombreuses œuvres de « basse littérature », qui reflètent plus exactement la mentalité populaire que la « haute littérature », plus déracinée. La vue d'ensemble qui ouvre ce premier tome analyse les complexes du peuple allemand au cours des siècles et définit également l'attitude des Français à son égard. Suit un portrait de la Rhénanie, aussi fouillé, aussi complexe, aussi vivant qu'un dessin de Holbein ou qu'un roman psychologique. Sans doute, les spécialistes pourraient-ils chercher chicane à l'auteur sur sa documentation et parfois sur la subtilité de ses propos. Le livre de M. Minder n'est pas une étude historique, mais il est pour l'historien aussi un réservoir d'idées et une invitation à repenser les thèses traditionnelles. Il pourrait bien, comme l'*Allemagne* de M^{me} de Staël, devenir par la suite une source de l'histoire intellectuelle.

1. Veit VALENTIN, *Geschichte der Deutschen Revolution 1848-1849*, I. Berlin, Ullstein, 1931, 2 vol. in-8°, xvi-662, xii-701 p.

2. Jacques DROZ, *L'Allemagne et la Révolution française*. Paris, Presses Universitaires de France, 1949, vii-500 p. in-8°.

3. Maurice BOUCHER, *Le sentiment national en Allemagne*. Paris, La Colombe, 1947, 259 p. in-8°.

4. Robert MINDER, *Allemandes et Allemands*. Paris, Éditions du Seuil, t. I, 1948, 480 p. in-8°.

Le colonel CARRIAS est docteur ès lettres et breveté d'État-Major. Il semblait donc tout désigné pour étudier la pensée militaire allemande et s'en est acquitté avec un bonheur inégal¹. Le préambule de 80 pages consacré à l'histoire et à la pensée allemandes est décevant. Trop court pour pouvoir être suffisamment nuancé, trop long pour mettre simplement en valeur quelques idées générales auxquelles il y aurait lieu de se référer par la suite, fondé sur une bibliographie étendue, mais très éclectique, il aboutit à la conclusion que « les traits dominants de la pensée allemande sont son caractère excessif, son subjectivisme outrancier, son action négative ». Bien qu'il s'explique ensuite, en distinguant deux types d'Allemands, l'aventurier et le sujet, et en louant l'esprit novateur et le goût du concret des Allemands, il ne convainc pas. Le contraire serait aussi vrai. Tout est juste et tout est faux dans ce domaine des idées générales, qu'un ouvrage d'érudition ne devrait pas aborder s'il ne peut les fonder longuement. L'étude de la pensée militaire ne se réfère d'ailleurs guère à ce préambule, qui nuit à l'ensemble de l'ouvrage plus qu'il ne le sert.

Les chapitres suivants sont meilleurs, bien qu'encore inégaux. L'immensité du sujet oblige l'auteur à mêler les analyses relativement approfondies aux compilations de manuels. Ces derniers ne sont pas toujours bien choisis. La solide *Geschichte der Königlich-Preussischen Armee bis zum Jahre 1807*, de F. Holtze (Berlin, 1928-1929, 3 vol. in-8°), serait, par exemple, préférable au manuel choisi par M. Carrias. Cependant, les défauts de l'ouvrage s'effacent au fur et à mesure qu'il progresse. À partir du chapitre consacré à la pensée militaire de Frédéric II (p. 94), la compétence de l'auteur s'affirme ; le breveté d'État-Major l'emporte sur le docteur ès lettres. On appréciera particulièrement les 30 pages sur Clausewitz, celles sur Moltke, les études sur l'évolution récente de la stratégie allemande et sur la guerre totale. Le rôle de Roan aurait cependant mérité d'être traité autrement que par allusion. L'ouvrage rendra service aux militaires ou aux historiens qui ne lisent pas l'allemand et qui ont besoin d'une documentation rapide, cependant sérieuse.

Le précis de M. ZYCHA sur l'histoire du droit allemand contemporain a paru en 1937². Il est cependant objectif, dans sa sécheresse, et utile, aussi bien comme ouvrage de référence que par ses nombreuses bibliographies ; celles-ci recensent autant d'articles que de livres. L'ouvrage comprend deux parties. La première décrit en 215 pages la société et les institutions de l'ancien régime (avant 1806) : structure sociale, institutions de l'Empire, des principautés et des villes, naturalisations et droit pénal. La seconde trace en 120 pages l'évolution du droit au XIX^e siècle : Confédération allemande, réformes libérales dans les différents États, réformes économiques et unification du droit.

1. Lieutenant-colonel Eugène CARRIAS, *La pensée militaire allemande*. Paris, Presses Universitaires de France, 1948, 400 p. in-8°.

2. A. ZYCHA, *Deutsche Rechtsgeschichte der Neuzeit*. Weimar, Böhlau, 1937, VIII-341 p. in-8°.

La question de la self-administration en Allemagne a suscité de nombreux travaux de détail. Elle a intéressé les juristes plus que les historiens. Liée aux projets de regroupement des « Pays » confédérés et de décentralisation de la Prusse, elle n'a pas quitté l'actualité depuis un demi-siècle et reste à l'ordre du jour. Elle n'avait cependant jamais fait l'objet d'une synthèse. Le livre magistral de M. HEFFTER comble cette lacune¹. Il étudie l'évolution des doctrines et des institutions au XIX^e siècle. Il intéresse toute l'Allemagne et se réfère aux systèmes étrangers dont elle a pu s'inspirer. Peu de travaux peuvent se vanter d'être aussi exhaustifs, aussi objectifs. L'ouvrage, monumental, trop riche pour que nous puissions le résumer, fournit une abondante documentation sur l'évolution des États de l'Allemagne du Sud aussi bien que de la Prusse, sur les projets libéraux de 1848 aussi bien que sur la réaction bismarckienne ou sur les progrès constitutionnels du grand-duché de Bade, du Wurtemberg, de la Hesse et de la Saxe à la veille de la première guerre mondiale, sur le système de Weimar, aussi bien que sur l'absolutisme national-socialiste. La bibliographie est précieuse ; les index permettent de se référer rapidement aux pages intéressantes ; la présentation et le style expriment la sérénité de l'historien, qui a poursuivi son labeur sans se laisser troubler par les événements contemporains. L'idée générale est que le principe de l'autonomie administrative n'a jamais cessé d'être populaire en Allemagne depuis la réforme municipale de Stein. Il est réalisé en Angleterre, depuis le XVIII^e siècle, par le self-government, qui fonde l'État sur l'autonomie locale et oppose au système monarchique, bureaucratique de l'ancien régime un gouvernement représentatif, dont le Parlement est le rouage essentiel. Sous son influence, l'Angleterre est arrivée à un gouvernement parlementaire et démocratique. Par des voies différentes, la France a atteint le même but. Et Stein projetait également une représentation nationale. Mais il n'a pu réaliser que sa réforme municipale, et la révolution de 1848 n'a pas réussi à passer de l'autonomie municipale au gouvernement représentatif. Bismarck orienta l'autonomie administrative dans un sens conservateur antidémocratique. Le compromis qu'il institua dans le Reich uni limitait l'autonomie aux échelons inférieurs de l'administration, créant ainsi une self-administration typiquement allemande et différente des systèmes démocratiques. Le théoricien de ce système fut Gneist, qui distingua libéralisme et démocratie et prétendit s'en tenir au système anglais tel qu'il fut appliqué au XVIII^e siècle, sous le contrôle de l'aristocratie. La conception allemande de la self-administration définit ainsi un système représentatif sclérosé jusqu'en 1914 et limité aux échelons de la commune, du cercle et de la province.

La Constitution de Weimar ne développa pas l'autonomie autant que son principal auteur, Hugo Preuss, l'aurait souhaité. Le traité de Versailles,

1. Heinrich HEFFTER, *Die deutsche Selbstverwaltung im 19. Jahrhundert. Geschichte der Ideen und Institutionen*. Stuttgart, Köhler, 1950, 805 p. in-8°.

imp
péri
trém
L'Al
Influ
admin
somi

Le
cation
nous
l'étud
pirati
tion c
antér
peuve
M. D
sente

Au
l'artic
Siegfr
tion h
Elle a
idées
contre
imbus
Frédé
de la
de l'A
la pol
peut
que le
Const
le sou
M.
siment

1. Cl
2. F.
1948, x
3. Co
4. Cl
dort, D

impopulaire, l'inflation, les difficultés économiques ne permirent pas l'expérience démocratique à des partis désunis entre de fortes oppositions d'extrême droite et d'extrême gauche, également hostiles au parlementarisme. L'Allemagne, cependant, appartient à l'Occident ; elle n'a pas cessé de subir l'influence des pays occidentaux dans son évolution constitutionnelle et administrative. L'avenir dira si elle réussira à compléter sa tradition d'automatisme administrative par une constitution réellement parlementaire.

* * *

Le centenaire de la révolution de 1848 a donné lieu à de nombreuses publications que nous recenserons dans un prochain bulletin. Sur Bismarck, nous avons déjà analysé l'œuvre considérable de M. Eyck¹. Ajoutons-y l'étude de M. DARMSTAEDTER, publiée presque au même moment et d'inspiration également libérale². Elle développe davantage les années de formation et s'arrête en 1871. L'ouvrage est solide, bien au courant des travaux antérieurs, et rendra service à ceux qui ne lisent pas l'allemand. Car ils ne peuvent espérer trouver autant de détail dans la biographie en français de M. DE GRUNWALD³. Celle-ci, honnête, mais allégée de toute érudition, présente au grand public l'image traditionnelle en France de Bismarck.

Au Bismarck des libéraux Eyck et Darmstaedter, M. ROTHFELS oppose l'article qu'il publie dans le gros volume des mélanges offerts au professeur Siegfried Kaehler pour ses soixante-cinq ans⁴. M. Rothfels pense que la solution bismarckienne du problème allemand était la seule possible à l'époque. Elle a donné une longue période de paix à l'Europe centrale. A considérer les idées de l'époque et l'histoire universelle, elle apparaît comme un effort contre le nationalisme et le machiavélisme, dont les libéraux étaient plus imbus que Bismarck et les étrangers autant que les Allemands. Le prince Frédéric et son cercle s'inquiétaient de germaniser les provinces étrangères de la Prusse ; et ce sont les libéraux qui ont imposé à Bismarck l'annexion de l'Alsace-Lorraine (M. Rothfels écrit : la réannexion), le Kulturkampf et la politique sociale. Bismarck, lui, était un tacticien qui savait qu'on ne peut pas toujours nager contre le courant ; il était beaucoup plus fédéraliste que les libéraux, en général unitaires, et que le catholique conservateur Constantin Frantz, qu'on lui oppose aujourd'hui. Et il avait autant qu'eux le souci d'organiser l'Europe.

M. SCHNABEL est également entré en lice avec des conférences qui dessinent le Bismarck des catholiques fédéralistes du sud. Elles ont le mérite

1. Cf. *Revue historique*, octobre-décembre 1947, p. 215-227.

2. F. DARMSTAEDTER, *Bismarck and the creation of the second Reich*. London, Methuen, 1948, XII-426 p. in-8°.

3. Constantin DE GRUNWALD, *Bismarck*. Paris, A. Michel, 1949, 491 p. in-8°.

4. Cf. ci-après, p. 57 (Walther HUBATSCH, *Schicksalswege deutscher Vergangenheit*. Dusseldorf, Droste, 1950, 487 p. in-8°).

d'être très suggestives et de critiquer aussi bien le Bismarck traditionnel que celui des libéraux¹. D'après MM. Eyck et Darmstaedter, les libéraux allemands auraient pu réaliser l'unité par des méthodes moins brutales que Bismarck. Ils auraient créé au centre de l'Europe un État, peut-être unitaire, peut-être fédéral, mais assurément démocratique et parlementaire. M. Schnabel constate d'abord que les méthodes de Bismarck n'étaient pas sensiblement différentes de celles de la diplomatie traditionnelle. On lui a reproché son immoralité parce qu'il ne savait pas déguiser sa pensée, mais que dire de la moralité d'un Talleyrand ou d'un Metternich? Il expose ensuite que le vrai problème n'est pas de défendre la politique extérieure de Bismarck, en sacrifiant sa politique intérieure, comme l'ont fait Erich Marcks, A. O. Meyer et M. Rothfels. Il est de se demander si la solution de Bismarck aussi bien que celle des libéraux : créer un grand État au centre de l'Europe, était la seule et la meilleure. Or, dès 1849, le président du Conseil bavarois von der Pfordten prit position contre l'Union de Gotha et la conception prussienne de la petite Allemagne. Il fit remarquer que celle-ci ne serait pas viable ; l'Autriche, en effet, deviendrait un État slave, dont la petite province allemande rejoindrait tôt ou tard l'État germano-prussien. Mais, sans l'Autriche, l'Allemagne serait trop faible contre les Russes et les Slaves ; les riches provinces orientales cesseraient de lui être ouvertes quand elles ne seraient plus administrées de Vienne ; et la petite Allemagne serait à l'avenir échéance condamnée, comme la Pologne, à être partagée entre les grandes puissances.

Cette notion de grande puissance, ou plutôt de puissance mondiale, fut développée par Constantin Frantz en 1859. Ce petit fonctionnaire en retraite, ce publiciste conservateur, catholique, hostile à Bismarck, constatait que la guerre d'Italie avait donné le coup de grâce au système traditionnel de l'équilibre européen. La Russie, d'autre part, était appelée à un grand développement et seule une autre puissance mondiale serait capable de s'opposer à elle. La petite Allemagne ne pourrait jamais accéder à ce rang, faute de ressources en matières premières et de colonies ; l'Angleterre non plus, faute d'une base territoriale suffisante ; la France s'y efforçait, mais le succès des expéditions lointaines de Napoléon III était incertain. Seuls les États-Unis y réussiraient certainement ; et sur ce point on aimerait savoir si M. Schnabel a décelé une influence de Tocqueville sur Frantz. Dans ces conditions, l'Europe centrale, pour pouvoir subsister, devait s'unir, non pas sous la direction de l'Autriche ou autour d'une Prusse dominatrice et conquérante, mais dans une vaste confédération qui grouperait les Allemagnes, la Prusse, l'Autriche, les Slaves non russifiés et peut-être les Scandinaves. Cet État d'Europe centrale, fédératif et conservateur, aurait encore pu se constituer, aussi bien que l'Allemagne unitaire de Bismarck, en 1859. Après, il sera trop tard.

1. F. SCHNABEL, *Bismarck und die Nationen, in Europa und der Nationalismus*. Baden-Baden, Verlag für Kunst und Wissenschaft, 1950, 209 p. in-8°.

M.
proie
le ser
politi
chien
tique
dont
europ
Parle
alleme
selon
dont
nation
aurai
épro
rative
portu
man
ronne
diffic
fédér
allian
les SI
et Au
bien
de Bi
sanc
d'abo
Si
titué
rence
garde
Ma
Ne n
en co
doctr
1938

L'o

1. C.
après,

M. RITTER combat cette thèse dans un article des *Mélanges offerts au professeur Kaehler*¹. Il note que la Prusse incarna, bien plus que l'Autriche, le sentiment national allemand entre 1812 et 1848. Le prestige moral et politique de l'Autriche n'a pas cessé de décroître depuis 1789. La thèse autrichienne de la grande Allemagne exprimait, en réalité, la politique dynastique traditionnelle des Habsbourg et s'opposait à l'éveil des nationalités, dont M. Schnabel sous-estimerait l'importance; elle était une politique européenne plutôt qu'allemande. Or, les partisans de la petite Allemagne au Parlement de Francfort démontrèrent qu'ils voulaient un État national allemand et non une Europe centrale, même organisée économiquement selon les plans de Bruck ou politiquement selon ceux de Constantin Frantz, dont le fédéralisme sauvait les intérêts des princes. En présence des passions nationales exaltées depuis les guerres de libération, la solution de Frantz aurait été parfaitement irréalisable. La meilleure preuve en est la difficulté éprouvée par l'Autriche elle-même, quand elle essaya de s'organiser fédérativement à partir de 1861. La vraie solution était celle de Bismarck, opportuniste et réaliste comme tous les grands politiques : créer un État allemand assez fort pour exercer une attraction économique sur les pays environnants. Et la sagesse était encore du côté de Bismarck, qui, conscient des difficultés, procéda par étapes : Allemagne du Nord, Empire allemand, assez fédéral pour pouvoir, dans l'avenir, assimiler les Allemands de l'extérieur, alliance autrichienne, qui permette de grouper autour de l'État allemand les Slaves de la Double monarchie. L'étape suivante devait unir Allemagne et Autriche, sans permettre aux Russes d'intervenir dans les pays danubiens. Hitler la franchit en 1938. A ce moment, affirme M. Ritter, « la voie de Bismarck et des partisans de la petite Allemagne, la voie vers une puissance édiflée par étapes, a été brillamment parcourue. Elle n'avait été d'abord qu'un détour, mais un détour bienfaisant ».

Si Hitler s'en était tenu là, l'Europe centrale se serait pacifiquement constituée autour de l'Allemagne. M. Ritter rappelle qu'au cours d'une conférence faite en 1938 il approuva ce qui venait d'être réalisé et mit les nazis en garde.

Mais ne peut-on lui adresser la critique même qu'il fait à M. Schnabel? Ne néglige-t-il pas, lui aussi, les idées régnantes et les passions de l'époque, en considérant comme possible ce qui ne l'était pas? Et, connaissant les doctrines et le passé des nazis, comment a-t-il pu s'imaginer qu'à partir de 1938 ces loups se transformeraient subitement en agneaux?

* * *

L'ouvrage magistral de M. Eyck sur le régime personnel de Guillaume II

¹ *Grossdeutsch und Kleindeutsch im neunzehnten Jahrhundert. Op. cit.*, p. 177-202. Cf. ci-après, p. 57-58.

fait suite à son Bismarck¹. Il est la seule synthèse digne de ce nom qui ait été publiée depuis la *Politische Geschichte des neuen deutschen Kaiserreiches*, de J. Ziekursch (1930), qu'il surclasse à tous les points de vue. Témoignant de la même méthode que dans son œuvre précédente, suscitant la même admiration par la clarté d'un exposé qui analyse une masse énorme de documents, inspiré par le même libéralisme, il s'en prend, d'un bout à l'autre de cette étude, au régime personnel qui conduisit l'Allemagne à la ruine. Un régime parlementaire, des ministres responsables devant les Chambres l'eussent sauvée. Nous ne pouvons pas résumer une œuvre aussi considérable. Soulignons, cependant, l'intérêt de la première partie sur l'ère de Caprivi. Le successeur de Bismarck y apparaît grandi. Il ne craignit ni de s'opposer, dès le début, à Guillaume II, qui avait promis à Schouvalof la reconduction du traité de contre-assurance, ni de rompre la coalition des agrariens et des industriels par les traités de commerce de 1891 qui favorisaient le développement de la grande industrie. (« Il nous faut exporter soit des marchandises, soit des hommes. ») Il a, malgré les colonialistes et les pangermanistes, tenté une politique d'amitié avec l'Angleterre. L'accord de 1890 sur Heligoland n'était pas désavantageux ; l'île n'a pas été « échangée » contre Zanzibar, qu'il n'était pas question d'abandonner à l'Allemagne ; elle avait une réelle valeur militaire pour les Anglais, et son occupation devait permettre aux Allemands de construire le canal de Kiel. Caprivi démissionna de la présidence du Conseil en Prusse, quand son collègue Zedlitz eut fait passer malgré lui au Landtag une loi sur l'enseignement confessionnel (mars 1892). Obligé, après la dissolution du Reichstag de 1893, de s'appuyer, pour faire voter la loi militaire, sur la droite regroupée, il déplut ensuite aux agrariens par le traité de commerce avec la Russie. Il tomba en 1894, malgré son accord avec le Reichstag, qui ne voulait pas plus que lui d'une loi d'exception contre les anarchistes. Mais Guillaume II l'abandonna ; l'empereur, qui ne voulait pas continuer à combattre la droite, prit sa tête par de grands discours prononcés sans que le chancelier en fût averti. La situation se tendit quand l'empereur et le nouveau président prussien, le comte Botho d'Eulenburg, préparèrent un coup d'État, dont Caprivi eut la plus grande peine à les dissuader.

Après sa chute, le manque d'hommes se fit de plus en plus sentir. Bismarck n'en avait pas formés et Holstein, qui, de son cabinet, où il se tint muré, dirigea la politique extérieure, ne souffrit pas davantage de personnalités à côté de lui. Il avait, au début de sa carrière, espionné Arnim à Paris, pour le compte de Bismarck. La réprobation que lui témoigna la société parisienne le marqua pour la vie. Il se terra, fuyant les situations de premier plan, qui auraient attiré l'attention sur lui et auraient pu faire rappeler ses débuts. Il entassa les dossiers secrets contre tous ses concurrents éventuels.

1. Erich Eyck, *Das persönliche Regiment Wilhelms II. Politische Geschichte des deutschen Kaiserreiches 1890-1914*. Zurich, Rentsch, 1948, 814 p. in-8°.

Mais, irresponsable devant le Parlement, il engagea son pays dans une voie fatale, car, malgré sa grande intelligence, il ne put, du fond de son bureau, prendre conscience de l'évolution psychologique de l'étranger.

Sous Hohenlohe, les contradictions de Guillaume II, libéré de la tutelle du seul chancelier courageux qu'il ait eu, commencèrent à désorganiser le régime. « Le Kaiser, écrivit Holstein à Philippe Eulenburg, confident de l'empereur, le 2 février 1895, gouverne avec le cabinet contre les organes du gouvernement constitutionnel. »

L'arrivisme du D^r Kayser provoqua à ce moment le premier conflit sérieux avec l'Angleterre. Chargé des affaires coloniales à la Wilhelmstrasse, il souleva l'affaire du Congo, qui amena la France à protester en même temps que l'Allemagne contre le traité anglo-belge du 12 mai 1890. Il aurait pu obtenir gain de cause sans adopter le ton arrogant qui rendait sa note inutilement blessante. Or, c'est le même Kayser qui rédigea le télégramme à Kruger au lendemain du raid Jameson. Quand, plus tard, Guillaume II demanda à l'ambassadeur d'Angleterre, Sir Edward Malet, quelles étaient les raisons de l'hostilité croissante entre les deux pays, ce dernier répliqua : « Si je puis me permettre de résumer ma réponse en un mot, je dirai : D^r Kayser. » Le pangermanisme, lié aux problèmes coloniaux, triompha désormais, défigurant l'Allemagne.

La politique impérialiste se développa sous Bulow, que l'auteur critique sévèrement. Le détail en est connu. Les responsabilités de Holstein et de Tirpitz sont violemment éclairées. Les projets sur les colonies portugaises, les crises marocaines, la politique allemande au Moyen Orient, les affaires balkaniques, les origines de la première guerre mondiale et, d'autre part, l'évolution de la politique intérieure et l'échec des projets de réforme électorale en Prusse sont analysés avec la même lucidité. M. Eyck est désormais un guide indispensable à travers toute l'histoire d'Allemagne, de Bismarck à 1914, même si, sur certains points, sa critique, constamment inspirée par les thèses libérales, peut prêter à quelque réserve.

Les deux volumes de mélanges offerts aux professeurs Kaehler¹, de Goettingue, et Ritter², de Fribourg, nous apportent des contributions très variées ; nous ne pouvons résumer les dix-huit articles du premier volume et les dix-sept du second. L'histoire intellectuelle, toujours en honneur outre-Rhin, occupe la plus grande partie des mélanges offerts à Ritter. Signalons l'intéressante mise au point de M. Bornkamm sur l'attitude récente, plus compréhensive, des catholiques à l'égard de Luther, étudié par J. Lortz en 1939-1940, A. Herte en 1943 et J. Hessen en 1949. Les études sur les grands historiens allemands d'avant le nationalisme témoignent d'un retour vers

1. *Schicksalswege deutscher Vergangenheit. Beiträge zur geschichtlichen Deutung der letzten hundertfünfzig Jahre*, hg. von Walther HUBATSCH. Düsseldorf, Droste, 1950, 487 p. in-8°.

2. *Festschrift für Gerhard Ritter*, p. p. Richard NUERNBERGER. Tübingue, Mohr, 1950, iv-450 p. in-8°.

l'idéal d'objectivité que les nazis avaient condamné : deux articles sur Ranke et un sur Burckhardt et Droysen dans les mélanges à Ritter ; et, dans le volume offert à Kaehler, un article sur la conception de la crise en histoire chez le Suisse Burckhardt ; des remarques de M. Schieder intéresseront ceux qui se sont occupés en France de l'historiographie. M. Conze consacre dans le même volume un intelligent essai à Fr. Naumann et MM. Birke, Weizsaecker et Weniger s'occupent respectivement de Herder et les Slaves, Humboldt et Clausewitz. Nous n'insisterons pas non plus sur les contributions de M. Percy Schramm (La Castille pendant la reconquista) et de M. Maurer (La cène dans la Confessio augustana). Par contre, les nombreuses études sur l'Angleterre et les relations anglo-germaniques à l'époque contemporaine nous concernent plus spécialement.

Sans innocenter Tirpitz, M. Hubatsch montre que la première loi sur la flotte était l'œuvre de ses prédécesseurs. La seconde aurait été motivée par la nécessité technique de faire travailler les chantiers sur le même rythme. La flotte serait devenue ensuite un moyen politique de pression sur l'Angleterre, sans que Tirpitz l'eût désiré. Dans son discours au Reichstag du 6 février 1913, l'amiral affirma ne pas souhaiter atteindre l'égalité avec l'Angleterre.

M. Becker étudie, dans le volume de Ritter, les relations anglo-allemandes avec plus de détail que M. Eyck, mais dans le même esprit. Il analyse longuement les négociations de 1898 à 1901, insiste sur la patience et la bonne volonté des Anglais, condamne les erreurs de Holstein et l'incompréhension de Guillaume II. M. Stadelmann, dans un article sur les relations entre les deux pays à la veille de la deuxième guerre mondiale, souligne également les responsabilités de Hitler et la naïveté de Chamberlain. Il se fonde surtout sur les documents de Nuremberg et sur les publications antérieures aux documents secrets de la Wilhelmstrasse, dont il n'a pas eu connaissance.

L'article très suggestif de M. Percy Schramm, dans les mélanges offerts à Kaehler sur les rapports culturels entre les deux pays depuis 1870, trace l'évolution qui va d'une entente réciproque à une hostilité de plus en plus marquée dans tous les domaines. Il rejoint et complète ainsi les conclusions du beau petit travail publié par Hermann Lévy à Londres¹. Celui-ci compare l'évolution économique et sociale des deux pays. La situation de l'Allemagne en 1870 ressemble à celle de l'Angleterre en 1815. Mais, alors que les libéraux anglais triomphèrent et imposèrent une politique libre-échangiste qui sacrifiait l'agriculture traditionnelle, l'Allemagne s'orienta vers un protectionnisme favorable aux conservateurs et aux hobereaux. Les causes de l'échec du libéralisme en Allemagne sont recherchées avec subtilité. La misère des classes inférieures n'y a jamais été comparable à celle des masses anglaises au début du siècle. La modestie des besoins alimentaires et du

1. Hermann Lévy, *England and Germany. Affinity and Contrast*. Leigh-on-Sea, 1949, v-167 p. in-8°.

niveau de vie, le socialisme d'État, le développement du grand capitalisme rationalisateur ont favorisé la politique impérialiste de Guillaume II et la constitution d'un libéralisme dirigiste de plus en plus opposé aux tendances libérales. La politique économique de la République de Weimar empêcha également la démocratie de s'installer après 1918. Les nazis n'ont fait que pousser à l'extrême les mêmes tendances.

On complétera cette lecture par la petite histoire de l'évolution économique de l'Allemagne de 1870 à 1940 de M. STOLPER. Elle résume et commente intelligemment les statistiques officielles. L'auteur l'a écrite aux États-Unis, où il émigra en 1933. Il était député au Reichstag et avait dirigé la revue bien connue *Der deutsche Volkswirt*. Son livre, très clair, est une excellente introduction à l'histoire économique de cette époque¹.

Henri BRUNSCHWIG,

Professeur à l'École nationale de la France d'Outre-Mer.

1. Gustav STOLPER, *Deutsche Wirtschaft 1870-1940*. Stuttgart, Mittelbach, 1950, xvi-180 p. in-8°.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE DU MOYEN AGE

TROISIÈME ET DERNIÈRE PARTIE¹

V. DOGMES ET HÉRÉSIES. — De nombreux et importants travaux ont été consacrés aux hérésies dans la décade qui vient de s'écouler. Le plus important est assurément la publication du *Liber de duobus principiis*, par le P. DONDAINE²; il faut y ajouter ceux du R. P. HILARINO DA MILANO, du côté catholique, les travaux parfois aventureux de M. Déodat ROCHÉ et les *Cahiers d'Études cathares* publiés depuis 1949 par l'Institut d'Études occitanes de Toulouse, qui représentent la tendance opposée, enfin les mémoires plus pondérés de M. DOSSAT³ et l'important volume de S. RUNCIMAN⁴. Aucun de ces travaux ne nous est parvenu. Il convient d'y ajouter le suggestif article dans lequel M. Raffaello MORGHEN⁵ s'attache à démontrer qu'il n'existe aucun lien de dépendance des hérésies médiévales par rapport au manichéisme, mais qu'elles dérivent d'une interprétation simpliste du Nouveau Testament d'où découle leur caractère antisacerdotal. Cet important article, dont les conclusions s'apparentent à celles de M. Dossat, n'est pas seulement intéressant par la thèse qu'il expose; il convient de noter l'explication surtout spirituelle des hérésies qu'il propose en rejetant au deuxième plan l'influence des conditions économiques, sociales et politiques de la société des XI^e-XIII^e siècles où l'on avait voulu voir leurs causes principales.

L'histoire de la répression de l'hérésie n'a pas moins fait de progrès que l'étude de l'hérésie elle-même. Après les volumes considérables, mais confus et souvent inexacts, de Jean Guiraud sur l'*Histoire de l'Inquisition au Moyen*

1. Voir *Revue historique*, t. CCV, p. 272, et t. CCVI, p. 80.

2. *Un traité néo-manichéen du XIII^e siècle : le Liber de Duobus Principiis*, suivi d'un fragment de rituel cathare, publié par A. DONDAINE, O. P. Rome, 1939, in-8°, 172 p.

3. Y. DOSSAT, Cathares et Vaudois à la veille de la Croisade albigeoise, dans *Revue historique et littéraire de Languedoc*, t. II (1945), p. 390-397, et t. III (1946), p. 70-83; L'évolution des rituels cathares, dans *Revue de synthèse*, t. LXIV, juillet-décembre 1948, p. 27-31 (le tome entier de la *Revue* est consacré au catharisme).

4. S. RUNCIMAN, *The Medieval manichees*. Cambridge, 1947.

5. B. MORGHEN, Osservazioni critiche su alcune questioni fondamentali riguardanti le origini e i caratteri delle eresie medievali, dans *Archivio della R. Deputazione romana di Storia Patria*, t. LXVII (1946), p. 97-151.

Age, divers érudits ont repris par fragments cette histoire. L'un d'eux, le R^{év.} SHANNON¹, qui a donné à son ouvrage un titre beaucoup trop vaste, a entrepris le dépouillement systématique des lettres des papes concernant l'Inquisition ; à l'aide de cette source unique, sans se préoccuper des procès ni des témoignages des Inquisiteurs, il s'est efforcé d'apporter quelques lumières nouvelles sur l'attitude des papes à l'égard de l'Inquisition. Il affirme contre Coulton que, malgré l'usage du mot « exterminare », le Pape n'a pas admis avant Innocent IV que les tribunaux inquisitoriaux prononçassent une sentence de mort ; il souligne l'importance du pontificat d'Innocent IV pour le fonctionnement de l'Inquisition ; il montre que, malgré l'emploi de l'expression « appellacione remota », des appels contre les sentences des tribunaux inquisitoriaux furent bien portés devant les Papes dont les plus doux cassèrent des sentences et agirent contre les inquisiteurs sans scrupules. M. Y. DOSSAT, qui est beaucoup mieux armé par une connaissance directe et approfondie des textes locaux comme des documents pontificaux, a confirmé dans divers mémoires l'importance de l'action personnelle d'Innocent IV en matière d'Inquisition², en attendant de publier l'ouvrage sur l'Inquisition toulousaine qu'il prépare depuis de longues années.

C'est ici le lieu de signaler la sérieuse étude de l'idée du développement de l'âme dans la philosophie israélite médiévale composée par le rabbin Ph. D. BOOKSTABER³ : celui-ci a analysé l'opinion en la matière de huit penseurs juifs des IX^e-XIII^e siècles, deux, les plus anciens, qui vécurent en Égypte, six qui vécurent en Espagne musulmane de Bachya ben Josef ibn Pakuda à Maimonide. L'auteur s'efforce de discerner une tendance commune sous les théories divergentes de ces penseurs : il la trouve dans le fait que, pour tous, la connaissance de Dieu à laquelle tend l'homme sera d'autant plus parfaite pour chacun qu'il aura davantage pris soin de développer son âme par un effort de chaque jour ; c'est un enseignement de valeur pérenne.

VI. DOCTRINES ET THÉORIES. — Deux importants mémoires viennent d'être consacrés aux conceptions du pouvoir pontifical dans la période classique du Moyen Age⁴.

M. G. MARTINI avait publié en 1933 une très suggestive étude sur les théories de la translation de l'Empire et de la donation de Constantin jusqu'à Innocent III⁵ ; il en avait marqué les caractères très différents, juridique

1. Rev. Albert Clément SHANNON, *The Popes and Heresy in the Thirteenth Century*. Villanova (Penn.), Augustinian Press, 1949, in-8°, ix-148 p.

2. En particulier, Innocent IV, les habitants de Limoux et l'Inquisition, dans *Annales du Midi*, t. LXI (1948), p. 80-84, et Guillaume de Nogaret, petit-fils d'hérétique, *Ibid.*, t. LIII (1941), p. 391-402.

3. Ph. David BOOKSTABER, *The idea of the development of soul in medieval jewish philosophy*. Philadelphie, Maura Jacoby, 1950, in-8°, xi-106 p.

4. L'important ouvrage de M. Maccarone sur la doctrine du pape Innocent III ne nous est pas parvenu.

5. G. MARTINI, *Traslazione dell'Impero e Donazione di Costantino nel pensiero e nella*

et de portée pratique pour la première, de pure doctrine pour la deuxième, dans la pensée et la politique de ce pape. Il revient sur ce sujet en consacrant une étude d'ensemble à l'évolution de l'idée du sacerdoce royal depuis les temps bibliques jusqu'à la fin du pontificat de Boniface VIII¹. Le prophétisme biblique attribuait au Messie à venir la puissance royale et, en mineur, le sacerdoce. Le christianisme des origines reconnaît ces qualités à Jésus, mais en mettant davantage l'accent sur le sacerdoce. A la fin du v^e siècle, Gélase I^{er} transpose cette idéologie théologique sur le plan politique en faisant du concept du sacerdoce du Christ « secundum ordinem Melchisedech » la base de sa doctrine sur les rapports de l'Église et de l'État qui sépare sacerdoce et royauté, spirituel et temporel. Mais les théoriciens postérieurs qui vivent à l'époque où l'Église entretient d'étroites relations avec l'Empire carolingien abandonnent cette attitude dualiste et considèrent le sacerdoce royal du Christ comme un élément d'unité où se rejoignent les deux pouvoirs du monde. Et, dès lors, les Papes, appuyés en outre sur la donation de Constantin, en viennent peu à peu à faire de ce principe la base même de leurs prétentions à unir le spirituel et le temporel ; Léon IX affirme que c'est dans l'Église romaine que sont unis les deux pouvoirs ; Innocent III, un siècle et demi plus tard, considère que c'est le Pape lui-même qui revêt en personne la double dignité de roi et de prêtre. Toute son action découle de ce principe, et la souplesse de réaliste et de politique avec laquelle il l'applique le conduit à donner au Saint-Siège une place prééminente dans le monde. A la fin du xiii^e siècle, le rationalisme logique et dogmatique avec lequel Boniface VIII affirme la même thèse sans se soucier des circonstances politiques détermine, après l'épreuve des faits, le recul brutal de tout un système de pensée et de doctrine lentement élaboré. Celui-ci cesse de se manifester dans la réalité des institutions et se réfugie dans le domaine des idées.

C'est la genèse de ce même faisceau d'idées dont la bulle *Unam Sanctam* fut la plus éclatante expression qu'éclaire M. ULLMANN². L'intérêt particulier de son étude est qu'il la fait porter sur les canonistes trop souvent oubliés, considère-t-il, au profit des civilistes, des publicistes, des théologiens. Or, la plupart des papes et des cardinaux ont été canonistes avant d'accéder aux charges suprêmes et leur formation technique, les idées qu'ils avaient développées dans leur enseignement, leurs collections de décrétales et leurs gloses ont continué à les inspirer. De fait, les canonistes, principaux défenseurs du système moniste, ont défini longtemps, parfois même un siècle, avant qu'ils n'aient été formulés par les théologiens et repris par les papes, les aspects fondamentaux du pouvoir de ceux-ci : le droit pour le Pape, vicaire de Dieu, de dispenser de l'application de la loi naturelle voulue par Dieu, inscrite dans

politica d'Innocenzo III, dans *Archivio della R. Deputazione romana di Storia Patria*, t. LVI, (1933), p. 219-362.

1. *Regale Sacerdotium*, *Ibid.*, t. LXI (1938), p. 1-166.

2. W. ULLMANN, *Medieval Papalism. The political theories of the medieval canonists*. London, Methuen, 1949, in-8°, xiv-230 p.

l'Écriture ; la plénitude du pouvoir pontifical ; la monarchie universelle du Pape s'exerçant même sur les païens et les infidèles ; la supériorité du Pape sur l'Empereur. Les citations et les analyses que fait M. Ullmann dans les chapitres qu'il consacre à chacune de ces questions complètent la documentation à leur endroit par l'apport, souvent mal connu jusqu'ici, des canonistes anglais ; par là son mémoire complète heureusement le grand ouvrage des frères Carlyle dont il exagère néanmoins l'insuffisance de la documentation canonistique : A.-J. Carlyle n'a-t-il pas consacré un article précisément à l'opinion des canonistes sur l'autorité pontificale en matière temporelle ? Il a surtout le mérite d'attirer plus nettement l'attention sur l'importance dans tous les domaines de la réflexion de la pensée des canonistes dont la place était fondamentale dans la vie et la culture médiévales.

Mais, derrière ces affirmations sur le pouvoir pontifical, la lutte qu'ils menaient contre les juristes impériaux amenait les canonistes à dégager un certain nombre de notions nouvelles susceptibles d'abattre l'universalisme impérial. M. Sergio Mochi Onory¹ a mené sur la pensée des canonistes relative aux grands problèmes du droit public dans la période qui est l'âge d'or du droit canon, de Gratien à Grégoire IX (1140-1234), des recherches originales dont les résultats sont capitaux. Cette fin du XII^e siècle et ce début du XIII^e siècle sont la période où s'affrontaient avec le plus de violence, appuyés sur des arguments juridiques divers et sans cesse repensés et développés, la Papauté et l'Empire. Le dépouillement ingrat de gloses innombrables et souvent inconnues jusqu'à lui permet à M. Mochi Onory de révéler combien, dans la lutte contre les juristes impériaux solidement soutenus par le droit romain et le principe de l'*imperium* unique et universel, le réalisme des glossateurs leur a fait prendre appui sur les royaumes indépendants et les cités autonomes et de gouvernements laïques qu'ils voyaient se développer au XII^e siècle en Europe et en Italie et échapper en fait aux prises de l'Empereur. Réfléchissant contre les prétentions impériales en fonction de ces données de fait, certains d'entre eux en viennent à dégager peu à peu les éléments d'un droit public nouveau. L'élaboration en est progressive, retardée par des retours en arrière, par les scrupules imposés par le prestige des formules de droit romain, par l'opposition des esprits conservateurs qui restent attachés aux affirmations sans nuance de l'*imperium* pontifical. Elle aboutit cependant, de Rufin à Étienne de Tournai, à Uguccio de Pise, à Alain l'Anglais et à Laurent l'Espagnol, à dégager plusieurs notions principales : la nature essentiellement spirituelle de l'*imperium* pontifical, le principe de la division de la juridiction sur le monde entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, même si le premier conserve une prééminence due à sa nature, la suffisance et la souveraineté de l'État qu'il soit empire, royaume ou cité. Ce sont les bases même de l'idée moderne de l'État qu'au cours de la lutte

1. Sergio MOCHI ONORY, *Fonti canonistiche dell'idea moderna dello Stato (imperium spirituale, iurisdiclio divisa, soveranità)*. Milan, Vita e pensiero, 1951, in-8°, vi-305 p.

du Pape et de l'Empereur où s'affrontaient les principes de la théocratie et du césaropapisme ont ainsi dégagé en sourdine les canonistes du XIII^e siècle. La démonstration que donne de ce fait capital et à peine soupçonné jusqu'à lui M. Mochi Onory est appuyée sur de nombreux textes explicites ; elle est menée avec un sens aigu des nuances et de l'évolution historique.

Dans un célèbre article publié en 1915 dans l'*Archivio Storico Italiano*, Francesco Ercole faisait remonter aux publicistes français de la deuxième moitié du XIII^e siècle l'origine de la célèbre formule de Bartole : « civitas (ou « regnum ») superiorem de facto non recognoscens est sibi princeps » (ou « habet in se imperium »). C'est aujourd'hui un XI^e siècle plus haut que M. Mochi Onory retrouve la source de ce courant de pensée : « rex in regno suo dicitur imperator », écrivait Uguccio vers 1190, glosant le canon « in apibus » de la Concordia de Gratien. Ce rapprochement de textes et de dates suffit à marquer l'importance de l'ouvrage de M. Mochi Onory. C'est aux canonistes du XII^e siècle qu'Innocent III a emprunté les accents de la décrétale « Per venerabilem » ; c'est d'eux que les publicistes français du XIII^e siècle ont repris les formules qui leur permettaient de revendiquer pour leur roi un pouvoir autonome, sinon absolu. Il est capital d'avoir démontré que tout ce mouvement, souvent utilisé contre le Pape, part des canonistes : leur importance dans la culture et la pensée médiévale sur laquelle insistait à juste titre M. Ullmann est ainsi démontrée de façon éclatante ; l'absence de spécialisation étroite des canonistes, leur prétention à se situer au-dessus des théologiens comme des publicistes, leur sens de la réalité et leur connaissance du monde de leur temps ressortent avec un relief particulier. Ces recherches soulignent une fois de plus l'interaction de tous les éléments, matériels, intellectuels et spirituels, d'une civilisation et l'importance de la notion de continuité en histoire. Elles ouvrent dans l'histoire de la naissance de l'esprit laïque un chapitre liminaire que ne pouvait prévoir M. de Lagarde. Au moment où l'Université de Bologne s'appretait à célébrer le huitième centenaire du Décret de Gratien, rien ne pouvait mieux justifier une telle commémoration que cette éclatante révélation de tout ce que la pensée moderne qui les a si longtemps méprisés doit aux glossateurs.

VII. INSTITUTIONS. — L'attention s'est portée dans les années qui viennent de s'écouler sur l'histoire hospitalière. M. J. URÍA, dans le grand ouvrage qu'il a consacré, en collaboration avec MM. Vazquez DE PARGA et LACARRA, aux pèlerinages à Saint-Jacques de Compostelle, a étudié l'organisation des hospices et des hôpitaux qui accueillaient les pèlerins¹. Il a dégagé des textes qui concernent le pèlerinage toutes les indications relatives à la structure hospitalière, à la catégorie sociale des hospitalisés, aux maladies les plus fréquentes, aux médecins, dont certains venaient de l'École de Salerne dès le XII^e siècle, appelés pour donner des soins, et à la thérapeu-

1. L. Vazquez DE PARGA, J. LACARRA, J. URÍA, *Las peregrinaciones a Santiago de Compostela*, 3 vol. Madrid, 1948-1949. Cf. *Rev. histor.*, t. CCV (1951), p. 254-264.

tique. C'est avec un dessein tout différent que M. Jean IMBERT entreprend de combler une lacune importante de l'historiographie française et d'écrire l'histoire des hôpitaux français¹. Malheureusement, comme l'indique la divergence entre le titre et le sous-titre de son ouvrage, ce n'est pas une histoire générale tant souhaitée des hôpitaux qu'il nous apporte. M. Imbert exclut *a priori* une partie d'entre eux, les hôpitaux des monastères ; il ne se soucie pas de faire le dénombrement des hôpitaux et leur carte siècle par siècle qui seraient si nécessaires et si révélateurs ; il ne se préoccupe aucunement des aspects sociaux et médicaux dont l'étude de M. Uria souligne l'importance pour le sujet. Il se borne, et il l'explique clairement, à l'étude juridique des hôpitaux médiévaux en fonction surtout du droit canonique.

Dans ce cadre étroit, son étude, menée à partir des innombrables dépouillements de sources imprimées que l'on devine et fortement étayée par d'abondantes références et citations, est excellente et apporte des conclusions solides et bien souvent neuves.

C'est avec la pratique chrétienne de la charité que semble bien être née l'hospitalisation désintéressée qu'a ignorée l'antiquité. C'est une œuvre de miséricorde. Elle se développe jusqu'au XII^e siècle dans des conditions que la rareté des textes rend obscure, mais dont les caractères principaux apparaissent en pleine lumière à cette époque où, avec l'essor démographique, le développement des privilèges et la croissance des villes, les hôpitaux se multiplient : l'Église possède alors, en fait, le monopole de l'assistance et celle-ci est, en conséquence, empreinte de préoccupations tout idéalistes : le bien suprême n'est pas le secours donné au corps, mais la régénération de l'âme du malade et de celles des personnes qui le soignent. Aussi n'y a-t-il pas le plus souvent de médecin dans les hôpitaux et maisons-Dieu de moyenne importance ordinairement placés sous le contrôle spirituel et temporel de clercs qui leur sont attachés.

À la lumière des textes canoniques généraux fort rares encore jusqu'à la Clémentine « *Quia contigit* » de 1311, des œuvres des canonistes et des monographies existantes, M. Imbert expose avec le plus grand détail les caractères juridiques et les conditions de la fondation des maisons hospitalières, leur destination, leur administration, la composition de leur personnel et de leurs revenus. Le chapitre consacré aux léproseries retiendra particulièrement l'attention des historiens. Il est à noter qu'une très faible partie du personnel hospitalier appartient aux ordres hospitaliers, ceux du Saint-Esprit et de Saint-Antoine ; le personnel suivait le plus souvent la règle des chanoines de Saint-Augustin et il ne s'inspirait que par les prescriptions matérielles des statuts de l'ordre de l'Hôpital Saint-Jean de Jérusalem.

Le développement de l'esprit laïc se manifeste à partir du XIII^e siècle d'au-

1. Jean IMBERT, *Histoire des hôpitaux français. Les hôpitaux en droit canonique (du décret de Gratien à la sécularisation de l'Hôtel-Dieu en 1805)*. Paris, Vrin, 1947, in-8°, 334 p. (t. VIII de la collection l'Église et l'État au Moyen Age).

tant plus aisément que l'absence de législation canonique ferme laissait toute liberté aux fondateurs. Il trouve appui dans les abus auxquels donne lieu dans les hôpitaux comme partout alors le système bénéficial : ils y apparaissent plus scandaleux qu'ailleurs. Les communautés urbaines dans les régions où les villes se développent le plus, Nord et Midi, fondent des hôpitaux laïques ; c'est à ces communautés que bien des particuliers confient leur fondation. Le monopole hospitalier de l'Église n'existe plus. Et bientôt les ravages de la guerre de Cent ans viennent désorganiser le système hospitalier antérieur.

Dès lors, à partir du xv^e siècle, à l'occasion de ces difficultés, le roi intervient en matière hospitalière : il s'empare de la direction supérieure d'un grand nombre d'établissements. Il en confie l'administration à des laïcs, marchands ou bourgeois. Avec le xvi^e siècle commence une période où l'hospitalisation est de plus en plus conçue comme un service public, où le soin des corps y prend la première place, où le médecin devient le premier personnage de l'hôpital, sans que l'autorité ecclésiastique en soit pour autant éliminée complètement. Un nouveau climat moral, spirituel, juridique et matériel s'est établi.

Il est frappant de constater que le plus célèbre hôpital de l'Orient, celui du Pantocrator, en était moins éloigné dans la Constantinople des Comnènes que ses contemporains occidentaux du $xiii^e$ siècle. Cette constatation ressort de l'analyse méticuleuse de la conception et de l'organisation de cette grande institution que vient de faire M. Georg SCHREIBER dans un des très importants mémoires qu'il vient de grouper en recueil sous le titre lâche de « Communautés médiévales¹ ».

Il est vrai que l'hôpital du Pantocrator est une institution fondée par l'empereur, qui la contrôle et la surveille après l'avoir dotée, car elle est le lieu de sépulture de la dynastie. Il est vrai aussi que cet hôpital est desservi par les moines du couvent annexe, ce qui ne permet pas de comparaison directe avec les hôpitaux d'Occident dont s'occupe M. Imbert. Il est vrai, enfin, que sa dédicace au Pantocrator développe particulièrement dans l'hôpital impérial la dévotion au Christ, père et frère de tous les malades. Mais la conception d'un hôpital de cinquante lits tous réservés à des malades de l'extérieur, à l'exclusion des moines, l'organisation de services spécialisés, hospice de pèlerins, hospice de vieillards, asile pour épileptiques et pour fous à côté de cet hôpital, l'existence d'une école de médecine annexes et la qualité des soins dispensés par des médecins pour qui la tradition médicale alexandrine n'a pas été interrompue, nous font pénétrer dans un système qui est déjà, vis-à-vis de l'Occident contemporain combien plus arriéré, celui de l'hospitalisation moderne.

1. Georg SCHREIBER, *Byzantinisches und abendländisches Hospital. Zur Spitalordnung des Pantokrator und zur byzantinischen Medizin, dans *Gemeinschaften des Mittelalters*, t. I des *Gesammelten Abhandlungen*. Münster, Regensburg, 1948, in-8°, p. 3-81.*

VIII. MONACHISME. — Le principal ouvrage concernant l'histoire du monachisme qui ait été publié depuis 1941 est la grande *Histoire de l'ordre de saint Benoît* dont Dom Philibert SCHMITZ a publié la première partie et la moitié de la seconde partie¹. Cette histoire comble une grave lacune de nos bibliothèques. Dom Schmitz a délimité cet ordre dans le passé en fonction de la définition contemporaine résultant du bref *Summum Semper* du 12 juillet 1893 : « l'ensemble des congrégations et monastères de bénédictins noirs qui ont à leur tête aujourd'hui l'abbé primat ». Cette définition exclut toute une série d'ordres de la famille bénédictine, qui suivent comme la Confédération des bénédictins noirs la règle de saint Benoît : cisterciens, trapistes, camaldules, olivétains. Elle déterminait le plan général de l'ouvrage : la période de grandeur initiale s'étend des origines à la fondation de tous les ordres à tendance érémitique dont Cîteaux est le principal à l'aube du XII^e siècle ; la période de déclin commence à ce début du XII^e siècle et non à l'apparition des Ordres mendiants au début du XIII^e siècle : elle se poursuit jusqu'à la fin du XIX^e siècle et au XX^e siècle, où un net renouveau est perceptible.

Les deux premiers et les deux plus gros des volumes publiés, qui constituent la première partie de l'œuvre, sont indissociables : ils s'attachent à la période initiale, des origines à la fondation de Cîteaux, dont ils contiennent l'étude complète : ce fut là la plus grande période du monachisme bénédictin, celle où, après avoir éliminé son rival colomabanien, il constituait la seule forme de vie régulière dans l'Occident latin. Dom Ph. Schmitz le décrit dans l'ensemble de ses manifestations et il adopte pour ce faire un plan systématique : l'histoire du développement et de l'extension de l'ordre bénédictin jusqu'en 1122, ou histoire externe, est suivie de son histoire constitutionnelle et de l'étude de ses activités économiques, intellectuelles et artistiques, et enfin de l'analyse de la spiritualité bénédictine. Ce plan a l'inconvénient de ne pas faire ressortir dans leur ensemble les caractères généraux du monachisme bénédictin aux diverses périodes, en particulier de ne pas permettre une étude d'ensemble de Cluny et de son importance. Mais l'existence d'ouvrages particuliers comme ceux de M. DE VALOUS et, avec un simple esprit de vulgarisation, de M. CHAGNY² sur Cluny précisément y remédie. Et, en définitive, l'intérêt du plan en dyptique adopté par Don Schmitz est de concentrer d'abord l'attention sur l'ensemble de ces six siècles où les moines bénédictins ont, en gros, le monopole de la vie intellectuelle et de la vie artistique, et un rôle directeur dans la vie spirituelle de l'Occi-

1. Dom Philibert SCHMITZ, O. S. B., *Histoire de l'Ordre de saint Benoît*. Les éditions de Maredsous (Belgique), 1942, 2 vol. in-8°, 395 et 429 p., 27 illustrations, et 1948, 2 vol. in-8°, 216 et 319 p.

2. André CHAGNY, *Cluny et son empire*, dont la 4^e édition vient de paraître en 1949. Em. Vitte, éd. Lyon-Paris, in-16, 326 p. Refondu, la bibliographie complétée, cet ouvrage demeure la plus commode introduction, très optimiste, à l'histoire du monachisme clunisien qui domina l'Occident du X^e au XII^e siècle.

dent : le plan systématique conduit à dresser un vaste bilan qui met mieux en valeur cette grandeur. Il est moins heureux pour la deuxième partie, où la concurrence de nouveaux ordres, l'essor des villes, la Réforme, l'attitude antimonastique des gouvernements modernes nuancent en moments très différents la période de déclin présentée elle aussi comme un tout ; et l'histoire si passionnante et à certains égards si neuve du renouveau bénédictin au xx^e siècle souffre d'y être rattachée.

L'entreprise de Dom Schmitz était facilitée pour la première partie par l'esquisse donnée par Dom Ursmer Berlière dans son admirable série d'essais sur l'ordre monastique des origines au $xiii^e$ siècle, par les recherches méticuleuses et si riches de Mgr Lesne, par les travaux du regretté P. de Ghellinck sur la littérature latine du Moyen Age et par les innombrables publications archéologiques. Dom Schmitz ajoute à ces maîtres livres, dont il cite souvent des pages entières avec une admirable probité, une ample et à peu près complète bibliographie du sujet : il est regrettable qu'à propos des manuscrits monastiques qui nous ont transmis les œuvres de la latinité classique il n'ait pas cité l'œuvre du regretté Félix Grat et l'Institut de recherche et d'histoire des textes fondé par celui-ci. La deuxième partie, pour laquelle aucune tentative de synthèse n'existait encore, est fondée sur de nombreuses monographies : elle apparaît plus neuve pour l'honnête homme, quoiqu'elle soit, et fort justement, moins développée.

L'ensemble de cette somme tire de ces lignes simples le rare mérite de joindre la densité à la clarté. L'ouvrage a une haute valeur scientifique. On lui reprochera peut-être un parti pris trop bénédictin qu'il était si aisé d'éviter à propos de la première période surtout où la grandeur de l'ordre qui constitue à lui seul le « *sanctus ordo regularis* » est si évidente. C'est ainsi que Dom Schmitz glisse sur le problème de l'antériorité de la règle du Maître par rapport à celle de saint Benoît, qu'il voile l'importance et l'emprise de la règle colombanienne en Occident, bien que celles-ci ressortent nécessairement de l'exposé des faits, qu'il exagère, semble-t-il, l'importance des prescriptions intellectuelles dans la règle, qu'il annexe Cassiodore à l'ordre bénédictin, alors que Dom Morin semble avoir bien montré que la règle de saint Benoît n'était pas en usage à Vivarium et qu'il accueille avec sympathie bien des jugements réservés portés sur Clément et sur saint Bernard.

Mais l'optique générale n'est pas faussée : l'auteur met fort heureusement en lumière la similitude de l'évolution monastique et de l'évolution générale de la civilisation à l'époque préféodale et féodale. Il expose avec une suffisante netteté les causes du déclin de l'ordre à partir du $xiii^e$ siècle ; causes d'ordre administratif : absence d'organisation interne en ordre proprement dit qui l'empêche de constituer un instrument d'action commode et efficace au service de la Papauté quand celle-ci développe son action dans la Chrétienté entière et centralise l'Eglise comme les princes laïcs font leur royaume ; causes d'ordre économique : système périmé du faire-valoir indirect dont les revenus fixes se dévaluent constamment avec la hausse du prix de la vie ;

causes d'ordre social : établissements sis à la campagne quand les villes prennent peu à peu un rôle prépondérant dans la civilisation ; causes d'ordre intellectuel enfin : insuffisance de la vie intellectuelle loin de ces villes et des Universités qui grandissent.

Peut-être le plan morcelé empêche-t-il de faire ressortir le drame du monachisme bénédictin tiraillé entre les prescriptions d'une règle conçue pour des monastères autonomes et les nécessités constamment plus pressantes de l'organisation collective et de l'unité à laquelle il n'est, en définitive, parvenu après des tentatives successives de congrégation et d'association, dont la plus ancienne remonte à Benoît d'Aniane, qu'en 1893. Mais ce plan a permis à l'auteur de réussir à présenter avec une parfaite clarté la masse de faits si divers qu'il expose. On peut maintenant, grâce à lui, suivre aisément l'histoire de l'ordre bénédictin dans son ensemble et dans chaque pays en particulier, et en connaître isolément les grands aspects. Par là son ouvrage, indispensable en lui-même, obtiendra un grand succès : il apparaît d'ores et déjà comme le manuel d'histoire bénédictine par excellence et les deux premiers tomes constituent, en outre, un répertoire commode de la vie intellectuelle, artistique et spirituelle du haut Moyen Age. Bien présenté, parfaitement illustré pour la première partie, peu chargé de notes érudites, mais muni des références essentielles, il est destiné au grand public cultivé aussi bien qu'aux étudiants et aux savants : cette œuvre de solide et agréable vulgarisation plaira aux uns et aux autres ; elle deviendra bientôt un classique de l'histoire religieuse. Déjà une traduction allemande de la première partie en a été donnée par Dom RABER¹ ; elle est ornée d'autres illustrations que l'édition belge, enrichie d'utiles tableaux chronologiques et de cartes, et de l'index des noms de personnes, de lieux et de matières, qui manquait dans celle-ci, où il sera sans doute ajouté à la fin du sixième tome avant de l'être dans les rééditions de la première partie.

Le grand ouvrage de synthèse de Dom Schmitz n'est pas terminé que de nouveaux travaux, en approfondissant certains aspects particuliers du monachisme bénédictin et de son histoire, apportent des éléments nouveaux dont il faudra tenir compte dans la prochaine édition. Les principaux de ces travaux sont, comme il est naturel, des monographies de monastères et des études de personnages d'un grand relief spirituel.

Une étude comme celle par laquelle M. GIRARDOT s'efforce de reconstituer l'histoire de l'abbaye de Lure des origines au x^e siècle à partir de la *Vita S. Deicoli*, son fondateur, rédigée entre 973 et 1016, présente les plus grandes difficultés². Toute valeur d'authenticité avait été déniée à la *Vita* par des historiens hypercritiques. M. Girardot, qui en donne une traduction intégrale, souligne la précision et l'exactitude indéniables de nombre de ses dé-

1. 2 vol. Einsiedeln-Zurich, Benziger and Co, 1947-1948.

2. Jean GIRARDOT, *La vie de saint Desle et les origines de l'abbaye de Lure*. Lure, Colin-Tripone, 1946, in-8°, 78 p.

tails concernant la fin du VIII^e et le IX^e siècle et s'efforce, en faisant appel à la vraisemblance, de démontrer sa crédibilité relative pour les périodes plus reculées pour lesquelles les documents sont peu abondants et les recouplements difficiles. Mais il se heurte à quelques difficultés qu'il ne résoud pas aisément : le voyage de saint Desle à Rome vers 614 pour obtenir le rattachement direct de son abbaye au Pape peut à la rigueur paraître admissible, puisque le rédacteur n'avait pas d'intérêt évident à l'inventer après l'obtention du diplôme d'Othon I^{er} qui affirmait l'exemption de l'abbaye (969) ; et encore cette date est-elle bien précoce ; mais il subsiste deux parties désespérément obscures dans l'histoire du monastère, de 600 à 825, où le récit de la *Vita* est très bref, et de 869 à 959, où ses données chronologiques sont parfaitement fantaisistes. Il aurait été, d'autre part, nécessaire d'indiquer s'il subsiste des restes archéologiques de ces époques reculées. L'intérêt particulier de l'abbaye de Lure tient à ce qu'elle est née et a grandi dans le climat colombanien. Elle fut fondée par saint Desle, disciple de saint Colomban, frère de saint Gall, sans doute Irlandais, dans un pays à peu près désert que traversait la voie romaine de Langres au Rhin, à proximité de Luxeuil, lorsque Colomban, chassé par Thierry, dut quitter le royaume de Bourgogne. Elle végéta, à cause des dissensions des colombariens et du clergé local jusqu'à ce qu'une donation de Clotaire — connue par la seule *Vita* — lui assurât la richesse et la stabilité. Desle aurait défini alors une observance sans doute mi-colombarienne mi-bénédictine avant de mourir. L'abbaye reçoit aux VII^e-VIII^e siècles quelques privilèges de Pépin et de Charlemagne. Elle fut donnée par Lothaire II à sa concubine Waldrade ; elle tomba ensuite, ruinée par les invasions hongroises, aux mains d'un comte d'Alsace, Éberhard, et de sa descendance jusqu'à ce qu'elle fût enfin restaurée par un moine bénédictin, Baltram, en faveur de qui Othon I^{er} lui conféra par un diplôme de 959 l'immédiateté laïque et lui reconnut l'exemption ecclésiastique.

Si l'exposé chronologique est nécessairement l'essentiel de l'histoire ancienne d'une abbaye pour laquelle il ne subsiste que des textes incertains, il ne devrait pas s'imposer tyranniquement aux auteurs de monographies étendues jusqu'au bas Moyen Âge où les documents sont bien plus abondants. Il est regrettable que le Rev. Gordon HAIGH¹ ait composé sur ce patron la très intéressante histoire de l'abbaye de Winchcombe au diocèse de Worcester, de sa fondation en 798 à sa suppression en 1539. Une étude d'ensemble des possessions du monastère et de ses revenus, appuyée sur plusieurs cartes, une étude de sa vie spirituelle et de son rayonnement auraient heureusement regroupé pour le lecteur des éléments dispersés dans les divers chapitres chronologiques d'un récit nécessairement bien souvent terne et monotone.

1. Gordon HAIGH, *The history of Winchcombe Abbey*. London, Skeffington and Son, s. d., in-8°, ix-216 p.

Richard de Saint-Vanne est le moins connu des grands abbés réformateurs de la première moitié du XI^e siècle. La maigreur des sources est en grande partie responsable de l'obscurité où il se trouve vis-à-vis de Guillaume de Dijon et d'Odilon de Cluny. Dom Hubert DAUPHIN¹ comble cette lacune en reprenant dans un livre alerte et aéré les documents déjà utilisés il y a soixante ans par Sackur à la lumière de tous les travaux parus sur la réforme monastique depuis le début de ce siècle.

Richard apparaît, à la fin du X^e siècle, aux confins d'une Lorraine où ferment déjà l'esprit réformateur avec Gérard de Broigne et Jean de Gorze. Dom Dauphin considère que l'état moral des abbayes qu'il réforma était moins mauvais qu'on ne le dit communément. D'origine noble, élève de Gerbert à Reims, puis archidiacre de l'église de Reims, il embrasse la vie monastique au monastère de Saint-Vanne de Verdun avec Frédéric, comte de Verdun, dont la famille l'aida par la suite considérablement. Élu abbé en 1004, il s'attache à rétablir une observance étroite de la règle, à accroître le temporel de l'abbaye pour y permettre l'épanouissement de la vie spirituelle, à y construire une église et d'amples bâtiments. Ses succès le rendent célèbre : bien des évêques du nord-est de la France lui demandent de venir réformer les monastères de leur diocèse ; au cours de sa carrière, il gouverne vingt et un monastères, il installe partout des moines de Saint-Vanne et par ses disciples, Poppon, abbé de Stavelot, Liduin, abbé de Saint-Waast d'Arras, Étienne, abbé de Saint-Laurent de Liège, Gervin, abbé de Saint-Riquier, Thierry, plus tard abbé de Saint-Hubert, il diffuse et prolonge sa réforme avant de mourir en 1046.

Mais de quelle réforme s'agit-il ? Nous ne pourrions la connaître avec précision, puisque les coutumes de Saint-Vanne sont perdues. Tous ses traits généraux l'apparentent étroitement à celle de Cluny, dont l'essentiel avait pu venir à Saint-Vanne par Saint-Èvre de Toul et Fleury-sur-Loire, où Frédéric et Richard étaient allés consulter Odilon avant de faire profession. Mais Dom Dauphin tente contre l'opinion reçue jusqu'ici de souligner l'autonomie de la réforme de Richard : le principal argument qu'il apporte en faveur de sa thèse est l'absence de centralisation des monastères réformés par Richard dont aucun ne dépend de Saint-Vanne, à la différence de ce qui se passe à Cluny ; ce serait là une plus exacte observation de la règle bénédictine. Mais Dom Dauphin suggère lui-même que ce sont les puissants évêques lorrains qui ont dû s'opposer à la création de toute « congrégation » et à tout rattachement à Cluny, pour ne pas perdre, par le jeu de l'exemption, leur autorité sur les monastères. Et le fait que Richard gouverna personnellement toute sa vie trois abbayes en plus de Saint-Vanne et de celles qu'il réformait, celles de Beaulieu, de Saint-Pierre de Châlons et de

1. Dom Hubert DAUPHIN, *Le bienheureux Richard, abbé de Saint-Vanne de Verdun († 1046)*. Paris, Louvain, 1946, in-8°, 419 p. (fasc. 24 de la Bibliothèque de la Revue d'histoire ecclésiastique).

Saint-Urbain, prouve qu'il ne prenait pas au sens strict les prescriptions de la règle. Il y a tout lieu de penser, semble-t-il, que la réforme de Richard est bien la transposition de celle de Cluny, mais que la résistance du milieu lorrain, plutôt que l'esprit du promoteur, l'a empêché de s'y développer avec sa structure externe normale.

C'est surtout comme réformateur qu'a été étudié jusqu'ici le grand contemporain italien de Richard de Saint-Vanne, Pierre Damien (1007-1072). Le Fr. BLUM, à la suggestion du P. Ziegler¹, a entrepris de dégager sa pensée en matière de vie spirituelle qui n'est nulle part exposée systématiquement dans son œuvre. Cette pensée devait *a priori* être intéressante, puisque Pierre Damien a fondé à Fonte Avellana un monachisme d'un type particulier.

La dissertation du Fr. Blum, conduite avec une rigoureuse méthode, reprend à partir des sources, autant que le peut l'auteur, la biographie de P. Damien et l'exposé de son œuvre. Ces études, refaites après beaucoup d'auteurs, donnent cependant au Fr. Blum l'occasion de préciser la date de naissance de P. Damien — 1007 — et surtout de démontrer l'inauthenticité du fameux sermon 69, dont certaines expressions, en particulier le « sacramentum inunctionis regis », avaient amené les historiens à classer son auteur prétendu parmi les partisans du pouvoir impérial. Divers textes, authentiques ceux-là, tirés de ses écrits prouvent qu'il considérait le pouvoir spirituel comme supérieur en dignité au pouvoir temporel.

L'étude de l'enseignement spirituel de Pierre Damien pose d'abord le problème de son affiliation. Pierre Damien, qui a développé à Fonte Avellana un monastère où l'on menait une vie érémitique et qui suivait l'exemple donné dans ces mêmes régions par saint Romuald au début du siècle, n'est pas un camaldule : sa règle, rédigée en 1045, est antérieure à la règle des Camaldules, rédigée en 1080, et qui s'est inspirée d'elle au contraire. Il se considère comme un membre de la grande famille bénédictine ; mais, s'appuyant sur le premier chapitre de la règle de saint Benoît qui définit les ermites comme ayant subi l'épreuve prolongée du monastère et réalisant un idéal difficilement accessible au grand nombre, il organise, en s'inspirant de l'exemple de Romuald, un monastère d'ermites, pour lequel la règle bénédictine, faite pour les cénobites, est insuffisante. Il en renforce donc toutes les prescriptions, en particulier celles qui concernent le jeûne et les mortifications corporelles, car la vie spirituelle ne peut, pense-t-il, s'épanouir que dans une âme complètement purifiée des passions du corps. Les points les plus originaux de son enseignement spirituel, que le P. Blum présente de façon systématique à partir de ses nombreux sermons et écrits, sont l'accent mis sur la composition, l'importance de la doctrine du corps mystique du Christ et de la solida-

1. Owen J. BLUM, O. F. M., *Saint Peter Damien : his teaching on the spiritual life*. Washington, The Catholic University of America Press, 1947, in-8°, vii-223 p. (vol. X des *Studies in Medieval History* publiées par The Catholic University of America).

rité des Chrétiens, la recommandation de la communion fréquente et la dévotion à la Vierge.

Mais l'effort ascétique qu'il exigeait de ses moines les exténuaient et les conduisait, semble-t-il, aux limites de la tuberculose : lui-même cracha le sang. Aussi le recrutement était-il parfois difficile. Et, pour l'assurer, P. Damien en vint parfois à mitiger ses exigences : il s'ensuit quelques contradictions dans sa doctrine, selon le moment et selon les époques, en particulier en ce qui concerne la culture profane qu'il condamne, bien qu'il envoie son neveu à Cluny étudier les sept arts libéraux.

Une part de ses écrits spirituels vise les gens qui vivent dans le monde et cherche à les guider vers la perfection : ils concernent surtout le clergé, qui doit prêcher d'exemple, et nous ramènent par là à la place prépondérante de P. Damien dans le mouvement réformateur. C'est, en effet, à ces écrits destinés aux clercs que le Rév. J. C. DICKINSON, dans un ouvrage essentiel, voit en partie l'origine des chanoines réguliers de Saint-Augustin¹.

Le but du Rév. Dickinson était de donner, en pendant des importants travaux de Dom D. Knowles sur le monachisme bénédictin, puis sur les ordres monastiques en Angleterre², une histoire de l'ordre des chanoines augustins dans ce pays où il prospéra particulièrement. La limite de l'étude était tout naturellement le début du XIII^e siècle où apparurent les Ordres mendiants dont l'un précisément se réclama aussi du patronage de saint Augustin et où le quatrième concile de Latran s'efforça d'unifier l'ordre des chanoines augustins. Mais la recherche des origines a conduit l'auteur à une enquête générale, minutieuse et d'un grand scrupule scientifique sur l'ordre tout entier.

Plus que l'essor et l'histoire de cet ordre en Angleterre aux XII^e et XIII^e siècles qu'il présente avec le plus grand détail, sans toutefois dresser la carte de l'Angleterre augustine qui eût été si parlante, c'est le tableau qu'il propose du développement général de l'ordre des chanoines de Saint-Augustin qui fait l'intérêt majeur du grand ouvrage du Rév. Dickinson.

Le texte et la traduction de la règle dite de saint Augustin, son rôle dans le développement de la vie religieuse aux temps mérovingiens et carolingiens, son importance nouvelle à partir du XI^e siècle, la constitution de cet ordre de chanoines — *ordo canonicus* en face de l'*ordo monasticus* — dont les groupes sont si lâches, sans hiérarchie d'ensemble, qu'il semblerait ne plus pouvoir mériter le nom d'ordre à partir du moment où la forte organisation cistercienne a donné à ce terme un sens plus précis, autant de problèmes sur lesquels les opinions s'affrontaient dans une incertitude générale sans qu'ils aient été abordés d'ensemble. Les solutions que leur propose le Rév. Dickinson sont les suivantes. Il maintient contre le regretté Mandonnet l'opi-

1. Rev. J. C. DICKINSON, *The origins of the Austin canons and their introduction into England*. London, S. P. C. K., 1950, in-8°, vi-308 p.

2. Cf. *Rev. histor.*, t. CCIII (1950), p. 311.

nion que les textes appelés règle de saint Augustin, qu'il publie fort opportunément en appendice, ne sont pas l'œuvre du saint, mais d'un adaptateur : celui-ci aurait repris après la mort d'Augustin, pour un couvent d'hommes, les prescriptions qu'il avait données à un couvent de femmes dans sa fameuse lettre 211. Cette règle, très connue jusqu'au VI^e siècle, entre alors dans l'ombre : les tentatives d'organisation d'une vie commune des clercs d'une même église qui se succèdent du VIII^e au XI^e siècle ne se réfèrent aucunement à l'exemple ni à l'œuvre d'Augustin. C'est avec la réforme grégorienne, dont elle est un des aspects les plus révélateurs, que doit être mise en rapport l'apparition des chanoines réguliers au XI^e siècle. Cette affirmation est la nouveauté capitale qu'apporte le Rev. Dickinson et la démonstration qu'il en donne est parfaitement probante : les clercs cherchent à revenir aux pratiques de la primitive église et à l'idéal apostolique où la vie commune semblait la règle ; le mouvement qui aboutit à la création des chanoines réguliers est parallèle à celui qui porte d'autres âmes à l'éremitisme : Pierre Damien, Hildebrand ont inspiré ou soutenu l'un et l'autre ; et il est remarquable que ce soit en Italie Centrale, à proximité de la résidence de la Curie, que soient apparues les premières communautés de chanoines réguliers aux temps grégoriens ; d'Italie par la France du Sud-Est et de l'Est, le mouvement passa en Allemagne et en Angleterre dans la deuxième moitié du XI^e siècle. Mais, alors que sur le continent, où les villes étaient plus développées, ils constituaient surtout des communautés urbaines, en Angleterre la structure sociale, toute différente, fit de leurs communautés des communautés rurales. Ce n'est qu'au XII^e siècle, en rapport avec l'activité des canonistes, dont beaucoup se réfèrent dans leurs collections aux œuvres de saint Augustin, que la règle dite de celui-ci fut adoptée dans la plupart des maisons de chanoines réguliers : pour défendre l'ordre en pleine expansion contre les critiques des moines, on se rattache étroitement à saint Augustin ; on s'abrite ainsi derrière le nom d'un grand fondateur dont la sagesse, la souplesse et la discrétion des préceptes assurent le succès définitif de l'*ordo canonicus*. Celui-ci ne constitue pas un ensemble hiérarchisé comme l'ordre clunisien ou l'ordre cistercien ; il demeure inorganique comme l'ordre monastique bénédictin, mais certaines maisons groupent autour d'elles diverses filiales, constituant ainsi de petits ordres au sens nouveau du terme ; et, de plus en plus, surtout en Angleterre, ces chanoines s'abstiennent de tout service paroissial.

Cette genèse d'un organisme qui ne fut jamais achevé, mais qui unit l'élite des clercs dans un même genre de vie et joua un rôle considérable dans l'histoire de l'Église d'Occident, peut décevoir par la lenteur de son déroulement et son incertitude essentielle les esprits avides de périodes tranchées, de fondateurs géniaux et d'institutions créées *ex nihilo* ; elle semble, au contraire, se rattacher au type le plus normal des processus historiques. La grande sympathie du Rév. Dickinson pour l'ordre des chanoines de Saint-Augustin et son excellente méthode lui ont permis de débrouiller l'histoire

de ce mouvement et de la reconstituer d'une façon fort vraisemblable. Il serait souhaitable que des études de la même importance fussent entreprises sur l'ordre augustinien en France, spécialement sur les congrégations-clés de Saint-Ruf d'Avignon et de Saint-Nicolas d'Arrouaise qui, à la différence de celle de Saint-Victor de Paris, attendent encore leur historien.

Nous en revenons pour finir au tronc bénédictin avec le très beau livre consacré par Dom Jean LECLERCQ à la spiritualité de Pierre de Celle, bénédictin du XII^e siècle qui fut abbé des monastères de la Celle au diocèse de Troyes, puis de Saint-Remy de Reims, et mourut évêque de Chartres¹. S'il a été peu étudié et demeure très peu connu, ce contemporain de saint Bernard a été très admiré des moines de son temps qui se disputaient ses lettres et ses traités spirituels. A ce titre, il présente le caractère intéressant d'être le témoin autorisé de la vie et de la pensée monastiques en Occident au moment où l'action de saint Bernard en animait et en modifiait le cours ; il permet de connaître le milieu où s'est développée cette action de saint Bernard et d'en expliquer et comprendre l'ampleur.

Dom Leclercq édite cinq traités de Pierre de Celle. Mais il présente en 144 pages d'introduction le portrait de celui-ci tel qu'il est possible de le reconstituer d'après l'ensemble de son œuvre. Pierre de Celle, moine contemplatif comme tous ceux de son temps, est avant tout un spirituel, un mystique, parfois un poète : il consacre sa vie à réaliser ce qui doit en être la fin, l'union avec Dieu ; il y réussit parfois ; et il cherche à faire comprendre à ses amis et à ses moines comment parvenir à cette union et en quoi elle consiste. Il expose son expérience en de très longs écrits, désordonnés, pleins d'images et de digressions, qui ne cherchent pas à analyser ou à exprimer l'indicible, mais à le suggérer par des analogies, des introductions multiples dont l'une peut un jour éclairer l'un, l'autre, un autre jour, en mettre un autre sur la voie. C'est le contraire d'un système. Pierre de Celle n'a donc rien d'un intellectuel, d'un spéculatif, ni dans son comportement ni dans ses méthodes de composition et d'exposition.

Un tel type d'homme est éternel. Ce qui intéresse l'historien, c'est de savoir comment il se réalisait au XII^e siècle, au moment de la prédication de saint Bernard, à la veille de l'essor des Universités et de la scolastique. Dom Leclercq lui donne de quoi satisfaire sa curiosité ; d'abord Pierre de Celle ne vivait pas isolé : il entretenait des relations avec beaucoup d'amis dont certains étaient chartreux, d'autres cisterciens ; les diverses familles religieuses voisinaient donc et s'entendaient souvent. Si Pierre de Celle se réfère à Boèce et aux Pères de l'Église, les auteurs de l'antiquité païenne, Platon, Aristote, Horace, Sénèque, ne lui étaient pas plus étrangers qu'aux protagonistes de la renaissance dite du XII^e siècle ; il avait une parfaite con-

1. Dom Jean LECLERCQ, O. S. B., *La spiritualité de Pierre de Celle (1115-1185)*. Paris, Vrin, 1946, in-8°, 244 p. (t. VII des Études de théologie et d'histoire de la spiritualité dirigées par E. Gilson et A. Combes).

naissance du latin classique, dont il considérait l'étude comme indispensable à quiconque voulait se mêler d'écrire, et des règles traditionnelles de la composition littéraire, même s'il ne les appliquait pas toujours. Mais la base de sa culture est la Bible, qu'il connaît à fond, qu'il a « méditée » au point de la savoir par cœur comme le demandait la règle bénédictine. Elle lui fournit les images concrètes et drues qui se pressent sous sa plume et les symboles innombrables des réalités spirituelles vers lesquelles il guide ses lecteurs. Symbolisme et sens du concret vont de pair : ils caractérisent l'attitude mentale des gens du XII^e siècle avant que la scolastique au XIII^e siècle ne fit triompher l'abstraction.

Tels sont les aspects de la culture et de la vie intellectuelle et morale dont il est permis d'inférer qu'ils étaient communs à la plupart des moines du XII^e siècle, puisque beaucoup se plaisaient au commerce de Pierre de Celle. La personnalité de celui-ci devait être bien attachante par sa spontanéité et son abandon. Dom Leclercq l'a restituée avec beaucoup de sympathie et de pénétration psychologique dans une étude dont la distinction et l'aisance cachent parfaitement le grand effort de coordination qu'elle suppose. Ce travail si sérieux, si lucide, est d'une lecture fort agréable et prenante : l'auteur unit le talent à la science.

Les Templiers, organisés sur les conseils de saint Bernard, selon la règle bénédictine, n'ont malheureusement pas suscité d'ouvrages de la qualité des précédents. Celui que présente M^{me} Marion MELVILLE sous le titre *La vie des Templiers*¹ ne correspond que très imparfaitement à ce titre. C'est une série de tableaux de la vie et des actions principales des Templiers de Terre sainte présentés dans un ordre chronologique, mais sans aucun lien entre eux. Ces tableaux, inspirés d'ouvrages de première main, ont la qualité d'être vivants parce qu'ils s'appuient sur les textes, Règle latine, Règle française, Retraiz, Esgards, ou sur les chroniques de Guillaume de Tyr ou de Joinville abondamment cités. Mais ils n'apportent rien à l'historien et ne permettent guère au grand public de bien comprendre l'action et la vie de l'ordre du Temple : rien n'est dit des commanderies d'Occident qui en constituaient la base matérielle et humaine, des rapports de celles-ci avec l'Orient, de l'activité financière de l'ordre ni de sa lutte contre l'Islam dans la Péninsule ibérique. L'éthique de l'ordre si essentielle, ses buts spirituels qui reprennent sur un plan restreint et cristallisent l'idéal d'Urbain II, sa vie matérielle de corps de cavalerie exemplaire, la première armée permanente du Moyen Âge, l'organisation de la défense de la Terre sainte, l'implantation des châteaux et l'exploitation des domaines du Temple en Orient sont également omis. Si bien que le lecteur est réduit à une série traditionnelle d'images brillantes et peu cohérentes, qui manquent même de l'appui indispensable de la carte templière de la Chrétienté et de celle des défenses de l'Orient latin. Le mépris trop fréquent des dates, des erreurs de détail et d'étonnants anglicismes de

1. Marion MELVILLE, *La vie des Templiers*. Paris, Gallimard, 1950, in-8°, 302 p. (coll. La suite des Temps).

style viennent encore ajouter à l'impression d'incertitude. Le grand ouvrage d'ensemble sur les Templiers qui s'élaborera bien un jour sera le fruit d'une vie ou d'une équipe. M^{me} Melville, qui a pourtant lu plusieurs travaux de détail importants en la matière, ne laisse pas plus deviner l'armature que les différents éléments d'intérêt de ce sujet capital.

Pour le monachisme cistercien, il est inutile d'insister sur la petite histoire de l'abbaye d'Orval¹, monographie sérieuse, mais pur déroulement d'événements, consacrée à cette fille de Trois-Fontaines fondée en 1131 au moment où la foi et l'acharnement du Père Marie-Albert van de Cruyssen la reconstruisaient pour la quatrième fois avec la complaisance de la Belgique tout entière, non plus que sur l'agréable *Bretagne cistercienne*² où le comte de Warren promène son lecteur par les dix-sept monastères cisterciens de Bretagne sans chercher s'ils ont eu une originalité commune, formé une province dans l'ordre, avant de le laisser sur le seuil de l'abbaye de Boquen nouvellement restaurée. Les grands ouvrages sont, en la matière, ceux du regretté J. B. MAHN. De sa thèse principale, consacrée à l'ordre cistercien et à son gouvernement au XIII^e siècle, M. Le Bras a déjà rendu compte dans cette revue. Mahn pensait la compléter par un mémoire sur la réforme de l'ordre par Benoît XII dont le premier chapitre aurait été constitué par une étude de l'évolution de celui-ci au XIII^e siècle. La transformation progressive de l'ordre cistercien au XIII^e siècle n'a jamais fait l'objet d'une étude d'ensemble ; aussi ravive-t-il les regrets de la glorieuse disparition de J. B. Mahn de voir son œuvre paraître, grâce aux soins pieux de M^{me} Mahn-Lot, sans ce chapitre liminaire qu'il n'avait pas écrit³. L'analyse pénétrante de la réforme de Benoît XII que contient son ouvrage marque le point d'aboutissement de ces transformations : maintien des libertés cisterciennes au premier rang desquelles se trouve le privilège d'exemption ; réforme minutieuse du gouvernement de l'ordre, de son observance, de sa discipline, qui jette un jour assez cru sur les abus ; net essor des études faites dans les collèges ouverts par l'ordre auprès des grandes universités. Mais cet élément fondamental du prestige de l'ordre au XIV^e siècle, qui tient particulièrement à cœur à son plus grand théologien, Benoît XII, a peut-être davantage contribué à son déclin qu'à son renouveau : l'entretien d'étudiants dans les collèges ruine les monastères ; l'humilité intellectuelle et la pauvreté ne sont pas le propre de ces jeunes moines universitaires dont les études n'ont pu se développer que grâce à une très large interprétation de la règle bénédictine ; et il n'est sorti aucun grand maître de l'ordre cistercien trop étroitement sou-

1. A. CYPRIEN, *Petite histoire de l'abbaye d'Orval*. Bruxelles, Office de Publicité, 1948, in-16, 65 p.

2. Comte Henry DE WARREN, *La Bretagne cistercienne*. Abbaye de Saint-Wandrille, Éditions de Fontenelle, 1946, 228 p., 1 carte.

3. J. B. MAHN, *Le pape Benoît XII et les Cisterciens*. Paris, Champion, 1949, in-8°, 151 p. (fasc. 295 de la Bibliothèque de l'École des Hautes Études. Sciences historiques et philologiques).

cieux de théologie et négligeant absolument le droit canon. L'analyse de J. B. Mahn expose avec clarté les causes et les conditions de la décadence de Clteaux, les traits dominants du caractère de Benoît XII, plus théologien que juriste, et l'insuffisance de sa réforme trop tâtilonne. Le pontificat de Benoît XII n'aura donc marqué pour l'ordre cistercien qu'un palier, qu'un arrêt momentané sur le chemin de la décadence. Ce volume est une contribution importante à l'histoire de l'ordre cistercien que J. B. Mahn semblait destiné à retracer tout entière dans une grande œuvre qui eût été magistrale.

Un tableau précis de la décadence spirituelle et temporelle de Clteaux, dont le recrutement subissait évidemment depuis le XIII^e siècle la concurrence désastreuse des Ordres mendiants, vient d'être donné pour la Gascogne par M. Ch. HIGOUNET¹. Celui-ci souligne combien la création économiquement nécessaire de bastides sur le territoire des abbayes et des granges cisterciennes, en pariage avec les seigneurs laïcs, manifeste le double aspect de la décadence de l'ordre.

Un seul ouvrage nous est parvenu concernant les Ordres mendiants : et encore la dissertation du Fr. SMITH est-elle consacrée à l'attitude de John Pecham, archevêque de Canterbury (1279-1292), à l'égard des établissements monastiques non exempts de sa province ecclésiastique². Cet ouvrage, composé à partir des documents imprimés, présente au gré de ses chapitres un tableau général consciencieux du monachisme à la fin du XIII^e siècle. Il donne un éclairage plus net au portrait déjà passablement connu de John Pecham : homme de vie exemplaire, il cherche à promouvoir la réforme spirituelle dans les monastères en revenant à l'observance de la tradition ; homme de bon sens et de tradition romaine, il aide bien des monastères à traverser la crise qui les ruinaît en améliorant leur gestion financière par la constitution d'une seule caisse par monastère et d'une audition des comptes par une commission spéciale ; conservateur intellectuellement et moine mendiant, il s'oppose à ce que les Bénédictins ouvrent un collège à Oxford pour faire suivre aux mieux doués de leurs moines les cours de l'Université ; ancien provincial d'Angleterre des Frères-Mineurs, il favorise les Franciscains dans tous leurs conflits avec les Bénédictins.

Le mouvement béguinal s'est développé parallèlement aux Ordres mendiants. L'opinion traditionnelle considère que les béguines constituent un mouvement religieux particulier et qu'elles ont été continuellement confondues, aux XIII^e-XIV^e siècles, avec certaines hérétiques à cause de la ressemblance générale et superficielle de leurs existences.

M. D. PHILLIPS³ s'est attaché à confronter ces idées reçues avec les faits.

1. Ch. HIGOUNET, Cisterciens et bastides, dans *Le Moyen Age*, t. LVI (1950), p. 69-84.

2. Jeremiah J. SMITH, *The attitude of John Pecham towards monastic houses under his jurisdiction*. Washington, The Catholic University of America Press, 1949, in-8°, viii-272 p. (vol. XIII de *The Catholic University of America. Studies in medieval history, new series*).

3. Dayton PHILLIPS, *Beguines in medieval Strasburg. A study of the social aspect of beguine life*. California, Stanford University, 1941, in-16, ix-252 p.

Il a choisi comme terrain d'expérience Strasbourg, où les béguines ont été nombreuses et qui conserve une grande richesse de documents d'archives. Le dépouillement méthodique des sources manuscrites et imprimées, et l'étude minutieuse de la topographie strasbourgeoise et de la localisation des béguines isolées et des maisons de béguines dans la ville l'amènent à des conclusions neuves et pleines d'intérêt.

Ces conclusions sont les suivantes. Les béguines sont essentiellement des femmes non mariées qui ont fait vœu de conserver leur virginité et de mener dans le siècle une vie religieuse ; elles sont, au milieu du Moyen Age, l'équivalent des vierges de la primitive Église. Elles ne constituent pas un mouvement religieux particulier ; au contraire, elles se rattachent au grand mouvement religieux suscité dans les villes en pleine croissance par l'apparition des Ordres mendiants ; leur nom, sans doute dérivé de la couleur beige de leur vêtement, selon l'hypothèse récente du P. Alcantara Mens, apparaît dans les textes à partir de 1220.

Elles appartiennent à toutes les classes sociales et n'adoptent pas un mode de vie commun : les unes demeurent isolées, d'autres se groupent en des maisons-Dieu ou *gotzhüser* ; certaines travaillent, d'autres mendent, d'autres s'adonnent à la contemplation. L'idéal commun qu'elles poursuivent est de mener une vie profondément religieuse et spirituelle sans quitter le monde où elles peuvent continuer d'agir. Cet idéal est tout proche de celui des Ordres mendiants, mis à part les vœux monastiques. Aussi bien Frères-Prêcheurs et Frères-Mineurs les aident-ils à le réaliser : ils leur concèdent en usufruit ou leur louent des maisons sises dans le voisinage de leurs couvents ; les Franciscains le font plus spécialement pour les béguines pauvres et suscitent la fondation de nombreuses maisons-Dieu où ces béguines pauvres sont entretenues ; par contre, les femmes les plus riches qui veulent mener une vie religieuse et chaste sans entrer dans une maison-Dieu achètent une maison ou s'établissent plus volontiers près du couvent des Dominicains auxquels elles laissent souvent leurs biens en mourant. Il est à noter que les Clarisses ne semblent exercer aucune influence sur les béguines.

C'est aux couvents masculins que s'affilient ces béguines : elles en suivent les offices, en entendent les prédications, en reçoivent les sacrements, y choisissent des confesseurs ; les gardiens des couvents franciscains les contrôlent et les visitent. M. Phillips ne dit pas s'il en provient ou non quelque scandale. Et quand le décret « Cum de quibusdam » du concile de Vienne (1311), publié en 1318, condamne la vie des béguines isolées, non pas du tout parce qu'elles tendraient à l'hérésie, mais bien plutôt parce que leur genre de vie, si l'Église l'acceptait comme répondant aux conseils divins, était la condamnation implicite du monachisme tel qu'il existait jusque-là, elles entrent en masse dans les Tiers-Ordres, et non dans les couvents de femmes, des Ordres mendiants. Comme les béguines riches sont assez peu nombreuses, la masse des adhésions va au Tiers-Ordre franciscain.

Parallèle au développement des Ordres mendiants avec lequel il se

confond souvent au ^{xiv}^e siècle, le mouvement béguinal serait donc, pour la catégorie particulière et spécialement sainte selon l'éthique chrétienne des femmes non mariées, une partie du grand courant de piété suscité surtout dans les villes par ces ordres, spécialement par les Franciscains, qui porte les laïcs à mener une vie profondément religieuse sans abandonner ni le siècle ni leurs occupations. Il n'y a là ni secte ni hérésie, sauf dans certaines déviations très particulières.

M. Phillips a cherché à apprécier numériquement l'importance de ce courant : ses relevés lui font estimer à 300 femmes, au moment de l'apogée du mouvement, vers 1320, le nombre des béguines strasbourgeoises quand la population de la ville n'atteignait sans doute pas 20.000 habitants. Cela met loin, quoiqu'il en dise, du chiffre total de 200.000 donné par l'évêque de Strasbourg en 1317 pour toutes les béguines d'Allemagne.

Ces idées sont bien séduisantes : il reste à espérer que d'autres monographies aussi précises et aussi bien conduites permettront de les confirmer bientôt. On ne peut oublier, en effet, que le mouvement béguinal est antérieur à l'apparition des Ordres mendiants ni que Marie d'Oignée, qui en fut une des premières illustrations à l'aube même du ^{xiii}^e siècle, était mariée. Un problème subsiste d'ailleurs : si le mouvement béguinal est si étroitement lié à l'essor des Ordres mendiants, comment se fait-il qu'il ne soit pas aussi universel que ces derniers, pourquoi ne le rencontre-t-on que des pays rhénans à l'Italie (« mantellate »), pourquoi semble-t-il inconnu dans les villes situées au sud de Paris et à l'ouest du Rhône, dans ces pays où avait fleuri l'albigisme dont la tradition qui rapprochait les deux noms le faisait le dérivé septentrional, et où pullulent sous le nom de « béguins » des membres du Tiers-Ordre franciscain ralliés aux thèses des spirituels et de P. J. Olieu?

Le R. P. Ziegler a confié à deux de ses élèves l'étude de deux des maîtres livres de la vie spirituelle au ^{xiv}^e siècle, les deux premières véritables vies de Jésus, le *De gestis Domini Salvatoris*, de l'augustin Simone Fidati da Cascia¹, et la *Vita Christi* de Ludolphe le Chartreux². Deux climats physiques, la Toscane et la Rhénanie, deux milieux spirituels apparentés et en relations constantes, on vient de le voir, mais deux tempéraments différents aussi.

Simone Fidati da Cascia, entré jeune dans l'ordre des Ermites de Saint-Augustin, est fortement influencé par le grand chef des Franciscains spirituels, Ange de Clareno, et s'adonne à la pratique d'un austère ascétisme : venu à Florence, il y mène une lutte violente, où les autorités le soutiennent, contre les Dominicains, pour la stricte interprétation de la pauvreté absolue du Christ. Sa prédication, sa direction de conscience, ses ouvrages, dont une *Vita Cristiana* en italien, lui donnent une grande notoriété. Et il compose à

1. Sister M. G. McNEIL, *Simone Fidati and his De Gestis Domini Salvatoris*. Washington, The Catholic University of America Press, 1950, in-8°, VIII-255 p.

2. Sister M. I. BODENSTEDT, *The Vita Christi of Ludolphus the Carthusian*. Washington, Ibid., 1944, in-8°, VIII-160 p. (Vol. XXI et XVI des *Studies in medieval and renaissance latin language and literature* de l'Université catholique d'Amérique).

la demande du juge Tommaso Corsini, à partir de ces sermons et de ses ouvrages antérieurs, un ouvrage où se résume son enseignement, le *De gestis Domini Salvatoris*; commencé en 1338, l'ouvrage n'est pas achevé à sa mort en 1348 : son élève Giovanni da Salerno en assura la publication posthume, puis en donna un résumé en italien.

Le récit qu'il fait à grands traits de la vie du Christ d'après les Évangiles a l'exceptionnel mérite de constituer la première véritable vie de Jésus qui ait été écrite. Mais, pour Simone, les commentaires qu'il présentait des événements de cette vie et des paraboles constituaient un enseignement spirituel à qui les références directes à l'exemple divin conféraient une singulière valeur.

Sister MACNEIL laisse délibérément de côté la conception de l'histoire de Simone pour ne s'attacher qu'à son enseignement spirituel qu'elle analyse diligemment. Un des traits les plus marquants en est le mépris tout exprimé de spiritualisme pour la scolastique qui se manifeste, en réaction contre toute l'époque, par le parti pris de ne se référer qu'à la Bible et de ne citer que les Écritures, à l'exclusion de tout philosophe. On voit la grandeur et l'originalité, en face des Universités, de cette attitude, la critique implicite qu'elle comportait, les prolongements qu'elle pouvait avoir. Un autre caractère est le sérieux tout augustinien avec lequel Simone Fidati parle du Christ : il voit plus dans Jésus le Dieu incarné que l'homme. Il est par là éloigné du courant venu de saint Bernard, développé par l'école cistercienne et repris par le franciscanisme de dévotion affective à l'humanité du Christ. Cette grandeur ne pouvait pas déplaire à la Florence de Giotto : et Italo Maione a pu mettre en rapport la rigidité révérencieuse et l'attitude figée des personnages peints par Taddeo Gaddi à la chapelle des Baroncelli à Santa Croce en 1332 avec les enseignements de Simone Fidati, qui était son directeur de conscience. Les traductions successives qui furent données du *De gestis Domini Salvatoris* attestent son succès durable dans les cercles monastiques.

Toute autre est la *Vita Christi* de Ludolphe le Chartreux († 1377), qui la rédigea sans doute à Mayence à partir de 1350, sans connaître le *De gestis Domini Salvatoris*. La même idée la domine ; que la méditation de la vie du Christ est la clef de la perfection. Mais la conception de l'œuvre et sa tonalité sont toutes différentes. Ludolphe connaît tous les auteurs ecclésiastiques qui ont pris des exemples dans la vie du Christ et il les cite au point que son récit n'est souvent qu'un centon. Et il s'apparente étroitement au courant cistercien et franciscain qui a mis l'accent sur l'humanité du Christ : son œuvre renforce la dévotion à celle-ci, le désir d'une intimité profonde avec le Christ, l'affectivité dans la vie religieuse : elle correspond par là à une tendance essentielle de la spiritualité du XIV^e siècle surtout dans les pays du nord qu'elle a largement contribué à développer. Elle a ouvert la voie dans les Pays-Bas où elle a été pensée et rédigée par un lecteur d'Henri Suso et de Nicolas de Lyre à la *Devotio Moderna* et dans toute l'Europe à des réformateurs spirituels dont le moindre n'est pas Ignace de Loyola, qui lui a emprunté le titre même de sa compagnie, les Jésuites. Ludolphe peut même

passer pour un précurseur de la dévotion au Sacré-Cœur. Et son influence demeure encore vivace au XIX^e et au XX^e siècle non seulement à cause de l'ascèse théologique qu'il propose, car l'Imitation de Jésus-Christ lui est de beaucoup préférée, mais à cause des thèmes de sermons et surtout des prières que contient sa *Vita*, prières personnelles, individuelles, comme celles à qui Simone Fidati reconnaît lui aussi la plus grande valeur. Sister BODENSTEDT y voit à juste titre le message essentiel de Ludolphe.

Ces deux études sont menées selon la même méthode : reconstitution de la biographie des auteurs, de la liste de leurs œuvres, analyse des grands thèmes de la spiritualité dans les œuvres maitresses étudiées, recherche diligente des sources, analyse méticuleuse de la forme, style et vocabulaire. Malgré le caractère un peu scolaire de cette systématique, elles présentent avec ordre et clarté les caractères principaux d'œuvres capitales, mais volumineuses et souvent difficiles à consulter, auxquelles elles sont d'excellentes introductions¹.

IX. HAGIOGRAPHIE. — L'hagiographie traditionnelle se préoccupe de reconstituer la vie des saints, d'étudier la formation de leur légende et d'établir les diverses dates et lieux du développement de celle-ci. C'est une branche de la science où la sagacité de l'historien et la valeur de sa méthode sont particulièrement à l'épreuve.

Parmi les innombrables publications hagiographiques de la décade qui vient de s'écouler, la place d'honneur revient aux deux magnifiques volumes de *Mélanges* que les *Analecta Bolandiana* ont composés en l'honneur des quatre-vingts ans du P. Paul PEETERS². Ils groupent soixante-sept mémoires dus aux plus éminents maîtres de l'histoire de l'Église d'Orient et d'Occident : presque tous sont consacrés à des études hagiographiques ; quelques-uns reconstituent des listes d'évêques à l'époque primitive ; d'autres touchent à des questions liturgiques. Ce florilège hagiographique, qui commence au culte biblique, est surtout centré, comme il est naturel, sur la période antérieure au schisme byzantin ; l'hagiographie orientale y tient une place importante ; trois mémoires seulement concernent la période postérieure à la Réforme. La publication de ces volumes, d'un intérêt exceptionnel dans la collection des *Analecta Bolandiana*, en facilite l'accès aux spécialistes tout en affirmant et renforçant encore, s'il en était besoin, la valeur d'une des plus admirables revues de la science internationale.

On peut rapprocher des articles de ce recueil le mémoire dans lequel le R. P. PLANTIN³, d'après l'étude comparée des textes des Passions de saint

1. L'ouvrage de dom Jean MAXÉ, O. S. B., *Souverains et monastères*. Abbaye Saint-Wandrille, Éditions de Fontenelle, 1945, in-16, 293 p., conçu comme une œuvre agréable et édifiante destinée au grand public, ne saurait rendre de services à l'historien.

2. *Mélanges Paul Peeters*, t. LXVII et LXVIII des *Analecta Bolandiana*. Bruxelles, in-8°, 1949-1950, 508 et 500 p.

3. H. M. PLANTIN, S. J., Les passions de saint Denys, dans *Mélanges offerts au R. P. Ferdinand Cavallera*. Toulouse, 1948, p. 215-230.

Denys, des sources auxquelles chacun d'eux fait allusion, de la répartition très diverse de leurs manuscrits en Occident et d'après le développement logique de la légende de saint Denys, propose une chronologie de ces Passions tout à fait différente de celle que l'on admettait depuis les travaux du R. P. Thiéry et de M. L. Levillain.

Les incertitudes de l'hagiographie du haut Moyen Age permettent toujours de révoquer en doute l'existence même de bien des saints. En reprenant dans un nouvel ordre les termes vagues et poétiques de Fortunat, les récits enjolivés de Grégoire de Tours, les textes de la *Passio S. Vincentii martyris*, en faisant appel aux données de la toponymie que les homonymies rendent confuses, aux analogies fournies par l'hagiographie générale et aux récentes études sur les mythes solaires, M^{me} DE MAILLÉ entreprend de démontrer que saint Vincent d'Agen n'a jamais existé, qu'il n'est qu'un doublet de saint Vincent de Saragosse¹. Sa démonstration a la séduction de toutes les recherches qui portent sur les périodes où les documents sont rares ; elle enchante par le recours aux sources les plus directes de l'érudition, mais, faute d'apporter un élément nouveau et de poids dans le débat, elle ne peut emporter la conviction en faveur d'une thèse à la fois logique et alléchante. Le chanoine ANGELY annonce une critique destructrice des affirmations de M^{me} de Maillé². Il faut souhaiter qu'il reprenne d'ensemble l'histoire des saints agenais, Vincent et Foy, tous deux curieusement ravis par Conques. Cette hagiographie agenaise multiplie les problèmes et l'absence de données sérieuses donne la partie belle à tous ceux qui adoptent une attitude négative en face des hypothèses d'autrui. Le principal élément positif qui ressort de l'étude de M^{me} de Maillé est le meilleur et plus précis éclairage du grand personnage que fut l'évêque de Bordeaux Léonce II (v. 550-v. 570), l'ami de Fortunat.

C'est une diligente compilation, menée à partir des textes et des œuvres de seconde main, que la brève étude de Miss MEREDITH GRATH³ sur sainte Marie-Madeleine dans la littérature médiévale. L'auteur explique l'importance de la Madeleine dans la dévotion médiévale par l'amour qu'elle porta à Jésus et l'affection qu'elle reçut de lui, par le fait que, patronne des pécheuses et des pénitents, elle est l'antithèse de la Vierge, patronne des justes, et parce que son émotivité extrême plaisait nécessairement aux esprits médiévaux, si instables et prompts à s'abandonner à des émotions violentes et opposées. Ces conclusions, on le voit, demeurent fort courtes.

M. HEINERTH consacre, lui, un livre fort documenté⁴ aux saints invoqués

1. Marquise DE MAILLÉ, *Vincent d'Agen et saint Vincent de Saragosse. Étude de la « Passio S. Vincentii martyris »*. Melun, librairie d'Argences, 1949, in-8°, 73 p.

2. Dans *Revue de l'Agenais*, 1950, p. 36-38.

3. Helen MEREDITH GRATH, *Saint Mary Magdalene in medieval literature*. Baltimore, 1950, in-8°, 114 p. (The Johns Hopkins Studies in historical and political science, series LXVII, n° 3).

4. Hans Christoph HEINERTH, *Die Heiligen und das Recht*. Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1950, in-8°, 106 p., 12 pl. (t. I de la collection Das Rechtswahlzeichen, Beiträge zur Rechtsgeschichte und rechtlichen Volkskunde hgg. von Karlbiogfried Bader).

comme patrons ou protecteurs pendant toutes les phases de l'action judiciaire : procès, serment, prison, exécution capitale, ainsi que par les diverses catégories de personnes impliquées dans cette action : victimes, accusés, calomniés, voleurs même, surtout les juristes et les avocats. Une notice critique donne de sérieuses indications sur la vie du saint, sa légende, les raisons et la date de l'apparition de celle-ci et son développement ; la plus ample est naturellement celle qui concerne le Breton saint Yves Hélori, patron des hommes de loi, qui fut aussi, depuis que l'Université de Nantes en donna l'exemple à la fin du xv^e siècle, choisi comme patron par nombre d'Universités et de Facultés de Droit. Il est curieux que M. Heinerth ait omis saint Jude, dont la dévotion concurrence souvent celle à saint Expédit qu'il mentionne.

Ces tendances si fécondes à l'étude sociologique du culte des saints vont, sans doute, en se développant, apporter des résultats très intéressants et très importants pour les historiens dans la période qui s'ouvre quand les méthodes d'investigation et surtout d'interprétation seront assurées. Il convient de commencer par des inventaires. C'est ce qu'a fait M. GRANT LOOMIS en dressant le répertoire des thèmes de magie blanche ou magie bienfaisante contenus dans les vies des saints des quinze premiers siècles du christianisme¹. Il laisse de côté tous les éléments miraculeux de ces vies de saints qui ont rapport au dogme théologique et à la foi, et il ne retient que les éléments de véritable folklore dont beaucoup se retrouvent dans le merveilleux des légendes bouddhiques et remontent même à des croyances populaires plus anciennes. Cet inventaire, résultat du dépouillement de toutes les vies de saints, est présenté de façon systématique : thème de l'enfant prodige ; thème de l'action du saint sur les éléments, sur les sens, sur les animaux, sur la matière inanimée ; thèmes de la prévision, du transport merveilleux, de la croissance miraculeuse, de la guérison, légendes populaires et thèmes divers. Des notes abondantes donnent pour chaque miracle particulier les références aux innombrables cas de ce type rapportés par la littérature hagiographique. Peut-être ce répertoire n'est-il pas exempt de quelques lacunes ; il ne semble pas mentionner, par exemple, le thème du pendu miraculeusement sauvé, auquel le R. P. BAUDOUIN DE GAIFFIER a consacré récemment un important mémoire². Mais l'immensité de la matière est une excuse en soi. Tel qu'il est, ce répertoire rendra les plus grands services aux hagiographes et aux folkloristes. Il faut attendre que d'autres inventaires semblables soient faits pour entreprendre des synthèses sociologiques et historiques à partir de cette riche masse de données bien classées³.

1. C. GRANT LOOMIS, *White Magic. An introduction to the Folklore of Christian Legend*. Cambridge, Mass., 1948, in-8°, 250 p. (Publication n° 52 of the Mediaeval Academy of America).

2. Dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1943.

3. L'historien ne trouvera rien à prendre dans les trente-huit monographies éditantes ordonnées autour d'un thème plus psychologique que sociologique. *L'amour et l'amitié chez les saints*, par M^{me} Marg. SAVIGNY-VESCO. Paris, La Bonne Presse, in-16, 1947, 222 p.

X. DIVERS. — L'abbé BERTHOLLET a profité des travaux de remise en état du palais épiscopal d'Autun pour étudier en détail le bâtiment et ses structures¹. Cette étude approfondie lui permet d'en retracer les vicissitudes dans une monographie fort bien menée. Depuis l'an 400 environ où la cathédrale et la « domus ecclesie » furent construites dans la partie haute de la ville d'Autun, constituée en réduit défensif par la construction du rempart, la même demeure, sans cesse transformée et remaniée au cours des âges, a abrité l'évêque d'Autun. Les plus importantes de ces modifications eurent lieu aux VIII^e-IX^e siècles, après l'incendie d'Autun par les Arabes en 731, au XI^e siècle, au XIII^e siècle, au XV^e siècle, au XVII^e et au XVIII^e siècle. Elles reflètent l'évolution des institutions ecclésiastiques dont il faut abriter les services sans cesse plus nombreux au cours du Moyen Age : chapitre de chanoines au IX^e siècle, officialité au XIII^e siècle. Elles reflètent surtout l'évolution de la civilisation : la maison des évêques du IX^e siècle devint au XIII^e siècle un château fort aux grandes salles intérieures ; au XV^e siècle, son rude aspect s'adoucit par une décoration de fenêtres à meneaux et d'arcs en accolade ; au XVI^e siècle apparaît une grande galerie ; au XVII^e siècle, le château se transforme en un hôtel entre cour et jardin ; au XVIII^e siècle, enfin, une série d'évêques habitués de Versailles, enrichis par de nombreuses commendes, en font un somptueux palais : un escalier monumental, une enfilade d'antichambres conduisent à leur appartement, d'où une terrasse en saillie sur le bâtiment principal permet de contempler le pays avoisinant. Mais l'axe du bâtiment principal reste celui du V^e siècle et des éléments de murs mérovingiens demeurent dans sa masse.

Le malheur des temps a empêché M. Berthollet de développer comme il aurait convenu l'iconographie de cette admirable leçon d'histoire. Mais il est à souhaiter que de semblables études, menées à partir de l'analyse minutieuse des bâtiments comme des archives, soient consacrées à tous les édifices qui ont abrité au cours de longs siècles la même institution. Elles apportent la vie à l'histoire de celle-ci ; les comptes sont vivifiés par les plans ; l'on comprend mieux ce qu'était un évêque aux divers moments du passé en voyant le cadre de son existence et de son activité. Et quel magnifique recueil d'art à la gloire des siècles classiques serait une publication consacrée à la reproduction dans leur état actuel des anciennes résidences épiscopales de France !

Cette monographie est accompagnée d'une brève étude sur l'église Saint-Nazaire, quasi contiguë au palais épiscopal, qui fut la cathédrale d'Autun de 400 à sa destruction en 1783.

La Charité-Saint-Éloi, créée à Béthune en 1188 pour porter les défunts à l'église, a suscité beaucoup d'imitatrices dans le diocèse d'Arras, surtout au moment des grandes épidémies. Ces confréries sont une des manifestations du grand mouvement d'association médiéval qui remontait, comme l'a montré récemment ici même M. Coornaert, aux époques anciennes. L'absence de

1. Jean BERTHOLLET, *L'évêché d'Autun. Étude historique et descriptive*. Autun, impr. Notre-Dame-des-Anges, 1947, in-8°, 189 p., 7 pl., 8 plans.

documents n'a pas permis au chanoine BERTIN, qui les étudie, d'éclairer les origines et les caractères initiaux des confréries de Charitables¹; il suit, par contre, de très près leur histoire aux XIX^e et XX^e siècles, soulignant l'importance sociale vivace dans le monde moderne d'une institution religieuse qui remonte sans solution de continuité au XII^e siècle.

Il est satisfaisant pour l'historien de constater que les rapports présentés au deuxième Congrès national de pastorale liturgique sur le thème du dimanche chrétien, le Jour du Seigneur², s'efforcent d'expliquer un présent dont on souhaite avec appréhension l'adaptation aux conditions de la vie contemporaine par les vicissitudes sociales et intellectuelles du passé. L'évolution de la notion de travail servile interdit le dimanche, celle des cérémonies du dimanche y sont en particulier analysées avec ce sens essentiel. La liturgie a tenu trop de place dans la vie des hommes du passé pour que nous ne nous félicitions pas de voir les ecclésiastiques, qui seuls peuvent la mener efficacement, en poursuivre l'étude avec la méthode scientifique éprouvée par laquelle leurs maîtres de la génération précédente ont obtenu de magnifiques résultats dans un domaine encore si mal connu.

La piété de M. Leo SANTIFALLER, actuel directeur de l'Institut pour les recherches sur l'histoire autrichienne dont Theodor von SICKEL fut un des premiers professeurs en 1857, publiée aujourd'hui, avec des notes, des additions, des appendices et des pièces justificatives qui en renforcent l'immense intérêt, les trois séries de souvenirs de Rome dictés ou rédigés par ce maître de la diplomatie moderne dans sa retraite de Merano de 1901 à 1908, date de sa mort³. Les additions qui remplissent les deux tiers de l'ouvrage sont constituées par la correspondance administrative de Sickel, par les statuts de l'Institut historique autrichien à Rome, dont il fut le fondateur en 1881 et le premier directeur jusqu'en 1901, et par des lettres de douze correspondants éminents, parmi lesquels figurent Denifle, Dollinger, Ehrle, Achille Ratti, E. de Rosière et von Sybel. C'est donc toute une partie de l'histoire intellectuelle de la Rome de la fin du XIX^e siècle après l'ouverture des Archives du Vatican par Léon XIII, de l'histoire scientifique de tout l'Occident aussi et de leurs arrière-fonds religieux et moraux, qui sont éclairés par ce témoignage d'un des plus grands savants de l'époque, qui avait transporté à Vienne, puis à Rome, les méthodes de la diplomatie allemande et de la diplomatie française.

Y. RENOARD,

Doyen de la Faculté des Lettres de Bordeaux.

1. Chanoine Paul BERTIN, *Les Charitables et leurs cent confréries au diocèse d'Arras*. Béthune, chez l'auteur, 1949, in-8°, 80 p.

2. *Le Jour du Seigneur*. Centre de pastorale liturgique. Paris, Robert Laffont, 1948, in-8°, 280 p.

3. Theodor von SICKEL, *Römische Erinnerungen nebst ergänzenden Briefen und Aktenstücken*, hergg. von Leo SANTIFALLER. Vienne, Universum, 1947, in-8°, VIII-512 p., 1 portrait (t. III des Veröffentlichungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung).

HISTOIRE D'ALLEMAGNE AU MOYEN AGE

PUBLICATIONS DES ANNÉES 1939-1944

(1^{re} partie)

Le dernier Bulletin d'histoire du Moyen Age, dû à la collaboration de Marc Bloch et de M. Ch.-Edmond Perrin, remonte à l'année 1937-1938¹. Tous les lecteurs de la *Revue historique* auront ressenti quelle perte, dans ce domaine comme en tant d'autres, représente la mort de Marc Bloch ; et ils regretteront que M. Ch.-Edmond Perrin, absorbé par de lourdes tâches, ait dû renoncer à assumer la rédaction de ce Bulletin.

Pour en assurer la pleine continuité, il eût fallu rendre compte ici des ouvrages parus depuis 1937. Il n'a pas semblé indiqué de revenir si loin en arrière, d'autant plus que les principaux livres publiés avant-guerre ont fait l'objet de recensions dans diverses revues de langue française. Les rédacteurs du présent Bulletin ont donc cru préférable, vu l'espace limité dont ils disposent, de se borner à la période 1939-1944. La tâche était déjà considérable, car la production historique allemande s'est à peine ralentie au cours des quatre premières années de la guerre, et ce n'est que pour l'année 1944 qu'on observe un fléchissement prononcé. Il a donc fallu opérer un tri sévère dans la masse des publications et on a dû se résigner à laisser de côté, à bien peu d'exceptions près, les articles de revue. Non certes que ceux-ci soient moins dignes d'attention que les livres ; mais ils demeurent relativement accessibles aux lecteurs français, alors que les ouvrages, dont les stocks ont été souvent perdus ou détruits par les bombardements, sont aujourd'hui presque tous introuvables. Aussi la présente rétrospective n'a-t-elle pu être réalisée que grâce aux bibliothèques de Strasbourg, richement pourvues de publications allemandes pendant l'occupation. Toutefois, des lacunes y subsistent, sensibles surtout pour les livres parus en 1944² ; il a donc fallu s'abstenir de recenser quelques-uns d'entre eux, en gardant l'espoir, à vrai dire assez précaire, de pouvoir en rendre compte dans le prochain Bulletin, qui concernera les publications des premières années de l'après-guerre.

La faveur dont a joui en Allemagne l'histoire, et en particulier l'histoire du Moyen Age — certains travaux d'érudition ont connu deux et même trois éditions pendant la guerre — ne doit assurément pas être interprétée

1. *Rev. histor.*, t. CLXXXI, p. 405-458, et t. CLXXXIV, p. 79-112, 146-190.

2. On trouvera la liste, avec une brève analyse, des ouvrages parus en 1943 et 1944 dans le *Deutsches Archiv für Erforschung des Mittelalters*, 8. Jahrgang, Heft 1, Marburg/Lahn, Simons Verlag, 1950, p. 269-349. Le fascicule contient également un état des pertes subies par les *Monumenta Germaniae Historica* du fait de la guerre et de leur réorganisation depuis lors.

comme un désir de s'évader, par des lectures désintéressées, des obsessions et des soucis de l'heure. Le seul fait que le régime ait continué à stimuler les études historiques et donné son appui à des publications, même scientifiques, suffirait à le montrer. On ne s'étonnera donc pas de trouver cités en exergue de maints ouvrages, par ailleurs sérieux, des aphorismes empruntés aux discours d'un puissant du jour, ou de lire parfois des remarques intempestives, surtout dans les préfaces. Mais on peut noter spécialement deux tendances plus générales et plus profondes, qu'on relevait déjà dans la production historique d'avant-guerre. La première réside dans la volonté d'insister sur le caractère purement germanique des institutions et de la civilisation de l'Allemagne médiévale, de nier, de minimiser, ou, lorsqu'il faut bien les admettre, de déplorer les influences étrangères, comme si les caractères spécifiques du germanisme, établis une fois pour toutes et de toute éternité, risquaient d'être ternis par le moindre apport extérieur. La seconde tendance, à la fois antilibérale et antimarxiste, sensible surtout chez les historiens de la génération nouvelle, consiste à mettre l'accent, dans tous les domaines de l'histoire, sur le facteur politique, considéré comme primordial pour toutes les activités des groupes humains : point de vue qui a sans doute parfois renouvelé certains problèmes, mais qui a aussi abouti, en bien des cas, à un rétrécissement d'horizon. Cela dit, et à condition de faire abstraction de quelques ouvrages nettement marqués par l'idéologie de l'époque, on ne saurait contester que la production historique allemande de la période de guerre s'est maintenue, en qualité comme en quantité, à un niveau élevé.

Ph. D.

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

Il faut placer en tête de cette catégorie la nouvelle édition de la *Propyläen-Weltgeschichte* dirigée par le professeur ANDREAS¹. Elle n'a point l'ampleur de son aînée : six volumes au lieu de neuf. Le Moyen Age qui, précédemment, comportait deux tomes est réduit à un seul, intitulé « la montée des Germains et le monde médiéval », et réparti en huit sections. Défilent successivement : la préhistoire des Germains (E. WAHLE), la transformation de l'Occident par les Germains jusqu'à la fin de l'époque carolingienne (H. AUBIN), le haut Moyen Age et l'Empire jusqu'en 1250 (H. GRUNDMANN), l'Europe à la fin du Moyen Age (F. BAETHGEN), l'Empire byzantin (N. BEES), l'histoire ancienne des Slaves (H. KOCH), l'Islam et les Arabes jusqu'à la fin du Moyen Age (R. PARET), l'Iran médiéval (F. TAESCHNER). Le volume n'échappe pas au danger de morceler l'histoire par secteurs, ni à celui du déséquilibre : 446 pages pour l'Europe occidentale contre 163 pour le reste.

1. *Die Neue Propyläen-Weltgeschichte*, herausgegeben von Willy ANDREAS, 2. Band, *Der Aufstieg des Germanentums und die Welt des Mittelalters*. Berlin, Propyläen Verlag., s. d. (1960), gr. in-8°, 634 p., 7 cartes, 23 planches. Il n'a pas été possible de se procurer le livre de G. BARRACLOUGH, *Mediaeval Germany*, 2 vol. Oxford, 1939.

En outre, comme l'annonce le titre général, la part faite aux Germains et à l'Allemagne dans les quatre premières sections est considérable, ce qui est normal, d'ailleurs, pour un livre de grande information qui s'adresse surtout à un public allemand ; on regrette, toutefois, que l'exposé consacré aux autres États soit parfois un peu sommaire et surtout que l'accent soit presque exclusivement mis sur les faits politiques. Le volume n'en demeure pas moins un manuel commode, au style clair, admirablement présenté et que l'on aimera toujours consulter, en raison de son illustration aussi somptueuse que variée.

R. F.

En écrivant, à l'usage du grand public, une histoire économique de l'Allemagne, M. BECHTEL n'a pas eu l'intention d'exposer les faits économiques en eux-mêmes¹. Il estime que ceux-ci ne doivent pas être isolés de l'homme, des groupes humains, de leur mentalité, de leur volonté de création et d'adaptation aux données économiques. Faisant donc leur part aux facteurs politique et culturel, il a l'ambition de nous présenter, selon l'expression qui lui est chère, les « styles économiques » successifs des Allemands depuis l'âge de la pierre jusqu'à la fin du Moyen Age. On serait tenté de donner pleinement son adhésion aux principes énoncés, si l'on ne s'apercevait vite qu'ils aboutissent à l'adoption d'un point de vue étroitement nationaliste, qui transparaît à travers tout l'ouvrage. Même si l'on fait abstraction de ce défaut, on ne peut dire que la tentative, en soi intéressante, donne satisfaction. S'il y a de bons développements, comme celui sur la monnaie, d'autres sont par trop sacrifiés, comme ceux sur les techniques agricoles et les divers aspects de la vie rurale ; d'autres, comme celui sur la Hanse, sont morcelés entre plusieurs rubriques. En définitive, une impression de flou se dégage de cet ouvrage, qui ne saurait guère remplacer ou compléter les classiques manuels d'histoire économique de Kötzschke, Kulischer et Theodor Mayer.

L'histoire de l'organisation militaire de l'Allemagne jusqu'à la fin du Moyen Age, de M. CONRAD, est un travail sérieux avec des références détaillées, une bibliographie abondante et des illustrations bien choisies². Le premier chapitre énonce ce que l'on peut savoir de l'époque germanique, à l'aide des auteurs latins et des légendes scandinaves, le second traite de la période mérovingienne et carolingienne d'après les lois barbares et les capitulaires, le troisième, qui emplit à lui seul près des deux tiers du livre, concerne la période x^e-xv^e siècles. Notons, en passant, que l'auteur démontre que les armées du Reich et des princes furent de type strictement féodal aux

1. Heinrich BECHTEL, *Wirtschaftsgeschichte Deutschlands von der Vorzeit bis zum Ende des Mittelalters* (Grossdeutsche Schriften, Bd. 3). Francfort-sur-le-Main, V. Klostermann, 1941, in-8°, viii-294 p., 55 illustrations, 12 cartes.

2. Hermann CONRAD, *Geschichte der deutschen Wehrverfassung. I : Von der germanischen Zeit bis zum Ausgang des Mittelalters*. Munich, Max Hueber, 1939, in-8°, 227 p., 15 planches.

XII^e-XIII^e siècles et même encore, dans une large mesure, au XV^e : le fait est digne de remarque, car à l'heure actuelle de nombreux historiens tendent à sous-estimer le rôle du régime féodal dans le développement des institutions allemandes. On lira avec intérêt, d'autre part, l'influence exercée par les victoires suisses et surtout par les guerres hussites sur la réorganisation des armées au XV^e siècle : effort pour établir un impôt général, pour ressusciter le principe du service obligatoire dans la proportion, selon les édits, d'un homme sur dix, sur quatre ou sur trois, pour accroître le nombre des troupes soldées et des fantassins, pour adopter des chars de guerre, etc.

Ce sont essentiellement les institutions que M. Conrad s'est proposé de décrire. Il ne s'est cependant pas cantonné dans le cadre juridique, retraçant notamment les grandes lignes de l'évolution politique et sociale. Regrettons que, dans cette tendance à l'élargissement du sujet, il soit parfois resté à mi-chemin. C'est ainsi qu'il a bien étudié les transformations de l'armement, mais non celles de la tactique et de la stratégie, qui y sont pourtant étroitement liées. S'il a parlé des modes de recrutement et de convocation des armées, il a laissé de côté le problème des effectifs, et à cet égard son livre devra être complété par celui de M. Lot sur l'art militaire au Moyen Âge. Tout en donnant de nombreuses indications sur le commandement, le partage du butin, le sort des captifs, M. Conrad ne s'est pas risqué à nous peindre la mentalité du guerrier ou du chef médiéval. Enfin, quelques comparaisons avec les armées d'autres pays auraient mieux fait ressortir l'originalité de l'organisation militaire germanique.

Ph. D.

De la grande série « Histoire de la vie des Allemands » en cours de parution avant guerre, dans la collection dirigée par le professeur H. KINDERMANN, *Handbuch der Kulturgeschichte*, deux volumes réunis en un seul présentent un tableau de la civilisation des peuples germaniques avant les invasions, puis, à partir de cette date, jusqu'aux croisades¹. Rien n'a été négligé pour la présentation du livre, qui est impeccable ; on appréciera surtout l'abondance, la qualité et le choix de l'illustration. L'auteur de la première partie, M. NECKEL, se meut avec aisance sur un terrain souvent très glissant ; on pourrait lui reprocher d'idéaliser un peu trop le milieu humain qu'il scrute. Mais on notera que le ton de l'exposé demeure en général prudent et exempt des exagérations et affirmations *a priori* dans lesquelles tombent parfois certains spécialistes de la préhistoire germanique.

Consacrée aux premiers siècles du Moyen Âge, la seconde partie du volume, due à M. KLETTLER, tente d'abord d'apprécier les différents éléments qui concoururent à modeler la vie intellectuelle des générations allemandes : ger-

1. H. KINDERMANN, *Handbuch der Kulturgeschichte*, 1. Abteilung, *Geschichte des deutschen Lebens : Kultur der alten Germanen* von Dr. G. NECKEL. *Deutsche Kultur zwischen Völkerwanderung und Kreuzzügen* von Dr. P. KLETTLER. Potsdam, Athenaeon Verlagsgesellschaft, s. d. (1929, 1934), 177 et 194 p., 9 et 10 planches.

manisme, christianisme, antiquité. On passe ensuite à l'analyse des éléments germaniques de la civilisation, du v^e au xi^e siècle (légende, survivances de l'ancienne religion, droit, patriotisme — qu'on n'ose cependant encore, avec l'auteur, qualifier de « national », mais tout au plus d'ethnique). Suivent des pages d'un vif intérêt et souvent très neuves sur la vie religieuse, les études et les écoles ; on appréciera de même de fines observations sur l'homme devant la nature, l'étude de la mentalité d'après les témoignages littéraires, l'homme entre l'ici-bas et l'au-delà (très beaux portraits d'évêques et divorce croissant entre les deux sphères, à partir du xi^e siècle). Les derniers paragraphes, enfin, traitent de l'art, de la vie quotidienne et des classes sociales ; il est regrettable que l'analyse de ces dernières soit réduite à très peu de chose ; poussée davantage, elle eût sans doute permis à l'auteur de nuancer quelques-uns de ses développements généraux. Tel qu'il est cependant, l'ouvrage présente un très grand effort de synthèse et rendra des services précieux tant aux historiens qu'aux germanistes.

Présenter une « somme » des opinions formulées par l'érudition allemande sur la politique impériale au Moyen Age, tel est l'objet d'un livre de M. F. SCHNEIDER, paru en 1934, et qui en était à sa cinquième édition en 1941¹. On ne contestera pas l'intérêt d'un répertoire de ce genre ; encore souhaiterait-on un classement plus rigoureux des grands courants d'idées et des objets sur lesquels on discute en Allemagne depuis la célèbre controverse Ficker-Sybel. L'ouvrage est d'un plan fort relâché et se lit difficilement ; en outre, soucieux de tout dire, M. Schneider exploite une bibliographie surabondante où, à côté de travaux de haute valeur, figurent des études souvent médiocres ou qui portent désagréablement la marque d'une idéologie pseudo-historique. On lira, par contre, avec profit la mise au point consacrée au Trésor de l'Empire : elle constitue l'essentiel des éléments nouveaux de cette cinquième édition.

Après une vingtaine de mémoires préalables qui s'échelonnent de 1911 à 1941, M. EICHMANN a donné en 1942 la synthèse de ses recherches sur le couronnement impérial en Occident². Œuvre d'une vie entière — l'auteur est décédé en 1946 — œuvre magistrale à tous égards, non pas une histoire du couronnement des empereurs, mais une présentation du rite et de ses transformations qui sont étroitement connexes de la politique de l'Eglise ; partant de la liturgie, Eichmann étudie les différentes représentations qu'elle traduit et interprète avec un rare bonheur le monde des symboles gravitant autour de l'acte qui fait l'empereur. Le sujet est traité dans toute son ampleur ; aucun de ses à-côtés n'est négligé³. L'abondance même de la matière

1. Friedrich SCHNEIDER, *Die neueren Anschauungen der deutschen Historiker über die Kaiserpolitik des Mittelalters*, 5^e éd. Weimar, 1941 ; une 6^e édition a paru en 1944.

2. Eduard EICHMANN, *Die Kaiserkrönung im Abendland*. Würzburg, Echter Verlag, 2 vol. in-8°, I (*Gesamtbild*), 331 p. et 2 planches ; II (*Einzeluntersuchungen*), 320 p., 18 planches et 2 plans.

3. Comme le montre un rapide inventaire, le tome I est destiné à donner l'image générale

impose au présent compte rendu de ne retenir que les aspects essentiels de cette grande œuvre et de signaler les points sur lesquels l'exposé de l'auteur peut prêter à discussion.

L'évolution du rite est poursuivie à travers trois périodes. La première est inaugurée par la « proclamation de l'Empire », du 25 décembre 800. Eichmann la montre fortement influencée par le modèle byzantin qui joue encore en 813 et 817. Par contre, le second couronnement de Louis le Pieux, en 816, accompagné pour la première fois du sacre impérial, donne aux rites de l'avènement à l'Empire un caractère nettement liturgique ; en imposant au fils de Charlemagne la « couronne de Constantin », Étienne IV aurait agi sous l'emprise de la célèbre Donation, dont Eichmann place, à tort, la rédaction entre 813 et 816. Le couronnement de Lothaire I^{er}, en 823, fait de Rome, et de l'église Saint-Pierre le lieu de l'avènement, tandis que le rôle du pape dans ce processus ne cesse de croître : en choisissant et en couronnant Charles le Chauve, Jean VIII agit en tant que « pape universel et même comme pape empereur, selon l'esprit de la Donation ». Les rites qui furent observés dans ces différents couronnements jusqu'en 915 nous sont conservés par l'*ordo A* dont on possède deux versions : l'une courte, remontant sans doute à 816 et passée dans le Pontifical romano-germanique, l'autre longue, transmise par un manuscrit du XII^e siècle. A la différence de M. P. E. SCHRAMM pour lequel cette dernière formule ne fut jamais employée¹, Eichmann rend très vraisemblable l'hypothèse qu'elle fut établie et utilisée pour le sacre de 875². Ni l'une ni l'autre de ces formules ne nous donnent cependant l'image complète d'un couronnement : pour la faire paraître, l'auteur scrute toutes les sources narratives du IX^e siècle et en retire d'utiles enseignements complémentaires. L'analyse minutieuse des rites lui permet, enfin, de conclure sur les analogies profondes du sacre impérial avec celui des évêques (usage du saint chrême, empereur oint sur la tête).

Abordant la seconde phase de l'évolution, Eichmann la situe entre les dates de 962 et de 1209, ce qui peut paraître, extérieurement déjà, une gageure, étant donné la rupture que la Querelle des Investitures risque d'introduire dans ce processus. Suivons cependant l'auteur dans son analyse. Le grand fait lui semble être l'apparition d'une liturgie nouvelle, conditionnée depuis 962 par l'union de l'Empire avec la couronne germanique. Les

des couronnements des empereurs depuis l'époque franque jusqu'à la fin du XV^e siècle, retrace l'évolution des rites par l'analyse minutieuse des *ordines* dont le texte est intégralement publié en attendant leur édition définitive dans les *Monumenta Germaniae*. Le tome II est consacré à des études particulières et présente successivement : la topographie, les insignes et les vêtements impériaux, les serments prononcés par les empereurs, le palais du Latran, les dons de joyeux avènements et, enfin, le service « de la bride et de l'étrier » (*officium stratorie*) dont l'empereur doit s'acquitter à l'égard du pape.

1. Die Ordines der mittelalterlichen Kaiserkrönung. *Archiv für Urkundenforschung*, 11, 1930, p. 365.

2. On lira en particulier, dans II, p. 107-110, l'admirable analyse de la formule de la remise du glaive, reflétant les conditions générales de l'avènement de Charles le Chauve.

sources essentielles de notre connaissance sont deux *ordines* transmis par le *Liber censuum* de la fin du XII^e siècle, appelés autrefois Cencius I et II et actuellement (depuis les études de Schramm) *ordo B* et *ordo C*. Du premier de ces *ordines*, Eichmann pense qu'il fut établi vers 915 et qu'il servit au sacre des trois premiers Otton. Très proche par sa contexture de l'*ordo franc*, B en diffère cependant sur deux points importants : le sacre de l'empereur est attribué à trois évêques suburbicaires, tandis que son couronnement est réservé au pape (tendance à aligner la cérémonie sur celle qui marque l'avènement du pape) ; par ailleurs, l'empereur est oint non plus sur la tête, mais sur le bras droit et entre les épaules, au moyen de l'huile des Catéchumènes, ce qui réduit le prestige de la magistrature impériale, sans pourtant que cet amoindrissement soit déjà perçu au dehors. La brièveté de l'*ordo B* fit éprouver le besoin de posséder un *ordo* plus complet. D'où la rédaction d'un nouveau texte qui serait précisément l'*ordo C*.

Et voici le point sur lequel les vues d'Eichmann s'opposent formellement à celles que d'autres critiques tentaient de faire prévaloir : texte composé en 1197-1198 et qui ne servit jamais à un couronnement¹ ; valeur toute théorique du document montrant comment « un haut curialiste de la fin du XII^e siècle concevait les relations idéales que la liturgie devait établir entre le pape et l'empereur, en marquant celui-ci d'un caractère ecclésiastique accentué qui le subordonnait clairement au pontife suprême² ». Au contraire, notre auteur voit dans C un texte qui reflète exactement la situation politique du XI^e siècle : l'*ordo* demeurerait exempt des nouveautés de l'époque grégorienne ; composé vraisemblablement pour le couronnement de Henri II, C serait par excellence l'*ordo* de la période des empereurs saliens. A l'appui de cette thèse, Eichmann invoque les sources narratives du XI^e siècle, puis il présente le déroulement majestueux des cérémonies tel qu'il figure dans le premier *ordo* complet. Il ne peut être question d'en donner ici une idée, même restreinte ; retenons seulement l'incorporation à l'*ordo* du serment du futur empereur, ainsi qu'une certaine disjonction des rites (onction devant la Confession de Saint-Pierre, couronnement devant l'autel de Saint-Maurice). Dans quelle mesure cet *ordo* a-t-il encore été suivi au XII^e siècle ? Essayant de répondre à cette question, l'auteur met en lumière l'aspect irrégulier des couronnements impériaux de cette période et suppose que les papes durent abandonner C « pour effacer autant que possible le souvenir de la royauté sacrée » et revenir à l'*ordo B* plus simple. Le XII^e siècle serait ainsi une période de tâtonnements à la recherche d'une nouvelle formule dont les *ordines* dits d'Apamée et de Constantinople³ présentaient en quelque sorte la première ébauche.

On arrive ainsi à la dernière période de l'histoire du rituel en tête de

1. SCHRAMM, art. cité.

2. Mgr ANDRIEU, *Le Pontificat romain au Moyen Age*, II (1940).

3. Éd. par ANDRIEU, op. cit., I, p. 252, et II, p. 382.

laquelle s'inscrit le nom d'Innocent III ; vraisemblablement auteur de l'*ordo D* qui fut utilisé la première fois pour le couronnement d'Otton IV en 1209 et se maintint, non sans remaniements, pour les derniers sacres. Son caractère essentiel est de souligner l'« Impérialisme pontifical » qui vide la magistrature impériale d'une grande partie de sa substance spirituelle : entre de nombreux indices, ne retenons que l'amoindrissement de l'importance de l'onction qui a lieu à l'autel de Saint-Maurice et non plus devant le maître-autel¹ ; la remise de l'épée par le pape à l'empereur fait de celui-ci le *miles beati Petri*.

Tels sont, très schématiquement dessinés, les contours du premier tome de la grande œuvre, auquel le second vient apporter tous les éclaircissements de détail. Plutôt que de suivre ici l'admirable érudition de l'auteur, il importe de noter sommairement quelques points d'interrogation que soulève son exposé. En laissant de côté le problème très délicat du jeu des influences germaniques dans la conception de l'Empire qu'Eichmann ne fait qu'effleurer, tous se rapportent à l'*ordo C* sur lequel les thèses de l'auteur n'emportent pas complètement la conviction. Il semble bien qu'en admettant que le texte ait été, comme nous l'avons actuellement sous les yeux, rédigé avant 1014, Eichmann ait forcé la note. Si certains éléments semblent bien appartenir à l'époque du dernier empereur saxon, telle, par exemple, la remise des insignes devant l'autel de Saint-Maurice, lequel était depuis Otton I^{er} patron suprême de l'Empire, d'autres respirent une tout autre atmosphère. A la fin de la cérémonie, l'*ordo C* prévoit ainsi un cortège solennel qui accompagne au Latran le pape à cheval et couronne en tête. Or, H. W. KLEWITZ a montré brillamment qu'une telle procession est certes une coutume ancienne, mais que l'usage du pape de porter la couronne commence avec Nicolas II pour prendre ensuite une importance croissante ; il est donc fort probable que ce paragraphe de l'*ordo*, dans sa forme présente, n'est pas antérieur à 1050. Il semble aussi que l'épineuse question de l'*officium stratoris* ait été résolue d'une manière un peu préconçue par Eichmann. Pour lui, il s'agit là d'une simple manifestation de déférence de l'empereur, d'un service que, selon les anciens *ordines*, de hauts dignitaires romains rendaient au pontife. Mais comment ne pas concevoir que l'on ait peu à peu glissé vers une interprétation qui donnât à l'*officium stratoris* la valeur d'un service que le vassal doit à son seigneur ? Comment expliquer autrement la réaction de Frédéric I^{er} à Sutri, en 1155 ? L'empereur refusa d'abord de faire fonction de maréchal du pape — puis, au bout de quelques jours, il consentit à rendre à Hadrien IV le service *pro apostolorum principum ac sedis apostolicæ reverentia*, donc en éliminant toute possibilité d'interprétation vassalique². On sait également

1. H. W. KLEWITZ, *Papsttum und Kaiserkrönung*, *Deutsches Archiv*, 4, 1940, p. 412-433, a montré que cette inversion se situe vraisemblablement vers 1140. La confession de Saint-Pierre est désormais réservée au sacre pontifical.

2. Cf. R. HOLTZMANN, *Der Kaiser als Marschall des Papstes*, Heidelberg, 1928.

qu'une des raisons qui décidèrent Frédéric à consentir à la demande du pape fut que le service en question était prévu « dans les vieux documents de la curie ». Quels qu'ils puissent être, ceux-ci, vraisemblablement, datent de la période qui suit la Querelle des Investitures. Enfin, il faudrait tenir compte encore des indications données par les *Laudes*. La remarquable étude qui leur a été consacrée par M. E. H. KANTOROWICZ¹ apporte à la datation de C un nouvel élément. Alors qu'à Eichmann le formulaire des *Laudes* dans l'ordo C paraissait très proche de l'ancien schéma franc — nouvel argument pour repousser la composition de l'ordo jusqu'aux environs de 1014 — l'analyse pénétrante de Kantorowicz a reconnu dans les *Laudes* de l'ordo C un formulaire datant de la fin du XII^e siècle.

Ces quelques remarques rendent en fin de compte vraisemblable l'hypothèse que l'ordo C, dans la forme où il nous est conservé, n'a pas dû se constituer d'un coup. A l'instar de l'ordo A, qui a subi, on l'a relevé plus haut, des additifs importants à la fin du IX^e siècle, C comporte, en réalité, plusieurs sédimentations que la critique arrivera sans doute à isoler les unes des autres et à situer dans le temps. Mais, quel que soit le résultat des études à venir, il est fort probable que celui-ci ne modifiera que sur certains points la magnifique construction d'Ed. Eichmann où revivent les qualités maîtresses de l'auteur : la rigoureuse probité scientifique et la ferveur enthousiaste pour le thème de ses recherches.

R. F.

II. — LES GERMAINS

Luxueusement édité, surabondamment illustré de dessins, de cartes et de reproductions photographiques, pourvu de bibliographies et d'index soignés, l'ouvrage dirigé par M. REINERTH se présente comme une somme des connaissances sur les anciens peuples germaniques et comme le point de la science préhistorique allemande². La publication a bénéficié de l'appui officiel et d'une préface d'Alfred Rosenberg : c'est dire que le travail scientifique des divers collaborateurs était destiné à étayer une idéologie, tendant à démontrer, entre autres, que la civilisation européenne a sa source dans les plaines de l'Allemagne du Nord et de la Scandinavie.

Après un chapitre sur les Germains originels (*Urgermanen*), c'est-à-dire ceux de l'âge du bronze, les différents peuples, au nombre d'une quinzaine, font l'objet d'une monographie. Ils sont répartis, selon la division tradition-

1. *Laudes regiae*. Berkeley, 1946. — Le signataire du présent compte rendu se permet de renvoyer le lecteur à l'analyse qu'il a consacrée à ce livre dans la *Revue d'Histoire et de Philosophie religieuse*. Strasbourg, 1950.

2. *Vorgeschichte der deutschen Stämme*, herausgegeben von Hans REINERTH. Leipzig, Bibliographisches Institut, 1940, 3 vol. gr. in-8°, 1,490 p., 282 dessins et cartes, 568 planches. D'une aimable fantaisie est le livre de C. OBERMÜLLER, *Die deutschen Stämme*. Bielefeld, Velhagen und Kleising, 1941, in-8°, 655 p.

nelle, en Germains de l'Ouest et Germains de l'Est. On y a pourtant ajouté un troisième groupe, les Germains du Nord, en faveur des seuls Vikings, pour l'unique raison, semble-t-il, que leur habitat ne se situe pas en Allemagne : ils ne sont d'ailleurs étudiés qu'en fonction des quelques établissements dont on a retrouvé la trace dans ce pays, notamment Haithabu (Schleswig), leur centre commercial. Se proposant de décrire les origines, les migrations et la civilisation des anciens peuples germaniques, principalement d'après les documents archéologiques, les auteurs ont mené leur étude jusqu'à des dates variables, éventuellement jusqu'au x^e siècle et au delà. Certains d'entre eux ont fait dans la période historique des incursions, parfois regrettables : ainsi les pages consacrées aux Francs du vi^e au ix^e siècle sont déplaisantes par le parti pris qui s'y étale et qui va jusqu'à faire dire que l'Austrasie (y compris Reims !) était de population purement germanique. Et que penser du sens historique d'un auteur affirmant que la lettre déferente adressée par un roi burgonde à l'empereur romain d'Orient constitue « une des pages les plus tristes et les plus indignes de l'histoire des invasions » ! Hâtons-nous de dire qu'il serait injuste de généraliser l'impression fâcheuse que produisent de telles incartades. De nombreux articles comme ceux sur les Saxons, les Bava-rois, les Goths, sont des études très approfondies et objectives. Dans les bibliographies, on remarque assez souvent, avec plaisir, le souci de faire leur place aux publications étrangères, les travaux français cités, cependant, étant presque tous assez anciens. Cet ouvrage constitue donc — avec les réserves qu'il fallait formuler — un précieux répertoire de la préhistoire des Germains par le texte, l'image et la bibliographie.

M. MAURER s'en prend à la division traditionnelle entre Germains de l'Ouest, de l'Est et du Nord¹. Estimant que cette classification ne correspond pas aux faits linguistiques et archéologiques, il propose d'admettre cinq groupes primitifs : Germains de l'Elbe, de l'Oder-Vistule, du Nord, de la mer du Nord et de Weser-Rhin. Étudiant plus spécialement les Alamans, originaires des bords de l'Elbe, il cherche à montrer l'existence de rapports nombreux entre eux et les Germains du Nord, non seulement du fait de leur voisinage primitif sur l'Elbe, mais aussi par suite d'« ajustements » postérieurs aux migrations.

La fusion entre les conquérants germaniques et les populations autochtones, l'importance numérique des deux éléments, l'influence culturelle de l'un sur l'autre sont des problèmes qui ne cessent de passionner les historiens allemands, sans que la réponse qu'ils y apportent varie beaucoup. M. Wais les a repris en ce qui concerne les Alamans². Il rappelle d'abord ce qu'on sait

1. Friedrich MAURER, *Nordgermanen und Alemannen. Studien zur germanischen und früh-deutschen Sprachgeschichte, Stammes- und Volkskunde*. Strasbourg, Hünemann-Verlag, 1942, in-8°, 182 p.

2. Gerhard J. Wais, *Die Alamannen in ihrer Auseinandersetzung mit der römischen Welt. Untersuchungen zur germanischen Landnahme*, 2^e éd. Berlin-Dahlem, Ahnenerbe-Stiftung Verlag, 1941, in-8°, 252 p.

de l'expansion de ce peuple : premier établissement, après 260, dans les Champs Décumates, seconde poussée, au ^v^e siècle, à l'ouest et au sud du Rhin, jusqu'aux Alpes et au Lech, vers le sud-est ; puis il examine le peuplement primitif de cette zone, suève dans le nord, celtique dans le sud, et son degré de romanisation. L'intérêt principal de l'ouvrage réside dans l'étude approfondie d'une cinquantaine de localités, villes, *castella* romains de ces différentes régions. Dans chaque cas, l'auteur s'est efforcé de déceler, à l'aide de la toponymie, de la numismatique et de l'archéologie, si ces fondations romaines ont survécu aux invasions et dans quelle mesure cette continuité — quand elle se vérifie — prouve une survivance non seulement de l'ancienne population, mais aussi de son genre de vie. La conclusion, qu'on voudrait plus nettement nuancée selon les régions, n'est guère originale. En Souabe, la population celtique, peu nombreuse et peu romanisée, aurait été asservie par les conquérants et incorporée dans leur organisation économique. Pour la zone périphérique (Alsace, Suisse), l'auteur rejette — après bien d'autres — la thèse de M. Dopsch, selon laquelle les Germains, s'adaptant aux cadres de la civilisation antique, n'auraient effectué que la relève des Romains. Réduisant au minimum l'action des éléments autochtones sur les envahisseurs, il estime qu'elle se bornerait aux « pratiques de la vie quotidienne », expression d'ailleurs empruntée à M. Aubin, à la culture de la vigne et des arbres fruitiers, à l'artisanat : ce qui n'est pas si négligeable. Notons pourtant qu'en ce qui concerne l'origine du nom de Strasbourg, M. Wais se rallie à l'hypothèse de R. Forrer, tendant à faire dériver celui-ci directement du nom celtique ancien Argentorate. Les habitants l'appelaient simplement « Rate » (forteresse de rivière), d'où les Alamans auraient fait Rateburg, puis Strateburg. Ce ne serait donc que par raccroc que Strasbourg serait devenu « la ville des routes ».

C'est encore au peuple alaman et à son domaine qu'est consacré un ouvrage dirigé par M. MAURER¹. Un anthropologue, un préhistorien, deux historiens, un linguiste se, sont unis pour poser un certain nombre de problèmes pouvant être étudiés sous divers angles. Tentative intéressante et difficile — à laquelle manque la contribution d'un géographe — et dont le présent volume ne représente évidemment qu'une première réalisation partielle. Les auteurs paraissent avoir hésité entre des études approfondies, ayant valeur d'exemple, et des aperçus plus généraux avec l'énoncé des questions. C'est cette seconde formule qu'ont adoptée les historiens. M. Klewitz, à propos du duché d'Alémanie aux ^x^e-^{xi}^e siècles, pose les problèmes de la nature des comtés, de la formation de la haute noblesse et de l'organisation ecclésiastique. M. K. S. Bader passe en revue, depuis le ^{xii}^e siècle, les diverses puissances — Zähringen, Hohenstaufen, Habsbourg, Wurtemberg, Bade, can-

1. *Ober rheiner, Schwaben, Sudalemannen. Räume und Kräfte im geschichtlichen Aufbau des deutschen Südwestens*, herausgegeben von Friedrich MAURER. Strasbourg, Hüneburg-Verlag, 1932, in-8°, 336 p., 82 cartes.

tons suisses — qui tentèrent en vain de réaliser l'unité politique du pays. M. Maurer, qui apporte à l'ouvrage sa contribution la plus étendue, s'est efforcé de montrer à la fois l'unité du dialecte alaman et sa subdivision en trois groupes, qu'il cherche à mettre en rapport avec les facteurs géographiques et historiques. La Forêt-Noire aurait joué un rôle de barrière pour la langue comme pour l'expansion du peuplement vers l'Ouest ; de même le Rhin suisse aurait formé un obstacle, mieux défendu par les Romains au ^v^e siècle et derrière lequel la germanisation s'est effectuée plus lentement qu'ailleurs (elle semble ne s'achever qu'au ^x^e siècle), laissant subsister des îlots romanches. Les trois aires linguistiques alamanes, telles qu'elles apparaissent notamment dans la prononciation du mot *Häuser*, seraient donc la vallée du Neckar et du Danube, la vallée du Rhin (Bade, Alsace) et la région préalpine (Suisse, Vorarlberg).

Ph. D.

Un des aspects les plus originaux des sociétés germaniques primitives, la suite du roi (*comitatus*, *Gefolge*, *fylgt* en ancien nordique), a été étudié par M. H. NAUMANN¹. Remarquablement écrit, puisant à de nombreuses sources, particulièrement scandinaves, qui sont citées *in extenso*, ce petit livre apporte des renseignements précieux sur les « compagnons », leur origine libre ou servile, les liens qui les unissent au chef librement choisi par eux, leur comportement à la guerre, leurs réunions et leurs divertissements dans la salle d'apparat. L'auteur met l'accent sur les différences entre la vassalité au sens classique du terme et le *comitatus* germanique dont plusieurs traits se retrouvent dans la chevalerie de l'époque des Staufen.

La tentative de M. ZENKER² de retrouver les croyances populaires des anciens Germains à partir des relations des missionnaires francs ne vaut d'être signalée que par sa mise en garde contre des sources provenant d'auteurs qui ignorent la religion des Germains et donnent de celle-ci une image faite d'éléments étrangers. Nul doute que cette observation soit, partiellement au moins, fondée. Elle perd, cependant, une grande partie de sa valeur dans un ouvrage dont l'information générale dérive surtout des théories du racisme et de l'idéologie de Rosenberg.

R. F.

III. — LE CADRE POLITIQUE ET LES ÉVÉNEMENTS DU IX^e AU XV^e SIÈCLE

Une solide dissertation de l'école de M. Lintzel est consacrée aux soulève-

1. HANS NAUMANN, *Germanisches Gefolgschaftswesen* (Meyers Kleine Handbücher, 22). Leipzig, Bibliographisches Institut A. G., 1941, in-8°, 141 p.

2. G. ZENKER, *Germanischer Volksglaube in fränkischen Missionsberichten. Forschungen zur deutschen Weltanschauungskunde und Glaubensgeschichte*, herausgegeben von H. Grabert, Heft 2, Stuttgart-Berlin, Verlag G. Trunkenmüller, 1939, in-8°, 198 p.

ments des Saxons contre Charlemagne entre 792 et 804¹. Son auteur, M^{lle} WINTER-GÜNTHER, présente méthodiquement les événements en commentant les sources, année par année. Le schéma annalistique est précédé d'une introduction soulignant les difficultés auxquelles dut faire face Charlemagne — il s'agit, en Wigmodie et en Nordalbingie, de révoltes menées par l'ensemble du peuple saxon, différentes par conséquent de celles de 772 à 785 où le roi des Francs avait des partisans dans l'aristocratie — les caractères de la répression franque (les déportations) et les conséquences de la victoire de Charlemagne, qui porta l'Empire au voisinage immédiat des Slaves et des Normands.

L'étude de M. KÖSTER sur le souvenir politique de Charlemagne dans la poésie allemande du Moyen Age² est un utile travail de débutant. Recueil de citations extraites des grandes œuvres de la littérature germanique du xiii^e siècle à la Réforme et qui tend d'ailleurs, dans sa dernière partie, à être un simple répertoire, il peut rendre de bons services, d'autant qu'il est accompagné d'une importante bibliographie. Les idées que l'auteur analyse tout au long de son ouvrage — comment les poètes allemands ont adapté les œuvres de notre littérature ; opposition entre l'idée d'Empire et les réalités françaises ; thème de l'avouerie de l'Eglise — gagneraient à être plus nuancées et rapprochées à la fois des sources historiques et de l'évolution des faits. Les observations de M. Köster sont parfois trop unilatérales ; l'image de Charlemagne dans les pays germaniques est beaucoup plus complexe que celle qui ressort de ces pages.

R. F.

Ecrivant l'histoire des Carolingiens allemands, M. ZATSCHKE met l'accent sur l'importance du domaine royal, base essentielle de la puissance³. Dès l'époque mérovingienne, les partages du royaume traduisaient la préoccupation de répartir équitablement les portions du domaine. Le même souci prévalait aux partages carolingiens, avec, en plus, la tendance à attribuer au fils aîné les biens familiaux. L'auteur s'est particulièrement efforcé de mettre en relation la poussée vers l'Est et les donations des divers souverains. Reportant celles-ci sur quatre cartes, il en déduit que Charlemagne a été l'initiateur de cette pénétration dans le bassin danubien, qu'après un fléchissement, sous Louis le Pieux, Louis le Germanique a continué dans la même voie, qu'Arnulf, au contraire, n'a eu aucun plan précis à cet égard,

1. E. WINTER-GÜNTHER, *Die sächsischen Aufstände gegen Karl den Grossen in den Jahren 792-804*. Halle, Satke Verlag, 1940, in-8°, 93 p.

2. R. KÖSTER, *Karl der Grosse als politische Gestalt der Dichtung des deutschen Mittelalters* (*Hansische Forschungen*, herausgegeben von H. Teske). Hambourg, 1939, in-8°, 129 p.

3. Heinz ZATSCHKE, *Wie das erste Reich der Deutschen entstand. Staatsführung, Reichsgut und Ostsiedlung im Zeitalter der Karolinger* (*Quellen und Forschungen aus dem Gebiete der Geschichte*, Bd. 16). Prague, Verlag der deutschen Gesellschaft der Wissenschaften und Künste, 1940, in-8°, xvi-322 p., 6 cartes.

sinon de consolider son pouvoir en Bavière, qu'enfin Louis l'Enfant et Conrad I^{er} ont complètement renoncé à toute progression. Analysant en détail la politique générale des souverains allemands du ix^e siècle, l'auteur arrive à la conclusion que ceux-ci furent obligés, pour asseoir solidement leur pouvoir et pour empêcher la formation d'une puissance française dangereuse, de s'emparer de la Lotharingie, riche en domaines royaux. Ce fut la condition préalable à une expansion durable vers l'Est. La même politique se serait imposée encore à Otton le Grand, et on n'apprendra pas sans étonnement que le fait décisif de son règne ne fut ni l'acquisition de la couronne impériale ni même la pénétration au delà de l'Elbe, mais d'avoir barré la route aux prétentions de Louis d'Outremer sur la Lorraine ! L'espoir que ces considérations sont indépendantes de préoccupations contemporaines s'évanouit définitivement quand on lit que cet empereur a ainsi édifié un *West-wall* et que Louis le Germanique a monté la *Wacht am Rhein*.

L'ouvrage comporte deux appendices. L'un est une étude biomédicale des Carolingiens allemands et français, d'où il ressort que leur décrépitude croissante est imputable aux femmes. L'autre est une discussion des vues de Lauer et Parisot sur les limites des royaumes français et germanique aux ix^e-x^e siècles. M. Zatschek conteste que la frontière ait subi des variations en faveur de la France sur la rive gauche de la Meuse, sauf en ce qui concerne le comté de Mouzon, acquis par elle avant 938.

Quel a été le rôle de la royauté dans l'œuvre de défrichement du sol de l'Allemagne ? M. RANZI s'est efforcé de le préciser en étudiant le domaine royal et les forêts royales en Allemagne du ix^e au début du xi^e siècle¹. Ce domaine, on le sait, n'est guère connu que par les donations qui en ont été faites. L'auteur a donc dressé une précieuse liste, emplissant plus de 100 pages, de toutes les localités mentionnées dans les donations royales, d'une part sous les Carolingiens, d'autre part sous la dynastie saxonne. Reportées sur deux cartes, ces indications montrent que le domaine des Carolingiens, qui s'étendait principalement dans les vallées du Rhin et du Danube, fut conservé dans l'ensemble par la dynastie saxonne, qui y ajouta la masse considérable de ses biens propres en Thuringe.

M. Ranzi passe ensuite à l'étude d'une quinzaine de « forêts » (dont l'une près de Metz et deux en Alsace) dont les limites sont indiquées, avec plus ou moins de précision, dans des diplômes royaux de la fin du x^e et du début du xi^e siècle. A son avis, ces *forestes* sont des circonscriptions, très vastes parfois, où l'on trouvait non seulement des bois et des zones en friche, mais aussi des terres cultivées ; le roi s'y réservait, outre le droit de chasse et de pêche, celui de défrichement². Recherchant dans chacune d'elles les noms

1. Friedrich RANZI, *Königsgut und Königsforst im Zeitalter der Karolinger und Ludolfinger und ihre Bedeutung für den Landesausbau* (Volk in der Geschichte, Bd. 3). Halle, Max Niemeyer, 1939, in-8°, XII-191 p., 2 cartes.

2. Dans un beau livre sur la chasse au Moyen Âge, M. Kurt LINDNER (*Die Jagd im frühen*

des localités et trouvant, de ceux-ci, de très nombreuses mentions antérieures à la donation, l'auteur en déduit que le rôle de la royauté a été immense dans l'œuvre de défrichement. On ne peut que souscrire à cette conclusion, qui n'est pas nouvelle, tout en remarquant que l'existence fréquente, aujourd'hui encore, de vastes espaces boisés à l'intérieur des anciennes zones « inforestées » ne permet pas de croire à une politique uniforme et systématique. De plus, on retire de l'ouvrage l'impression que le défrichement était lié, autant qu'au domaine lui-même, à la concession de ce domaine : par conséquent, l'œuvre des grandes seigneuries ecclésiastiques, qui en furent les principales bénéficiaires, ne doit pas être sous-estimée, comme tend à le faire M. Ranzi.

Ph. D.

Le onzième centenaire du traité de Verdun a été l'occasion de l'édition par M. Théodor MAYER d'un recueil de neuf essais consacrés à l'important accord que conclurent entre eux les fils de Louis le Pieux, ainsi qu'à la formation des États et des peuples qui en dérivèrent¹. Bien qu'écrit en 1943, l'ouvrage ne sacrifie pas à l'idéologie politique du moment ; son souci majeur semble avoir été de mettre l'accent sur l'origine franque des États nés du traité et sur leur conscience d'appartenir à une véritable communauté. Dans l'impossibilité de donner une analyse de chacune de ces études, dont quelques-unes dépassent d'ailleurs le cadre de ce Bulletin², il a semblé utile, néanmoins, de présenter les principales questions, relatives à l'Allemagne, qui reviennent tout au long de ce recueil.

1. — *L'évolution politique du IX^e siècle* fait l'objet d'un remarquable mémoire de M. MITTEIS³, qui rattache le traité de Verdun à la coutume germanique du partage de l'État entre frères, entraînant comme corollaire le gouvernement en commun. Les vicissitudes de cette coutume sont suivies du vi^e siècle à 843 ; l'auteur s'attache en particulier à restituer au traité de 806 son caractère essentiel. Loin d'être simplement un partage, il fut aussi une *ordinatio regni*, une organisation de l'État dont le corps était divisé en trois *regna*. A ce propos, M. Mitteis rejette l'interprétation courante selon laquelle l'Empire unitaire s'orientait en 806 vers un Empire fédéral ; plutôt que de se rallier à cette conception moderne, il regarde vers le développement des

Mineralzer. Berlin, de Gruyter, 1940, in-8°, 477 p., 112 planches) se rallie à cette définition, mais il met l'accent, avec raison, sur le rôle essentiel du droit de chasse dans la formation du régime des « forêts ». La seconde partie du volume est consacrée à la technique de la chasse (bibliographie).

1. *Der Vertrag von Verdun, Neun Aufsätze zur Begründung der europäischen Völker und Staatenwelt*, herausgegeben von Th. MAYER. Leipzig, Verlag Köhler und Amelang, 1943, in-8°, 273 p.

2. Ainsi, par exemple, F. SCHALK, *Die Entstehung der französischen Nation* ; F. DÖLGER, *Europas Gestaltung im Spiegel der fränkisch-byzantinischen Auseinandersetzung des 9. Jahrhunderts*.

3. *Der Vertrag von Verdun im Rahmen der Karolingischen Verfassungspolitik*.

idées religieuses de l'époque et se demande si le traité de 806 ne reflète pas le dogme de la Trinité que la cour franque tentait de faire préciser à cette époque. Lorsqu'on mesure l'influence exercée par les représentations religieuses sur Charlemagne et ses contemporains, cette hypothèse paraît aussi séduisante que vraisemblable. — Après le traité de Verdun, le régime de concorde et de fraternité fut contrecarré par d'autres principes, en particulier le droit de représentation des descendants des frères. Le jeu de ces deux tendances illustre l'histoire de la deuxième moitié du ix^e siècle dont M. Mitteis donne une pénétrante analyse.

2. — *A la naissance du royaume d'Allemagne* sont consacrés de nombreux développements¹. Le traité de Verdun n'a constitué que le cadre du futur État ; le devenir de celui-ci (*Das werdende deutsche Reich*) se poursuit pendant plus d'un demi-siècle : la symbiose des groupes ethniques formant le royaume oriental, pendant le règne de Louis le Germanique, l'élection d'Arnulf qui fut la première élection d'un roi par les peuples transrhénans, l'avènement de Henri I^{er} et du droit saxon avec lui, l'incorporation de la Lorraine, le traité de 923 qui consacra la séparation définitive des deux Francies, sont les éléments essentiels de la formation du *regnum Teutonicorum*.

3. — Avant même que le terme de *regnum Teutonicorum* serve à désigner le nouvel État, le parler de ses peuples et ces peuples eux-mêmes étaient appelés du mot *theotisc* ou *teudisc* qui évolue vers *thiudisc* (ou *diutisc*), d'où dérive *deutsch*. Aux réalités qui recouvrirent ces diverses appellations, M. BAESECKE consacre une utile mise au point². *Theotisc* ou *teudisc* désignait d'abord la langue populaire, pouvant être comprise par tous les éléments du royaume des Francs orientaux, à preuve la célèbre préface du « Heliand » assimilant la *teudisca lingua* à la « langue germanique ». Mais *teudisc* désigne autre chose encore : l'authentique parler francisque dont se servit Charles le Chauve lors des serments de Strasbourg. Cette langue avait été largement répandue dans les pays de l'Est à partir du vi^e siècle, mais surtout depuis le viii^e siècle par les fonctionnaires francs et par l'Église ; c'est également le parler du poète Otfried de Wissembourg pour lequel les mots *theotisce*, *francisce*, *frenkisc* sont synonymes. Cette équivalence cessa lorsque prit fin la domination franque ; à partir de Henri I^{er}, le mot *diutisc* désigne peu à peu tous les Allemands, ceux-là mêmes que la langue latine appelait, par une savante réminiscence, *Teutonici* ou *Theotonicici*.

4. — *La tradition de l'origine franque de l'État* se maintint cependant en Allemagne. D'une manière d'ailleurs moins continue dans le *regnum Teutonicorum*, qui devint le pivot de l'Empire romain, que dans le véritable

1. Voir, outre l'article précité, ceux de Th. MAYER, *Der Vertrag von Verdun*, en tête du volume, et de H. ZATSCHEK, *Ludwig der Deutsche*.

2. *Das Nationalbewusstsein der Deutschen im Karolingerreich nach der zeitgenössischen Benennung ihrer Sprache*.

regnum Francorum. C'est surtout à partir du moment où la France sortit de l'ombre qu'il se trouva en Allemagne des hommes politiques soucieux de rénover cette tradition afin de ne pas laisser leurs voisins de l'Ouest s'en prévaloir seuls. Ces vicissitudes sont retracées par M. TELLENBACH¹, qui donne quelques indications sur le rôle du souvenir franc dans l'idée impériale de Frédéric I^{er} et montre comment après le Grand Interrègne la tradition franque anima l'intéressant plaidoyer pour l'Empire auquel demeure attaché le nom d'Alexandre de Roes.

5. — *L'individualité religieuse du royaume germanique au IX^e siècle a été brillamment dégagée par M. DÖRRIES², par opposition à l'État de Charles le Chauve. Dans le royaume germanique, pas de parti ecclésiastique tendant à séparer l'Église de l'État ; dès le IX^e siècle, on note une forte alliance entre le haut clergé et la royauté ; la tâche essentielle des évêques est de poursuivre l'œuvre missionnaire engagée par Charlemagne et Louis le Pieux. Le IX^e siècle est aussi la période où se poursuit la christianisation en profondeur des pays arrachés antérieurement au paganisme. De cette conquête, le « Héliand » est le témoin le plus significatif. On sait combien les représentations germaniques pénètrent la grande œuvre. M. Dörries insiste en particulier sur celle du destin (Wurd) qui remplaçait à la fin de l'ère païenne la croyance aux dieux traditionnels. Le Christ apparaît dans le poème comme le vainqueur du destin à la place duquel triomphe la puissance de Dieu. On comprend ainsi pourquoi les Saxons ont pareillement réagi à la doctrine de la prédestination de Gottschalk, qui répondait à la question posée par la religion païenne au terme de son évolution.*

R. F.

Comment et quand est né le premier Reich ? Sa date de naissance est-elle celle du traité de Verdun, de l'avènement d'Arnulf (887), de Conrad I^{er} (911), de Henri I^{er} (919) ou même d'Otton le Grand ? Si les historiens allemands sont d'accord pour estimer qu'on ne peut parler de date unique, ni d'un seul fondateur, ils divergent quant à l'événement qui doit être considéré comme décisif dans ce devenir. Dans un livre destiné au grand public, qui résume en partie ses travaux antérieurs, M. TELLENBACH étudie le problème dans un cadre très large, depuis les Invasions jusqu'au rétablissement de l'Empire par Otton le Grand³.

Il montre d'abord que, si les forces centrifuges l'ont emporté sous les Mérovingiens, une certaine unité politique et morale des Allemands a déjà été amorcée par Charlemagne ; cependant, son Empire est franc, non allemand, et il supprime toute organisation politique des divers peuples. Le

1. *Von der Tradition des fränkischen Reichs in der deutschen und französischen Geschichte des hohen Mittelalters.*

2. *Die geistigen Voraussetzungen und Folgen der Karolingischen Reichsteilung.*

3. Gerd TELLENBACH, *Die Entstehung des deutschen Reiches*. 2^e éd. Munich, Georg D. W. Callwey, 1940, in-8°, 186 p., 15 planches, 3 cartes (3^e éd. augmentée 1946).

partage de Verdun, non seulement ne se soucie pas des nationalités, mais suscite des résistances nationales, chez les Alamans notamment. C'est à tort aussi qu'Arnulf a été considéré comme le fondateur du Reich : c'est un usurpateur qui s'est imposé aux peuples sans avoir été appelé, qui a projeté le partage du royaume entre ses deux fils et qui en a détaché la Lorraine. C'est donc l'avènement de Conrad I^{er} qui revêt une importance décisive, bien que, en apparence, il résulte simplement de la désignation faite par le duc de Saxe. Mais, à ce moment, les peuples sont en train de s'organiser politiquement en duchés nationaux, ils rejettent le principe dynastique carolingien et affirment leur volonté de vivre ensemble : désormais, le royaume germanique ne risque plus d'être partagé et sa cohésion s'affirme par la politique prudente de Henri I^{er} et par le triomphe d'Otton I^{er} sur les forces particularistes.

Tout autre est l'interprétation de M. LINTZEL¹. Il estime que, dès le règne de Louis le Pieux, on peut discerner l'aspiration des peuples germaniques à l'indépendance et l'existence entre eux d'un sentiment de solidarité plus fort que les particularismes. Contrairement à M. Tellenbach, il croit qu'on peut parler dès ce moment d'une organisation politique des *Stämme*. Dès lors, conformément aux vues des auteurs du XIX^e siècle, le partage de Verdun traduirait des aspirations nationales, qui se précisent dans les années qui suivent. C'est l'avènement d'Arnulf qui marquerait la fondation définitive du Reich. Car ce prince, de naissance illégitime, ne représentait aucun principe qui pût lui assurer l'obéissance. S'il est devenu roi, c'est parce que les peuples l'ont choisi et appelé. Minimisant les résistances intérieures, contestant que ses sujets aient songé à conférer la domination sur l'Empire entier à Arnulf, niant que celui-ci, en cherchant à établir sa suprématie sur la Bourgogne et l'Italie, ait voulu rétablir l'unité carolingienne, M. Lintzel conclut que le Reich d'Arnulf est une préfiguration de celui d'Otton, que donc la date de 887 est celle de la naissance du Reich ; les événements de 911 ne sont qu'une suite naturelle des précédents et ne présentent pas d'originalité particulière, ce qu'on aura quelque peine à admettre.

Les diplômes d'Arnulf (887-899) ont été édités avec un soin scrupuleux par M. KEHR². La publication comprend 176 diplômes authentiques, dont une centaine originaux, et 17 faux groupés à la fin du volume. Dans son introduction, M. KEHR donne, outre une liste de 35 diplômes perdus, une étude sur la chancellerie d'Arnulf et sur la diplomatie des documents. Seuls manquent donc encore les diplômes de Louis l'Enfant pour que soit achevée la série des diplômes des Carolingiens allemands.

1. Martin LINTZEL, *Die Anfänge des deutschen Reiches. Über den Vertrag von Verdun und die Erhebung Arnulfs von Kärnten*. Munich-Berlin, R. Oldenbourg, in-8°, 1942, 95 p.

2. *Die Urkunden Arnulfs*, bearbeitet von Paul KEHR (*Monumenta Germaniae Historica. Die Urkunden der deutschen Karolinger*, 3. Bd.). Berlin, Weidmannsche Buchhandlung, 1950, in-4°, 368 p.

Le livre de M. Robert HOLTZMANN sur l'histoire de la dynastie saxonne¹ a été d'autant mieux accueilli qu'un ouvrage d'ensemble récent manquait sur cette période essentielle de l'histoire de l'Allemagne. Remarquablement illustrée, pourvue, à défaut de notes, d'une bibliographie bien choisie pour chaque chapitre, cette synthèse, conçue sous forme de récit, écrite dans un style clair et alerte, se lit avec agrément : l'auteur sait l'art de camper un portrait, comme celui d'Otton III ou Rathier de Vérone, et d'évoquer des faits curieux, comme l'ambassade de Jean de Gorze auprès du calife de Cordoue. L'ouvrage commence par un tableau magistral de l'Allemagne au début du x^e siècle, avec la montée des nationalités, la formation des duchés nationaux, le développement du régime féodal, la structure politique du Reich, l'Église, les conditions économiques et la civilisation. Les chapitres suivants s'inscrivent dans le cadre des règnes des souverains et le dernier présente un exposé du mouvement littéraire et artistique des différentes régions de l'Allemagne à la fin de la période. M. Holtzmann insiste particulièrement sur le rôle de l'Église, sur sa place dans l'État ottonien et sur les aspects divers de la réforme religieuse. A la suite de nombreux historiens, il estime que la politique italienne d'Otton le Grand, qui a orienté de façon décisive la destinée de l'Allemagne, était inévitable, et même qu'elle n'est pas une cause essentielle de l'affaiblissement du pouvoir royal, ce qui est discutable. On peut regretter peut-être qu'il n'ait fait qu'une place relativement limitée aux institutions politiques et sociales, qui ont été l'objet de travaux nombreux et récents, et surtout qu'il en ait morcelé l'exposé entre les divers chapitres, ce qui ne permet pas d'en suivre l'évolution avec toute la netteté souhaitable. Il est vrai qu'en contre-partie la figure de chaque souverain et la signification de son règne ressortent avec d'autant plus de relief².

Ph. D.

C'est une réelle satisfaction intellectuelle que laisse le livre consacré par M. LINTZEL à la politique impériale d'Otton I^{er}³. 112 pages d'un texte très dense, suivies d'une quinzaine de pages de notes : il n'en faut pas davantage à l'auteur pour reprendre un problème largement débattu avant lui et en fixer magistralement les principaux aspects. Ancien élève de Ficker, comme la plupart des médiévistes allemands, l'auteur reconnaît s'être peu à peu séparé d'idées devenues en quelque sorte classiques. Sans se

1. Robert HOLTZMANN, *Geschichte der sächsischen Kaiserzeit (900-1024)*. Munich, Georg D. W. Callway, 1941, in-8°, 568 p., 40 planches, 1 carte, 1 tableau généalogique.

2. Notons la parution d'une traduction française, par M^{me} Desanti, de l'ouvrage de Karl HAMPE, *Das Hochmittelalter*, sous le titre (contestable) de : *Le Haut Moyen Age*. Paris, Gallimard, 1943, in-8°. On doit regretter que l'éditeur, mal conseillé, n'ait pas donné la préférence au livre excellent et classique du même auteur, *Deutsche Kaisergeschichte in der Zeit der Salier und Staufer*, qui en est à sa huitième édition (1943). Une traduction française aurait rendu les plus grands services.

3. Martin LINTZEL, *Die Kaiserpolitik Ottos des Grossen*. Munich, Oldenbourg, in-8°, 112 p.

rallier à la façon de voir de Sybel et de ses disciples, il s'efforce de comprendre et de juger la politique d'Otton au moment où elle se manifesta, c'est-à-dire dans le cadre exclusif du règne, en fonction aussi des conditions et des relations qui s'exercèrent directement sur elle.

Examinant en premier lieu les résultats territoriaux de cette politique, M. Lintzel refuse de voir dans celle-ci un tout indissoluble ; il s'agit plutôt de trois et même de quatre entreprises différentes (royaume lombard — Rome — principautés de l'Italie du Sud — guerre contre Byzance) dont les causes et les conséquences ont été fort diverses. L'auteur en vient ensuite à prendre position sur les deux arguments majeurs de l'interprétation classique : la force de la tradition et la nécessité de l'acquisition de l'Empire pour le développement de l'État allemand. Sur la première de ces thèses, le point de vue de M. Lintzel est plein de nuances. Sans nier la tradition aux aspects divers (spéculation eschatologique, souvenir de l'Empire romain, précédent de Charlemagne et des Carolingiens allemands orientés vers l'Italie), il ne pense pas que ces différents thèmes aient été vers le milieu du x^e siècle des réalités capables de commander une politique. Bien plus familière à l'imagination d'Otton I^{er} et de sa cour semble avoir été l'idée d'un pouvoir impérial, né de l'hégémonie qu'un souverain pouvait exercer sur plusieurs peuples. A cet égard — et Widukind de Corvey ne s'y est point trompé — Otton I^{er} était empereur de fait, avant même de recevoir à Rome le diadème impérial. Si donc l'argument de l'emprise de la tradition se révèle problématique, celui de la nécessité de l'acquisition de l'Empire semble ne pas résister davantage à l'examen des faits. La politique suivie par Otton I^{er} ne s'imposait ni pour pouvoir disposer de la Papauté et de l'Église allemande, ni pour éviter des séparations à l'intérieur de l'Allemagne, encore moins pour faire face à des dangers du dehors — ou pour gagner la Méditerranée au commerce germanique. Ces résultats acquis, l'auteur en vient aux deux derniers problèmes posés par le règne d'Otton. L'empereur rencontrait-il de l'opposition en Allemagne ? Vraisemblablement, pense M. Lintzel, et en particulier chez les Saxons, qui voyaient négliger leurs horizons immédiats, à l'Est et au Nord. Comment s'établit dès lors le bilan d'ensemble des vingt dernières années du règne ? Tous arguments pesés, il semble bien que l'acquisition de l'Italie du Nord ait rapporté à la royauté allemande plus d'avantages que d'inconvénients ; par contre, l'intervention d'Otton dans le sud de la péninsule, à supposer même qu'elle puisse s'expliquer psychologiquement, a été une erreur, puisque, quatre ans durant, elle a accaparé des forces qui auraient pu être employées plus utilement ailleurs.

Le danger d'une étude de ce genre est évidemment sa systématisation excessive. On pourrait pareillement objecter à M. Lintzel qu'il fait trop bon marché d'une tradition qui s'était, semble-t-il, implantée déjà dans la famille d'Otton : pour quelles raisons Henri I^{er} se proposait-il à la fin de son règne de descendre en Italie ? Et la redécouverte de la tradition carolin-

gienne après le couronnement impérial ne saurait être négligée non plus. Mais ces réserves n'enlèvent rien aux mérites de la synthèse vigoureuse et dépouillée qu'a donnée M. Lintzel : elle demeure un modèle de critique et pose méthodiquement les problèmes.

Présentant les rapports des empereurs avec les Slaves de l'Elbe entre 982 et 1024, l'étude de M. LUKAS est une consciencieuse mise au point faite à partir des chroniques¹. On y trouvera mainte précision sur la chronologie et le caractère des guerres, sur les variations aussi de la politique impériale : tandis qu'Otton III fut l'allié de la Pologne, Henri II, pour résister à l'expansion de cette dernière, s'allia aux Liutices (Wendes occupant, en gros, l'actuel Brandebourg), en sacrifiant les intérêts du Christianisme dans un vaste secteur. Mais Henri II ne put guère compter sur ses alliés : les expéditions qu'il mena contre la Pologne le démontrent nettement. L'insuccès final de l'empereur est attribué en fin de compte à son infériorité militaire, à la dispersion de ses entreprises, au fait aussi qu'il ne fit jamais appel à l'ensemble des forces militaires de l'Allemagne contre son adversaire.

La royauté de Rodolphe de Souabe a été présentée par M. BRUNS². Le mérite essentiel de cette étude — qui est essentiellement une compilation de l'énorme bibliographie relative à cette partie de la Querelle des Investitures — est de souligner la situation étonnamment faible de l'antiroi élu, à un moment où Henri IV avait été relevé de l'excommunication, par quelques rebelles, et dont le pouvoir ne fut même pas appuyé par Grégoire VII, qui longtemps pencha secrètement vers Henri IV. Si Rodolphe se maintint cependant trois ans, c'est parce qu'il rencontra en Saxe des partisans nombreux, et aussi parce que Henri IV ne put trouver en Allemagne les concours nécessaires : l'impulsion à l'action lui vint du dehors, et particulièrement de l'épiscopat lombard. La rupture définitive entre Henri IV et Grégoire VII fit de Rodolphe l'instrument de la Papauté, pas pour longtemps du reste, puisque l'antiroi succomba dès le 15 octobre 1080. Au total, une entreprise manquée, mais lourde de conséquences, expression du particularisme des princes qui fera prévaloir le principe de l'élection du souverain.

R. F.

La première partie des diplômes de Henri IV a été éditée par M. VON GLADISS³ : elle comprend 285 documents pour la période 1056-1073. Deux inno-

1. G. LUKAS, *Die deutsche Politik gegen die Elbslaven vom Jahre 982 bis zum Ende der Polenkriege Heinrichs II.* Halle, Verlag Satke, in-8°, 112 p.

2. H. BRUNS, *Das Gegenkönigtum Rudolfs von Rheinfelden und seine zeitpolitischen Voraussetzungen.* Bleicherode, Verlag C. Nieft, 1939, in-8°, 131 p.

3. *Die Urkunden Heinrichs IV.*, bearbeitet von Dietrich von GLADISS (*Monumenta Germaniae Historica. Die Urkunden der deutschen Kaiser und Könige*, 6. Band, 1. Teil). Berlin, Weidmannsche Buchhandlung, 1941, in-4°, 371 p.

Rappelons la parution, en 1939, de la synthèse d'Édouard JORDAN, *L'Allemagne et l'Italie aux XII^e et XIII^e siècles* (*Histoire générale ; Histoire du Moyen Age*, t. IV, 1^{re} partie). Paris,

vations heureuses marquent la publication. On a renoncé à grouper les faux (parmi ceux-ci un amusant privilège fiscal octroyé par César et Néron!) en fin de volume, selon l'usage adopté jusqu'ici dans les *Monumenta* : on a estimé avec raison que ces faux s'inspirent souvent d'originaux perdus et ne diffèrent pas nettement des diplômes falsifiés (*verunechtet*) ; on les a donc insérés, comme ceux-ci, parmi les autres, à leur place chronologique. D'autre part, les précédents volumes des *Diplomata* impériaux ne faisaient pas état des diplômes perdus. Il a été décidé de reproduire les passages des textes divers qui en donnent parfois la teneur, partielle ou totale. Ces modifications subsisteront dans les éditions postérieures. Le second volume, contenant les diplômes de la fin du règne, les index et l'introduction, était prêt en 1944, et même en partie composé. Mais les formes furent détruites par les bombardements, en même temps qu'une grande partie de l'appareil scientifique des *Monumenta* ; la parution en est donc ajournée.

Ph. D.

Les relations entre la France et l'Allemagne du IX^e siècle à la mort de saint Louis ont été examinées par M. KIENAST¹. Écrit en 1942, son ouvrage se recommande par l'exposé prudent et objectif des faits² et par des projections très précieuses sur l'arrière-plan mental des deux États en présence.

Partant de l'origine commune de la France et de l'Allemagne, M. Kienast pose le problème de leur évolution différente, l'une vers l'État unitaire et national, l'autre vers l'impuissance politique et le morcellement. C'est à l'explication de ce processus que l'exposé des relations diplomatiques entre les deux pays doit contribuer. La première partie des rapports entre les deux royaumes (X^e siècle-fin du XII^e) retrace d'abord la politique d'Otton I^{er} à l'égard des derniers Carolingiens et des Robertiens ; elle aboutit à « une sorte de protectorat auquel n'ont manqué que les formes extérieures de la suzeraineté » (p. 43). La rivalité en ce qui concerne la Lorraine est fort bien mise en lumière ; les prétentions françaises vers cette région n'ont pas été éloignées par l'avènement de Hugues Capet, dont M. Kienast se borne à dire qu'il semble avoir été favorisé par Théophano ; ce fait ne marque pas moins une date capitale dans l'histoire des relations, parce qu'au sentiment de con-

Presses Universitaires de France, id-8°, 450 p. L'auteur expose avec une remarquable clarté et des vues souvent originales l'histoire politique de l'Allemagne de 1124 à 1273.

1. Walter KIENAST, *Deutschland und Frankreich in der Kaiserzeit, 900-1270* (collection : Das Reich und Europa). Leipzig, Köhler-Amelang, s. d. (1943), in-8°, 262 p., 1 carte (la France après le traité de Paris de 1259).

2. On regrette cependant des affirmations très contestables, telle celle de la p. 16, où l'on apprend l'origine germanique de la noblesse française « dans le nord du royaume, en Bourgogne et même, en partie, dans le midi ». Ça et là aussi, des remarques déplaisantes, par exemple p. 59, généralisation à l'excès d'un propos du chroniqueur Ekkehard, *Teutonici non facile gentes impugnanti exteris*. Des observations de ce genre détonnent dans un livre de la valeur de celui-là.

nexion entre les deux royaumes, incarné par l'ancienne dynastie, fait place à une différenciation croissante de l'un à l'égard de l'autre. Après un siècle de relations diverses — on note ainsi la part de la France dans les difficultés rencontrées par Conrad II en Italie (Guillaume V d'Aquitaine) et en Bourgogne (Eudes de Blois), puis l'absence presque totale de contacts pendant la première partie de la Querelle des Investitures — la seconde date importante de cette histoire est celle de 1124, où apparaît, lors de la menace de guerre entre Henri V et Louis le Gros, pour la première fois, à travers Suger et Guibert de Nogent le « sentiment national français ». Terme impropre, certes, reconnaît M. Kienast ; il s'agit, en réalité, d'un « sentiment national sans nation » fait d'attachement à la dynastie, d'union face à un ennemi détesté, d'orthodoxie hautement prônée à l'encontre des Allemands schismatiques (p. 61) ; il s'y mêle, en outre, la conscience de la continuité entre Francs et Français qui fait de ces derniers les successeurs de Charlemagne. La présence de Suger, un an plus tard, à la diète de Mayence qui élut Lothaire, marque la première intervention d'un Français dans l'élection du souverain allemand (p. 62). La « grande politique » faillit amener après la deuxième croisade un conflit entre Louis VII et Conrad III, l'un allié de Roger II, l'autre de l'empereur Manuel ; seule l'intervention du pape Eugène III réussit à maintenir la paix. C'est alors que s'ouvre la seconde et dernière période d'apogée de l'Empire. Face à la France, la diplomatie de Frédéric I^{er} est déterminée, d'une part, par le schisme et, en second lieu, par sa politique très active dans le royaume de Bourgogne ; non sans menaces de conflit, on aboutit, en 1171, à l'entrevue de Vaucouleurs (1171) où furent jetées les bases de l'entente entre les Staufens et les Capétiens. Orientée contre l'ennemi commun, le Plantagenet, cette entente demeura à travers le jeu divergent des intérêts de la France et de l'Empire dans la zone des Pays-Bas ; elle devint, en 1187, une alliance effective que la politique de Henri VI faillit compromettre un court moment (1195), mais qui persista en gros jusqu'en 1250.

Le récit des faits s'interrompt ici pour céder la place à une étude des idées que reflétèrent les relations entre la France et l'Allemagne. En une cinquantaine de pages, très denses (p. 92-142), avec d'innombrables renvois aux sources, M. Kienast analyse d'abord l'idée d'Empire à composante romaine et universelle, et l'opposition qu'elle rencontra en France et auprès des canonistes. La réaction française ne fut pas que négative : à l'idée d'Empire fait face celle du droit à l'Empire des rois de France, rois sacrés et faiseurs de miracles, au titre de la succession de Charlemagne. De nombreux indices convergent vers cette représentation : M. Kienast les recueille tour à tour dans les sources historiques (Richer) et littéraires (le cycle des Chansons de Geste), et insiste avec raison sur l'importance de l'argument dynastique (rattachement des Capétiens à Charlemagne). Latent depuis le x^e siècle, ce mouvement s'intensifie à partir du milieu du xii^e, pour éclater pleinement sous Philippe-Auguste : il explique bien des aspects de ce grand règne. Il y

a là des remarques d'un très vif intérêt qui complètent sur certains points l'admirable portrait du roi de France dessiné par P. E. Schramm. A son tour, le courant français provoque une réaction germanique : la renaissance de l'idée de Charlemagne sous le règne de Frédéric I^{er} et l'effort fait par certains hommes politiques allemands pour renouer la tradition franque. Autant, du reste, les pages consacrées à la tradition carolingienne française sont abondantes, autant le paragraphe qui traite de l'aspect allemand de celle-ci est peu consistant : on pourrait ainsi se demander si, à l'instar de l'illustre Engelbert d'Admont, M. Kienast ne considère pas la légende de Charlemagne comme une *fabula* spécifiquement française.

La dernière partie de l'étude de M. Kienast reprend l'histoire diplomatique en 1198, pour la poursuivre jusqu'en 1270. Le rôle de Philippe-Auguste dans la crise de l'Empire est clairement exposé ; la prépondérance française ne cesse de s'affirmer au cours du XIII^e siècle. Frédéric II en ressentit les effets à plusieurs reprises : c'est pour réduire la pression du royaume allié qu'il esquisse en 1235 un rapprochement avec Henri III d'Angleterre (p. 186). Mais, ni dans les Pays-Bas, ni dans le royaume de Bourgogne, il ne possède plus l'initiative, qui passe à saint Louis.

Dans l'ensemble, livre utile et que l'on consultera avec profit. Il met bien en lumière la nature des relations entre les deux États, commandées par l'existence d'une longue zone de contact, la zone de moindre résistance de l'Empire, et par le jeu des relations vassaliques. Il vient ainsi compléter les deux premiers chapitres du livre consacré, en 1932, par M. G. Zeller à « la France et l'Allemagne depuis dix siècles ».

La formation des biens patrimoniaux de la Maison des Staufen jusqu'à la mort du roi Conrad III est retracée par M. HEUERMAN¹. Comme on peut s'y attendre, l'étude débordé bientôt le cadre familial pour se hausser sur le plan de l'histoire générale de l'Allemagne. C'est à l'ascension d'une famille d'origine modeste que l'on assiste pendant trois quarts de siècle. Frédéric de Büren, assez médiocre seigneur, est nommé en 1079 duc de Souabe par Henri IV, dont il épouse la fille et qui le charge de défendre la cause de la royauté en Allemagne du Sud. Lui-même et son fils, Frédéric II, tout en gardant aux Saliens une fidélité inébranlable, ne perdent pas de vue leurs propres intérêts : on les voit, par exemple, pratiquer une fructueuse politique d'avouerie (notamment pour les couvents fondés par eux en Alsace). Après 1125, l'objectif essentiel des Staufen est de faire passer en leur possession les biens de la dynastie salienne. Rien de plus frappant aussi que le partage d'attribution qui se fit entre Frédéric II et son frère cadet, le roi Conrad III : à l'un la consolidation du patrimoine, à l'autre la « grande politique ». Cette action aboutit à la rivalité qui oppose les Staufen à d'autres familles d'Allemagne méridionales, les Zähringen et surtout les Welf.

1. H. HEUERMAN, *Die Hausmachtpolitik der Stauffer von Herzog Friedrich I. bis König Konrad III.* Borna (Bezirk Leipzig), Verlag R. Noske, 1939, 1n-8°, 196 p.

Étude consciencieuse, accompagnée de mises au point utiles (à noter un index des alleux des Zähringen et des Welf en Allemagne du Sud) ; elle aboutit à une conclusion assez surprenante et qui appelle certes la discussion : ce serait pour se procurer les moyens de réduire ses rivaux que le successeur de Conrad, l'empereur Frédéric I^{er}, s'occupa de faire revivre les droits impériaux en Italie. L'action de celui-ci, aux yeux de M. Heuermann, ne dériverait « ni d'une idéologie erronée ni d'une soif excessive du pouvoir, mais de la logique des choses, la patrimoine des Staufen s'étant avéré trop réduit pour les fins politiques que la dynastie poursuivait ».

Une somme commode de renseignements sur la famille des Staufen a été mise à la disposition des historiens par M. MASCHKE¹. L'auteur a recueilli dans les sources toutes les indications susceptibles de faire connaître les souverains et les princes de la plus illustre des dynasties allemandes du Moyen Age, avec leur parenté et leur descendance ; on y trouvera aussi des portraits nuancés des personnalités les plus importantes. Malheureusement, le livre est gâté par une certaine tendance au dithyrambe et ça et là par l'influence de l'époque où il fut composé².

On sait que, dès son avènement, Frédéric I^{er} mena une politique brillante et active, contrastant singulièrement avec les abandons des deux règnes précédents. Le livre de M. RASSOW, *Honor Imperii*, s'efforce de dégager les lignes nouvelles de la diplomatie du souverain entre 1152 et 1159³. A l'alliance byzantine ébauchée par Conrad III, Frédéric préféra une entente avec la Papauté : tel est l'objet du concordat de Constance au commentaire duquel l'auteur consacre ses meilleures pages, montrant en particulier qu'il s'agit non pas d'un échange de privilèges entre deux partenaires comme ce fut le cas à Worms, en 1122, mais d'un véritable contrat (*forma concordiae*) où les obligations d'un signataire font face à celles de l'autre ; le seul précédent à un traité de ce genre est l'accord conclu entre Henri V et Pascal II, le 11 février 1111. Tout se passe donc comme si Frédéric retournait à la tradition salienne de la chancellerie⁴. Une des clauses essentielles du concordat fut l'engagement d'Eugène III de prêter assistance au roi contre tous ceux qui attenteraient à « l'honneur de l'Empire ». Selon M. Rassow, cette formule vise « un objet que Frédéric considère comme appartenant juridiquement à l'Empire, mais dont la dépendance pouvait être contestée par des adversaires auxquels le pape était susceptible de se joindre », en l'occurrence le royaume de Sicile. De fait, poursuit l'auteur, Barberousse jugea que le

1. ERICH MASCHKE, *Das Geschlecht der Staufer*. Munich, Bruckmann Verlag, s. d. (1943), in-8°, 203 p.

2. Ainsi, par exemple, dans la très riche bibliographie, les noms des auteurs israélites sont précédés d'un astérisque ; p. 19 et 90, des remarques aussi contestables qu'inutiles sur le sang germanique dans les pays romans ; p. 43, Frédéric I^{er} incarnant la race nordique, etc.

3. P. RASSOW, *Honor Imperii. Die neue Politik Friedrich Barbarossas, 1152-1159*. Munich-Baria, Verlag R. Oldenbourg, 1940, in-8°, 111 p.

4. Voir, p. 102, n. 129, un texte très suggestif de Wibald de Stavelot.

concordat de Constance était devenu caduc lorsque Hadrien IV eut conclu avec le roi Guillaume I^{er} le traité de Bénévent (1156) : dès ce moment éclate le conflit entre l'Empire et le Sacerdoce.

On ne soulèvera à propos de cet ouvrage qu'une seule objection. Interpréter l'expression *Honor Imperii* dans le sens précis de la défense des droits de l'Empire dans la question de Sicile semble bien systématique et même arbitraire. La formule — qui n'est point neuve, puisqu'on la trouve dans une lettre de Henri IV, en 1105¹ — est très large ; comme l'a montré naguère P. F. Kehr², elle recouvre les notions les plus variées, honneur certes, mais aussi droit, possession, fief, prétention. Il est frappant également de constater que les écrits de chancellerie qui dénoncent la rupture du concordat ne prononcent pas les termes mystérieux. Et comment entendre l'intention prêtée à l'empereur par le célèbre manifeste de Besançon (1157) de ne pas laisser le pape « attenter à l'honneur de l'Empire qui demeure glorieux, depuis les origines de Rome et de la religion chrétienne », sinon dans le sens le plus général d'une restauration du prestige de l'Empire, à vrai dire l'objectif essentiel de l'action du plus grand des Staufens ?

La direction de l'Église allemande par Frédéric I^{er} a fait l'objet d'une consciencieuse étude de M. JORDAN³. Après avoir montré comment l'empereur arrive en quelques années à ressaisir l'autorité sur un épiscopat qui, vers 1150, était d'obédience papale, l'auteur présente l'attitude de ces évêques, de 1157 à la paix de Venise, complétant sur quelques points le tableau donné naguère par A. Hauck au tome IV de son histoire de l'Église. Après les attermolements de certains prélats pendant les premières années du schisme, l'ensemble de l'Église allemande apparaît uni sous la conduite de l'empereur à partir de la diète de Würzburg (1165) ; l'archevêché très alexandrin de Salzbourg se trouve lui-même entamé à partir de 1168. Cette cohésion explique qu'à quelques exceptions près, les évêques furent maintenus en place après la paix de Venise. Tout au long de son travail, M. R. Jordan montre enfin que ce fut en dernière analyse la fidélité des évêques qui permit à Frédéric I^{er} la restauration de l'autorité impériale. « L'histoire de l'Église impériale, conclut-il, est un élément essentiel de l'histoire du sentiment national allemand ». On aurait aimé que cette assertion fût davantage nuancée et discutée ; à deux reprises (p. 45, p. 83), l'auteur fait allusion à des courants d'idées tendant à la constitution d'une Église nationale ; il est regrettable que ces indications n'aient pas davantage été poussées en profondeur.

Consacrant une monographie à Frédéric I^{er}, M. OTTO⁴ a voulu, nous dit-il

1. Cf. C. ERDMANN, *Die Briefe Heinrichs IV*, collection *Deutsches Mittelalter des Monats Germania*, 1937, n° 34.

2. C.-R. de l'Académie de Berlin, 1934, n° 1, p. 40, n. 1.

3. Rudolf JORDAN, *Die Stellung des deutschen Episkopats im Kampf um die Universalmacht unter Friedrich I. bis zum Frieden von Venedig*. Würzburg-Aumühle, K. Tritsch Verlag, 1939, in-8°, 164 p.

4. Eberhard OTTO, *Friedrich Barbarossa (Deutsche Könige und Kaiser, hgg. von W. Reue)*. Potsdam, Verlag Athenaion, a. d. (1940), in-8°, 167 p.

lui-même, réagir contre le portrait de l'empereur dessiné naguère par K. Hampe. Cette image ne tiendrait pas suffisamment compte « du jeu des forces, des représentations et des idées qui s'exercèrent sur la personnalité de Frédéric et sur le déroulement des faits ». Par ailleurs, Hampe s'est trop laissé influencer par le « point de vue politique moderne » et a eu tort de distinguer entre le réalisme de l'empereur et sa volonté d'assurer le prestige de l'Empire dans le monde. Pour M. Otto, l'originalité de la personnalité de Frédéric est, au contraire, de « considérer comme possible ce que d'aucuns jugeaient irréalisable ».

Telle est la thèse : elle est bien difficile à prouver. En effet, si nous savons un peu ce qui se disait et se discutait autour de l'empereur, il faut reconnaître que bien des traits de la personnalité de celui-ci nous échappent. Il semble, toutefois, que Frédéric I^{er} ait eu réellement ce sens du possible que les brillantes études de Hampe nous ont habitués à discerner en lui : son attitude avant et après 1167 le montre bien. M. Otto le reconnaît d'ailleurs lui-même, en situant à ce moment-là le tournant de la politique impériale.

Il n'y a donc rien de bien neuf dans ce récit, écrit trop rapidement et qui se contente de dérouler la suite des événements, agrémentés çà et là de formules telles que « l'ancien Droit », la « direction du monde », l'« honneur de l'Empire » qui mériteraient souvent d'être discutées. La concision même du texte risque d'entraîner des observations trop sommaires et souvent erronées. Ainsi par exemple, à propos de la canonisation de Charlemagne (29 décembre 1165) : « Maintenant Charlemagne est proclamé empereur allemand parce que les Allemands possédaient Aix. » On relève aussi çà et là des erreurs dans les faits : p. 122, la perte par les chrétiens d'Alep ; p. 135, l'occupation de Rome par Henri VI, en 1186. Par contre, des développements assez heureux sont consacrés à l'entrée dans l'Empire de l'esprit chevaleresque (p. 111 et ss.) et à la genèse de la troisième Croisade (p. 142 et ss.). — A tout prendre, un livre qui, en dépit d'indications cursives de sources, semble plutôt relever de la catégorie des ouvrages de vulgarisation que de l'érudition proprement dite.

Comment Henri le Lion a-t-il été jugé par ses contemporains et les historiens allemands jusqu'à la fin du XVIII^e siècle ? Question bien formelle si on ne l'envisageait pas sous l'angle de la controverse qui depuis Sybel et Ficker oppose les partisans des Welf et ceux des Staufén, et qui, ces dernières années, a reçu en Allemagne une tentative de solution insistant sur la part que les uns et les autres prirent à la grandeur de l'Empire¹. Les variations de l'historiographie sur Henri le Lion nous sont donc rapportées par M^{lle} JENTZCH dans un petit livre qui n'est guère qu'un recueil de citations².

1. Opinion formulée entre autres par M. F. SCHNEIDER dans la préface du livre recensé ici.

2. Ursula JENTZCH, *Heinrich der Löwe im Urteil der deutschen Geschichtsschreibung, von seinen Zeitgenossen bis zur Aufklärung* (Beiträge zur mittelalterlichen Geschichte, herausgegeben von F. Schneider, 11). Iena, G. Fischer Verlag, 1942, in-8°, 60 p.

Deux chapitres présentent quelque intérêt : l'un signale les légendes qui coururent sur Henri le Lion dans les derniers siècles du Moyen Âge ; une des plus curieuses est celle qui fait du duc de Saxe le meurtrier de Thomas Becket. L'autre montre comment, à l'époque de la Réforme, historiens catholiques et protestants prirent position à l'égard du Welf. Au demeurant, l'étude est trop rapide ; les extraits des sources sont imparfaitement liés et commentés : quelles circonstances, par exemple, ont fait naître la légende citée plus haut ? Henri le Lion a-t-il été l'objet d'une légende populaire et comment a-t-il survécu dans l'esprit des hommes ? Autant de points sur lesquels on demanderait des éclaircissements.

M. F. SCHNEIDER, auquel on doit une importante monographie consacrée à Henri VII¹, est revenu en 1940 et 1943 à l'« empereur de Dante » : à l'usage du grand public, il a résumé son ouvrage en un petit volume dépouillé de tout appareil critique, mais bien illustré².

C'est un livre copieux que M. F. Bock a consacré à la période 1273-1341, envisagée sous l'angle des rapports entre l'idée d'Empire et les deux grands États nationaux de l'Europe occidentale³. Trois parties essentielles : la consolidation de la puissance française par les succès de Philippe le Bel (1273-1314) ; la tentative d'établissement d'un Empire gibelin en Italie (1314-1328) ; les destinées de cet Empire en Allemagne et l'alliance anglo-germanique (1328-1341). On pourrait discuter ce plan : l'expédition de Henri VII n'est-elle pas le prélude de cet « Empire Gibelin » dont la genèse n'est rapportée qu'après 1314 ? Et la date de 1341, qui ne correspond guère qu'au retour de l'Allemagne à la neutralité, semble bien arbitraire pour clore une étude comme celle-ci : l'exposé aurait certainement plus d'unité s'il était poussé jusqu'à la mort de Louis de Bavière et à l'avènement de Charles IV.

Cette première réserve faite, qu'apporte l'ouvrage ? Une matière énorme, puisée surtout aux documents de première main. Un récit, dépouillé d'abord, mais dont l'abondance augmente singulièrement, au point que les chapitres de la deuxième et de la troisième partie se lisent avec quelque peine, encombrés comme ils sont de développements dont on ne contestera pas l'intérêt, mais qui masquent parfois la pensée générale. Des interprétations enfin, qui sont souvent tendancieuses. N'est-ce pas un peu forcer la note que construire tout l'ouvrage sur l'opposition entre les idées guelfes et les idées gibelines ? Même en ne tenant pas compte du fait qu'il faut attendre la page 150 pour rencontrer une définition, assez sommaire du reste, de ces concepts, il faut reconnaître que cette opposition risque parfois d'aboutir à une vision trop unilatérale des choses. Il est certainement outré de dénoncer dans le collège

1. Friedrich SCHNEIDER, *Kaiser Heinrich VII.*, 3 vol. Leipzig, 1924-1928.

2. *Kaiser Heinrich VII., Dantes Kaiser*, 1^{re} éd., 1940 ; 2^e éd., 1943. Stuttgart et Berlin, Kolhammer Verlag, in-8°, 298 p., 11 planches.

3. Friedrich Bock, *Reichsidee und Nationalstaaten*. Munich, Callwey-Verlag, 1943, in-8°, 532 p., 2 cartes.

électoral, qui joue un rôle si divers sous Louis de Bavière, l'élément essentiel du « parti guelfe » en Allemagne. La publication des *Nova Alamanniae* par M. Ed. Stengel, le livre de celui-ci *Avignon und Rhens* montrent bien que la diplomatie des électeurs et de Baudouin de Trèves en particulier a été autrement plus nuancée que M. Bock voudrait le faire croire. La célèbre déclaration de Rhens de 1338 est certes moins radicale que la constitution *Licet Juris* : encore représente-t-elle une attitude beaucoup plus réaliste et plus facile à tenir que le radicalisme — momentané — de Louis de Bavière. Par ailleurs, il est absolument erroné de dire (p. 151) : « Bien entendu (*selbstverständlich*), le collège électoral a été une institution créée par la curie romaine » ; des axiomes de ce genre faussent complètement la réalité. Il y aurait d'autres points d'interrogation encore à poser : quelle est la tonalité dominante de ce que l'auteur appelle l'impérialisme français ? Le passage du « guelfisme » du XIII^e siècle à une composante « gibeline » sous Philippe le Bel, le retour au « guelfisme » sous ses successeurs risquent de faire perdre de vue l'originalité et l'unité de la politique du roi de France¹.

Ces réserves, qui s'imposent, ne doivent cependant pas faire perdre de vue l'apport important de l'ouvrage à l'histoire du XIV^e siècle, notamment les pages concernant les Gibelins italiens et leur alliance avec Louis de Bavière, les intrigues de Jean de Bohême, l'importance des Pays-Bas entre la France, l'Angleterre et l'Empire. Mais, même si les réalités économiques sont parfois évoquées, l'étude de M. Bock ne dépasse guère la portée d'un utile manuel d'histoire diplomatique — dont l'arrière-plan intellectuel est souvent contestable.

R. F.

La Vehme et ses tribunaux secrets n'ont jamais cessé d'éveiller la curiosité, quoique la science historique ait fait justice depuis longtemps des exagérations romantiques. On sait qu'au moment de sa plus grande puissance, vers le milieu du XV^e siècle, sa juridiction s'étendit en fait à l'Allemagne entière. M. SCHERER a cherché dans les archives suisses la trace des procès, relatifs à ses compatriotes, ayant été portés devant les tribunaux westphaliens² : il en a trouvé une douzaine, intentés en général par des particuliers à des villes, surtout Bâle, notamment pour questions d'héritages. Il arrive à la conclusion que ces procès furent, à une exception près, jugés avec impartialité et ne révèlent pas l'arbitraire et la cupidité fréquemment reprochés aux francs-juges. Son examen des documents, accompagné d'une liste des échevins suisses, est précédé d'un résumé commode de l'histoire de la Vehme.

1. Il n'entre pas dans le cadre de ce Bulletin de rendre compte du chapitre consacré par l'auteur à Philippe le Bel. Mais pourquoi cette pointe venimeuse contre les historiens français « qui ont entrepris de situer le roi dans une zone clair-obscur parce que les fins démesurées auxquelles il tendait ne servaient pas la France » (p. 145).

2. Carl W. SCHERER, *Die westfälischen Femgerichte und die Eidgenossenschaft*. Aarau, H. R. Sauerländer, 1941, in-8°, 237 p., 1 carte.

Ce résumé s'appuie sur l'ouvrage classique de Lindner, avec cette différence que M. Scherer fait dériver les tribunaux de la Vehm d'une juridiction im-muniste, et non des plaids comtaux carolingiens.

Ph. D.

Pour terminer cette rubrique, il convient de s'arrêter un instant à quelques ouvrages se rapportant à la Prusse orientale et à la Livonie.

L'étude de M. F. MILTHALER sur les grands offices de l'ordre Teutonique¹ corrige sur bien des points des vues couramment admises. On sait que la règle de l'ordre a été essentiellement inspirée par celle du Temple : à l'instar de celle-ci, elle prévoit autour du grand maître un sénéchal (*Grosskomtur*, *praeceptor magnus*), un maréchal (*Marschall*), un hospitalier (*Spittler*), un drapier (*Trappier*), un trésorier (*Tressler*). A la différence cependant du Temple où prévalut bientôt une certaine décentralisation, la règle de l'ordre allemand, réduit longtemps à un seul établissement, rattache ces hautes fonctions étroitement à la maison du grand maître. Toutefois, cette centralisation ne se maintint pas lorsque l'ordre fut implanté en Prusse. L'état de guerre permanent donna à chaque commanderie une large autonomie; aussi voit-on les offices incorporés à cette structure territoriale et leurs titulaires chargés pour la plupart de tâches locales : le maréchal résidera à Königsberg et aura la haute main sur les territoires de l'Est ; à l'hospitalier et au drapier sont confiées les commanderies les plus proches de Marienburg, Elbing et Christburg. Échappèrent à cette évolution le sénéchal, parce que délégué général du grand maître, et le trésorier, en tant que gérant de la caisse principale de l'ordre. Aussi, loin d'être les collaborateurs techniques du grand maître, les conseillers ne sont que ses conseillers les plus proches, sans être placés à la tête de départements spécialisés de l'administration. Ce trait marquera d'une forte empreinte l'État qui succéda à l'ordre.

La publication des actes diplomatiques de l'ordre par M. E. WEISE² permettra de suivre commodément les grandes phases de l'histoire extérieure des Teutoniques. Le premier tome, seul paru à ce jour, part de 1398, année de l'apogée de l'ordre qui avait conquis la Samogitie et possédait Gotland; jusqu'en 1410, ses relations s'étendent de l'Angleterre à la Pologne. Mais, après la défaite de Tannenberg, la politique des chevaliers prend un caractère nettement défensif; ils ne concluent plus guère de traités qu'avec l'État polono-lithuanien, les rois des Romains et les ducs de Poméranie. La paix de Brest (31 décembre 1435) introduit une période de détente qui se prolongera deux décades. La publication d'E. Weise est en quelque sorte le miroir de

1. F. MILTHALER, *Die Grossgebietiger des deutschen Ritterordens bis 1440* (Schriften der Albertus Universität, Geisteswissenschaftliche Reihe, Bd. 26). Königsberg-Berlin, Ost-Europa Verlag, 1940, in-8°, 110 p. Voir aussi l'ouvrage pour le grand public d'ERNST HERING, *Der deutsche Ritterorden*. Leipzig, W. Goldmann, 1943, in-8°, 310 p., 1 carte.

2. E. WEISE, *Die Staatsverträge des deutschen Ordens in Preussen im 15. Jahrhundert*, I (1398-1437). Königsberg, 1939, 216 p.

cette diplomatie ; elle se recommande par ses qualités de précision et de méthode : on y voit figurer non seulement les actes dans leur forme définitive, mais les différents instruments et projets qui les ont préparés.

Visitée dans la deuxième moitié du XII^e siècle par des marchands allemands, la Livonie vit arriver sur leurs traces des missionnaires originaires de l'archevêché de Brême ; le premier, Meinhard, fonda, sur la basse Duna, l'église d'Uxkull et devint évêque de la région. C'est aux destinées de ce territoire jusqu'en 1225 que M. F. Koch¹, Balte lui-même, a consacré sa dissertation à l'Université de Göttingen. L'étude est faite très minutieusement : elle devait servir de préambule à une histoire de la Livonie au cours du XIII^e siècle. Elle est dominée par la figure du deuxième successeur de Meinhard, Albert de Buxhövden, sacré en 1199 à Brême évêque de Livonie et fondateur, en 1201, de l'église de Riga, future métropole régionale. En 1202 est organisé, pour l'expansion du christianisme, l'ordre des Porte-Glaives, sur le modèle du Temple, par le moine cistercien Didier de Treiden. L'histoire de la Livonie, au cours de la période envisagée, est dès lors dominée par la rivalité de l'évêque et de l'ordre pour la possession du territoire, les rapports entre ces deux instances et leurs voisins, Lithuaniens, Estes et Russes, la rivalité, enfin, de l'Empire et du Danemark conditionnée elle-même par le schisme impérial de 1197 à 1215. Les principaux résultats mis en lumière sont l'incorporation de la Livonie à l'Empire par suite de l'investiture du territoire qu'Albert sollicita et obtint de Philippe de Souabe (1204), l'abandon de la pénétration dans la vallée de la Duna et, de façon générale, vers la Samogitie qui, en laissant aux Lithuaniens le temps de s'organiser, compromit la possibilité de relier définitivement plus tard la Prusse à la Livonie, la conquête de l'Esthonie enfin, achevée en 1224 par la prise de Dorpat, dont le frère d'Albert, Hermann, devint évêque. L'étude s'achève avec l'arrivée du premier légat apostolique : l'originalité de la Livonie vient, en effet, de ce que, tout en étant fief de l'Empire, le territoire est, depuis 1201, propriété du Saint-Siège.

Philippe DOLLINGER,
Professeur à l'Université
de Strasbourg.

et Robert FOLZ,
Professeur à l'Université
de Dijon.

(Sera continué.)

1. F. Koch, *Livland und das Reich* (Quellen und Forschungen zur baltischen Geschichte, 4). Posen (Poznan), 1943, 79 p.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

- I. — 1100 Jahre österreichische und europäische Geschichte, 100 Lichtdrucktafeln mit Transkriptionen und Erläuterungen, hgg. von Leo SANTIFALLER. Vienne, Druck und Kommissionsverlag der oesterreichischen Staatsdruckerei, 107 pages (album et volume complémentaire).
- II. — Festschrift zur Feier des zweihundertjährigen Bestandes des Haus-Hof- und Staatsarchivs, hgg. von Leo SANTIFALLER, I. Bd. (Mitteilungen des oesterreichischen Staatsarchivs, Ergänzungsband II). Vienne, Ibid., 1949, 795 pages.

Le 13 septembre 1749, un décret de l'impératrice Marie-Thérèse fondait à Vienne les archives « de la dynastie, de la cour et de l'État » (*Haus-Hof- und Staatsarchiv*). Pour commémorer le deuxième centenaire de cette date, aussi importante au point de vue politique que pour le progrès des sciences historiques, la direction générale des Archives de l'État a édité récemment deux ouvrages considérables qui doivent être signalés ici, en raison de leur intérêt capital.

I. — Voici d'abord un recueil de fac-similés d'une centaine de documents, choisis parmi les plus remarquables du dépôt et propres à faire connaître son caractère régional et familial, impérial et européen tout à la fois. L'album est accompagné d'un volume contenant la transcription de ces pièces, suivie d'un lumineux commentaire diplomatique. Beaucoup plus qu'une simple suite de documents, c'est un véritable film d'histoire générale et régionale que projette ce double recueil, dont la pièce initiale est le privilège que donna Louis le Pieux en 816 à l'archevêché de Salzbourg, et qui s'achève par la lettre autographe de Guillaume II à François-Joseph relatant le départ de Bismarck. Entre ces deux limites, le lecteur voit défiler tour à tour devant lui les Babenberg, Ottokar de Bohême et Rodolphe de Habsbourg, Maximilien et ses alliances lointaines, la Réforme et la guerre de Trente ans, Marie-Thérèse et Joseph II, la période napoléonienne et la Sainte-Alliance, le conflit avec la Prusse et la Triple-Alliance. Des souverains et des princes, mais aussi Beethoven et Haydn, Goethe et Grillparzer : témoins de la haute culture dont la monarchie autrichienne fut le cadre.

II. — Désireuse d'associer toute l'érudition européenne à la célébration du grand anniversaire, la direction des Archives décida, en outre, l'édition d'une publication jubilaire d'une ampleur exceptionnelle, ouverte aussi bien aux Autrichiens qu'aux érudits étrangers. Deux cents historiens et archivistes furent invités à y collaborer ; quatre-vingt-quatre mémoires parvinrent à la direction ; les quarante-huit premiers sont groupés dans un très gros volume, signé par M. L. Santifaller, d'une richesse extrême et dont l'unité vient de ce qu'il est consacré exclusivement aux sciences auxiliaires de l'histoire : présentation d'archives, paléogra-

phie et diplomatique, héraldique et généalogie, prospection et publication de sources.

A. La rubrique *Archives* comporte douze articles, de fond et de portée très différents. Les uns sont consacrés à des pays étrangers : à côté de renseignements généraux sur l'organisation actuelle des archives en U. R. S. S. et en Hongrie, on lira un exposé commode et utile sur la diversité des archives suisses, dû à A. Largiar. Mais ce sont des fonds intéressant l'Autriche et l'ancienne monarchie des Habsbourg qui occupent la partie la plus étendue de cette section. Voici, par exemple, des inventaires de dépôts jusqu'alors peu connus ou faiblement exploités (prévôté de Gloggnitz, archives du château de Weinberg en Haute-Autriche, fonds de Dietrichstein, actuellement à Klagenfurt, archives de l'évêché de Wiener-Neustadt, transférées en 1785, avec l'évêché, à St. Poelten). Deux études ont une portée plus générale : l'une, de W. Pillich, projette des lumières intéressantes sur le chancelier Kaunitz, en tant que directeur des archives de la couronne (1762-1792) ; l'autre, de Th. Vanyo, présente les archives de la Consistoriale à Rome et la situation de l'Eglise en Hongrie dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle : il ressort de ces recherches qu'à la différence de l'épiscopat d'Autriche, de Bohême, et d'Italie du Nord, celui de Hongrie a résisté au josphisme et fut, en grande majorité, profondément dévoué au pape, en même temps que serviteur de l'idée nationale. Signalons, enfin, pour les spécialistes d'histoire contemporaine l'importance des papiers de la grande pacifiste autrichienne, Berthe de Sutter, actuellement à la Bibliothèque des Nations Unies.

B. L'article de H. Pivec, qui inaugure la série *Paléographie et diplomatique*, mériterait plus qu'une simple mention : c'est un plaidoyer pour l'étude des écritures de l'époque moderne, de même qu'il existe un enseignement méthodique de la paléographie médiévale. Certains faits signalés par Pivec, tels la réception de la cursive des humanistes ou la différenciation croissante des écritures nationales, sont des témoignages qui intéressent, eux aussi, la civilisation du XVI^e siècle. — Les trois études suivantes se rapportent à l'histoire régionale autrichienne : chartes de fondation du couvent de Reun en Styrie (des faux du premier tiers du XIII^e siècle, mais qui consignent des droits réellement acquis par le monastère) ; études critiques sur des diplômes relatifs à la Styrie antérieurement à 1122 ; recherches sur la fondation du monastère cistercien de Wilhering (Haute-Autriche) en 1146, qui fut remis par ses fondateurs à la garde de l'évêque de Bamberg, Eberhard II.

C. Parmi les contributions d'ordre *héraldique et généalogique*, on relèvera surtout l'édition, par M^{lle} A. Coreth, d'un armorial de Maximilien de 1507, miroir précieux des représentations intellectuelles de l'empereur : l'histoire et la légende, les généalogies et les préoccupations politiques du moment s'y mêlent curieusement (origine romaine des Habsbourg, empire très chrétien, entouré de sept royaumes satellites). Il faut signaler aussi l'article de P. Ortmayr sur une famille comtale d'Allemagne du Nord, possédant des biens en Autriche : partant d'un diplôme d'Otton III qui investit en 993 un certain « Saxo » de trois manses « dans la contrée de Gluzengisari, dont les Slaves avaient commencé le défrichement », l'auteur identifie ce lieu avec Gleisz en Basse-Autriche et montre que ce Saxon est l'ascendant de la famille des comtes de Seebourg (dans l'Anhalt actuel) et de Gleisz, dont le rejeton le plus illustre fut l'archevêque Wichmann de Magdebourg, l'actif collaborateur de Frédéric I^{er}. Toujours dans le même ordre d'idées, M. Ausserer étudie

les Gando de Porta Oriola de Trente, du ^{xiii}^e au ^{xiv}^e siècle ; il montre leur croissance pendant les luttes entre l'évêché et le comté de Tyrol et présente les éléments de leur fortune (mines, tonlieux, châteaux forts et seigneuries).

D. La recherche et la publication de sources occupent plus de la moitié de l'ouvrage (450 pages environ).

1. *Le Moyen Age* est représenté par dix-sept numéros, dont le premier est en réalité une reconstitution : celle, tentée par I. Dujzev, des questions posées en 866 par les ambassadeurs bulgares au pape Nicolas I^{er} (seule la réponse à ces questions a été conservée). — M. Mikoletzky analyse la pensée de Brun de Querfurt et montre dans ce zélote intransigeant la réapparition d'un courant de critique du souverain, latent depuis le ^{ix}^e siècle : allié des Liutizes païens contre le roi de Pologne, l'empereur Henri II est accablé par son compatriote, admirateur dévoué de Boleslav, champion à ses yeux du christianisme. — Après ces deux études, il faut nous contenter de faire le relevé des publications de textes inédits :

— gloses à un manuscrit de l'*Historia Miscella*, à Graz (hypothèses intéressantes sur la composition d'une des grandes œuvres de l'historiographie staufén, les Annales de Marbach) ;

— fragments d'Annales de Lambach (Haute-Autriche) pour la période 1187-1242 ;

— trente-huit lettres retrouvées à l'abbaye de Kremsmünster (Haute-Autriche) et se rapportant à la période de l'Interregne ;

— deux censiers, l'un des seigneurs de Capellen (Haute-Autriche, vers 1300), l'autre de l'église St.-Ulric de Groeden (Trentin, deuxième moitié du ^{xv}^e siècle) ;

— un rapport de droits pour Woffenheim (Haut-Rhin, arr. de Colmar, vers 1300) ;

— le dossier d'Albert d'Autriche aux Archives et à la Bibliothèque nationale de Paris (analyse des actes faite par M^{lle} Y. Lanhers, seule contribution française dans ce volume) ;

— l'inventaire des chartes d'une collection privée de Salzbourg (collection Frey, ^{xiv}^e-^{xvii}^e siècles) ;

— fragments de comptes d'Isabelle de Lancaster (1333-1334), d'après un manuscrit de Birmingham ;

— soixante-dix-sept pièces provenant des archives comtales de Görz (Gorizia), concernant le passage du service militaire de type féodal au service de mercenaires (apparition des armes à feu dans cette région en 1359-1362) ;

— relevé des manuscrits de la bibliothèque capitulaire de Padoue ;

— traduction en allemand d'un manuel de procédure dit l'« ordo Antequam », d'après un manuscrit carinthien (fin ^{xv}^e siècle) ;

— une chronique sur les débuts du règne de Frédéric III (troisième quart du ^{xv}^e siècle) ;

— la description, d'après un manuscrit de la Vaticane, du voyage en Allemagne du Sud du cardinal Piccolomini en 1471 (renseignements vivants sur les villes) ;

— deux registres des « premières prières » de Maximilien. On sait que, depuis le ^{xiii}^e siècle, les souverains allemands avaient le droit, après le couronnement royal et impérial, de proposer des candidats aux collateurs ordinaires des différents bénéfices. Les interventions de Maximilien en 1486 et 1508 sont connus, grâce à deux registres de chancellerie, dont L. Santifaller a donné une édition très commode : au total, 2.152 mandements. Il semble bien qu'un petit nombre

seulement de ceux-ci ait été suivi d'effets : sur trente et une « prières » adressées à six églises différentes, on enregistre à peine six cas où le candidat patronné par l'empereur réussit à tenir réellement son bénéfice.

2. Les documents ayant trait à l'époque moderne ont une portée non moins considérable. Signalant les documents que les archives régionales britanniques sont susceptibles de verser à l'histoire générale, M. Barraclough publie à titre d'exemple quelques lettres extraites du Lancaster Record Office (lettre d'Élisabeth à l'empereur de Cathay pour lui recommander un marchand anglais, relation de W. Clifton sur le voyage qu'il fit à Jérusalem, 1676-1677). — Du XVIII^e siècle encore, une description de la province dominicaine d'Allemagne, de 1644, très révélatrice de la situation de l'ordre des Prêcheurs à la fin de la guerre de Trente ans. — Des archives de Naples, une supplique du célèbre professeur J. B. Vico à l'empereur Charles VI, en vue d'obtenir un bénéfice ou une pension pour son fils. — De celles de Florence, l'analyse des actes des ambassadeurs toscans à Vienne (1537-1737). — De Madrid, sept lettres de Marie-Thérèse à Marie-Amélie de Savoie, épouse de Charles III, reine de Naples, puis d'Espagne (la plus importante est celle de 1759, qui fait un tour d'horizon de la politique européenne, cette année-là). — Après une note sur les actes de la délégation milanaise à Vienne en 1792, le volume s'achève par trois articles faits d'après des documents de première main. Bernard Raupach, de Hambourg (1826-1745), historien du luthéranisme autrichien, est présenté par K. Eder, tandis que E. Zöllner suit la carrière diplomatique d'un collaborateur de Metternich, auquel on n'avait accordé jusqu'alors que peu d'attention, le baron Binder de Kriegelstein. Un long mémoire est consacré à la médiation anglo-française en 1848-1849 entre le gouvernement autrichien et Charles-Albert de Piémont, par A. Filipuzzi. — Enfin, O. Regele consacre quelques pages à la rédaction officielle de l'histoire militaire en Autriche de 1779 à 1918, et cite quelques œuvres dont il souligne les qualités de sérénité et d'objectivité.

Au total, on ne saurait que féliciter la Direction générale des Archives de Vienne de la grandeur de la tâche entreprise et suscitée par elle, comme de la réalisation brillante à laquelle ont abouti ses initiatives. Moins de quatre ans après la fin de la guerre, l'ouvrage que nous avons tenté de présenter témoigne de la vitalité du travail historique en Autriche. Mais il n'est pas qu'une œuvre collective d'érudition : en faisant connaître la richesse de certains dépôts d'archives, il est une invitation au travail de prospection et de recherches ; le message a une portée universelle.

R. FOLZ.

Jean FILLIOZAT. *La doctrine classique de la médecine indienne, ses origines et ses parallèles grecs*. Paris, Imprimerie nationale, 1949 ; in-8°, VIII-230 pages.

On sait qu'Abel Rey avait conclu ses recherches sur la science dans l'antiquité en constatant que, « en Inde, comme dans toute l'Asie, il n'y a vraiment de protoscience que du nombre et de la mesure », et que la science orientale plus développée est postérieure à l'essor de la science grecque¹.

A cette théorie, le docteur Jean Filliozat répond dans sa préface qu'« Abel

1. *La science orientale avant les Grecs*, p. 428-429.

Rey a trop exclusivement considéré la chronologie des ouvrages, alors que la pleine application de la méthode historique eût exigé la fixation d'une chronologie des idées » (p. v). Or, dans l'Inde, la date de rédaction de ces manuels d'école que sont les traités scientifiques ne correspond nullement à la date de création des doctrines qu'ils exposent. « Il nous est donc loisible de rechercher si nous ne pouvons pas déceler dans les couches littéraires plus anciennes que les traités classiques l'apparition des doctrines qu'ils ont systématisées pour l'enseignement. Nous aurons ainsi des chances de les repérer plus près de leurs origines et parfois de surprendre des étapes de leur constitution » (p. vi).

Ce sont ces origines que l'ouvrage du docteur J. Filliozat se propose de déterminer. Une fois fixée la « chronologie des idées », la valeur des parallèles prendra sa véritable signification.

Dans un premier chapitre intitulé : « La médecine classique indienne : l'Âyurveda », l'auteur étudie les plus anciens traités et, après avoir rappelé les légendes concernant l'origine de la science de longévité et donné la traduction des deux principaux textes, ceux de Suçruta et de Caraka, il en dégage les doctrines essentielles. Ce système de l'Âyurveda est un dogmatisme interprétant l'expérience, expérience qui n'a rien d'un empirisme, car « les données de l'expérience sont organisées d'après une théorie générale de physio-pathologie » (p. 21). Ayant constaté que la doctrine de l'Âyurveda, « en partie fondée sur l'observation des faits normaux et pathologiques..., dérive de spéculations brahmaniques, valables sinon par elles-mêmes, du moins par la tendance d'esprit qui les suscitait » (p. 25), l'auteur étudie d'abord les données médicales préaryennes et indo-iraniennes (chap. II), et ensuite les données des *samhitâ* védiques sur la pathologie (chap. III), sur l'anatomie (chap. IV) et sur la physiologie (chap. V). Il serait difficile de résumer, même sommairement, ces pages riches de substance, qui sont elles-mêmes la somme d'une documentation considérable à laquelle le médecin a autant contribué que l'indianiste.

Notons seulement qu'à propos des données indo-iraniennes, le docteur J. Filliozat constate : « La théorie âyurvédique des trois principes essentiels, qui sont à la fois ceux de l'organisme humain ou animal et ceux du cosmos, l'eau, le feu et le vent, n'est pas même esquissée dans l'*Avesta*, mais une partie des notions demeurées classiques sur chacun de ces principes est commune à l'*Avesta* et au *Veda* et remonte, selon toute probabilité, à la période indo-iranienne » (p. 46).

En outre, de la comparaison des idées védiques concernant la médecine avec les idées iraniennes, il tire les deux conclusions suivantes : « Il ne paraît avoir existé dans la période indo-iranienne aucun système médical que les Aryens védiques aient pu importer dans l'Inde. En revanche, dès la période indo-iranienne, des notions générales s'étaient fortement constituées sur le rôle cosmique d'éléments de la nature tels que les eaux, le feu et le vent. En même temps, l'idée s'était imposée d'une correspondance entre ces éléments et les principes constitutifs du corps et ceci devait préparer la construction ultérieure d'une physiologie et d'une cosmologie parallèles » (p. 66).

En matière de pathologie, le docteur J. Filliozat montre que « la médecine indienne classique prétend expliquer par un système cohérent la pathogénie et applique sa thérapeutique en fonction de ses théories ; elle est entièrement d'intention scientifique, si erronées que soient en fait beaucoup de ses doctrines. Elle ne peut donc avoir ses bases dans la pathologie et dans la thérapeutique du Veda ».

(p. 114). Mais il ajoute aussitôt qu'« il ne s'ensuit pas que les textes médicaux classiques ne soient pas riches en souvenirs védiques ».

Le chapitre IV, relatif à l'anatomie, contient un très utile index des termes anatomiques des *samhitā* védiques (p. 121-128), qui corrige sur bien des points les identifications proposées en 1907 par Hoernle dans ses *Studies in the medicine of Ancient India*. Il apparaît que, « dans les *samhitā* védiques, une partie seulement, mais une partie importante des éléments anatomiques qui jouent un rôle essentiel dans la médecine, est déjà connue » (p. 141). C'est à une conclusion analogue qu'aboutit l'étude des données physiologiques dans le chapitre V, qui s'attache surtout à montrer « dans quelle mesure les textes védiques contiennent déjà, soit en germes, soit pleinement constituées, les conceptions spéciales de la médecine Ayurvédique sur le rôle du vent dans l'économie de l'organisme » (p. 141).

Malgré sa brièveté, le chapitre VI est particulièrement important. Il présente, en effet, un bilan des notions médicales, reconnues dans les collections védiques, qui sont destinées à être mises en parallèle avec les éléments de la science médicale des Grecs. Si, dès la période préhistorique indo-iranienne, on se trouve en présence de spéculations sur le rôle des éléments feu, eau et vent, on ne peut dire que les connaissances médicales étaient déjà fixées. Les plus anciens textes védiques impliquent l'existence d'une thérapeutique magique et rudimentaire dont les textes médicaux classiques n'ont gardé que fort peu de chose. Par contre, ceux-ci ont gardé de la tradition védique certaines notions sur les éléments constitutifs de l'organisme, et surtout la conception d'une circulation, dans ce dernier, de souffles multiples associés à l'existence de canaux intérieurs. « C'est donc de spéculations physiologiques et de notions anatomiques védiques que l'Āyurveda a surtout hérité... Mais la théorie des trois éléments actifs de l'organisme, qui, par rupture de leur équilibre ou par anomalies fonctionnelles, deviennent ses trois éléments de trouble, le vent, la pituite et la bile, n'était pas encore constituée à l'époque des *Veda* proprement dits » (p. 54). Le passage du Veda à la médecine classique est représenté par la tradition analysée dans le premier chapitre, tradition qui, malgré son caractère hautement légendaire, n'est pas entièrement fictive et a pour l'historien la même valeur que les traditions relatives aux autres enseignements indiens. Le docteur J. Filliozat arrive, à la fin de ce chapitre, « à la conclusion que la médecine indienne classique, qui se présente toute formée dans des traités didactiques des environs de l'ère chrétienne, a ses bases essentielles (doctrines du vent et des souffles, de la nature ignée de la bile, etc.) dans les textes védiques anciens, antérieurs à la formation de la science grecque, mais qu'elle s'est élaborée et constituée en système pendant la période de floraison de la science grecque et parallèlement à elle » (p. 160).

Il s'agit maintenant, pour tenir la promesse du sous-titre, d'étudier les analogies et les rapports entre la médecine indienne et la médecine grecque : c'est l'objet des trois derniers chapitres.

Les comparaisons portent, d'une part, sur la théorie Ayurvédique du vent et le pneumatisme grec, de l'autre, sur une théorie enseignée dans le *Timée* de Platon et la doctrine indienne de la pathologie.

Sur le premier point, étudié dans le chapitre VII, le docteur J. Filliozat institue la comparaison en publiant d'abord, en original sanskrit et traduction française, les textes les plus importants de l'Āyurveda relatifs à la théorie du vent, qui enseignent que « toute activité motrice dans l'organisme provient d'un souffle

organique intérieur identique au vent atmosphérique ». Il met en regard le traité hippocratique *Des Vents*, et il conclut à une analogie profonde entre les deux doctrines, mais non à une corrélation étroite : « Le problème que posent les concordances... n'est pas un problème d'emprunt de texte, mais bien de rapports culturels » (p. 189).

C'est à la même conclusion qu'aboutit, au chapitre VIII, la comparaison de la doctrine médicale exposée dans le *Timée* de Platon avec l'enseignement classique de l'Âyurveda, d'après lequel les maladies sont provoquées par le vent, la bile et la pituite.

Or, ces deux groupes de concordances entre les médecines de la Grèce et de l'Inde se rapportent à une période antérieure à l'expédition d'Alexandre, à laquelle on a coutume d'attribuer les premiers contacts entre l'Inde et la Grèce.

Cette constatation amène l'auteur à rechercher dans son dernier chapitre « les communications de la Grèce et de l'Inde avant Alexandre ». Ces communications, le docteur J. Filliozat, qui s'était déjà attaché à les mettre en lumière pour une époque plus tardive dans divers travaux¹, les attribue pour l'époque préalexandrine, moins à des contacts directs qu'à l'action d'un intermédiaire, en l'espèce de l'empire perse. Il expose les circonstances historiques qui ont amené les Achéménides, par leur occupation presque simultanée (525-515 av. J.-C.) du Sindh à l'est et de l'Égypte à l'ouest, à « jeter un pont de culture mésopotamienne entre l'Égypte et l'Inde ». Mais ils n'ont pas imposé aux pays occupés leur civilisation iranienne : ils ont seulement « créé l'unité politique au-dessus des races et des religions », et « leur tolérance a favorisé la floraison et l'échange de la pensée ».

A ces échanges, l'Ionie, qui, « dans sa période essentielle d'activité intellectuelle, a fait partie du monde asiatique en même temps que du monde hellénique », a pris une part active. L'auteur cite un certain nombre de Grecs employés par les Achéménides et explique dans quelles circonstances ils ont pu entrer en contact avec des Indiens et à l'occasion faire connaître leurs idées scientifiques aux Grecs d'Ionie. De plus, l'existence d'une route commerciale régulière et ancienne entre l'Inde et l'Occident explique comment des drogues indiennes, notamment le poivre (skt. *pippali*), ont pu parvenir en Occident et apparaître sous le nom de *peperi* dans un texte hippocratique.

En conclusion de cet ouvrage riche de faits et de pensée, le docteur J. Filliozat constate que « les voies certaines et les intermédiaires, Grecs au service des Perses, fonctionnaires des Achéménides qui dominaient à la fois sur des terres grecques et indiennes, Indiens même peut-être, n'ont point manqué pour assurer des communications scientifiques entre l'Inde et la Grèce avant Alexandre. Sans doute, ils n'ont point suffi à faire largement connaître l'Inde au public grec, pas plus que la Grèce au public indien, mais ils ont pu aisément transporter des notions sur lesquelles les esprits de part et d'autre, par émulation consciente ou non, ont travaillé. C'est ce qui explique que nous puissions trouver entre la médecine indienne et la médecine grecque des similitudes trop particulières et trop précises pour qu'il soit facile de les attribuer au hasard et que nous rencontrions dans la Grèce et dans l'Inde tant de spéculations analogues aux mêmes moments ; si les deux

1. Les gajaçāstra et les auteurs grecs, *J. A.*, 1933, p. 163 et suiv. — La doctrine des Brâhmanes d'après saint Hippolyte, *R. H. R.*, juillet-décembre 1945, p. 59 et suiv. — Les échanges de l'Inde et de l'Empire romain aux premiers siècles de l'ère chrétienne, *R. H.*, 1949, p. 6.

mondes, tout en ne se connaissant que d'une façon vague, ont égalisé les niveaux de leurs sciences, c'est qu'en sous-couvre ils communiquaient ».

Ces conclusions dépassent singulièrement le cadre d'une étude sur l'histoire de la médecine indienne et ouvrent la voie à de fécondes recherches sur les rapports entre l'Inde et le monde méditerranéen dès avant l'époque des conquêtes d'Alexandre. Aussi l'ouvrage du docteur J. Filliozat mérite-t-il d'être lu et médité par tous ceux qui s'intéressent à l'histoire des sciences et aux échanges culturels entre l'Orient et l'Occident.

G. CORDÈS.

RAMÓN MENÉNDEZ PIDAL. El Imperio Hispanico y los Cinco Reinos. — Dos épocas en la estructura política de España. Madrid, Instituto de Estudios políticos, 1950 ; in-16, 229 pages.

La réaction qui s'est produite au siècle dernier contre une interprétation « providentielle » de l'histoire médiévale de l'Espagne, entièrement axée sur l'idée de « Reconquête », a conduit les historiens modernes à mettre l'accent sur les particularismes régionaux, à nier qu'aucun idéal commun se soit imposé aux différents royaumes chrétiens en lutte contre l'Islam. Cette réaction a dépassé son but et amené à méconnaître certains aspects essentiels de l'histoire espagnole. C'est contre elle que s'élève M. Ramon Menéndez Pidal dans ce petit ouvrage où l'appareil critique est réduit au minimum (quelques notes au bas des pages), mais dont l'argumentation se fonde sur une connaissance intime de l'histoire médiévale de la Péninsule et sur cette longue familiarité que l'auteur possède avec les textes d'annales et les documents d'archives.

M. Menéndez Pidal se propose de montrer comment les historiens, en se refusant à admettre l'existence d'un idéal unitaire espagnol supérieur aux divisions politiques accidentelles de la Péninsule, ont confondu à tort deux époques et appliqué aux premiers siècles de la reconquête des conclusions valables seulement pour les trois derniers siècles du Moyen Âge.

Toute cette étude est centrée sur le titre d' « Imperator » que, du ^x^e au ^{xii}^e siècle, portèrent les souverains asturiens, puis leurs successeurs de Léon et de Castille. Faut-il voir seulement dans ce titre une « décoration » ou la consécration d'éclatants succès militaires (dans le sens latin d'*Imperator*) ? Les textes allégués par M. Menéndez Pidal montrent que ce titre recouvre une réalité politique, qu'il implique chez ceux qui le portent la revendication de tout l'héritage hispano-gothique et leur assure une situation prééminente vis-à-vis des souverains des autres États chrétiens nés de la première reconquête. La légitimité de cette prééminence est d'ailleurs admise par les autres souverains chrétiens. On voit le plus puissant d'entre eux, Sanche le Grand de Navarre, alors maître de l'Aragon et de la Castille, reconnaître la qualité « impériale » du jeune Bermude III de Léon ; ce n'est qu'après s'être emparé de la couronne léonaise que Sanche prend pour lui-même le titre d'empereur et le fait figurer sur ses monnaies.

C'est cependant le même Sanche qui rompt avec la tradition hispano-gothique en introduisant la pratique des partages successoraux du royaume. Pour M. Menéndez Pidal, il y a là une manifestation typique du « germanisme » des institutions navarraises opposées à la tradition romaine qu'incarne le royaume léonais ; mais on peut se demander s'il n'y a pas là simplement une conséquence de l'accrois-

sement territorial de l'État navarrais (que l'on pourrait rapprocher de la pratique française des « apanages » qui se développe après les grands agrandissements territoriaux du domaine capétien au XIII^e siècle).

Lorsque, au milieu du XI^e siècle, le royaume de Léon est absorbé et éclipsé par la Castille, ce sont les souverains castillans qui portent le titre d'« Imperator »; après la prise de Tolède, l'ancienne capitale wisigothique, Alphonse VI en accentue encore la signification dans des expressions *Imperator toledanus*, *Imperator totius hispaniae*. Mais c'est à son petit-fils, Alphonse VII, qu'il appartiendra de revendiquer le plus orgueilleusement le prestige et les prérogatives attachés à ce titre par une solennelle cérémonie de couronnement célébrée à Léon en 1135. Il s'intitulera désormais « Alphonse l'Empereur », et ce titre est tout autre chose qu'un vain mot : on en trouve la preuve dans l'hommage que lui prête le roi d'Aragon, Ramire le Moine, et dans les accords passés à Tudellen avec Raymond Béranger IV, de Barcelone, et par lesquels l'Empereur lui concède les terres à conquérir sur les musulmans.

Mais l'idée impériale qu'il avait orgueilleusement incarnée ne survécut pas au partage de son royaume entre ses fils. Tolède et Léon, les successives capitales « impériales », font désormais partie de deux royaumes différents, ce qui porte un coup sérieux à l'idéal unitaire de l'Empire espagnol ; on voit Sanche de Castille refuser l'hommage que lui offrait son frère Fernand de Léon et reconnaître ainsi implicitement l'égalité des deux royaumes. Par ailleurs, le Portugal, indépendant depuis un demi-siècle, fait reconnaître, de même que la Navarre, son indépendance de droit par la Papauté. Alphonse II d'Aragon cesse de rendre au roi de Castille l'hommage que lui avaient rendu ses prédécesseurs, et c'est désormais sur un pied d'égalité que les souverains castillans et aragonais se partagent les terres à reconquérir.

Désormais, la base de l'existence politique de l'Espagne est constituée par cinq royaumes — Léon, Castille, Portugal, Aragon et Navarre — tous se considérant comme égaux en droits et dignité. L'expression « los cinco reinos » prend une valeur quasi symbolique et sera employée pour caractériser la situation politique de l'Espagne, même lorsque le hasard des partages et des luttes successorales aura réduit à un chiffre inférieur le nombre des couronnes. Il est significatif que les grandes œuvres historiques du XIII^e siècle, en particulier l'*Historia gotica* de Rodrigue de Tolède et la *Chronique générale* d'Alphonse X, influencées par le spectacle de l'Espagne de leur temps, méconnaissent complètement la conception impériale et unitaire des siècles précédents. Ce sont donc bien deux époques successives dans la structure de l'Espagne médiévale que sépare le XII^e siècle : l'une où l'idéal unitaire s'exprime dans les institutions politiques et surtout dans ce titre « impérial » qui confère à son titulaire une supériorité admise par les autres souverains de la Péninsule ; l'autre où triomphent l'individualisme politique et le principe d'égalité des royaumes. Une solidarité dynastique peut bien exister entre les souverains et se traduire par des alliances politiques plus ou moins durables. L'unité foncière de l'Espagne a cessé de s'inscrire dans les titres et les institutions. C'est dans l'existence d'une culture commune qu'elle continue à s'exprimer.

M. DEFURNEAUX.

CYRIL FALLS. *Elizabethan Irish Wars*. London, Methuen & Co, 1950; 362 pages. Prix : 25 s.

Livre riche en informations. Du côté anglais, l'auteur trouvait embarras de ri-

chese, ne fût-ce qu'entre les divers *State Papers* qu'il a si heureusement exploités ; du côté irlandais, bien plus pauvre, il cite les *Annales* diverses, bien entendu, mais aussi les travaux d'érudition récents, MacNeill, Hayes MacCoy ; en général, enfin, il a pratiqué les auteurs de Traités militaires, principalement anglais ou espagnols. Son point de vue est celui d'un spécialiste, qui centre son regard strictement sur l'aspect militaire des choses : de là ces chapitres techniques, et si neufs, où nous apprenons, dans le plus précis détail, « quels » étaient les adversaires aux prises : armées anglaises, avec leurs états-majors redondants et leurs composants variés, archers, mousquetaires, piquiers, cheval-légers, auxiliaires indigènes ; levées irlandaises, avec leurs *kerns* insaisissables, leur infanterie lourde écossaise en cotte de mailles, leur cavalerie sans étrières qui ne peut tenir contre la gendarmerie d'en face ; lente variation, enfin, de l'armement comme de la tactique, tant chez l'un que chez l'autre, pendant les quarante ans que dure la lutte. La guerre étant fonction des lieux où elle se fait, un chapitre expose, comme il se doit, ce qu'était l'Irlande, encore toute gaélique, de 1560, la structure économique, politique, sociale du pays, et l'auteur infère, avec raison sans doute, que l'Irlande devait nécessairement succomber, parce qu'elle représentait la trame lâche (et d'autant plus chérie qu'elle était lâche) du plus lointain passé contre l'État moderne, efficace, compétent, organisé, tel que l'avait conçu la Renaissance. De plus, l'artillerie, si rare qu'elle fût, était d'un seul côté. Enfin, la maîtrise de la mer parlait : à la prise de Smerwick, c'est l'amiral sir William Winter qui amène le canon, indispensable. Le détail, d'ailleurs fastidieux, des campagnes décrites ne saurait être examiné dans le mince espace à nous imparti. Ce que le prof. Falls fait sans cesse ressortir, et à miracle, c'est la tâche ingrate que rencontrait une armée conçue, équipée, dressée à la moderne pour les guerres du continent, devant un ennemi qu'il était impossible de contraindre à la bataille rangée, et qui s'évanouissait aujourd'hui pour ne reparaitre que plus harcelant et intact demain. C'est pourquoi, quand, devant le danger croissant, cèdent enfin la pingrerie, les lanternements (et l'inintelligence) d'Élizabeth, quand les Mountjoy et les Docwra, décidés à mettre fin à ces guerres sans cesse renaissantes, peuvent établir des plans logiques, la tactique à quoi ils recourent — et qui réussit — est celle de « la terre brûlée » : détruire pour les bandes ennemies la possibilité de vivre. On conçoit la cruauté de la méthode pour les populations qu'elle affame et extermine. M. Falls, dans sa conclusion, dénonce l'erreur qu'il y aurait à juger ces « guerres sans merci » d'après « des standards moraux qui n'avaient alors pas cours ». Il a sans doute raison : nos guerres de religion, contemporaines, fourmillent d'excès parallèles. Il a même tellement raison qu'il en a tort. « Nous qui vivons, dit-il p. 151, dans un monde qui a vu revenir des sauvageries pires que celles du xvi^e siècle en Irlande... » Où donc sont nos « standards moraux » ? Le vrai, c'est que c'est une chimère dérisoire d'espérer que la force, qui veut s'imposer, recule jamais devant les pires extrêmes de la force. La guerre est la guerre. S'il est un tort, ce n'est pas dans l'excès, c'est dans le fait de la guerre. Toute limite à la guerre est une absurdité en soi.

Roger CHAUVINÉ.

K. W. SWART. *Sale of offices in the seventeenth century*. The Hague, Martinus Nijhoff, 1949 ; in-8°, 161 pages, bibliographie, index.

M. Swart a essayé de traiter un sujet que j'indiquais dans la conclusion de mon

ouvrage sur *La vénalité des Offices sous Henri IV et Louis XIII* : décrire la vente des fonctions publiques dans les divers États, déterminer les différences et leurs raisons, chercher les causes et les conséquences de cette coutume.

M. Swart a poussé son enquête à travers la France, la péninsule Ibérique, l'Angleterre, les Pays-Bas, les Provinces-Unies, l'Italie, l'Allemagne, l'Empire Ottoman, l'Inde, la Chine, les colonies espagnoles et anglaises d'Amérique. Il n'a pas eu la prétention d'épuiser la liste des pays où la vente des charges a existé. S'il a insisté sur le *xviii^e* siècle, qui, pour lui, a vu l'apogée du trafic des offices, il ne s'est pas interdit un coup d'œil sur les périodes précédente et suivante, et, comme en ce siècle le trafic des offices n'est pas au même point de son évolution dans les différents pays, il a été possible à M. Swart d'esquisser une courbe du phénomène et de certains de ses concomitants.

Le sujet était neuf. Le trafic des offices n'est bien étudié nulle part, sauf en France. M. Swart a été contraint à une immense lecture, poursuivie à travers les ouvrages des historiens modernes, les chroniques, les mémoires, les correspondances, les relations d'ambassadeurs, les recueils de lois, les actes des États-Généraux, saisissant de-ci de-là des indications éparses et recomposant un ensemble à l'aide de ces fragments minuscules et dispersés. L'effort est considérable.

M. Swart a donné pour chacun des pays étudiés une description qui, souvent, est la première en date. Il a esquissé d'intéressantes comparaisons. Il est arrivé aux conclusions générales suivantes.

La vente des offices est un phénomène mondial. Partout il est né au Moyen Age; il a atteint son apogée en Europe aux *xviii^e* et *xviii^e* siècles; il a disparu avec les institutions politiques modernes.

Dans les derniers siècles du Moyen Age, les offices, rémunérés par des honoraires que l'officier pouvait accroître à son gré, devenaient vite viagers, indépendants du prince et avaient des caractères de fief. Ils avaient tendance à se confondre avec la propriété privée. Ils étaient recherchés parce qu'ils étaient lucratifs et apportaient honneur et prestige dans ces sociétés aristocratiques. Les ministres, les chefs de service, les courtisans, les grands nobles, avaient un rôle décisif pour les faire attribuer. Les ventes étaient limitées en nombre, parce qu'il y avait peu d'offices, et que, dans une société où dominaient les aristocrates, il y avait bien d'autres façons de les briguer. Mais la conception de l'office comme propriété privée se développait.

Les gouvernements absolus, surtout du *xvi^e* au *xviii^e* siècle, introduisirent la vente systématique des offices, pour les besoins des guerres, parce qu'ils manquaient de moyens de crédit, et pour réduire les clientèles des nobles. Ils bénéficièrent de l'essor du commerce et de celui d'une puissante classe moyenne. Toutes ces conditions, inégalement réparties, furent particulièrement bien réalisées en France, où la vente des offices fut plus importante que partout ailleurs.

Les rois absolus n'utilisaient la vénalité qu'à contre-cœur. Leur idéal était un corps de fonctionnaires révocables à volonté. Ils créèrent partout des agents dont ils pouvaient disposer, comme les intendants en France. L'expansion du crédit, la disparition progressive de la rémunération par honoraires, la conception de l'État comme une entité morale et celle de l'exercice de l'autorité publique comme un devoir firent écarter la vénalité au *xviii^e* siècle, puis la firent disparaître.

Nul ne pourra songer à reprocher au Dr Swart d'avoir fait seulement un premier défrichement. Nul ne lui reprochera quelques taches, comme d'avoir vu dans la vente des offices par des gouvernements absolus, pour des motifs fiscaux, le caractère

de soc
en ple
éviden
propri
domai
ces off
à la u
voudr
de cla
les gra
chies
qu'il a
brouse
dans l
élém
un pro
rassem
à la re

Weale
160

Cet
dont le
sous la
avec d
diée d
États
celle-ci
tion d'
tion, la
Le v
premiè
Dans u
général
qui exp
nation
vention
à l'init
ement
grands
qui rev
celle de
doniens
au cadr
loppem

de sociétés politiquement en déclin¹, alors qu'elle s'est produite dans des sociétés en plein essor et en plein progrès, tout aussi bien politiquement. L'on souhaiterait évidemment que l'auteur eût mieux précisé les différents modes de vente et d'appropriation, qu'il eût mieux distingué les différentes catégories d'offices, offices domaniaux, offices de justice, de finance, offices ministériels, magistratures, car ces offices n'ont pas été tous vendus indifféremment à toutes les périodes, et il y a là un élément précieux pour discerner les différentes phases du phénomène. L'on voudrait qu'au lieu d'avoir suivi un ordre géographique, le D^r Swart eût essayé de classer les ventes d'offices selon qu'elles existaient dans les petits États urbains, les grands États territoriaux, les empires, les républiques patriciennes, les monarchies tempérées aristocratiques, les monarchies absolues, et, parmi celles-ci, selon qu'il s'agit de pays à grand ou à faible développement capitaliste, à noblesse nombreuse ou réduite, etc. L'on aurait aimé que la description de la vente des offices dans les différents États fût plus méthodiquement mise en rapport avec tous les éléments, économie, structure sociale, organisation politique, etc. Mais c'est là un programme gigantesque. Il reste que le D^r Swart a fait œuvre utile par les faits rassemblés, par sa tentative d'explication et, mieux encore, par les voies ouvertes à la recherche.

Roland MOUSNIER.

Wesley Frank CRAVEN. *The Southern Colonies in the seventeenth century, 1607-1689*. Baton-Rouge, Louisiana State University Press, 1949.

Cet ouvrage constitue le premier volume de la grande histoire des États du Sud dont les presses universitaires de Louisiane viennent d'entreprendre la publication sous la direction de W. H. Stephenson et E. M. Coulter. L'initiative sera accueillie avec d'autant plus d'intérêt que l'histoire des États du Sud est trop souvent étudiée dans des traités généraux qui ne l'envisagent pas séparément de celle des États du Nord et ne dégagent pas les fortes oppositions qui la distinguent de celle-ci. Un essai nous est maintenant présenté dans ce sens, avec la collaboration d'hommes particulièrement qualifiés pour définir, à la lumière de leur évolution, la personnalité de ce groupe d'États dans l'ensemble de l'Union américaine.

Le volume, de la main de Wesley F. Craven, nous présente l'histoire des trois premières colonies du Sud au XVII^e siècle, la Virginie, le Maryland et la Caroline. Dans une étude de cet ordre, l'auteur ne pouvait éviter de reprendre les notions générales qui forment la préface indispensable de l'étude initiale de la Virginie et qui expliquent les motifs déterminants de l'entreprise, sa portée profondément nationale, à une époque où, le gouvernement d'Elizabeth déclinant toute intervention directe dans les projets de colonisation, la charge immédiate en incombait à l'initiative privée. L'exposé de ces notions générales est bien agencé, vigoureusement écrit : le rôle particulièrement important joué par les deux Hakluyt, les grands théoriciens de l'expansion anglaise, dans ces années préliminaires, la place qui revient à Richard Hakluyt dans le lien qui unit la tentative de Roanoke à celle de Jamestown, l'union morale de la monarchie et des grands marchands londoniens de la *Virginia Company* dans la préparation d'une entreprise qui s'intègre au cadre de l'expansion européenne en Amérique du Nord, y font l'objet de développements solides et intéressants. De ces considérations générales se dégagent

un certain nombre de principes fondamentaux de la colonisation britannique, qui se retrouveront dans tous les projets d'expansion ultérieurs.

L'idée ressort que l'entreprise de 1607 forme le premier terme d'un mouvement d'émigration appelé à s'amplifier dans les années suivantes, en direction de la Virginie et des Indes occidentales, pour atteindre son point culminant dans la grande émigration puritaine à partir de 1630. Au travers des épreuves inséparables de toute tentative de prise de possession d'un pays neuf, des difficultés matérielles de la Compagnie chargée de conduire la colonisation du territoire, des amendements ou des innovations qu'elle apporte à ses plans d'action, à ses projets de peuplement, à sa politique d'attribution du sol, on assiste à la naissance et au premier essor des colonies de la baie Chesapeake. La Virginie et le Maryland ont à l'origine leur individualité respective, correspondant à la mentalité de l'époque où elles prennent naissance : à la Virginie, fruit d'une entreprise collective et commerciale, souvent asservie à des fins spéculatrices, s'oppose le Maryland, issu de « l'effort individuel », prototype de la « colonie à propriétaire », dont l'idée devait se répéter dans les Carolines, et qui tendait à introduire dans le Nouveau Monde, au profit de Sir George Calvert, un système de propriété inspiré de conceptions médiévales. Mais, au contact des réalités, l'une et l'autre firent rapidement figure de créations étroitement apparentées, rendues solidaires par l'évolution de leur système politique, par le mode de vie de leurs populations, par leur agriculture, par leur régime de petite propriété (la grande « plantation » étant une création ultérieure), et, en conséquence, par la prédominance de la main-d'œuvre européenne et la rareté du travail servile. Établies dans une nature primitive, affrontant les mêmes difficultés, les deux colonies ne tardèrent pas à s'affranchir, dans un cas, du programme de mise en valeur imaginé par la Compagnie de Virginie, dans l'autre des conceptions surannées du lord propriétaire, et à contracter les habitudes et l'état d'esprit foncièrement individualiste de la frontière. Au tableau d'une société dominée par des préjugés aristocratiques, que l'on est trop souvent tenté de regarder comme le trait dominant de ces premières colonies du Sud, l'auteur substitue le tableau, plus réel, d'une population astreinte, par le labeur opiniâtre qu'exige une nature difficile, à des conceptions plus égalitaires.

L'intérêt du livre se trouve singulièrement accru par cet ensemble de considérations, dont on ne peut donner ici qu'une idée très sommaire. On est cependant déçu qu'il ne nous apporte pas une étude précise et systématique des premières étapes de la progression des colons dans l'arrière-pays du littoral. L'auteur insiste avec raison sur la dispersion de leurs établissements, favorisée par la présence d'une voie d'eau dont les multiples ramifications permettent aux habitants, quel que soit leur éloignement, de communiquer avec les marchés de la colonie, favorisée aussi par les modalités et les exigences de la culture du tabac. Mais il n'expose pas le bilan de cette dispersion, les diverses phases de l'occupation graduelle du sol. L'absence de carte, dont on ne parvient pas à s'expliquer les motifs, est une lacune qui persistera, malheureusement, dans les volumes suivants. Et l'on se demande si l'auteur n'aurait pas eu intérêt à réduire les considérations générales du début, qui intéressent la scène anglaise plus directement que la scène américaine, au profit de notions sur lesquelles il passe trop rapidement : les rapports avec les Indiens, le problème de la main-d'œuvre noire, indépendamment de l'expansion intérieure des deux colonies, auraient gagné à faire l'objet d'exposés plus détaillés.

Les
sont. L
Crav
le sou
les ann
intérêt
colonie
l'on at
donner
politiqu
vais lo
alors d
de nou
et, au l
du con
les pou
ceux-c
tannique
font le
fixer a
domin
La C
fortem
bade s
naissan
prise d
dont le
colonie
plexité
L'ou
nées q
Atlant
il form
Lewis
Lou
Sous
sante à
à la gu
de cam
de fair
trop se
partag
soin d
de terr
10.000

Les répercussions de l'histoire de la métropole sur ses dépendances d'outre-mer sont, logiquement, un aspect qui retient longuement l'attention de M. Wesley Craven : l'étude qu'il y consacre est aussi ample et aussi bien faite qu'on pourrait le souhaiter. Oubliant momentanément leurs sympathies monarchiques pendant les années de la guerre civile et de l'interrègne, afin de ne pas compromettre leurs intérêts par un attachement trop entier à une cause provisoirement perdue, les colonies ne subissent pas alors, dans leur peuplement, cette transformation que l'on attache à une arrivée imaginaire de Cavaliers, car les émigrants qui abandonnent l'Angleterre après 1649 s'en vont pour des raisons qui ne sont pas d'ordre politique, et ils se rendent en toute connaissance de cause dans un pays qui a depuis longtemps fait la paix avec Cromwell. L'afflux de population qui se produit alors dans les colonies de la baie Chesapeake se traduit fatalement par la création de nouveaux établissements et de nombreuses circonscriptions administratives, et, au fur et à mesure que la frontière s'enfonce plus profondément dans l'intérieur du continent, un phénomène de décentralisation s'opère dont l'effet est d'accroître les pouvoirs et la compétence des tribunaux et des commissaires des comtés : ceux-ci deviennent autant de foyers de vie semi-autonome, où les institutions britanniques s'assouplissent au contact d'un milieu différent et de l'application qu'en font les personnalités locales. Simultanément, la vie économique achève de se fixer autour de la culture du tabac, suivant des modalités qui en resteront le trait dominant dans les siècles suivants, et, en fait, jusqu'à la guerre civile.

La Caroline, moins directement rattachée par ses origines à la mère patrie, plus fortement dominée par des promoteurs venus des Indes occidentales, de la Barbade surtout, complète le tableau de ces premières colonies du Sud. Elle prend naissance au moment où la Virginie et le Maryland, ayant franchi le stade de la prise de possession du sol, entrent dans une phase plus critique de leur histoire, dont la rébellion de Nathaniel Bacon, expression des difficultés que la plupart des colonies anglaises ont éprouvées avec les populations indigènes, illustre la complexité.

L'ouvrage forme une synthèse intéressante et bien construite de toutes les données que la critique moderne a pu réunir sur l'histoire de ces colonies du « Sud Atlantique ». Accompagné d'une étude des sources et d'une bibliographie critique, il formera pour les historiens un instrument de travail indispensable.

Marcel GIRAUD.

Lewis E. ATHERTON. *The Southern Country Store, 1800-1860*. Bâton-Rouge, Louisiana State University Press, 1949.

Sous un titre modeste, ce livre apporte une contribution singulièrement intéressante à la connaissance de l'économie des États du Sud dans les années antérieures à la guerre civile. L'étude de la genèse et du fonctionnement de ces « magasins » de campagne exige de l'auteur des considérations d'ordre général qui lui permettent de faire justice de notions traditionnellement admises. Il renverse ainsi le tableau trop sommaire, vulgarisé par les abolitionnistes et les romanciers, d'une société partagée entre une aristocratie de gros planteurs, confiant à des « facteurs » le soin d'écouler leur récolte, et d'un prolétariat de pauvres blancs cultivant des lots de terre misérables. A côté de cette aristocratie, qui se réduisait à moins de 10.000 familles (sur un total de 6.000.000 d'âmes) possédant plus de cinquante

esclaves et seules capables de mener l'existence que l'on se représente comme habituelle à la société du Sud, figurait en réalité une classe nombreuse de propriétaires moyens, puisque moins de 100.000 familles arrivaient à un effectif de dix esclaves et que beaucoup n'avaient aucune domesticité servile, tandis que les pauvres blancs, dans un pays où la terre était fertile et bon marché, ne formaient qu'une minorité.

La population rurale, dans ces conditions, était représentée en majeure partie par une « classe moyenne » de « petits planteurs », exploitant leurs terres avec quelques esclaves, et surtout de « petits fermiers », travaillant sans esclave. Mais les uns et les autres, sauf dans les régions montagneuses ou dans les États périphériques où l'économie était plus diversifiée, imitaient le type d'agriculture des gros planteurs. A l'exemple de ces derniers, ils produisaient des cultures commerciales, coton et tabac surtout, le riz et la canne à sucre étant, en raison des capitaux qu'ils exigeaient, réservés aux planteurs riches. Ils imitaient aussi leur mode d'exploitation du sol, facilité par le bon marché de la terre, par la possibilité d'abandonner le lot qui commençait à s'épuiser pour acquérir une parcelle neuve. Enfin, comme les gros planteurs encore, ils laissaient le soin d'écouler leurs récoltes et de subvenir à leurs besoins matériels à un rouage intermédiaire : au « facteur » établi dans une ville côtière, qui s'acquittait de ces fonctions pour les premiers, correspondait, pour les petits planteurs et fermiers, le « magasin » de campagne ou de village, le « country store ».

Bien qu'il fasse de l'étude de ces magasins le sujet principal de son ouvrage, l'auteur évite de perdre de vue les « facteurs », avec lesquels ils étaient souvent en concurrence, car il n'est guère possible de dissocier entièrement ces deux rouages de l'économie du Sud. Les deux systèmes s'enchevêtraient aussi bien que les classes qu'ils représentaient : à l'exception des zones montagneuses, d'où le « facteur » était exclu, les petites propriétés s'inséraient entre les grandes plantations, au cœur même de la zone des cultures commerciales.

L'originalité de ces magasins provient de la diversité de leurs attributions. Ils ne sont pas seulement pourvus de tous les éléments susceptibles d'assurer la vie matérielle des fermiers. Ils jouent le rôle de banques, d'institutions de crédit, indispensables au fonctionnement d'une société où les capitaux sont rares. Ils reçoivent les récoltes en échange de leurs marchandises : le fermier n'ayant jamais assez d'argent liquide pour acheter, ils ne pourraient, sans cela, écouler les stocks qu'ils détiennent. Le système implique fatalement l'obligation pour le propriétaire du magasin d'écouler ensuite la récolte qui lui est abandonnée. Il peut alors devenir industriel et ajouter à son magasin une manufacture de tabac, une machine à égrener le coton, au lieu d'expédier uniformément à un associé établi sur le littoral le produit brut de la récolte, à charge pour celui-ci de trouver les débouchés nécessaires. Surtout, il doit consentir au fermier les avances de marchandises à crédit qui lui sont indispensables, car le fermier a coutume, avant la guerre civile, de solder ses dettes une fois par an, lorsque les bénéfices de la récolte lui permettent de faire face à ses échéances. Le magasin est en mesure de répondre à cette situation, parce qu'il dispose lui-même d'une année de répit pour solder les produits qu'il reçoit des grossistes du littoral. Le magasin est également appelé à recevoir en dépôt le numéraire des colons, à faire des avances de fonds pour le paiement de leurs impôts, à suppléer, en d'autres termes, à la rareté des banques et à l'insuffisance de la circulation monétaire inséparables de l'économie purement agraire que le Sud connaissait avant la guerre civile.

De là l'importance que les propriétaires de ces magasins occupaient dans la vie sociale et économique des États du Sud, la complexité de la tâche qui leur incom- bait, la multitude des problèmes qu'ils devaient résoudre : recherche constante de capitaux, écoulement des récoltes, transport de celles-ci, rendu particulièrement difficile par la nécessité où beaucoup se trouvaient, du fait de la progression per- manente de la frontière, de s'établir à l'avant-garde de la colonisation agricole dans des secteurs à peuplement épars. De là, enfin, les aléas et les risques d'une gestion exposée à subir le contre-coup des mauvaises récoltes, des fluctuations de cours, des paniques consécutives aux périodes de crise.

Partant d'un sujet limité en apparence, l'auteur en arrive ainsi à présenter un excellent tableau, admirablement documenté, du comportement économique des États du Sud avant la guerre de Sécession.

Marcel GIRAUD.

I. — Gunnar GERNER. *Det svenska regeringsproblemet, 1917-1920*. Uppsala et Stockholm, Almqvist och Wiksell, 1946 ; in-8°, xxiii-396 pages. Prix : 10 kr.

II. — Olle NYMAN. *Svensk parlamentarism, 1932-1936*. Ibid., 1947 ; in-8°, xxi-570 pages. Prix : 14 kr.

I. — Ces deux thèses de « science politique », publiées dans la collection dirigée par M. A. Brusewitz, étudient l'évolution du problème gouvernemental : 1917-1920, « De la majorité de coalition au parlementarisme de minorité » ; 1932-1936, « Du parlementarisme de minorité à la majorité de coalition ».

M. Gerner traite de la période qui a suivi la réforme constitutionnelle de 1918, triomphe de la démocratie politique en Suède obtenu par la collaboration des libé- raux et des sociaux-démocrates. La coalition, amorcée dans l'opposition, arrivée au pouvoir sous la direction du libéral Edén en 1917, a surmonté d'abord les diver- gences entre les deux partis : question de Finlande, organisation du ravitaillement. Mais en 1919, devant les problèmes de la défense nationale et de la fiscalité, se développe dans chaque parti une tendance hostile à la collaboration. Les socia- listes prennent l'initiative d'une reconduction du contrat sur une base plus radi- cale, programme trop vaste et trop avancé pour les libéraux, dont beaucoup ont déjà accepté difficilement la journée de huit heures. En février 1920, la coalition se brise à propos des impôts communaux que veut réformer le ministre des finances Thorsson, soc. dém. Le premier ministre Branting, soc. dém. homogène, inaugure alors une ère de gouvernements minoritaires qui durera plus de quinze ans. Cette solution, préconisée par Edén, dénoncée par la droite, acceptée avec appréhension par le roi, n'assure pas le succès du projet Thorsson, mais Branting se maintient : des raisons nationales (affaire d'Åland en instance devant la S. D. N.) ou tactiques (approche des élections) rallient presque tout le monde à cette décision. Après les élections de septembre 1920 — succès conservateur, recul social-démocrate — Branting se retire, laissant place à un cabinet d'affaires en face d'un parlement sans majorité.

M. Gerner ne nous donne pas une histoire, même exclusivement politique ; le fond des problèmes politiques n'est exposé que pour faire comprendre l'évolution du problème gouvernemental. L'analyse suit de près le jeu des partis, grâce à une documentation intéressante : procès-verbaux des organes directeurs des partis,

du groupe parlementaire social-démocrate, papiers de plusieurs hommes politiques. A signaler aussi — innovation discutable — l'emploi de l'information recueillie oralement auprès de personnages encore vivants. Malgré un effort visible, la documentation est moins riche en sources libérales. On regrette que l'auteur ait accordé moins d'attention à l'opposition, dont la pression (droite sur les libéraux, socialistes de gauche sur les sociaux-démocrates) a favorisé la désagrégation de la coalition.

II. — Dans l'ouvrage de M. Nyman, même point de vue, mêmes sources. En 1932, les élections, se jouant sur les solutions proposées à la crise économique, ne donnent pas de majorité. Malgré le souhait général de sortir du « système Ekman » (gouvernement d'un petit parti centriste avec majorités de rechange), impossible de réaliser une coalition bourgeoise ; la droite, battue, préfère l'opposition. Le parti social-démocrate (104 sièges sur 230) reprend alors le pouvoir. Le premier ministre Hansson, minoritaire, dure pourtant presque toute la législature, car il réussit en 1933 à ménager un accord avec les agrariens et quelques libéraux sur la politique économique : aide à l'agriculture pour faire passer, contre les objections conservatrices, le financement de grands travaux destinés à résorber le chômage. Ce compromis d'intérêts, dont les origines sont difficiles à préciser, assure la stabilité gouvernementale. L'alliance « des paysans et des ouvriers » ne se brise qu'en juin 1936, à trois mois des élections, sur la défense nationale, malgré de larges concessions social-démocrates. Les agrariens semblent satisfaits de se dégager sans provoquer un renversement de politique complet. Leur chef Pehrsson, sans exploiter à fond les possibilités de rassemblement bourgeois, forme un ministère homogène. Quand les élections de septembre 1936 ramènent cent douze sociaux-démocrates à la deuxième chambre, le retour d'Hansson s'impose. Pour ne pas dépendre de quelques voix communistes, il négocie une alliance formelle avec les agrariens. Le second cabinet Hansson, avec Pehrsson à l'Agriculture, réalise ainsi le retour au système de coalition. On note avec intérêt le bon exposé des problèmes posés en 1932 par la crise, l'analyse des difficultés de la droite qui se raidit, mais refuse la tentation nazie de certains de ses membres, les pages consacrées à l'évolution du parti agrarien. Le lien paraît en général mieux marqué que dans le livre de M. Gerdner entre les événements politiques et leur contexte économique et social. Cet élargissement de la perspective ne saurait toutefois justifier certaines longueurs transformant l'exposé en une chronique.

A prendre quelque distance à l'égard de ces deux ouvrages estimables, on est conduit à quelques réflexions. Solide dans le détail, claire dans l'ensemble, l'étude retrace, filme même parfois, les événements politiques. Plaçant au premier plan le problème gouvernemental, c'est-à-dire l'évolution de la pratique constitutionnelle en fonction du rapport changeant des forces politiques, les auteurs sacrifient à un point de vue formel qui néglige la richesse humaine de l'histoire. L'étroitesse des cadres chronologiques choisis ne leur permet guère de dégager des perspectives d'explication ; non que celles-ci leur échappent totalement, mais elles ne sont traitées que subsidiairement. Derrière les changements de façade parlementaire, l'évolution politique reflète des transformations sociales. M. Gerdner note que la ligne de démarcation bourgeois-socialistes tend à remplacer la traditionnelle frontière droite-gauche. Seize ans après l'alliance idéologique des libéraux et des sociaux-démocrates de 1917, le compromis de 1933 affirme une solidarité d'intérêts entre paysans et ouvriers. Le déclin du parti libéral, la naissance et l'évolution du parti

agrarier, la modération social-démocrate et ses succès posent des problèmes qui dépassent l'histoire constitutionnelle et parlementaire. Il faudrait pour les explorer une étude des structures économiques et sociales, pas seulement un récit d'événements politiques¹. Mais le terrain est déjà défriché par ces deux livres, sur une période dont la proximité ne facilite pas la tâche du chercheur.

P. JEANNIN.

Jean HALPÉRIN. *Les assurances en Suisse et dans le monde. Leur rôle dans l'évolution économique et sociale.* Neuchâtel, Éditions de La Baconnière, 1945 ; in-8°, 275 pages.

Nul doute que le regretté Marc Bloch, à la mémoire duquel ce livre a été dédié, n'ait pris à le lire un réel plaisir. Certes, on a beaucoup écrit sur la matière des assurances ; mais, comme l'observe justement M. Halpérin, il semble que les historiens aient jusqu'alors abandonné volontiers l'étude de ce vaste problème à la mathématique et au droit. « Il y a là, dit-il, un antagonisme... entre l'histoire et la technique, qui ne nous paraît pas justifié... » Et nous songeons aussitôt à d'autres domaines qui demeurent abandonnés à ceux qu'on dénomme d'un air entendu les spécialistes, tel celui de l'impôt. Précisément, M. Halpérin s'est bien gardé de verser dans le travers qui aurait consisté à se retrancher derrière ses dossiers ; au contraire, et c'est là qu'éclate à nos yeux son mérite, il entend faire comprendre le problème en historien, c'est-à-dire en le replaçant dans la perspective des « développements économiques et sociaux ». Ainsi le définit-il de prime abord en fonction du capitalisme.

En quoi, se demande-t-il, l'assurance se distingue-t-elle des pratiques de prévoyance et d'assistance ? Il est donc conduit à lui découvrir les trois traits distinctifs d'une opération de jeu, d'épargne et de banque. Elle n'est pas seulement une protection contre le risque ; elle suppose une volonté de gain, de profit ; elle est liée aussi à une activité individuelle qui ne saurait recourir à l'entraide du groupe corporatif. Car l'assistance mutuelle n'a rien à voir avec l'assurance, pas plus que l'esprit de solidarité avec l'esprit d'entreprise. On pourra se demander si vraiment « le capitalisme est un régime économique et social qui se caractérise avant tout par son opposition au système médiéval » (quel serait ce système au vrai ?), mais on admettra que « sans capitalisme, point d'assurance véritable » ; traduisons : d'assurance privée, à tout le moins.

Dès lors, c'est bien « dans le cadre de l'évolution économique générale » qu'il faut suivre l'histoire de l'assurance. Les débuts ? Ils sont en rapport avec, d'une part, les opérations de courtage maritime chez les Génois, au xiv^e siècle, en un temps d'insécurité, et, de l'autre, avec « la nécessité de parer à la prohibition canonique de l'usure ». Le premier essor ? Il correspond à la montée de la finance internationale, aux progrès de la spéculation, à la « passion du jeu », dans les principales places d'affaires, à Anvers particulièrement. Cependant, le phénomène ne prend toute son ampleur qu'avec l'organisation des grandes compagnies, au xviii^e siècle, et cela à partir de l'Angleterre, grâce à un climat de libre initiative ; sans oublier que le mercantilisme, faisant grand cas de la protection des entreprises, encour-

1. Les travaux ne manquent d'ailleurs pas, qui permettraient de mieux saisir l'évolution d'ensemble. Par exemple, *Svensk ekonomisk historia* 1913-1939, de M. A. Montgomery.

rage la fondation de caisses. M. Halpérin remarque la coïncidence entre l'extension des activités commerciales et celle du risque, d'autant que les crises « commencent à prendre une certaine acuité » (d'ailleurs il ne dégage pas l'influence de celles-ci) ; en sorte que l'assurance, cause et fruit du développement capitaliste, peut déjà, à ce stade, être regardée comme une garantie contre les méfaits du régime. En outre, tandis que les mathématiques et la statistique permettent les calculs de l'assurance sur la vie, le travail industriel et la fréquence des déplacements attirent davantage l'attention du public sur les risques d'accidents ; selon M. A. Manes, que M. Halpérin cite souvent, l'assurance contre l'accident est vraiment *Kind des Zeitalters des Verkehrs*. On voit, par exemple, le réseau des agences du Lloyd's anglais s'étendre à toute la terre dans la première moitié du XIX^e siècle. Puis le processus, qui caractérise la marche même du capitalisme vers les formes du *Hochkapitalismus*, comme dit W. Sombart, se présente avec l'internationalisation des établissements, la concentration, l'intégration ; on a donc à la fois une division plus poussée du travail — la réassurance répond à cette tendance — et une « cartellisation » plus ou moins marquée.

À la fin de cette première partie, M. Halpérin note la puissance de ce qu'il appelle « l'idée du droit de l'homme à l'assurance et à la sécurité ». Mais il aurait dû, à notre sens, extraire d'un chapitre consacré à « l'épanouissement du capitalisme industriel au XIX^e siècle », pour leur consacrer un développement autonome, les manifestations de l'intervention des pouvoirs publics. C'est que les assurances sociales semblent correspondre à autre chose qu'à une simple adaptation du capitalisme dans le domaine de la protection du travailleur. Notre auteur l'avoue implicitement quand il écrit que ce genre d'assurance a « d'autant plus d'importance que son bénéficiaire est plus pauvre ». Tout se passe comme si le capitalisme ne pouvait survivre qu'à la condition d'organiser ou de laisser s'organiser une forme « adéquate de l'assurance ». Mais, en admettant le maintien de la structure capitaliste dans les pays qui adhèrent à ce nouveau *Bill of Rights*, cette structure ne se trouve-t-elle pas ébranlée par là même dans un de ses secteurs importants ? Les expériences russe et nazi, M. Halpérin paraît en convenir, sont assez probantes à cet égard. Or, ce serait à l'assurance qu'il appartiendrait en vérité de rendre au capital, au « vrai », son « caractère véritable », celui de « support matériel » à l'indépendance de l'individu. Et voici la démonstration des bienfaits que peut apporter l'institution, s'agissant d'un pays comme la Suisse.

Compte tenu du cadre et du « climat psychologique » propres à la Confédération, le propos est de montrer comment l'assurance a pu devenir simultanément un « facteur d'association et de collaboration sociale », un « facteur puissant d'énergie individuelle » et « une école de sens pratique et de science financière à la portée de tous ». En somme, dans ce milieu, elle ôterait au capitalisme ce qu'il a de nocif tout en lui conservant ses vertus indéniables. On voit la thèse et l'on en discutera. Mais elle nous vaut d'utiles aperçus sur l'histoire économique et sociale de la Suisse contemporaine. Or, il en ressort que, *Wirtschaftsgebiet* très particulier — on retiendra l'influence religieuse restrictive, l'absence de réglementation mercantiliste, une relative stabilité économique, l'intense particularisme cantonal, la gravité du danger de l'incendie pour l'habitation — la Confédération pratique l'assurance moins en fonction du capitalisme industriel que « sous le signe de la prévoyance solidaire ». Toutefois, c'est ce besoin qui contribua largement à briser l'isolement cantonal : ainsi l'assurance sur la vie ne pouvait réussir dans un cadre aussi étroit.

En outre, les milieux d'affaires de Bâle et de Genève furent tentés de se donner de l'air. A ce titre, l'esprit capitaliste a joué son rôle. De même que le développement des assurances agricoles alla de pair avec celui d'une agriculture intensive, de même la Constitution de 1848, qui réalisa l'unité économique, permit l'essor des compagnies d'assurances. Mieux, ce furent ces dernières qui introduisirent dans le pays la forme de la société par actions. Bientôt elles contribuèrent largement à donner à l'activité suisse un caractère international : la Confédération n'est-elle pas devenue « le plus gros exportateur de réassurance dans le monde » ? Tendance que M. Halpérin estime bienfaisante, puisqu'elle réagit contre les poussées autarciques et constitue pour les capitaux comme une relative sauvegarde en cas de crise. Cependant, depuis 1885, le pouvoir fédéral surveille les entreprises ; but louable, reconnaît-on, car cette législation est destinée à les protéger. Et lorsque le Conseil fédéral s'achemina vers les assurances sociales, le referendum n'accepta qu'à une très faible majorité l'assurance-maladie et accidents et rejeta l'assurance-invalidité et vieillesse. Cela se comprend si l'on estime, avec M. Halpérin, que l'étatisme « ne donnerait plus place à l'assurance véritable — tout au plus à une assistance généralisée ». Somme toute, le capitalisme doit être social ou ne pas être, « et, s'il l'est, c'est, d'abord, à l'assurance qu'il le devra ». En défendant l'assurance privée, le peuple suisse assurerait donc le capitalisme sur la vie, et ce serait bien au fond, l'assureur ayant conscience de ses obligations envers la société et travaillant, à la condition que ce soit dans la liberté, au mieux-être de tous.

Une abondante bibliographie prouve l'étendue des lectures et des recherches. Pourquoi faut-il que le livre de Arthur Birnie, *Histoire économique de l'Europe*, soit rangé au nombre des ouvrages « ne traitant pas d'assurance » ? Comment omettre, parmi tous les travaux qui concernent d'autres pays que la Suisse, l'*Histoire économique de la France* par Henri Sée et le volume de Jean Bouchary, *Les manières d'argent à Paris à la fin du XVIII^e siècle* (1939), où l'on trouve d'utiles renseignements sur l'activité de Clavière dans les assurances, à joindre à ceux qu'a fournis *La Nationale* lors de son Centenaire (1930) ?

Robert SCHNERB.

Gerard M. FRITERS. *Outer Mongolia, and its international position*. Introduction par Owen LATTIMORE. Institute of Pacific Relations. Baltimore, The Johns Hopkins Press, and London, Cumberlege, 1949 ; in-8°, XLVIII-358 pages.

MA HO-T'EN. *Chinese Agent in Mongolia*. Translated by John DE FRANCIS. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1949 ; in-8°, xvi-215 pages.

Conscientieusement documentée, la *Mongolie extérieure* de M. Friters est à ce jour la plus complète explication de ce pays au point de vue politique occidentale. La géographie physique y tient en quelques pages très inférieures au petit manuel de Murzaev¹, auquel on renvoie. La géographie humaine, hors un paragraphe sur le lamaïsme, facteur d'unification selon J. F. Baddeley, s'y borne à l'économie politique, en tant surtout qu'elle participe au conflit des influences

1. Cf. *Revue historique*, avril-juin 1950, p. 264.

étrangères. Celles-ci sont proprement l'objet de l'auteur. Il les prend une à une, sans remonter bien au delà du xvii^e siècle, mais augmentant de détails entre 1900 et 1946. La Russie, tsariste puis soviétique, vient en première ligne, bien que ses rapports ne soient pas les plus anciens ; c'est aussi la mieux traitée, et la plus au long (108 p.). Les documents russes, constamment invoqués, s'y ajoutent copieusement aux sources occidentales. Ils étaient, comme elles, ce qui est dit après, en importance décroissante, des rapports avec la Chine (67 p.) et avec le Japon (28 p.). Sauf exceptions, les voix orientales : chinoise, japonaise, mongole, y sont peu entendues, et la raison en gît dans leurs langues. La Chine a pourtant le plus d'interprètes. Les autres puissances, dont la plus intéressée, aux yeux de l'auteur, était l'Allemagne, ont place à la suite (41 p.). A part l'intermède mandchou, qui, de 1932 à 1945, a semblé tout remettre en question, les vrais protagonistes ont été les deux grands empires : la Révolution chinoise de 1911 et la Révolution russe de 1917 ont déterminé, plus ou moins directement, la Révolution mongole de 1921 et la création en 1924 de la République populaire de Mongolie. Les républicains chinois, en abolissant l'empire, n'ont cessé d'en revendiquer les droits suzerains, avec une ténacité fondée incontestablement sur la plus ancienne oppression, grâce au renversement qui, à la fin des Yuan comme des Ts'ing, avait livré, non sans combats, les conquérants aux conquis. La même prétention a donc porté, suivant la fortune des temps, sur la Mongolie et sur la Mandchourie... Face aux Chinois, les Russes, non moins patients et plus hardis, ont réalisé plus tôt ce qu'ils avaient commencé plus tard, et les Mongols occidentaux, puisque aussi bien il s'agit d'eux, sont passés violemment de la féodalité lamaïque au socialisme. M. Friters en suit du dehors les progrès et les résume p. 299. Comment les Russes, derniers venus, ont-ils supplanté les Chinois ? En se montrant moins, en agissant plus, outre l'armée rouge. Les fautes de la réaction, dûment dénoncées, la dispersion des semi-nomades et l'arbitraire des frontières servent le changement. Les Bouriates sibériens, Mongols russifiés, hais comme tels, mais ambitieux et soutenus, tournent le nationalisme à la révolution, contre les lamas et les princes. En 1929-1932, ces derniers semblent vaincus en Mongolie extérieure. Une vague de socialisation transfère leur résistance au peuple même (troupeaux abattus, soulèvements). Le gouvernement inaugure alors la politique actuelle, que l'auteur essaie de définir dans son sixième et dernier chapitre, sorte de conclusion assez flottante, sur la non-reconnaissance aux Nations-Unies, sur l'armée et ses instructeurs, et sur la position internationale, pleine d'ombres, du nouvel État vers 1949. L'annotation, malgré ses limites, est très riche. L'ouvrage est le fruit de fastidieux dépouillements et la somme d'une longue étude, qui vise à l'objectivité, sans trop celer certaines sympathies¹.

La vue directe qui manque chez M. Friters se trouve chez M. Mao Ho-t'ien. Son *Journal d'enquête en Mongolie intérieure et extérieure (Nei-wei Mong-kou k'ao*

1. Deux petites cartes schématiques ne remplacent pas une bonne carte, dont l'absence est de règle dans les livres sur la Mongolie. On trouve, p. 300-302, une table des dix-huit districts qui ont succédé aux bannières. Deux utiles appendices fournissent une bonne bibliographie (p. 306-321), suivie d'un très court glossaire mongol, et la traduction anglaise de la version russe de la nouvelle Constitution mongole de 1940 (p. 325-344), suivie de notes sur une trentaine de personnalités mongoles, d'une chronologie et d'un index. Peut-être la mention, p. 347, d'Erdeni Batukhan, ministre de l'Éducation, eût-elle pu rappeler sa mission d'Europe occidentale en 1926.

tch'a je-ki), publié à Nankin en 1932, est rendu en abrégé par M. John De Francis, qui a gardé l'essentiel sur la Mongolie extérieure et fortement comprimé le reste. Je n'ai pu voir l'original, mais les longueurs et les répétitions conservées excusent assez la suppression des autres. Peut-être eût-on mieux distingué ce qu'on résume en n'y maintenant pas le moi, et le titre anglais, qui enchérit, ne doit pas nous tromper : ce « Chinese agent » nationaliste est tout bonnement en mission officielle à Moscou, avant la rupture. Il n'en a pas moins de bons yeux (pour le curieux, non pour le tragique) et la naïveté pointue du voyageur chinois en pays barbare. L'intérêt de son livre est de nous faire traverser la Mongolie du Kan-sou au Baïkal et d'octobre 1926 à mai 1927, par Baisingto, au sud, cité de yourtes ; Urga, la capitale, aujourd'hui Ulan Bator (Khoto), Kiakhta-Mai-mai-tch'eng, au nord, et Verxne-Udinsk (Ulan Ude), capitale bouriate. L'auteur y compte encore 3,000 Chinois pour 20,000 Russes (p. 175). Mais c'est le déclin, enregistré à Kiakhta (p. 171 et suiv.), et, plus en détail, à Baisingto (p. 17 et suiv.), où il passe une quinzaine, et surtout à Urga (p. 74 et suiv., 125 et suiv. et 164), où il passe un mois : le marchand chinois est éliminé et l'influence de la Chine combattue avec le lamaïsme et l'ancien ordre. Le rôle des Bouriates est confirmé p. 103 et 175. L'auteur note « partout ce qu'il voit et ce qu'il entend » sur le gouvernement, les nationalisations, l'économie, les mœurs, les intrigues et la propagande. Il s'attache au système d'enseignement (p. 35 et suiv., 84-94, 176-190), qu'il compare au chinois, qui déborde l'école par les ligues, les spectacles, etc., et dont l'effet bouleverse. Il recopie des tableaux d'organismes (p. 110-112, 179), il consigne tous les prix, admire un meeting (p. 135) ou s'en gausse (p. 120), saisit ce qu'il peut en passant et donne à chacun son petit paquet. Enfin, il dessine quelque figure (p. 162-163 : Damba Dorji, au Presidium du parlement, retour d'Europe). Le paysage n'est pas oublié, ni la littérature (p. 16 : l'arrivée, nuit de neige et d'étoiles, à Baisingto). Cela se lit comme un bon reportage, le seul peut-être. La part de la Mongolie intérieure consiste à franchir le Ning-hia. Le traducteur a gardé *in fine* les édifians préliminaires de l'original. Deux autres appendices reproduisent le Règlement des écoles primaires (mars 1926) et le tableau des ailes et bannières des trois Mongolies (chinoise, russe, tibétaine). L'index est plus complet que celui de M. Friters.

E. GASPARDONE.

Erich H. JACOBY. *Agrarian Unrest in Southeast Asia*. New-York, Columbia University Press, 1949 ; in-8°, xx-287 pages.

Ce livre est double : enquête et thèse, étude pratique. La thèse est formulée dans le *General Survey* du premier chapitre ; elle est illustrée par l'exposé des suivants : 2. Java, 3. la Birmanie, 4. la Malaisie britannique, 5. l'Indochine française, 6. les Philippines, 7. le Siam ; elle aboutit aux conclusions du dernier : *Agrarian unrest and national movements*. L'expérience est de quatre années d'enseignement à Manille, dans une conjoncture scientifiquement défavorable, entre une fuite d'Allemagne et la guerre du Pacifique. L'étude, partiellement livresque pour les Philippines, l'est entièrement pour les cinq autres pays. Elle apporte peu de neuf, mais rassemble et met en relief des faits, qu'elle interprète. La thèse est une théorie de l'économie dépendante, effet du régime colonial, bien que les Philippines fussent libérées, le Siam compris seulement pour sa dépendance économique et la

Chine omise. L'excès de population, la concentration des terres, les systèmes de métayage et les méfaits du crédit-usure, le niveau *généralement* bas des méthodes agricoles caractérisent, d'après l'auteur, cette économie subcoloniale, et ces maux étant liés, la solution n'en peut être partielle (p. 21). On est frappé, dès cet énoncé, par l'extension abusive des traits communs. Le morcellement de Java, par exemple, est à l'extrême opposé des *latifundia* philippins, où l'auteur même admet que toutes les terres ne sont point propres aux céréales (p. 186). L'agriculture indigène est très injustement rabaisée en bloc ; les paysans ont d'autres raisons que la routine à se défier, en ces matières, de l'éducation étrangère, qui s'instruit à grands frais chez eux et menace et leur sol et leur société. L'auteur a beau jeu à dénoncer la désintégration du village comme la cause la plus grave de l'instabilité du rural Sudoriental. La démoralisation en est certaine ; mais la colonisation n'y est qu'externe (et reconnue comme telle, p. 32) ; l'y impliquer revient pratiquement à lui reprocher d'avoir, par l'assainissement relatif des pays et leur pacification réelle, multiplié les populations. Le problème démographique, d'urgence variable avec les régions, est ici primordial. L'auteur n'a pas pu ne point le voir (« The basic problem throughout the East is food », p. 29) ; mais une préoccupation mal définie l'entraîne à le subordonner au politique. Son remède aussi bien paraît faible : développer l'organisation coopérative en émancipant les nations à créer. L'argumentation, assez confuse, repose sur cette regrettable assimilation du problème agraire au problème national (cf. p. 245), qu'il n'est point seul à avoir commise. Toute une série de faits constants restent ainsi comme des contradictions sans réponses : la difficulté de justifier cette assimilation (p. 258), le petit nombre des nationalistes (p. 257), la sorte d'aristocratie formée à l'étranger à la tête du mouvement (p. 254-255). Sans cesse, l'auteur étend à l'ensemble de l'aire examinée des constatations particulières : l'histoire du crédit suivant la seule Birmanie (p. 21 et 87), l'histoire de la « pénétration politique » suivant la seule Malaisie britannique, en dépit de sa place à part (p. 29 et suiv.) ; de même que le meilleur poste d'observation pour l'Indochine et l'Indonésie n'est pas les Philippines. Si fugitive qu'elle soit, l'évocation de cette histoire antérieure a des ignorances qui se traduisent en faux jugements : il n'est pas vrai que la xénophobie raciale fût inconnue avant l'usure étrangère (p. 24), ni que la seule compétition commerciale forçât les Compagnies des Indes à interférer dans la vie politique des natifs (p. 29-30). La vérité ne fut pas si simple. L'auteur suit trop docilement les garants qui le favorisent : R. Emerson, J. A. Andrus, L. K. Rosinger, K. P. Landon, et autres lumières anti-coloniales d'Amérique. Sauf exceptions, sa bibliographie comme son enquête ne dépassent guère 1946 et sont elles-mêmes dépassées. Le titre a son équivoque. L'inquiétude agraire y signifie *insécurité* plutôt que *troubles paysans*, au moins hors des Philippines et jusqu'à ce qu'à la fin de la seconde guerre mondiale ils soient exploités par les forces nouvelles, nationalisme et communisme, où l'Occident travaille à s'y détruire.

E. GASPARDONE.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

L'Orient musulman. — Richard HARTMANN. *Islam und Nationalismus* (Abhandlungen der Deutschen Akademie der Wissenschaften zu Berlin, 1948). — Intéressante dissertation consacrée à l'apparition du nationalisme dans l'Islam. L'idée est étrangère à Mahomet, bien que, dès qu'il rompit avec sa tribu, il ait dû faire œuvre politique. L'État musulman fut Arabe avec les Omayyades, mais les non-Arabs imposèrent une conception universelle de l'État dont la théorie fut formulée définitivement sous les Abbassides, et, quelles que soient les divergences sur le califat, entre Sunnites, Chiïtes et Khariedjites. Malgré la perte de prestige du califat et le maintien des particularismes, l'unité du dar al islam demeure dans les consciences des croyants.

L'auteur analyse ensuite les conditions spirituelles de l'apparente immobilité de l'Islam, le contact avec l'Occident, le réformisme du XIX^e siècle. C'est grâce à ces influences que se manifestent les premières formes de nationalisme, parmi les minorités chrétiennes, ou dans divers pays musulmans que l'auteur passe en revue, surtout la Turquie, l'Égypte, la Syrie. Les personnages, mouvements, partis, sociétés sont étudiés, groupés de façon utile. Après la guerre de 1914, le nationalisme s'est développé contre les puissances occidentales. L'auteur en analyse les divers aspects, tout en montrant comment il peut s'allier avec un attachement renouvelé à l'Islam universel, comme si nous voyions se réaliser une synthèse entre Islam et Nationalisme.

J. DRESCH.

— E. DERMENGHEM. *La vie de Mahomet* (Paris, Charlot, 1950, in-12, 326 p.). — Bien qu'assez curieusement rien, semble-t-il, ne le signale, ce livre n'est qu'une réédition de celui que l'auteur avait publié aux éditions Plon en 1929. Il n'y a donc lieu que d'en rappeler brièvement le caractère : on peut, de Mahomet, faire une biographie minimum, ne retenant que ce qui est à peu près certain, ou une biographie maximum, n'éliminant que ce qui est à peu près certainement faux ; c'est ce dernier parti qu'a choisi E. Dermenghem. Il s'adresse au grand public, d'où la présentation un peu romancée dans la forme ; l'ensemble est cependant d'une documentation sérieuse ; si l'on ne peut trouver dans ce livre de développement approfondi sur la nature de l'Islam et de son Prophète, on y peut prendre une vue d'ensemble attrayante de la carrière de Mahomet, dans une espèce de moyenne entre les versions traditionnelles enseignées aux enfants musulmans et les exigences des critiques européens. Ce peut être une bonne prise de contact pour qui n'en a pas encore eu.

Claude CAHEN.

— B. BOUTHOUL. *Le Calife Hdlim* (Paris, Éd. du Sagittaire, 1950, in-12, 227 p.). — Encore un livre qui peut avoir l'intérêt, en raison de sa présentation semi-romancée, d'attacher un certain public à une histoire qu'il ignorait, mais non, certes, de rien apprendre au spécialiste ni d'essayer d'aller au fond des choses. La documentation est très incomplète. Hdlim est ce Calife qui, seul dans l'Islam,

persécuta les Chrétiens et se proclama Dieu, et Dieu toujours il est dans la vénération des Druses. De ces faits, M^{me} Bouthoul donne un scénario animé; mais nous n'en avons pas plus compris la possibilité en fermant son livre qu'en l'ouvrant. C. CN.

— MOHAMMED BEN YAHYA AS-SÛLÎ. *Akhbâr ar-Raddi billah wa'l-Muttaqî billah* (*Histoire de la dynastie abbasside de 934 à 944*), trad. par M. CANARD (Publications de l'Institut d'études orientales de la Faculté des lettres d'Alger, X, 1946, et XII, 1950). — Par cette traduction, qu'accompagnent une préface et des notes infiniment précieuses, M. Canard a rendu aux historiens en général et sûrement même aux arabisants un considérable service. La période dont il s'agit est celle de la décadence définitive du Califat abbasside, dont la domination territoriale se dialogue en même temps qu'en son centre il tombe sous la coupe des chefs militaires. Période passionnante à étudier non par le détail des intrigues entre-croisées qui s'y rencontrent, mais parce qu'elles nous introduisent dans des aspects complexes d'institutions, de vie politique, économique, sociale, qui nous permettent d'accéder à une compréhension plus profonde des grandes choses qui se jouent alors. Il se trouve que nous avons de cette période, par surcroît, une série de témoignages de premier plan, qui la rendent particulièrement apte à être étudiée. Plusieurs, tels l'*Expérience des Nations* d'Ibn Miskawaih, qui repose sur les récits des contemporains Thâbit ben Sinân et Hilâl as-Sâbi, le recueil d'anecdotes de Tanûkhl, ont été déjà traduits en anglais par feu Margoliouth. As-Sûlî, qui, aux arabisants même, n'est accessible en édition que depuis peu de temps et encore incomplètement, occupe l'une des premières places dans cette série. Témoin oculaire ou, en tout cas, contemporain de tout ce qu'il raconte dans les deux volumes traduits par M. Canard, son point de vue est évidemment avant tout celui d'un homme de cour; mais, parce qu'il cherche beaucoup plus à nous raconter ses mémoires qu'à faire œuvre d'historien, il nous rapporte, un peu en désordre, une foule de faits qui nous introduisent dans l'intimité de cette cour ou des milieux gouvernementaux, en même temps qu'il note à l'occasion, sur l'armée, sur la vie à Bagdad, des renseignements pleins de prix. La connaissance profonde que M. Canard, en étudiant Saïf ad-daula, prince le plus important d'une de ces dynasties qui s'élèvent sur les ruines du Califat, a acquise de cette période lui permet de nous donner ce genre de traduction qui n'est possible que si elle est l'œuvre à la fois d'un arabisant et d'un historien. Il est hautement à souhaiter que sur la base de la documentation ainsi rassemblée, et dont les rapprochements qu'il établit constamment en note avec les autres sources facilitent l'interprétation, des études enfin, assez générales et assez approfondies, nous soient données de cette période passionnante de l'histoire musulmane, pour laquelle elles sont possibles, et dont le livre, en son temps précieux, d'A. Mez, *Die Renaissance des Islam*, ne saurait plus aujourd'hui en aucune façon tenir lieu. C. CN.

— GERARD SALINGER. *Was the Futuwa an oriental form of Chivalry?* (Proceedings of the American Philosophical Society, XCIV, 5, octobre 1950, in-8°, 12 p.). — Plusieurs islamisants, au premier rang desquels Taeschner, ont porté depuis quelque temps une vive attention à une forme d'association assez complexe, dite de *futuwa*, qui caractérise le monde musulman médiéval, et que d'aucuns ont voulu rapprocher de la chevalerie européenne. L'auteur montre avec raison que les réalités sociales sont tout à fait dissemblables. Étudiant plus spécialement la réforme de la *Futuwa* par le Calife an-Nâcir, auquel se réfèrent toutes les asso-

ciations subséquentes, il établit qu'elle n'a eu pour but ni de grouper des énergies pour la guerre sainte contre les croisés, ni de restaurer par une institution vassallique l'autorité depuis longtemps déclinante du Califat, mais de rétablir l'unité et l'ordre dans des groupements anarchiques et fauteurs de troubles à Bagdad même. — Il est exact que les organisations de *futuwwa* sont des organisations « de masse », même quand leurs chefs appartiennent à l'aristocratie ; il reste, en ce qui concerne an-Nâcir, qu'il a entraîné derrière lui des princes, dans ce qui a dû leur apparaître quelque chose comme nos ordres de la Jarretière ou de la Toison d'or. Quant aux vraies organisations populaires de *futuwwa*, on n'en pourra prendre un aperçu exact que dans le cadre d'une connaissance globale des structures sociales urbaines de l'Islam médiéval ; il ne faut pas se laisser hypnotiser par les noms : si certains groupes sont appelés *fiṭyān*, jeunes, dont la qualité s'appelle précisément la *futuwwa*, mot à double sens, d'autres sont désignés par les textes sous le nom d'*ahddith*, qui a le même sens de jeunes, et auxquels on a à peine fait attention, malgré leur importance signalée, par exemple, comme le note l'auteur, par Sauvaget. L'auteur a raison de déplorer le retard de l'histoire sociale musulmane et de souligner l'utilité des points de vue comparatistes et des notions distinctes : mais pourquoi lui-même a-t-il l'air d'assimiler chevalerie et féodalité ? — La bibliographie annexée à l'article ignore les contributions du Russe Gordlevsky à notre connaissance des organisations de *futuwwa* en Asie Mineure.

C. CN.

— R. HARTMANN. *Zur Vorgeschichte des abbasiden Schein-Califates von Cairo* (Abhandlungen der deutschen Akademie der Wissenschaften zu Berlin, Phil.-hist. Klasse, 1947, 9), 1950, 8 p. — S'appuyant sur des informations mises à jour par R. Brunschvig, l'auteur suggère que les premiers souverains mameluks d'Égypte, ne pouvant se faire légitimer par le calife de Bagdad, ont porté leur allégeance au Hafside de Tunis, qui venait de se proclamer calife, sous le nom de Mustancir. Après la destruction du califat de Bagdad par les Mongols, le prince mameluk Baibars trouva une solution meilleure encore, dans l'installation au Caire d'un califat purement honorifique au bénéfice d'un frère du défunt calife abbasside Mustancir, échappé au massacre, et qui, à son tour, prit le nom de Mustancir. Cette anormale coïncidence de nom de deux frères s'expliquerait si l'on pensait que le choix du nom du protégé de Baibars a été dicté par le désir de ne pas changer pour le peuple le nom déjà introduit dans les prières lors de l'allégeance envers le Hafside. — Une étude approfondie de cette période devrait s'appuyer, plutôt que sur certaines sources tardives ici invoquées, sur les deux ouvrages fondamentaux, mais inédits, d'Ibn Wâcîl et d'Ibn Abdazzâhir.

C. CN.

— Rudi PARET. *Der Islam und das griechische Bildungsgut* (Philosophie und Geschichte, 70), Tübingen, 1950, 32 p. — On a tendance à considérer l'influence de la culture grecque sur les civilisations qui lui ont succédé, comme si cette culture constituait une valeur absolue agissant d'elle-même. Mais ces civilisations n'ont eu recours à elle que dans les moments et sur les points où leur propre développement leur en faisait concevoir le besoin. Ainsi de la culture chrétienne syriaque par laquelle l'Islam a ensuite connu la pensée grecque, puis de la culture musulmane elle-même. La liaison de la médecine et de la philosophie explique la traduction à des fins utilitaires d'œuvres même philosophiques. La naissance de la théologie musulmane en provoque d'autres : les discussions sur l'unité et l'éter-

nité de Dieu et de la Parole (le Coran), conduisant à la distinction de la substance et de l'accident, amènent, par exemple, à utiliser tout ce qu'apportait à un tel point de vue la philosophie grecque, ainsi qu'à lui emprunter des méthodes d'argumentation. Aussi, l'effort de traduction est-il lié à l'effort théologique des *mutasillites*, qui prennent la relève de la pensée syriaque déclinante par un nouveau retour autonome aux problèmes fondamentaux. Des parties de la culture grecque comme l'histoire et la littérature, sans intérêt à cet égard, sont oubliées des Syriens et, à fortiori, des musulmans, qui traduisaient du syriaque. — Il est évidemment trop facile d'expliquer les développements de pensée de l'Islam par des influences extérieures, et le point de vue de l'auteur est juste et pourrait aussi bien être appliqué à la pénétration des cultures arabe et antique dans l'Occident médiéval; il reste vrai, toutefois, dans la position traditionnelle, semble-t-il, que l'introduction de problèmes nouveaux dans l'Islam est due, pour une part, à la conversion d'hommes qui en avaient connu d'analogues dans leurs cercles culturels antérieurs.

C. CH.

— R. LE TOURNEAU. *L'Islam contemporain* (Paris, Les Éditions internationales, 1950, 190 p., carte). — Les ouvrages français sur le Proche-Orient et l'Islam ne sont pas beaucoup moins nombreux que les anglais. Ils sont de valeur fort inégale. Celui-ci, du moins, est l'œuvre d'un spécialiste. Les autres spécialistes pourront, il est vrai, le trouver très audacieux, ce que ne conteste pas son auteur, car il est bien difficile pour un seul homme d'embrasser tout l'Islam, sous tous ses aspects. Ils y trouveront des lacunes, voire des erreurs. Sans doute. Mais il convient plutôt de féliciter R. Le Tourneau d'avoir livré au grand public une somme de documents très commode, avec le moins d'erreurs possible.

L'Islam, pour l'auteur, cela veut dire les pays musulmans. Qu'une religion, qui est en même temps un ensemble de règles juridiques et sociales, lie entre eux les peuples qui la pratiquent, on ne saurait le contester. Mais, de l'Indonésie au Maroc, il y a de telles différences — et qui s'accusent — qu'étudier tout le monde musulman contemporain relève d'une conception discutable. Convient-il de grouper, parce qu'ils sont musulmans, des pays dont les structures économiques et sociales sont aussi différentes et n'ont que de lointains rapports avec l'Islam? Ces pays sont « sous développés », ont été ou sont encore intégrés à des empires ou zones d'influence, et ce régime colonial ou semi-colonial n'est-il pas plus important que l'Islam, si l'on veut comprendre la situation actuelle?

Car R. Le Tourneau ne se limite pas à l'étude du mouvement religieux, culturel, social, lié à la renaissance arabe. Il aborde aussi les problèmes économiques et politiques. Et c'est bien là ce qui fait l'utilité de son ouvrage, une vraie somme résumée, une collection de faits groupés avec soin. Après avoir défini l'Islam traditionnel, c'est-à-dire les formes traditionnelles de vie, comme si elles étaient uniformes dans les pays musulmans, et le réveil de l'Islam, il analyse les événements survenus dans chaque pays après la première guerre mondiale, successivement dans les pays dits indépendants et caractérisés par l'attrait du modernisme (y compris le Yémen?) et dans les pays dépendants, caractérisés par la soif de la liberté. On se demande, il est vrai, pourquoi, parti de l'Afrique du Nord, le lecteur termine par les mandats français, après avoir sauté de la Libye aux Indes néerlandaises, pour revenir à l'Irak en passant par l'Asie « russe ». Après des chapitres sur l'unité arabe, la question palestinienne et la deuxième guerre mondiale, l'auteur analyse les problèmes actuels, économiques et sociaux, culturels, politiques

(ligue arabe et question palestinienne) pour terminer par une dernière revue des divers pays, dépendants ou indépendants, sans que l'ordre suivi paraisse plus clair.

L'exposé de R. Le Tourneau est conduit jusqu'à la fin de 1949. Sa documentation est copieuse, surtout sur l'Afrique du Nord, que l'auteur connaît mieux et étudie plus volontiers. On ne saurait lui en vouloir. Elle est appuyée sur les documents officiels et de presse et présentée dans l'esprit du Centre des hautes études d'administration musulmane et de son directeur, M. Montagne. Elle dénote un effort très louable d'objectivité. On ne saurait affirmer que la méthode permette une compréhension profonde de questions singulièrement complexes. Remercions toutefois R. Le Tourneau d'aider son lecteur à les connaître mieux. — J. DRESCH.

Histoire coloniale. — Henri ROBERT. *Les trafics coloniaux du port de la Rochelle au XVIII^e siècle, 1713-1789* (Poitiers, Société des Antiquaires de l'Ouest, 1949, in-8°, 42 p.). — M. Henri Robert publie un article très documenté sur « Les trafics coloniaux du port de la Rochelle au XVIII^e siècle ». On y voit le commerce d'avitaillement, en ligne directe, dominer jusqu'en 1783. La traite et la route triangulaire ne l'emportent que vers la fin de l'Ancien Régime. Les troubles des îles mirent fin à ce commerce, qui développa le raffinage du sucre et attira les protestants, groupés en une caste puissante et respectée. L'article, de 42 p., fourmille de renseignements intéressants tirés des archives publiques et notariales.

— Marcel ÉMERIT. Les aventures de Thédénat, esclave et ministre d'un bey d'Afrique (*Revue africaine*, 1948, 74 p.); Les mémoires d'Ahmed, dernier bey de Constantine (*Id.*, 1949, 60 p.); Un mémoire inédit de l'abbé Raynal sur la Tunisie (*Revue tunisienne*, 1948, 53 p.); Achille RIGGIO. Esclaves et missionnaires en Barbarie, 1672-1682 (*Revue africaine*, 1949, 28 p.). — M. Marcel Émerit nous envoie plusieurs études fort intéressantes. Les mémoires de Thédénat, d'abord, qui fut esclave du bey de Mascara de 1779 à 1782; il remplit les hautes fonctions de Kasnadar (intendant ou ministre des Finances) et nous donne donc un aperçu de la vie des grands féodaux algériens de l'époque; il nous décrit aussi le commerce et la vie des esclaves chrétiens en pays barbaresque. Le texte est remarquablement commenté par M. Émerit, qui y joint une abondante bibliographie.

Les mémoires du bey de Constantine Ahmed nous donnent une version arabe de la conquête française; ils font apparaître les erreurs des Français, en particulier en ce qui concerne Yousouf, renégat juif, auquel des musulmans de naissance ne pouvaient faire confiance. Les espoirs déçus d'un secours de Constantinople et les intrigues perpétuelles de ses vassaux causèrent la ruine d'Ahmed.

Le mémoire de l'abbé Raynal sur la Tunisie nous apporte une précieuse documentation sur la situation économique et politique de la Régence au XVIII^e siècle.

Citons, enfin, les lettres de Jean Le Vacher, lazariste, vicaire apostolique d'Alger, au provicaire apostolique de Tunis entre 1672 et 1692; elles nous renseignent sur l'œuvre des missionnaires dans les bagnes d'esclaves, dont il importait d'empêcher la conversion à l'Islam.

— M. Louis JUNOD publie, dans les *Schweitzer Beiträge zur allgemeinen Geschichte*¹, un article intéressant sur « Paul Moulou et ses affaires avec les Indes orientales ». On y voit le pasteur genevois, d'origine montpelliéraine, l'ami que Roumeau chargea de faire imprimer les *Confessions*, s'essayer au métier d'arma-

¹ 1948, t. VI, p. 119-141.

teur. Il acquiert trois bateaux, rêve de fonder une nouvelle ligne de navigation, sous pavillon sarde, entre Nice et les Indes, et renonce sagement après les premiers déboires (1782-1784).

— MM. G. ESQUER et E. DERMENGHEM publient l'« Inventaire sommaire des séries E et EE (Correspondance politique générale) des archives du gouvernement général d'Algérie¹ ». L'index, de 25 pages, permet au chercheur de s'orienter rapidement dans une documentation bien décrite et brièvement analysée.

— Gabriel ESQUER. *Histoire de l'Algérie* (Paris, Presses Universitaires de France, 1950, in-8°, 128 p. Coll. « Que sais-je? »). — M. Gabriel Esquer était tout désigné pour écrire l'histoire de l'Algérie depuis 1830. Sa synthèse est critique, objective et complète; la moitié du volume traite de la période postérieure à 1870. Les événements postérieurs à 1945 occupent 27 pages.

— Ghislaine MOLLARD. *L'évolution de la culture et de la production du blé en Algérie de 1830 à 1939* (Paris, Larose, 1950, in-8°, 128 p. « Publications du Comité central pour la commémoration de la Révolution de 1848 en Algérie »). — Le travail de M^{lle} Ghislaine Mollard sur l'évolution de la culture et de la production du blé en Algérie intéressera l'historien autant que le géographe. Considéré d'abord comme la plante de colonisation par excellence, le blé fut encouragé et se développa jusque vers 1884. Son progrès fut ensuite limité par le climat et par le nomadisme indigène, dans les régions où le *dry farming* aurait pu s'étendre. Il apparut aussi que la culture du blé, pour être rentable, supposait, comme celle de la vigne, la constitution de grands domaines. Le blé, loin de favoriser l'implantation d'un peuplement européen, aura en définitive provoqué une certaine régression du peuplement rural européen. Mais il est resté la grande plante vivrière.

Le livre, bardé de graphiques, mériterait une conclusion où l'évolution de la culture du blé serait comparée à celle des autres grands produits et à l'évolution démographique.

— Edmond et Étienne SERGENT. *Histoire d'un marais algérien* (Alger, Institut Pasteur, 1947, in-8°, 293 p., ill.). — C'est un très beau livre que « l'histoire d'un marais algérien » de MM. Edmond et Étienne Sergent. Il nous rappelle les ravages du paludisme dans la Mitidja et nous conte comment l'Institut Pasteur s'est attaqué au marais des Ouled Mendil, « ultime reste des marécages de Boufarik ». Conçédés à l'Institut en 1927, ils ont été transformés en fermes modèles sans qu'il en coûtât la vie à personne. De généreux concours ont aidé les savants qui se sont voués à cette tâche, que le livre s'efforce de rendre intelligible et instructive pour tous. S'il publie cependant des résultats, peu accessibles au profane, d'analyse chimique des sols, ou si, par un excès contraire, il multiplie les dessins qui peuvent prêter à sourire, s'il abonde en citations littéraires, il n'en suscite pas moins, chez le lecteur, l'émotion et l'admiration.

— Général GOURAUD. *Au Maroc, 1911-1914. Souvenirs d'un Africain* (Paris, Plon, 1949, in-8°, xviii-305 p., ill.). — Le dernier volume des mémoires du général Gouraud : *Au Maroc*, n'apporte pas plus que les précédents de révélations. Ces notes, prises au jour le jour par un militaire, honnête homme et grand patriote, sinon grand esprit, dessinent le portrait d'un bon serviteur de la nation, qui sut se tenir à sa place et ne chercha pas à jouer un rôle politique ou à ternir sa gloire par des intrigues discutables.

1. Alger, anc. imprimerie V. Heintz, 1949, in-8°, 223 p.

— Général TAHON. *Avec les bâtisseurs de l'Empire* (Paris, Grasset, 1947, in-8°, 356 p., ill.). — Le général Tahon a fait une honorable carrière. Ses carnets de route n'apportent aucune révélation. On y cueille un vivant portrait de Dugenne, « le terrible colonel », qui s'impose à l'admiration du jeune Tahon. Dugenne, dont la rodesse touchait à la grossièreté dans ses rapports avec ses officiers, faisait couper la tête, sans autre forme de procès, aux prisonniers chinois qu'on lui amenait. On prétendait qu'il s'était fait faire un tapis de selle avec les nattes de ses victimes. Il promettait la vie sauve aux captifs qui le renseignaient et les faisaient ensuite exécuter.

Plus émouvant, ce témoignage de Behanzin, capturé par le colonel Dodds en 1894 et que le lieutenant Tahon dut surveiller à Kotonou, en attendant que le gouvernement eût statué sur son sort : « Au début de la guerre, je fus protégé par mon père, le grand Glé-Glé, et j'eus le succès. A un moment donné, à l'affaire de Dogba, je crus même pouvoir rejeter les Français à la mer, mais, à partir de ce moment, je fus abandonné et, malgré les envoyés que chaque soir je lui expédiai, mes guerriers les plus braves, rien n'y fit... Désolé, désemparé, je ne savais plus à qui me confier, étant persuadé que mes envoyés auprès de Glé-Glé n'exécutaient pas leur mission. Je fis alors appeler ma vieille mère et je lui demandai de se sacrifier pour son fils comme pour son pays en consentant à aller intercéder elle-même auprès de son mari. Elle accepta, mais sous la seule réserve qu'elle aurait la tête tranchée par moi son fils, et que l'exécution aurait lieu sur les rives du fleuve sacré, le Couffo. Après l'exécution, j'attendis encore huit jours, puis, ne voyant rien se produire d'avantageux pour moi..., j'ai préféré faire appel aux sentiments de générosité du gouvernement français. J'attends maintenant mon sort. »

— LYAUTEY. *Choix de lettres, 1882-1919* (Paris, A. Colin, 1947, in-16, 321 p.). — Le choix de lettres de Lyautey, tiré de ses divers recueils, ne saurait dispenser de recourir à ces derniers et ne présente par suite aucun intérêt pour l'historien.

— Pierre GENTIL. *Confins libyens. Lac Tchad. Fleuve Niger* (Paris, Lavauzelle, 2^e éd., 1948, in-8°, 215 p., ill.). — M. Pierre Gentil, mobilisé au moment où il allait entrer à l'École coloniale, prisonnier en 1940, puis évadé, passa la guerre, depuis 1941, sur les « Confins libyens ».

Administrateur du cercle de Bilma, il s'intéressa aux archives du poste et y copia les rapports des premiers occupants entre 1905 et 1909. Textes intéressants, auxquels des géographes, des ethnographes ou des historiens qui étudieraient l'évolution du nomadisme aux confins du désert pourraient se référer.

M. Gentil a fait des tournées. Il sait voir et décrire. Si parfois il se prend un peu trop au sérieux, si son style, en général clair et précis, cède quelquefois à un excès de recherche (par exemple, la tournée « gubernatoriale » de la page 207), s'il se contente d'exprimer son indignation à l'égard de certains ordres de Vichy, cela tient évidemment à sa jeunesse. Le sujet, qui eût, entre tous, intéressé l'historien, eût été une étude approfondie des hésitations, des conflits de conscience, des intérêts de ces fonctionnaires isolés, sollicités par Pétain et par de Gaulle. L'auteur était trop inexpérimenté et trop neuf dans la carrière pour qu'on puisse lui reprocher de ne pas s'y être appliqué.

— Jean CROKAERT. *Histoire du Commonwealth britannique* (Paris, Presses universitaires de France, 1949, in-16, 119 p., 3 cartes. Coll. « Que sais-je? »). — Le petit livre que M. Crockaert vient de publier dans la collection « Que sais-je? » est excellent.

Les trois empires britanniques qui se sont succédé depuis le XVII^e siècle y sont recensés. Leur genèse est bien expliquée, les faits essentiels analysés sans que les détails inutiles surchargent la mémoire du lecteur et rompent la ligne de l'exposé, les perspectives d'avenir sont correctement exposées. Bref, un bon ouvrage de culture générale pour le grand public.

— Marcel GIRAUD. *Histoire du Canada* (Paris, Presses Universitaires de France, 1946, in-16, 136 p. Coll. « Que sais-je? »). — C'est évidemment une gageure que de faire tenir l'histoire d'un grand pays en 130 petites pages, et l'on s'explique que les mémentos de la collection « Que sais-je? » qui ressortissent à l'histoire ne sont pas toujours les meilleurs. On peut, de but en blanc, sacrifier certaines périodes, celles qui, naturellement, paraîtront les plus importantes au critique ; on peut prétendre tout dire ; mais on n'évitera pas, alors, que le texte, trop condensé, soit parfois difficile à lire. M. Marcel Giraud, dans son *Histoire du Canada*, se rapproche de la seconde solution. Lisons-le cependant d'avoir passé rapidement sur les origines. Le lecteur français en trouvera de nombreux récits, alors qu'il ne dispose pas d'un grand choix pour la période d'après 1763.

— M. ARCINIEGAS ne renouvelle pas l'histoire de la colonisation allemande au Venezuela (*Germans in the conquest of America*. New York, Macmillan, 1943, in-8°, 213 p., ill.). Ses trois premiers chapitres sont un peu confus dans l'exposition de la situation intérieure de l'Espagne et de la politique de Charles Quint. L'auteur n'a pas suffisamment utilisé la bibliographie allemande ; des livres comme le *Deutschland vor der Reformation* de M. Andreas lui auraient permis de développer ses remarques justes, mais succinctes, sur l'avance technique des capitalistes allemands à l'époque. Les chapitres suivants utilisent les relations des gouverneurs et explorateurs allemands ; l'ouvrage s'adresse au grand public.

— W. E. BURGHARDT DU BOIS. *The world and Africa* (New-York, The Viking Press, 1947, in-8°, XII-276 p.). — M. W. E. Burghardt Du Bois écrit pour le public américain. Directeur du Centre de recherches pour le progrès des populations de couleur, il publie un plaidoyer en faveur des nègres africains, plutôt qu'un ouvrage d'érudition. Si les historiens français peuvent s'inscrire en faux contre l'affirmation qu'une véritable conspiration du silence a poussé tous les savants à négliger l'apport des noirs à la civilisation mondiale, il n'en reste pas moins que l'oppression des races de couleur subsiste aux États-Unis.

Refaire l'histoire universelle du point de vue de l'Afrique est une idée ingénieuse et sans doute féconde. L'auteur constate lui-même qu'une vie d'historien n'y suffirait pas. Il se borne donc à plaider sa cause en une série de chapitres, qui mettent en lumière les lacunes de nos connaissances, mais qui ne les comblent point. Lisons son courage et souhaitons que son livre désarmerait quelques-uns de ses lecteurs américains, aveuglés par leurs préjugés et leur haine injuste.

— Arthur Berriedale KEITH. *Selected speeches and documents on colonial policy, 1763-1917* (Oxford University Press, 1948, in-16, xx-381 et 424 p.) ; Jack SIMMONS. *From Empire to Commonwealth. Principles of british imperial government* (Londres, Odham, s. d. [1949], in-8°, 240 p.). — Les « World's Classics » rééditent en un volume les documents sur la politique coloniale anglaise réunis par M. Keith. Textes précieux pour l'étudiant, bien que non commentés. Il serait très souhaitable que l'auteur nous donnât un nouveau volume sur la période de 1917 à nos jours. Ce petit livre, imprimé sur papier bible, d'un format de poche et d'un prix

modique (75 s.), doit figurer dans la bibliothèque de tous ceux qui s'intéressent aux questions coloniales. Ils pourront y joindre les documents choisis et présentés par M. Jack Simmons, qui décrit en introduction l'évolution de la doctrine coloniale britannique. Il fait une place importante aux mandats, au trusteeship, à l'émancipation de l'Inde et de Ceylan, aux réformes récentes en Afrique. L'un et l'autre de ces recueils ont évidemment des lacunes. Ni l'un ni l'autre, par exemple, n'opposent les conceptions de Gladstone et de Disraeli sur l'Empire !

— *Central African Archives. In retrospect and prospect, 1935-1947*. A report by the chief archivist for the twelve years ending 31 august 1947 (Salisbury, 1947, in-8°, viii-118 p., ill.). — A feuilleter le rapport sur les archives de l'Afrique centrale (Rhodésies du Nord et du Sud et Nyassaland), on se prend à rêver d'un ouvrage semblable sur nos Archives nationales. Un ouvrage aussi intéressant pour le public peu cultivé que pour le spécialiste. Il débute par quelques pages très simples sur le rôle des archives. Un archiviste « est un homme doué d'esprit historique sans être historien, connaissant toutes les ramifications de l'administration sans être un administrateur, sensible aux besoins des étudiants, sans, pour autant, faire de son courrier le domaine exclusif du chercheur privé, il est un peu chimiste, un peu relieur, un peu inventeur, mais jamais complètement ; bref, il est archiviste ». Suit un historique très complet de la constitution du dépôt depuis 1935 et même depuis les premiers tris, datant de la liquidation de la compagnie anglaise d'Afrique du Sud en 1922. Une description des divers départements, une analyse des problèmes techniques, un aperçu sur les divers fonds, les principes de classement, une revue des bibliothèque, musée, services annexes, complètent heureusement l'ouvrage par ailleurs fort intelligemment illustré.

— R. H. W. SHEPHERD et B. G. PAVAR. *African Contrasts. The story of a South African people* (Le Cap, Oxford University Press, 1947, in-8°, 266 p.). — Dans un magnifique album de 266 pages, dont une centaine de photos, MM. Shepherd et Pavar plaident la cause des indigènes de l'Union Sud-Africaine. Après un résumé du passé des Bantous, la déclaration du président Hertzog sur la ségrégation, puis des photos illustrant d'une façon criante une série de chapitres où l'on voit combien, dans la vie quotidienne, noirs et blancs sont liés. Non seulement les mineurs et les travailleurs de force, mais les cuisiniers, mais les bonnes d'enfants, mais les ouvriers agricoles sont des nègres. Et si l'on s'efforce de ralentir l'instruction de ces hommes, dont personne ne saurait encore affirmer aujourd'hui qu'ils ne sont pas aptes à la culture occidentale, si l'on maintient volontairement les masses de couleur dans un état physique déficient, qui donc, à la longue, risque d'en pâtir plus que les blancs, dont les règles d'hygiène ne résisteront pas à ce voisinage ?

Le plaidoyer est habile aussi parce qu'il n'est pas violent. Il expose les faits au lecteur indigène et conclut par un appel optimiste à l'union.

France. — Le R. P. Michel GARNIER a écrit l'histoire du couvent des Jacobins-Saint-Honoré, devenu, grâce au fameux club, l'un des plus connus de l'ordre des Frères-Prêcheurs (*Les Dominicains Saint-Honoré. Histoire et préhistoire du club des Jacobins*, Paris, Éditions du Cerf, s. d. (1950), in-8°, 342 p., 14 illustrations). Fondé en 1613, il jouit, durant le xvii^e siècle, d'une notable prospérité et son histoire constitue donc un épisode de la renaissance catholique à cette époque ; elle en fait apparaître aussi les faiblesses, et ce n'est pas le moins curieux : la discipline parmi les religieux se montre loin d'être parfaite ; entre les couvents de l'ordre,

des querelles éclatent ; les Dominicains entrent en conflit avec les prêtres du Calvaire du Mont-Valérien ; le gallicanisme possède des partisans dans leurs rangs. Dès 1710, la décadence est déjà visible et va toujours s'accroissant : les vocations se raréfient, les aumônes diminuent, les fidèles sont de moins en moins assidus, on en prend à son aise avec la règle. En 1790, lorsqu'on interroge les Dominicains de Saint-Honoré, on ne trouve que vingt et un religieux présents, outre six résidents et quatre affiliés absents. Un seul déclara vouloir continuer la vie conventuelle sans qu'on connaisse les motifs des autres ; ils ont pu se retirer pour ne pas se voir interner dans une maison étrangère, en l'espèce le couvent du faubourg Saint-Germain, qui fut assigné aux religieux de l'ordre et qui, fait curieux, ne fut évacué qu'en octobre 1793. On ne connaît pas la destinée de tous ceux qui se dispersèrent, mais l'un d'eux prêta le serment et mena jusqu'en 1832 une vie édifiante, tandis que le provincial, au contraire, se maria. En dépit du titre, le club ne tient pas grande place dans l'ouvrage, mais on trouvera dans le livre une description du couvent en 1789 (p. 283), des renseignements sur les modifications qu'il subit ensuite et de nombreux détails sur le quartier au XVIII^e siècle et sur son évolution.

Georges LEFEBVRE.

— C'est d'après les mémoires, les récits des voyageurs, notamment des étrangers, et les ouvrages antérieurs que M. Charles KUNSTLER a décrit la vie des Français au temps de Louis XVI (*La vie quotidienne sous Louis XVI*. Paris, Hachette, s. d. (1950), in-8°, 348 p.). La province est rapidement passée en revue dans la première moitié de l'ouvrage ; vient ensuite Versailles, brièvement expédié ; la vie à Paris est surtout abondamment décrite. Sur la capitale, le livre de M. Hugues de Monbas fournit pour la même époque de nombreux renseignements. Il se réduit, au fond, à une analyse par ordre méthodique du volumineux mémoire qu'un commissaire de police rédigea, sur l'ordre de Sartine déferant à la demande de Joseph II lors de sa visite, pour exposer l'organisation, le fonctionnement et les attributions de la police parisienne ; terminé en 1776, il se rapporte donc à la situation du début du règne et l'ouvrage ne dit rien de ce qui suivit (*La police parisienne sous Louis XVI*. Paris, Hachette, s. d. (1949), in-8°, 286 p.). G. L.

— M. Georges BOUCHARD a publié la vie du chimiste Thénard, écrite par son fils en 1859. Il y a joint une magnifique illustration, une bibliographie des écrits du personnage et quelques lettres inédites. Dans une longue introduction, il complète, en outre, la biographie et met en scène les savants de la même génération. L'existence de Thénard, outre son intérêt pour l'histoire des sciences expérimentales, est digne aussi d'attirer l'attention de l'historien de la bourgeoisie (*Un grand Français, le chimiste Thénard, 1777-1857, par Paul Thénard, membre de l'Institut, son fils ; avec Introduction et Notes de Georges Bouchard*. Dijon, Jobard, 1950, in-4°, 253 p.). G. L.

— Le Comité départemental marnais de la célébration du Centenaire de la Révolution de 1848 a publié une brochure que nous a fait parvenir M. René Gandilhon, archiviste départemental, sur *Les arbres de la Liberté dans le département de la Marne de 1789 à 1948* (Châlons-sur-Marne, Archives de la Marne, 1, rue des Buttes, 1948, in-8°, 91 p.). MM. Just BERLAND et Gustave LAURENT se sont attachés à la période de la première révolution. Plus de la moitié de la publication est consacrée par M. René GANDILHON à la description des cérémonies commémoratives du Centenaire de 1848 dans nombre de communes du département : la plantation d'un arbre de la Liberté en fut un trait caractéristique. G. L.

— Le livre de M. Sidney J. FRENCH sur Lavoisier (*Torch and Crucible. The Life and Death of Antoine Lavoisier*. Princeton, University Press, s. d. (1941), in-8°, xv-285 p.) est fondé sur la connaissance qu'un chimiste de profession peut prendre sans difficulté des ouvrages scientifiques du XVIII^e siècle et de notre temps et aussi sur la correspondance d'Éleuthère du Pont avec son père et sa femme, documents qu'utilisa M^{me} du Pont en racontant la vie de ce dernier personnage dans un livre qui, à ce que je crois, n'a pas été mis dans le commerce. L'ouvrage est du plus haut intérêt. D'abord, pour l'histoire sociale, car il décrit l'ascension de la famille, dont le premier représentant connu, Antoine, était déjà postillon du roi en 1580. Lavoisier, fort riche de très bonne heure, grâce à des héritages, époux de Marie Paulze, fille d'un fermier général et nièce de l'abbé Terray, devint fermier général lui-même et couronna la dynastie sans laisser d'héritier.

Celui que passionne le spectacle de l'intelligence acharnée à la découverte de la démarche des phénomènes naturels lira le volume avec délectation. Les grands découvreurs britanniques, Black, Priestley, Cavendish, y trouvent leur juste part. Lavoisier en fut un aussi, mais M. French met fort bien en lumière le rôle éminent de son génie. S'il créa la chimie moderne, c'est avant tout parce qu'il y introduisit un souci cartésien de liaisons et d'hypothèses rationnelles et ramena l'expérience à la formulation mathématique en lui assignant comme but fondamental la détermination des quantités, en l'espèce celle des poids. Il éleva ainsi sa discipline au rang de connaissance scientifique qui est constatation de nombre, mesure et poids. C'est ainsi qu'il parvint à en exprimer une théorie générale et à la pourvoir d'une nomenclature. Encore n'est-ce pas tout : Lavoisier, maître de l'oxygène, expliqua le phénomène de la respiration et doit être ainsi considéré comme le fondateur de la physiologie expérimentale. Qu'il ait été englouti dans la catastrophe des fermiers généraux, la haine qu'avaient excitée ces derniers, et plus encore leurs gabelous, en fournit l'explication, mais on déplorera toujours amèrement que sa merveilleuse carrière ait été prématurément interrompue.

G. L.

— Une étude prolongée a permis à M. Henri RODDIER de publier un ouvrage considérable sur la fortune des ouvrages de Rousseau dans l'Angleterre du XVIII^e siècle (*J.-J. Rousseau en Angleterre au XVIII^e siècle. L'œuvre et l'homme*. Paris, Boivin, s. d. (1950), in-8°, 435 p.). Grâce à une connaissance approfondie des livres et des revues britanniques du temps, il y découvre parfois, sinon quelque source de l'œuvre de Rousseau, du moins des affinités avec elle, et beaucoup plus fréquemment la trace de son influence, soit qu'on se nourrisse de sa pensée, soit qu'elle éveille de vives réactions. Une partie des courants intellectuels de la Grande-Bretagne apparaissent donc dans ce livre, et, à ce titre, comme d'ailleurs aussi par ses références et sa bibliographie, il s'inscrit parmi les instruments de travail. Comme on pense, l'histoire religieuse en tirera parti, car le primitivisme des *Discours*, le problème de l'éducation dans l'*Émile*, la *Profession de foi du vicaire savoyard*, les *Lettres de la Montagne* n'échappèrent ni aux dissidents, plutôt sympathiques, ni aux protestations des anglicans. L'histoire politique ne restera pas non plus indifférente ; l'évolution conservatrice des whigs dont Burke est le représentant fameux ne pouvait s'accommoder de l'appel à la nature et moins encore à ces droits naturels que Locke avait invoqués et qu'on s'appliquait à rejeter dans l'ombre ; le *Contrat social*, au contraire, ne resta pas inaperçu dans les milieux du radicalisme naissant. Enfin, la dernière partie, où se signalent les *Confessions*, dépasse la mort de l'écrivain et concerne la part de son influence dans la littérature

sentimentale, sensible dès la *Nouvelle Héloïse*, et dans le romantisme des inadaptés sociaux.

Mais l'ouvrage se recommande, d'autre part, aux historiens de Rousseau lui-même. Les louanges et les critiques des Anglais jettent du jour à l'occasion sur l'interprétation de ses ouvrages et, d'autre part, quelques périodes de son existence sont traitées de manière originale, par exemple les motifs de son départ pour l'Angleterre, son séjour et ses relations dans ce pays et, spécialement, sa querelle avec Hume.

G. L.

— M. F. C. GREEN s'est aussi intéressé à Rousseau, mais en se contentant, pour l'instant, de décrire l'origine et le caractère de l'idée de progrès dans ses œuvres (*Rousseau and the Idea of Progress*. Oxford, The Clarendon Press, 1950 (The Zaharoff Lecture for 1950), in-8°, 20 p.). Comme on sait, Rousseau nie que le progrès matériel et celui de la connaissance intellectuelle améliorent l'existence de l'homme; ils le dégradent, au contraire, en étouffant son ressort essentiel, le sentiment, véritable racine de la morale qui importe seule. M. Green pense que la fameuse intuition d'octobre 1749, qui entraîna sa rupture avec l'intellectualisme des philosophes, tira sa source des épreuves de Rousseau : sa conversion serait une fuite romantique vers ses impressions de l'époque de sa jeunesse que le sonvenir transformerait en âge d'or.

G. L.

— J. P. MAYER. *Political thought in France from the Revolution to the Fourth Republic*, édition révisée (Londres, Routledge et Kegan Paul, 1949, x-142 p.; prix : 12 s. 6 d.). — Il y a plusieurs manières de faire l'histoire de la pensée politique. On peut — et c'est le plus sûr — concentrer son attention sur quelques auteurs jugés plus spécialement importants. On pourrait aussi chercher à caractériser pour chaque période les idées politiques dominantes, mais il y faudrait des travaux préparatoires considérables. On peut, enfin, s'efforcer de suivre certaines tendances directrices. M. J. P. Mayer n'a choisi nettement aucune de ces méthodes, et son plan, qui suit étroitement le découpage de l'histoire politique, est particulièrement critiquable pour une période où les régimes politiques se sont succédé si rapidement. Il en résulte une impression de flottement et d'incertitude. Aussi bien l'auteur, malgré le peu de pages dont il dispose, ne se cantonne pas dans les généralités; il va tout de suite au concret; il en résulte forcément un choix arbitraire entre les auteurs (pourquoi Pecqueur et pas Fourier, par exemple?) et même entre les différentes idées d'un auteur; le livre n'est pourtant pas inutile, grâce notamment à ses nombreuses citations souvent suggestives. Mais il est bien regrettable qu'il n'ait pu utiliser l'ouvrage de J. J. Chevalier¹.

J. NÉA.

— J. P. T. BURY. *France, 1814-1940* (Londres, Methuen, 1948, 348 p., 9 cartes; prix : 18 s.). — C'est un manuel que nous apporte aujourd'hui M. Bury, mais vraisemblablement un manuel pour adultes, car il paraît difficilement digérable par des adolescents. C'est dire qu'il n'y faut chercher d'originalité ni dans la conception ni dans la présentation. Mais le livre est fort bien fait, objectif et presque toujours d'une grande justesse de ton. On n'y trouve plus l'essai de réhabilitation systématique de la France qui caractérise tant d'ouvrages anglo-saxons de la période de guerre, mais aucun dénigrement non plus : par exemple, l'auteur explique fort bien (p. 257) les difficultés de la position internationale de la France après 1918. On n'échappe pas pourtant à l'impression que l'auteur a voulu tirer trop grand

1. *Les grandes œuvres politiques de Machiavel à nos jours*, Paris, Colin, 1949.

parti d'une documentation insuffisante ; les bibliographies qui terminent les chapitres sont souvent pauvres, surtout en ouvrages de langue française : par exemple, M. Bury connaît de M. Renouvin, *The forms of war government in France*, paru en anglais, mais non l'essai sur *Les origines immédiates de la guerre* ; aucune mention non plus du livre de Baumont sur *La faillite de la paix* ; ce ne sont là que quelques omissions parmi les plus énormes. Ces lacunes ne sont pas sans diminuer par moment la qualité du texte. Par exemple, intituler « The years of crisis and scandal » la période de 1885 à 1900, n'est-ce pas s'arrêter un peu trop à la surface des choses ? Les inexactitudes matérielles ne sont pas absentes : M. Bury place l'autorisation d'émission des obligations à lots de Panama en décembre 1888, etc. Peut-on aussi parler de la journée du 6 février 1934 sans mentionner celle du 12 ? Ces taches signalées, il faut souligner à nouveau la qualité de l'ensemble de l'ouvrage, qui, une fois remis au courant, peut rendre de grands services aux Anglais désireux de connaître la France contemporaine.

J. NÉRÉ.

— *Mémoires de Vitrolles* (tome I). Texte intégral établi par Eugène FORGUES, établi et annoté par Pierre FAREL (Paris, Gallimard, 1950, in-8°, 553 p. ; prix : 750 fr.). — Il est inutile d'insister sur la valeur que présente le témoignage du baron de Vitrolles pour l'histoire de la fin de l'Empire. Les éditeurs ont joint dans ce premier volume les souvenirs relatifs à la période 1774-1801 qui expliquent dans une large mesure le caractère de l'auteur et la partie des mémoires de 1810 à 1814, s'arrêtant avec l'entrée des alliés à Paris. Les notes, rejetées à la fin du volume, permettent de retrouver des détails complémentaires sur les personnages dont il est question dans le texte ; le plus souvent empruntées à des ouvrages contemporains, elles sont parfois un peu trop sommaires pour des non-spécialistes.

J. V.

— Charles ALMÉRAS. *Odilon Barrot, avocat et homme politique, 19 juillet 1791-6 août 1873* (Le Puy-Paris, Éditions Xavier Mappus, 1950, in-4°, viii-371 p.).

— La thèse de doctorat ès lettres de M. Ch. Alméras retrace avec une indéniable sympathie la carrière d'Odilon Barrot. Après avoir étudié la formation de l'homme, le milieu familial et les études, M. Alméras examine les débuts d'Odilon Barrot comme avocat dans tant de procès politiques sous la Restauration, son rôle pendant la révolution de Juillet, puis comme commissaire chargé d'accompagner Charles X à Cherbourg et comme préfet de la Seine. Dès lors connu, député inamovible de Chauny, il va devenir une des personnalités de la Chambre, le plus ferme soutien de la gauche dynastique, combattant les extrêmes avec la même énergie jusqu'à l'accord de tous les opposants contre Guizot et au ministère éphémère du 24 février. Après l'éclipse des premières semaines de la seconde République, Odilon Barrot resurgit au premier plan, membre de la Commission d'enquête sur les journées de juin, de la commission de Constitution, puis premier ministre au lendemain de la victoire de Louis-Napoléon Bonaparte, et encore après le remaniement de juin 1849, lors de l'établissement de l'Assemblée législative. L'effacement d'Odilon Barrot pendant les mois qui précéderent le coup d'État semblait déjà annoncer la fin de sa carrière proprement politique et il vécut ensuite dans la retraite, associé à l'opposition orléaniste ou libérale de l'Académie, n'en sortant que peu de temps avant sa mort pour être vice-président du Conseil d'État¹.

J. V.

1. Cf. le compte rendu de soutenance de cette thèse, *Revue historique*, t. CXCIX, p. 311.

— Élie REYNIER et Louise ABRIAL. *Les Écoles normales primaires de l'Ardèche, 1831-1944 — 1882-1944* (Privas, L. Volle, 1945, in-8°, 136 p. ; prix : 75 fr.). — Cette double monographie des Écoles normales d'instituteurs et d'institutrices de l'Ardèche offre un excellent exemple des difficultés rencontrées et des problèmes soulevés par l'application de lois scolaires dans un département pauvre. C'est aussi un témoignage plein de sympathie pour l'œuvre poursuivie avec persévérance, de la Monarchie de Juillet à la fin de la Troisième République, pour organiser et perfectionner le recrutement du personnel enseignant de l'enseignement primaire. On y relève des considérations particulièrement intéressantes sur les zones de recrutement des instituteurs tant en Ardèche que dans les autres départements, en l'espèce les Hautes-Alpes, d'où vinrent sous la Monarchie de Juillet des élèves maîtres continuant la tradition des instituteurs ambulants.

J. V.

— Jacques DE FONT-RÉAUX. *L'église de Crest, sa construction, cent ans d'histoire paroissiale, 1846-1946* (Crest, Véziant, 1947, in-8°, 51 p. ; prix : 100 fr.). — Cette monographie de l'église catholique de Crest depuis un siècle présente également un intérêt qui déborde largement l'histoire locale en montrant les répercussions dans une petite ville des grands événements qui marquèrent alors les rapports de l'Église et de l'État. Elle fait une place importante aux nombreuses œuvres qui furent les manifestations successives de l'action catholique dans la région.

J. V.

— Abbé Félix KLEIN. *Une hérésie-fantôme : l'Américanisme* (Paris, Plon, 1949, in-16, 450 p. ; prix : 425 fr.) et *Sans arrêt* (Paris, Plon, 1949, in-16, 346 p.). — Dans ces deux volumes, quatrième et cinquième tomes de ses mémoires publiés sous le titre général : *La route du petit Morvandiau*, l'abbé Félix Klein retrace la vie religieuse telle qu'il eut l'occasion de la voir à la fin du XIX^e siècle. Indiquant de nombreux détails, citant souvent intégralement les textes ou les lettres auxquels il se réfère, il apporte une masse considérable de documents. Les notations personnelles de cet observateur perspicace, parfois passionné, ne sont pas moins intéressantes ; elles ressuscitent l'atmosphère des milieux catholiques les plus divers, depuis les palais du Vatican jusqu'aux missions chez les Indiens de l'Arizona, débordant au passage le seul plan de l'histoire ecclésiastique pour apporter des compléments à l'histoire politique ou à celle des institutions.

J. V.

— Melvin KRANZBERG. *The Siege of Paris (1870-1871), a political and social history* (Ithaca (N. Y.), Cornell University Press, 1950, 213 p.). — L'ouvrage comporte une bibliographie complète. L'auteur ne semble pas avoir utilisé de nouvelles sources d'archives, mais il a dépouillé les collections de journaux et de pamphlets constituées par Boulay de la Meurthe et par Archibald C. Coolidge et conservées par l'Université Harvard. C'est pourquoi son ouvrage est d'abord, plutôt qu'une histoire, une chronique exacte et vivante de la vie parisienne pendant le siège. Dans un épilogue, il s'efforce de dégager l'influence du siège sur les origines de la Commune. Il nie que cette dernière ait été, comme le prétendent les marxistes, une révolution prolétarienne. Faite par la petite bourgeoisie alliée aux ouvriers républicains, elle fut une lutte de classe menée pour d'autres fins qu'une révolution sociale, c'est-à-dire pour une victoire militaire, de laquelle sortirait une république démocratique analogue à celle de l'an II.

Louis GIRARD.

— Marcel BLANCHARD. *Le Second Empire* (Collection Armand Colin, 1950, 220 p.). — M. Blanchard offre au public cultivé l'état présent des recherches sur

une période qui vient d'entrer de l'ère des polémiques contemporaines dans celle de l'histoire objective. Histoire encore mouvante, d'ailleurs. C'est pourquoi sans doute l'orientation bibliographique qui clôt le volume ne mentionne pas les travaux de Schefer, Morizet, Duveau et Schnerb.

L'auteur a voulu « dresser et dessiner une courbe » ; il a pleinement réussi. Sa synthèse suit l'aventure du régime, évoluant entre le parti de l'ordre et la démocratie sociale, tentant une création originale qui ne fut réussie qu'en partie. Le chapitre sur « le personnel administratif et les grandes institutions » contient des pages d'une réelle nouveauté dans leur obligatoire concision. Sans sacrifice à l'harmonie de l'ensemble, le développement indispensable est donné à l'effort économique, qui se trouve lié de façon organique à l'évolution politique et sociale. Une erreur de détail (p. 68) : le Crédit industriel et commercial a toujours été indépendant de la Société générale. L'exposé des faits diplomatiques présente forcément moins de nouveauté pour le spécialiste ; mais l'histoire des campagnes abonde en remarques intéressantes. Au total, cette « explication » d'une époque décisive pour la France moderne rendra dans sa brièveté et son intelligence de l'histoire les plus grands services au lecteur déconcerté par l'abondance et la divergence de la littérature ancienne et moderne du sujet.

L. G.

Extrême-Orient. — E. H. G. DOBBY. *Southeast Asia* (Londres, University of London Press, 1950, in-8°, 416 p., 118 fig. ; prix : 18 s.). — Cet ouvrage ne fera pas double emploi avec le *Monde Malais* de Robequain, car il s'étend sur un domaine plus vaste, englobe l'Indochine, le Siam et la Birmanie et, d'autre part, a pu tenir compte de certains faits et certaines statistiques d'après-guerre. Cependant, les chiffres de population, notamment pour les villes, restent fort anciens. Trois parties : géographie physique (particulièrement nouvelle pour le climat, rejoignant et mettant en harmonie, avec les théories dynamiques, le vieux système de moussons, et pour les sols), géographie régionale, géographie humaine (agriculture, pêcheries, industrie et commerce, questions politiques). Tous ces chapitres sont accompagnés de très nombreuses figures, graphiques, cartes d'ensemble et de détail, toujours remarquablement claires, souvent nouvelles : orientations tectoniques des rivières malaises, récifs coralliens de la mer de Macassar, utilisations agricoles des diverses régions étudiées, densités de population, migrations historiques et actuelles, divisions régionales.

André MEYNIER.

— *Actes du XXI^e Congrès international des orientalistes. Paris, 23-31 juillet 1948* (Paris, Société Asiatique, 1949, gr. in-8°, vi-409 p. et 6 pl.). — La chronique du Congrès, avec la liste des autres Congrès internationaux des orientalistes depuis 1873 et les brefs statuts qui les régissent depuis 1897, composent la première partie (p. 1-41). La deuxième est consacrée aux 292 communications présentées en 1948. Elles couvrent le domaine entier de l'orientalisme, réparti en dix sections : 1. Égyptologie ; 2. Études sémitiques ; 3. Assyriologie ; 4 a. Études iraniennes et centre-asiatiques ; 4 b. Turcologie ; 5. Indologie ; 6. Études indo-chinoises et indonésiennes ; 7. Sinologie ; 8. Islam ; 9. Orient-Occident, Orient chrétien ; 10. Ethnologie et protohistoire. Ces communications sont représentées sous des formes allant de la simple référence à l'article. Une double table, sans index, et une liste des congressistes complètent ce beau volume, sorti des presses de l'imprimerie nationale.

E. GASPARDONE.

— *Bibliographie bouddhique, IX-XX, mai 1936-mai 1947* (Paris, Imprimerie

nationale, 1949, gr. in-8°, ix-165 p. à 2 col.). — Inaugurée en 1930, interrompue après 1937, la *Bibliographie bouddhique* embrassait, dans ses huit premiers numéros, les publications de janvier 1928 à mai 1936. L'œuvre aujourd'hui reprend et M^{lle} Marcelle Lalou assume la tâche entamée avec Jean Przyluski. Le présent fascicule, en huit sections et 1.585 articles, enregistre ce qu'en onze années les événements ont permis de connaître. Les travaux les plus nombreux y sont toujours en anglais, français, hollandais et allemand. Un très petit nombre en langues orientales, une pénurie en langues slaves, malgré le polonais. On sait que cette bibliographie accompagne de notes certains articles et qu'elle indique, heureusement, mais sporadiquement, les comptes rendus. Ce volume contient aussi le complément des années antérieures et les dernières contributions des collaborateurs disparus.

E. G.

— John King FAIRBANK et Kwang-ching LIU (LIEOU Kouang-king). *Modern China. A Bibliographical Guide to Chinese Works, 1898-1937* (Harvard-Yenching Institute Studies, vol. I. Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1950, in-8°, xviii-608 p. miméographiées). — Ce catalogue descriptif et explicatif, muni d'un index par noms et par matières, constitue le dépouillement provisoire d'une partie du fonds chinois de Harvard. Les auteurs ne prétendent ni avoir tout lu ce qu'ils enregistrent ni en formuler des jugements minutieux. Ils explorent et disent leurs trouvailles : on entrevoit par eux les ressources en même temps que les lacunes. Tout étudiant de la Chine contemporaine peut s'y référer, même spécialiste, même non-sinologue. Les titres en caractères, en transcription et en traduction, l'auteur, le lieu, parfois la table, sont donnés avec les éclaircissements pour la consultation ou la recherche. La première place, en ces neuf sections, est à la politique et à l'économie. Les deux auteurs préviennent de cette mode et de l'inconsistance des statistiques en pléthore. L'histoire intellectuelle, ou le mouvement des idées, se trouve en maigre sélection, à la fin, en particulier les journaux et revues littéraires-politiques, si malaisés à suivre et même à connaître. Mainte publication déjà épuisée en Chine, ailleurs passée inaperçue, y est relevée. Des compléments, sur la Chine communiste, ont paru, à Harvard, par MM. FAIRBANK et Zen SUN (SOVEN Jen), *Chinese Communist Publications*, 1949, 122 p. miméographiées, et à New-York, par M. C. Martin WILBUR, etc., *Chinese Sources on the History of the Chinese Communist Movement*, 1950, in-4°, 56 p., qui ouvre une collection parallèle à l'Université Columbia (East Asian Studies, n° 1).

E. G.

— Sir Richard WINSTEDT. *Malaya and its History* (Hutchinson's University Library. Londres, s. d. [1948], in-12, 158 p.). — Sir Richard Winstedt, un des meilleurs connaisseurs vivants de la Péninsule malaise depuis l'Islam et depuis les Anglais, offre en ce petit livre au public un agréable précis de son expérience et de ses lectures ; il y joint ses vues du présent et de l'avenir. Le pays et ses habitants, le millénaire hindou, le siècle malais, les Portugais, les Hollandais s'y succèdent en six courts chapitres. L'Angleterre en occupe neuf autres. Le premier vaisseau anglais en 1592, les premiers comptoirs de l'East India Company, abandonnés en 1623, Francis Light à Pinang en 1786, l'occasion de saisir Malacca fournie par la Révolution française, prolongée par Napoléon, sanctionnée, après intervalle, au Traité de Londres (1824), Raffles à Singapour en 1819, marquent les débuts d'une expansion qui, des établissements des Détroits et du protectorat successif des États, forme l'âge anglais de la Malaisie. L'auteur souligne la part de rencontre

en cette expansion, entraînée par une certaine anarchie native, et le double enchevêtrement des faiblesses malaises et des lenteurs et scrupules britanniques. Les simplificateurs de l'histoire coloniale en feront leur profit. Le règne de la loi, fierté officielle des coloniaux anglais, est mis avantageusement en regard des précédents régimes, européen et musulman, et jugé comme une insertion agréée des Malais pour sa convenance. Le commerce, monopole ou libre, et les finances ; les industries anciennes et modernes ; le travail, la santé et l'éducation apparaissent en traits nets, et dans le cadre du passé et la bigarrure ethnique de ce bras de terre international. Ce qui est dit de la guerre japonaise en garde l'amertume. La suite est remplie du débat sur l'Union projetée, ramenée sous les protestations à la Fédération nouvelle. Le débat est anglais, mais de portée générale. C'est un fait que la « démocratisation » d'après-guerre aura plus contraint que l'administration coloniale. Sir Richard Winstedt, qui tend sur la colonisation à l'attitude assez hautaine de l'*intelligentsia* coloniale elle-même, est sévère sur la démocratisation. La citoyenneté décrétée en faveur des étrangers nés dans la Péninsule ou y ayant séjourné quinze ans risque, par l'afflux indien et chinois, d'y noyer tôt ou tard la population malaise. Un dernier chapitre évoque en peu de mots les perspectives discernables.

E. G.

— René GROSSET. *Histoire de la Chine* (Paris, Arthème Fayard, 1942-1949, in-16, 428 p., 2 cartes). — Wolfram EBERHARD. *A History of China from the earliest times to the present day* (London, Routledge & Kegan Paul, 1950, in-16, xvi-358 p., 17 illustr., 6 cartes). — Ces deux ouvrages ont en commun d'avoir été écrits, non à l'intention des sinologues, mais pour le grand public, et c'est ma seule excuse d'en faire ici, sinon la critique, du moins la présentation. Sous le même titre, ils traitent de sujets entièrement distincts.

Le volume de M. R. Grousset (réédition d'un ouvrage paru en 1942) est un de ces « bilans » historiques auxquels se plait l'auteur et dont le style alerte rend la lecture si facile et si attachante. S'élevant au-dessus d'un sujet immense dont tant de détails sont encore mal connus, mais sans jamais perdre contact avec la terre chinoise dont la géographie a marqué le destin, dégageant les lignes maîtresses de l'histoire politique de la Chine et les idées-forces de son histoire culturelle, mettant en relief quelques-unes de ses grandes figures, M. R. Grousset s'est appliqué à faire de son livre un chapitre de l'histoire du monde, en insistant chaque fois qu'il en a eu l'occasion sur les relations de la Chine avec les pays voisins, sur ce qu'elle en a reçu et sur ce qu'elle leur a donné. Ses vastes connaissances sur l'Asie centrale lui ont permis de faire clairement comprendre dans quelles circonstances ces échanges se sont produits et quels en ont été les résultats. Des faits politiques et militaires, il n'a retenu que ceux qui sont indispensables à l'intelligence du récit : des anecdotes, des mots dont l'historicité n'est peut-être pas toujours bien établie, ont été choisis avec habileté et servent à créer l'ambiance dans laquelle se sont déroulés les grands épisodes de l'histoire. Mais la plus large place est faite à la religion, à la philosophie, à la littérature, à l'art et à l'archéologie qui occupent une bonne moitié du volume : ce n'est pas la moins bien venue ni la moins utile. À défaut de vues nouvelles ou originales, on trouvera dans ces pages agréables à lire tous les éléments d'une initiation à la connaissance de la civilisation chinoise.

C'est essentiellement à l'histoire de la société chinoise qu'est consacré le livre de M. W. Eberhard, traduction anglaise par E. W. Dicks de sa *Chinas Geschichte*, publiée en Suisse en 1948. « Les vies des empereurs, dit l'auteur dans sa préface,

les grandes batailles, tel ou tel haut fait nous importent moins que la découverte des grandes forces qui sous-tendent ces événements et qui gouvernent l'élément humain. » Il s'est donc attaché à suivre le développement sociologique, en réduisant au minimum la narration des faits, au risque d'être parfois peu intelligible pour qui ne dispose pas d'un précis historique. La formation de la race, ou mieux de l'ethnie chinoise, à l'époque préhistorique par la fusion de différentes populations (tougouse, mongole, turque, tibétaine, t'ai, yue), l'incidence sur l'évolution sociologique de la Chine des grands problèmes agraires et économiques qui se posent à elle de façon permanente, la formation périodique de nouvelles classes sociales (féodale, commerçante, rurale, lettrée, bourgeoise) et leur accession successive aux grandes charges, l'alternance de périodes d'inflation et de déflation causée par la rareté chronique du métal et le stockage qui en résulte, le facteur sociologique dans les luttes entre Chinois agriculteurs et nomades pasteurs, telles sont quelques-unes des questions étudiées par M. W. Eberhard dans son ouvrage. Si, dans l'état actuel des connaissances, certaines de ses synthèses peuvent sembler prématurées, si certains procédés d'explication paraissent parfois trop systématiques, il serait injuste de faire grief à l'auteur d'avoir essayé d'aborder l'histoire de la Chine par une voie assez nouvelle et encore peu fréquentée.

G. CORDÈS.

— Alan Houghton BRODRICK. *Little Vehicle*, Cambodia and Laos. With 36 illustrations (Londres, New-York, Melbourne, Sydney, Cape Town, Hutchinson and Co., s. d. (1947?), in-8°, 266 p.). — Ce livre appartient à un genre créé par l'auteur et fait pendant à *Little China*, publié en 1942 et consacré aux pays annamites. Le Laos, malgré le sous-titre, figure à peine dans *Little Vehicle*, p. 90-111, et pour une excursion aérienne de Vinh à Luang Prabang. Le reste est au Cambodge, Phnom Penh et les sites khmers. La promenade est bavarde, confortable et humoristique, émaillée de remarques parfois pénétrantes, encombrée d'anecdotes futiles et d'un fatras de citations hétéroclites, avec d'artistiques photographies. La même page (190) note la sculpture cham à son apogée supérieure à la khmère et l'excellence, prix et qualité, du champagne servi là-bas. Les vues intrépides et la documentation pittoresque et banale abondent, ni toujours négligeables ni toujours vérifiées : A. Pavie n'y meurt pas en 1925, mais « of course, ... quite forgotten by his fellow-countrymen, ... in 1895 » (p. 94). On peut prendre une idée assez exacte du mélange aux deux sections finales du second chapitre (p. 148-155). Ce tourisme littéraire et frondeur est de 1939 et n'a guère d'intérêt pour l'histoire que d'être un des derniers témoins de la paix européenne et coloniale en Indochine.

E. G.

— George W. KEETON. *China, the Far East and the Future* (Londres, Stevens & Sons, 1949, 2^e éd., in-8°, xi-511 p. ; prix : 21 s.). — Juriste et professeur, principal de l'Institut politique de Londres, auteur, en 1928, de deux volumes sur le développement de l'exterritorialité en Chine, M. G. W. Keeton a refondu ici un livre publié en 1943. Son but aujourd'hui (je veux dire en juin 1947, date de sa préface) est d'exposer historiquement la situation issue en Extrême-Orient de la chute du « système colonial », de l'éveil anodin puis violent d'un nationalisme à l'occidentale, et du conflit opposant les Russes et les Anglo-Saxons. L'auteur remonte au xvii^e siècle, mais il part surtout de la décadence mandchoue, parallèle à l'ouverture progressive de la Chine depuis le traité de Nankin (1842). La croissance, dans

les ports, d'actives communautés étrangères, pratiquement indépendantes, est présentée comme une expérience de coopération et d'improvisation internationales. Des conflits inévitables qui surgissent conduisent, en un demi-siècle d'humiliations, au renversement de l'Empire. Après l'échec des premiers réformateurs (K'ang Yeou-wei, etc.), le parti nationaliste ne cesse d'avancer, en dépit des obstacles, vers une renaissance chinoise. C'est du moins le diagnostic de l'auteur, soutenu d'abord des positions anglaises en Chine et dans le Pacifique. Le Japon et la Russie, tard venus, apparaissent de l'extérieur, et comme deux partenaires à la rivalité redoutable. Ces deux premières parties sont la révision d'une histoire connue, à la lumière d'une histoire plus récente. La deuxième guerre mondiale, abordée à la troisième partie, et résumée p. 256-273, étend la vue à l'ensemble du Pacifique embrassé de l'angle de la menace et de l'offensive japonaises. Le livre, jusque-là, se ressent encore d'avoir paru en pleine guerre, sans pourtant méconnaître le grand problème japonais, celui de la population, crise aiguë d'un état de choses que l'affranchissement des autres régions va révéler plus général. Les deux dernières parties sont les plus neuves et les plus actuelles. On y voit le destin de la Chine s'obscurcir et l'occupation et la défaite japonaises déchaîner les problèmes nationaux. La Corée, les Philippines, le Siam, l'Indochine et la France, les Indes néerlandaises font l'objet d'une revue discrète, limitée aux questions pendantes et, bien que fixée en certaines positions, s'efforçant à être objective. La solution birmane est alors évoquée, et les trois possessions de Singapour, de Hong-Kong et de Sarawak, si différentes, et soudain rapprochées en une sorte de nouvelle zone de repli et de maintien britannique. L'Australie, sans chapitre spécial, n'est pas oubliée comme puissance émergente (cf. l'index). Une estimation équitable des Soviets, des États-Unis et des intérêts anglais achève l'ouvrage, memento recommandable, bien que dépassé, dépourvu de notes, avec une bibliographie de six pages, un index de quinze, et quatre appendices (notes américaine et japonaise des 26 novembre et 7 décembre 1941, nouvelle constitution japonaise, ordre instituant le tribunal militaire sous MacArthur, et, une fois de plus, constitution chinoise, adoptée pour le 25 décembre 1947). Avec le nationalisme et ses pièges, un mot caractérise le panorama : transition ; une transition paradoxale, où les petits États, brutalement émancipés, grossièrement unifiés et déchirés profondément, replongent plus que jamais dans la dépendance des influences étrangères. L'auteur, qui anime quelques passages de souvenirs personnels (par exemple p. 82, sur Canton en 1925), reconnaît la part des circonstances fortuites et l'imprévisibilité des événements qui, en Asie orientale, déconcertent périodiquement les dispositions les mieux mesurées. Sa deuxième édition en est elle-même une preuve. A peine mise au courant, elle ne l'est plus : elle ne prévoit point l'effondrement de Taïang Kai-shek, elle nomme Hô Chi-minh, et pas Mao Tsô-t'ong. Il manque déjà au livre de M. Keeton une nouvelle partie, sur la conquête communiste.

E. G.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES¹

I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Romero Muñoz (Vicente). Estudio del bibliófilo sevillano Nicolás Antonio (II) (à suivre). (Auteur de la *Bibliotheca hispana vetus et nova*.) [*Archivo hispalense*, 1950, n° 42.] — **E. Tagliacozzo**. Gaetano Salvemini nei primi anni del secolo (1901-1908). [*Nuova Riv. st.*, mai-août 1950.] — **Walter Maturi**. Carlo Morandi. [*Riv. st. ital.*, 1950, fasc. 2.]

Henri Berr. Le cinquantenaire de la *Revue* (de *Synthèse*). (La vie de la *Revue* en liaison avec la vie intellectuelle du demi-siècle.) [*R. de Synth.*, janvier-juin 1950.] — La *Synthèse*, idée-force dans l'évolution de la pensée. (Exposés de la quinzième semaine de *Synthèse* par **E. Bréhier**, **A. Koyré**, **P.-M. Schuhl**, **A. Cuivillier**, **Paul Vermère**, **B. Rochot**, **Suzanne Delorme**, **Pierre Ducassé**, **Julien Benda** et **Henri Berr**.) [*Ibid.*] — **J. Craeybeckx**. Economic History in Belgium and the Netherlands, 1939-1948. (Bulletin critique des travaux publiés de 1939 à 1948 en Belgique et en Hollande sur l'histoire économique de ces deux pays jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.)

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *American historical review* (octobre 1950). — *Annales* (octobre-décembre 1950). — *Annales de Bourgogne* (juillet-septembre 1950). — *Annales de l'Est* (1950, nos 3-4). — *Archivo hispalense* (1950, n° 42). — *Bibliotheca hispana* (1949, 3-4). — *Bulletin de la Société académique des Antiquaires de la Morinie* (1950, fasc. 324). — *Bulletin of the John Rylands Library Manchester* (1950, XXXIII). — *Bulletin de la Société des Études byzantines* (Ἐπιστολὴ ἀνατολικά; Βυζαντινὰν Ἐποικίαν) (1950). — *Bulletin de l'I. F. A. N.* (octobre 1950). — *Bulletin philologique et historique (jusqu'à 1718) du Comité des Travaux historiques et scientifiques* (1946-1947). — *Byzantino-slavica* (1950, XI, 1). — *Études guinéennes* (1950, nos 5 et 6). — *Études suisses d'histoire générale* (1950, vol. 8). — *Hesperis* (1948, nos 3-4). — *Historische Zeitschrift* (1951, Bd. 171, Heft 2). — *Historisk Tidsskrift Oslo* (N. H. T.) (1949-1950). — *History* (février et juin 1950). — *I storiedskie Zapiski* (Notes historiques = I. Z.) (1946-1950). — *Journal des Savants* (juillet 1949-juin 1950). — *Journal of economic history* (X, 2 et Supplément X). — *Journal of modern history* (mars 1951). — *Journal of the history of ideas* (octobre 1950 et janvier 1951). — *Journal of the british archaeological association* (1949, t. XII). — *Notizie degli scavi di Antichità* (1948, vol. II, fasc. 1-6). — *Nuova rivista storica* (mai à décembre 1950). — *Revue belge de philologie et d'histoire* (1950, n° 2). — *Revue de Défense nationale* (novembre 1950 à mars 1951). — *Revue de la Méditerranée* (1950). — *Revue d'Histoire des colonies* (1950, 1^{er} trimestre). — *Revue d'Histoire de la Seconde guerre mondiale* (n° 1, novembre 1950). — *Revue des Études byzantines* (1949 et 1950). — *Revue de Synthèse* (janvier-juin 1950). — *Revue d'histoire de l'Amérique française* (mars 1951). — *Revue d'Histoire économique et sociale* (1950, 4). — *Review of politics* (octobre 1950). — *Rivista storica italiana* (1950, nos 2 et 3). — *Speculum* (1951, t. XXVI). — *Statistiska-plig tidskrift (Lund)* (Stv. T.) (1949). — *Syria* (1950, nos 3-4). — *Trudy po Novoj i novej istorii* (Travaux d'histoire moderne et contemporaine = T. N. N. I.) (1948). — *Vestnik drevnej istorii* (Bulletin d'histoire ancienne = V. D. I.) (1946-1950). — *Vestnik Leningradsk. Univers.* (Bulletin de l'Université de Leningrad = V. L. U.) (1950). — *Vestnik Moskovsk. Univers.* (Bulletin de l'Université de Moscou = V. M. U.) (1950).

[*The J. of Econ. Hist.*, X, 2, novembre 1950.] — *D. S. Landes*. The Statistical Study of French Crises. (Au XVIII^e siècle et au début du XIX^e; critique malveillante des thèses de C.-E. Labrousse et A. Chabert.) [*Ibid.*] — *Fernand Braudel*. La Martinique. (A propos de la thèse de Revert.) [*Annales*, octobre-décembre 1950.] — *Hans Baron*. W. K. Ferguson's The Renaissance in historical thought. (Compte rendu de dix-huit pages.) [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1950.] — *Angelo Tambera*. Polonia e Germania nella storiografia polacca contemporanea. [*Riv. st. ital.*, 1950, fasc. 3.] — *Wayne S. Wucinich*. Postwar Yugoslav historiography. [*J. of mod. hist.*, mars 1951.]

Lucien Brault. Les documents de Lévis aux Archives canadiennes. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, mars 1951.] — *Robert Valois*. Étude bibliographique sur les rapports de l'Association de la Propagation de la Foi à Montréal. [*Ibid.*] — *Honorius Provost*. Inventaire des documents concernant l'histoire du Canada conservés aux Archives de Chicago (fin). [*Ibid.*] — *Letter K. Born*. The archives and libraries of postwar Germany. [*Am. hist. rev.*, octobre 1950.] — Chronique des archives départementales; années 1945-1947. [*Bull. phil. et hist. (jusqu'à 1715) du Comité des Trav. hist. et scientif.*, 1946-1947.] — *F. Taylor*. Hand-list of the Crutchley Manuscripts in the John Rylands Library. (Très importante collection d'archives privées concernant pour moitié le Derbyshire, XII^e-XIX^e siècles.) [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXXIII, 1950.]

Gladys Mitchell. Two experiments in the teaching of history. [*History*, février et juin 1950.] — *Leo Strauss*. Natural right and the historical approach. [*Rev. of politics*, octobre 1950.] — *Édouard Salin*. Mobilier funéraire et laboratoire. [*Annales*, octobre-décembre 1950.] — *Pierre Marot*. A propos d'un tableau du Musée historique lorrain : recherches sur les origines de la transposition de la peinture en France. [*A. de l'Est*, 1950, n° 4.]

Joseph R. Lepenson. The breakdown of Confucianism. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1950.] — *Arthur F. Wright*, *Hellmut Wilhelm* et *Benjamin Schwartz*. Chinese reactions to imported ideas. [*Ibid.*, janvier 1951.] — *Joseph Needham*. Human laws and laws of nature in China and the West (I). [*Ibid.*]

Henri Guittou. Des idées de rationalité et de totalité dans l'étude des fluctuations économiques. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1950, n° 4.] — *Solomon Fabricant*. The quantitative study of government activity. [*J. of econ. hist. Suppl.*, X, 1950.] — *M. N. Mejman*. La loi économique d'évolution du système de production fondé sur l'esclavage. [*J. Z.*, 1947 (22.)] — *Jean Valarché*. Karl Marx au delà des utopistes? [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1950, n° 4.] — *M. M. Knight*. The Geohistory of Fernand Braudel. (Analyse plutôt que discussion.) [*The J. of Econ. Hist.*, X, 2, novembre 1950.]

Josef Deér. Der Ursprung der Kaiserkrone. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 8, 1950.] — *G. Ritter*. Zum Begriff der « Kulturgeschichte ». Ein Diskussionsbeitrag. [*Hist. Zeitschrift*, Bd. 171, Heft 2, 1951.] — *Capitaine Cardaire*. Contribution à l'étude de l'Islam Noir. (Résumé.) [*Ét. guinéennes*, 1950, nos 5 et 6.] — *M. Silberschmidt*. Wirtschaftshistorische Aspekte der neueren Geschichte. Die atlantische Gemeinschaft. [*Hist. Zeitschrift*, Bd. 171, Heft 2, 1951.] — *R. Wittram*. Europa und der Nationalismus. (Compte rendu du III^e Congrès historique international de Spire, 5 octobre 1949.) [*Ibid.*] — *Ernesto Sestan*. Per la storia di un' idea storiografica: l'idea di una unità della storia italiana. [*Riv. st. ital.*, 1950, fasc. 2.] — *Marino Ciravegna*. I carabinieri nella storia e nella vita d'Italia. [*Nuova riv. st.*, septembre-décembre 1950.]

II. PRÉHISTOIRE. ORIENT CLASSIQUE ET ANTIQUITÉ

R. Bloch. Le Congrès de préhistoire et protohistoire méditerranéennes. (A Florence, Naples et Rome, 18-avril-4 mai 1950.) [*J. de S.*, avril-juin 1950.] — R. Maunz et A. Villiers. Contribution à la préhistoire de la Maurétanie occidentale. (Mission A. Villiers, 1948-1949.) [*Bull. de l'I. F. A. N.*, octobre 1950.]

Mgr Joseph Nasrallah. Tumulus de l'âge du bronze dans le Hauran. [*Syria*, 1950, fasc. 3-4.] — Henri Seyrig. Antiquités syriennes. [*Ibid.*] — Édouard Dhorme. Appendice au déchiffrement des pseudo-hiéroglyphes de Byblos. [*Ibid.*] — N. M. Nikol'skij. Les cultes agraires phéniciens d'après les tablettes de Ras Shamra. [*V. D. I.*, 1946 (1).] — Id. Mythes et rites phéniciens sur la moisson. [*Ibid.* (2).] — Anne Roes. Un bronze d'Asie Mineure au Musée britannique. [*Syria*, 1950, fasc. 3-4.] — Roman Ghireman. Masjid-i-Solaiman, résidence des premiers Achéménides. [*Ibid.*]

A. A. Frejman. Le calendrier perse ancien. [*V. D. I.*, 1946 (3).] — V. V. Struve. Hérodote et les courants politiques en Perse à l'époque de Darius I^{er}. [*Ibid.*, 1948 (3).]

P. N. Tarkov. Les relations internationales dans le monde antique. [*Ibid.*, 1950 (2).] — Vl. Georgiev. Histoire du monde égéen pendant le II^e millénaire av. J.-C. [*Ibid.* (4).] — M. I. Artamonov. A propos de l'origine des Scythes. [*Ibid.* (2).] — L. A. Elnickij. Les Cimmériens et la civilisation cimmérienne. [*Ibid.*, 1949 (3).] — N. F. Deratani. Eschyle et les guerres médiques. [*Ibid.*, 1946 (1).] — Ch. Picard. L'Héraclès Thasios, son sanctuaire, son culte. [*J. des Sav.*, juillet-décembre 1949.] — Ja. A. Lencman. Le commerce des grains à Délos (III^e-II^e siècle avant J.-C.). [*V. D. I.*, 1946 (2).] — Id. Le marché d'esclaves de Délos. [*Ibid.*, 1950 (1).] — S. I. Kovalev. La monarchie d'Alexandre de Macédoine. [*Ibid.*, 1949 (4).] — T. M. Lurie. Les négociations entre Darius et Alexandre et l'opposition macédonienne. [*Ibid.*, 1946 (3).] — A. Ranovič. Les principaux problèmes de l'histoire hellénistique. [*Ibid.*, 1949 (1).] — G. Goossens. Le sommaire des *Persica* de Ctésias par Photius. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1950, n° 2.]

T. V. Stepugina. Les rapports économiques et sociaux en Chine du XIV^e au XII^e siècle av. J.-C. [*V. D. I.*, 1950 (2).] — L. V. Simonovskaja. La périodisation de l'histoire ancienne chinoise. [*Ibid.* (1).] — Jules Bloch. Médecine indienne et théories grecques. [*Annales*, octobre-décembre 1950.]

E. Galli. Gubbio : Scoperte di tombe romane a « Genestrelle ». [*Not. scavi*, 1948, II, 1-6.] — P.-E. Arias. Modena : Necropoli romana di Piazza Matteotti. [*Ibid.*] — G. Brusin. Aquileia : Basso rilievo tardo romano. [*Ibid.*] — G. Maetzke. Livorno : Scoperte di tombe etrusche. [*Ibid.*] — Id. Fiesole : Scoperte di antichi avanzi nella chiesa di S. Maria Primerana. [*Ibid.*] — Id. Firenze : Scavi nella zona di Via Per S. Maria. [*Ibid.*] — Id. Arezzo : Titolo funerario cristiano. [*Ibid.*] — M. Corrado Cervi. Parme : Resti di strade e tracce di edifici romani venuti alla luce durante gli scavi per la fognatura nel 1937. [*Ibid.*] — G. Fogolari. Patere di bronzo (déc. près Vérone). [*Ibid.*] — V. Tusa. Rimini : Rinvenimento di un cippo romano iscritto. [*Ibid.*] — E. Stefani. Civitacastellana : Avanzi di antiche costruzioni scoperte in vocabolo « Sassi caduti ». [*Ibid.*] — M. Guarducci. Paestum : Cippo arcaico col nome di Chirone. [*Ibid.*] — P. Sestieri. Paestum : scoperte presso il « Tempio di Cerere ». [*Ibid.*] — Id. Paestum : Tempietti funerari nelle vicinanze di Paestum. [*Ibid.*] — G. Carettoni. Roma : Esplorazioni nella Basilica Emilia. [*Ibid.*] —

G. Annibaldi. Roma : Sepolcreto romano scoperte presso l'Arco di S. Bibiana. [*Ibid.*] — G. Caraffa. Roma : Piscina romana scoperta a Valle Giulia. [*Ibid.*] — C. Caprino. Roma : Cippi terminali del Tevere rinvenuti presso il ponte d'Africa (Testaccio). [*Ibid.*] — N. A. Maskin. Carthagène avant les guerres puniques. [*V. D. I.*, 1948 (4).] — *Id.* Le dernier siècle de la Carthagène punique. [*Ibid.*, 1949 (2).] — Ja. A. Lencman. Massinissa. [*Ibid.*, 1948 (4).] — S. Z. Utienko. La doctrine de Cicéron sur l'État. [*Ibid.*, 1949 (3).] — N. A. Maskin. Les partis politiques à Rome à la fin du I^{er} siècle et au début du I^{er} siècle avant notre ère. [*Ibid.*, 1947 (3).] — A. V. Mišulin. Le peuple ibère et son évolution dans l'Espagne ancienne. [*Ibid.*, 1948 (1).] — *Id.* L'introduction de l'administration provinciale romaine en Espagne. [*Ibid.*, 1949 (1).] — Franz Stoessl. Caesars Politik und Diplomatie im Helvetier Krieg. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 8, 1950.] — M. I. Genderson. Jules César et le droit latin en Espagne. [*V. D. I.*, 1946 (3).] — A. G. Bokištanin. La bataille de Carrhae. [*Ibid.*, 1949 (4).] — O. V. Kudrjabcev. La politique romaine en Arménie et dans l'Empire parthe pendant la première moitié du règne de Néron. [*Ibid.*, 1948 (3).] — *Id.* La politique romaine en Arménie et dans l'Empire parthe pendant la deuxième moitié du règne de Néron. [*Ibid.*, 1949 (3).] — A. Ranovič. Le gnomon de l'idiologue. [*Ibid.*, 1948 (4).] — R. Besnier. Les procureurs provinciaux pendant le règne de Claude. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1950, n° 2.] — R. Vipper. Les conceptions morales et religieuses de Sénèque. [*V. D. I.*, 1948 (1).] — Arnaldo Momigliano. Note sulla leggenda del cristianesimo di Seneca. [*Riv. st. ital.*, 1950, fasc. 3.] — Andreas Alföldi. Die etische Grenzscheide am römischen Limes. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 8, 1950.] — M. E. Masson. Quelques renseignements nouveaux sur l'histoire des Parthes. [*V. D. I.*, 1950 (3).] — A. D. Dmitrev. La chute de la Dacie. [*Ibid.*, 1949 (1).] — A. Ranovič. L'édit de Caracalla sur la concession du droit de cité à tous les habitants de l'Empire. [*Ibid.*, 1946 (2).] — E. M. Štaerman. Le reflet des luttes sociales des I^{er} et III^{es} siècles dans le culte d'Héraklès. [*Ibid.*, 1949 (2).] — *Id.* La question des *dediticii* dans l'édit de Caracalla. [*Ibid.*, 1946 (2).] — *Id.* Les collèges et les familles d'esclaves dans l'Empire romain. [*Ibid.*, 1950 (3).] — A. R. Korsunskij. *Honestiores* et *humiliores* dans les monuments législatifs de l'Empire romain. [*Ibid.*, 1950 (1).] — M. E. Sergeenko. A propos de l'histoire du colonat. [*Ibid.*, 1949 (2).] — E. M. Štaerman. Les insurrections africaines du I^{er} siècle. [*Ibid.*, 1948 (2).] — A. D. Dmitrev. La révolte des Wisigoths sur le Danube et la Révolution des esclaves. [*Ibid.*, 1950 (1).] — N. A. Maskin. Le mouvement révolutionnaire des esclaves et des colons dans l'Afrique romaine. [*Ibid.*, 1949 (4).] — N. I. Golubcova. L'Italie au début du V^e siècle et l'entrée d'Alaric à Rome. [*Ibid.*] — N. V. Pigulevskaja. Les relations entre l'Éthiopie et l'Empire romain d'Orient. [*Ibid.*, 1948 (1).]

Jacques Choux. Pour la chronologie des routes antiques. [*A. de l'Est*, 1950, n° 3.] — *Id.* « Pontus super fluvium Mosellam. » (Propose l'identification avec Pont-Saint-Vincent et non avec Pont-à-Mousson qu'avaient proposé les *Monumenta Germaniae historica*.) [*Ibid.*, n° 4.] — J. Carcopino. La prospection aérienne du limes de Numidie. [*J. des Sav.*, juillet-décembre 1949.] — Roger Dion. Origines du vignoble bourguignon. (Avant la fin du III^e siècle de notre ère.) [*Annales*, octobre-décembre 1950.]

III. LE MOYEN AGE

A. H. Krappe. Un vieux thème classique du folklore médiéval. [*R. belge de phil.*

et d'hist., 1950, n° 2.] — J. Bouüaert. Oorsprong en vorming van het gotish alphabet. [*Ibid.*]

V. I. Pičet. Les relations entre Byzance et les Slaves aux VI^e et VII^e siècles. (D'après les travaux des historiens soviétiques de 1917 à 1947.) [*V. D. I.*, 1947 (3).] — A. Djakonov. Ce que nous disent Jean d'Éphèse et les chroniques syriennes sur les Slaves des VI^e-VII^e siècles. [*Ibid.*, 1946 (1).] — Michel Écochard. Note sur un édifice chrétien d'Alep. [*Syria*, 1950, fasc. 3-4.] — Georges Marçais. Ibn Khaldoun et les Prolégomènes (fin). [*R. de la Médit.*, septembre-octobre 1950.]

Io. Dujčev. Antiquités slavo-bulgares au IX^e siècle. [*Byzantino-Slavica*, XI, 1, 1950.] — V. Mochni. Les Russes à l'Athos (suite). [*Ibid.*] — R. Guiland. Les palais du Boukoleon. [*Ibid.*] — Talbot-Rice. The Leaved Cross (*L'arbre de vie*). [*Ibid.*] — R. Palikarova-Verdeil. La musicologie byzantine et les documents slavons. [*Ibid.*] — V. Laurent. La chronologie des patriarches de Constantinople (de 1294 à 1350). [*Rev. Ét. byz.*, VII, 2, 1950.] — R. Guiland. Études de titulatures et de prosopographie byzantines. Le Protostrator. [*Ibid.*] — V. Grumel. La profession médicale à Byzance à l'époque des Comnènes. [*Ibid.*, VII, 1, 1949.] — R. J. Loernetz. Pour la chronologie des œuvres de Joseph Bryennos. [*Ibid.*] — C. A. Mango. L'Euripe de l'Hippodrome. [*Ibid.*, VII, 2, 1950.] — V. Grecu. Nicétas Choniates a-t-il connu l'histoire de Jean Cinnamos? [*Ibid.*] — Fr. Babinger. La date de la prise de Trébizonde par les Turcs (1461). [*Ibid.*] — V. Laurent. La Chronique anonyme du Codex Mosqu. gr. 426 et la pénétration turque en Bithynie au XIV^e siècle. [*Ibid.*] — Id. Derniers archevêques grecs de Chypre (1152-1260). [*Ibid.*, VII, 1, 1949.] — E. Honigsmann. Le cubulaire Urbicius. [*Ibid.*, VII, 1, 1949, et VII, 2, 1950.] — M. Jugie. Opuscule inédit de Néophyte le Reclus... (Sur l'Eucharistie.) [*Ibid.*, VII, 1, 1949.] — A. Xyngopoulos. Personnages de l'Hippodrome sur des vases byzantins. [*Bull. Ét. byz.*, 1950.] — G. Spyridakis. La mort et les coutumes byzantines. (Sources hagiographiques.) [*Ibid.*] — Ph. Koukoules. La viticulture chez les Byzantins. [*Ibid.*] — G. Soulis. La première période de la domination serbe en Thessalie (1348-1356). [*Ibid.*] — Basile Laourdas. Épigrammes inédites de Michel Apostolis. [*Ibid.*] — Tassos A. Gritsopoulos. L'archevêque de Dimitsana et d'Argyrocastro. [*Ibid.*] — Démétrius Pallas. Questions d'archéologie et de liturgie. [*Ibid.*] — D. Ghini. Le droit coutumier à Athènes pendant la domination turque. (D'après des actes notariés.) [*Ibid.*] — Comte Chandon de Briailles. Bulles de l'Orient latin. [*Syria*, 1950, fasc. 3-4.]

Miss Jean L. Young. A note on the Norse occupation of Ireland. [*History*, février et juin 1950.] — F. S. Lear. The Public Law of the Visigothic Code. [*Speculum*, t. XXVI, 1951.]

F. N. Estey. The scabini and the local courts. (Époque carolingienne.) [*Ibid.*] — J. A. Cabanias. Agobard of Lyons. (816-840; sa vie et ses œuvres.) [*Ibid.*] — Roger Dion. A propos du traité de Verdun. [*Annales*, octobre-décembre 1950.] — Charles E. Odegaard. The Empress Engelberge. (Femme de Louis II d'Italie, morte vers 891.) [*Speculum*, t. XXVI, 1951.] — P. J. Helm. The Somerset Levels in the Middle Ages, 1086-1539. (Assèchement de marécages par l'abbaye de Glastonbury.) [*J. of the British Arch. Ass.*, 3^e série, t. XII, 1949.] — J. H. Harvey. The King's chief carpenters. (Liste et notices sur les maîtres charpentiers du roi d'Angleterre, XII^e-XVI^e siècles.) [*Ibid.*, t. XI, 1948.]

Arne Odd Johnsen. La légende de saint Hallvard et l'interdiction de l'ordalie. (Un remaniement autour de 1200 fait disparaître l'ordalie de la légende; en norvé-

- gien.) [N. H. T., 1949, 4.] — *Johan Schreiner*. Assemblée des chefs et Conseil en Norvège. II : La lutte constitutionnelle des années 1260 à 1299. (Rois et grands contre les évêques ; en norvégien.) [Ibid., 1950, 4.] — *Id.* Assemblée des chefs (høvding) et Conseil (Riksråd) en Norvège. I : Les assemblées de « sages » jusqu'à 1263. (En norvégien.) [Ibid., 1950, 1.] — *Sverre Steen*. La loi de succession au trône de 1163 et la proclamation du roi dans le siècle suivant. (Au XIII^e siècle, l'influence de l'Église joue en faveur de l'hérédité ; en norvégien.) [Ibid., 1949, 1.] — *Fr. Olivier-Martia*. Histoire des institutions polonaises. (A propos de l'État polonais au Moyen Âge, par Zygmunt Wojciechowski.) [J. des S., avril-juin 1950.] — *W. Deonna*. *Salva me de ore leonis*. A propos de quelques chapiteaux romans de la cathédrale Saint-Pierre à Genève. [R. belge de phil. et d'hist., 1950, n° 2.] — *P. Gorissen*. Een huitengewone bede in Brabant onder Hertog Hendrik III (1253). [Ibid.] — *Jean Rigault*. A propos de l'émigration liégeoise sous Louis XI. [Bull. phil. et hist. (jusqu'à 1715) du Comité des Trav. hist. et scientif., 1946-1947.] — *M. Lintzel*. Zur Erweiterung der heiligen Lanze durch Heinrich I. [Hist. Zeitschrift, Bd. 171, Heft. 2, 1951.]
- Ethel C. Williams*. Mural Paintings of St. George in England. (XIV^e et XV^e siècles, époque où saint Georges devient patron national.) [J. of the British Arch. Ass., 3^e série, t. XII, 1949.] — *Georgiades Arnakis*. Gregory Palamas among the Turks and documents on his captivity as historical sources. (Archevêque de Thessalonique, 1347-1360 ; important témoin des débuts de l'Empire ottoman.) [Speculum, t. XXVI, 1951.] — *Carlos Martinez de Campos*. Alfonso el Justiciero († 1350). Un centenario. (Éloge académique sans apport original.) [Archivo hispalense, 1950, n° 42.] — *F. Favresse*. Les débuts de la nouvelle draperie bruxelloise appelée aussi draperie légère, fin du XIV^e siècle, 1443. [R. belge de phil. et d'hist., 1950, n° 2.] — *Eugenio Dupré Theseider*. La duplice esperienza di S. Caterina da Siena. [Riv. st. ital., 1950, fasc. IV.] — *Nino Valeri*. Fra Salimbene da Parma. [Nuova riv. st., septembre-décembre 1950.] — *Corrado Barbagallo*. La crisi economico-sociale dell'Italia della Rinascenza. [Ibid.] — *Marcel Brion*. Léonard de Vinci, ingénieur militaire. [R. de Déf. nat., mars 1951.] — *Hubert Jedin*. La politica conciliare di Cosimo I (suite). [Riv. st. ital., 1950, fasc. 3 et 4.] — *J. Vicens Vives*. La politique méditerranéenne et italienne de Jean II d'Aragon entre 1458 et 1462. [Ét. suisses d'hist. gén., Bd. 8, 1950.] — *E. Robertson*. Aldus Manutius, the scholarprinter, 1450-1515. [Bull. of the John Rylands Library, t. XXXIII, 1950.]
- Rose Graham*. The Cluniac Priory of St. Martin des Champs, Paris, and its dependent priories in England and Wales. [J. of the British Arch. Ass., 3^e série, t. XI, 1948.] — *R. Grand*. Les caractères de l'évolution des communes françaises. (A propos du livre *Les communes françaises*, par Ch. Petit-Dutaillis.) [J. des S., avril-juin 1950.] — *Charles Perrat*. Actes du roi Robert d'Anjou relatifs à la Provence extraits des registres détruits des archives de Naples (1314-1316). [Bull. phil. et hist. (jusqu'à 1715) du Comité des Trav. hist. et scientif., 1946-1947.] — *Pierre Hédiet*. Le compte de l'hôpital d'Hesdin pour l'année 1337-1338. [Ibid.] — *Claude Tournier*. La vie à Dijon de 1430 à 1560. Ravitaillement et commerce (II). [A. de Bourg., juillet-septembre 1950.] — *Paul Labat*. Notes sur les compagnons migrants et les sociétés de compagnons à Dijon à la fin du XV^e et au début du XVI^e siècle. [Ibid.]
- Ivan Stehoukine*. Les peintures de la Khamsah de Nizami du British Museum Or. 6810. (XV^e siècle.) [Syria, 1950, fasc. 3-4.]
- O. L. Vajutsejn*. Le rôle de la Russie dans l'histoire de l'Europe occidentale au

Moyen Age. [F. L. U., 1950 (5).] — A. I. Drobinskij. La Russie et l'Europe orientale dans la poésie épique française du Moyen Age. [I. Z., 1948 (26).] — N. A. Kazakova. Les relations de Novgorod et de la Hanse au xv^e siècle. [Ibid., 1949 (28).] — M. M. Smirin. Le servage et le caractère des redevances paysannes dans l'Allemagne du Sud-Ouest. (xv^e siècle et début du xvi^e siècle.) [Ibid., 1946 (19).] — V. V. Stoklickaja-Tereikovič. Les villes allemandes à l'époque de la guerre des Paysans. (Fin du xv^e siècle-premier quart du xvi^e siècle.) [F. M. U., 1950, 2^e série.] — W. Näf. Frühformen des « Modernen Staates » im Spätmittelalter. [Hist. Zeitschrift, Bd. 171, Heft 2, 1951.]

IV. LE XVI^e SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

Frederic C. Lane. Oceanic expansion. Force and enterprise in the creation of oceanic commerce. (Au xvi^e siècle.) [J. of econ. hist. Suppl., X, 1950.] — Jelle C. Riemersma. Oceanic expansion. Government influence on company organisation in Holland and England (1550-1650). [Ibid.] — Général M. Revol. Le connétable de Bourbon, traître ou rebelle? [R. de Déf. nat., février 1951.]

Abbé Raymond Corraze. Le testament de Jean de Monluc, évêque et comte de Valence. [Bull. phil. et hist. (jusqu'à 1715) du Comité des Trav. hist. et scientif., 1946-1947.] — Jacques Boussard. Un poète latin directeur spirituel au xvi^e siècle: Jean Dampierre. [Ibid.] — Docteur Ernest Wickersheimer. Paracelse à Strasbourg. [Ibid.] — Jean Rott. L'humaniste strasbourgeois Nicolas Gerbel et son diacre, 1522-1529. [Ibid.] — J. Galea. Henry VIII and the Order of St. John. (De Jérusalem, lors de son installation à Malte; lettres inédites d'Henri VIII aux archives de La Vallette.) [J. of the British Arch. Ass., 3^e série, t. XII, 1949.] — Delio Cantimori. Visione e speranze di un ugonotto italiano. [Riv. st. ital., 1950, fasc. 2.]

E. S. Vilenskaja. Histoire des relations anglo-russes au xvi^e siècle. [I. Z., 1949 (29).] — E. M. Talman. L'artisanat à Moscou au xvii^e siècle. [Ibid., 1948 (27).] — Otto Grönlund. L'archevêque Erik Beuzelius le jeune et l'origine de la statistique démographique suédoise. (Relations avec Leibniz et la Royal Society; en suédois.) [Stv. T., 1949, 4.] — G. Vajda. Un recueil de textes historiques judéo-marocains (xvii^e siècle). [Hesperis, XXXV, 1948, 3-4.]

Jean-Pierre Richard. Le Grand Siècle et ses héros. (A propos des ouvrages de Bénichou et de Nadal.) [Annales, octobre-décembre 1950.] — Hubert Deschamps. Pierre de Mons, fondateur de l'Acadie et du Canada. [R. d'hist. des col., 1950, 1^{er} trim.] — M. Delafosse. La Rochelle et le Canada au xvii^e siècle. [R. d'hist. de l'Am. fr., mars 1951.] — Olivier Maurault. L'œuvre de Marguerite Bourgeoys, statistiques. (De 1658 à aujourd'hui.) [Ibid.] — L. Ceyssens. Rondom de studie van P. Willaert over de oorsprong van het Jansemisme in België. [R. belge de phil. et d'hist., 1950, n^o 2.] — Chanoine Mahieu. Les biens des Jésuites de Watten. [Bull. de la Soc. acad. des Antig. de la Morinie, 1950, fasc. 324.]

T. K. Krylov. La préparation diplomatique de l'offensive russe en Poméranie (1711). [I. Z., 1946 (19).] — L. A. Nikiforov. Les relations anglo-russes en 1718-1719 et le Congrès d'Aaland. [Ibid., 1949 (30).] — K. V. Sivkov. La littérature politique secrète en Russie dans le dernier tiers du xviii^e siècle. [Ibid., 1946 (19).] — A. J. Veenendaal. The opening phase of Marlborough campaign of 1708 in the Netherlands. [History, février et juin 1950.] — G. E. Fussell et H. Fyrth. Eighteenth-century scottish agricultural writings. [Ibid.]

Alfred Cobban. *The Parlements of France in the eighteenth century.* [*Ibid.*] — Philip Merlan. *Parva Hamanniana* : Hamann and Galiani. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1950.] — Frans Vossen. *Architecture et espace urbain au XVIII^e siècle.* [*Annales*, octobre-décembre 1950.] — François Visine. *Préface à l'étude de quelques éléments statistiques relatifs aux duchés de Lorraine et de Bar en 1708.* [*A. de l'Est*, 1950, n° 3.] — Ægidius Fauteux. *Quelques officiers de Montcalm.* [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, mars 1951.]

Otto Grönlund. *Pehr Elvius et la statistique de la population dans les années 1744-1749.* (Préliminaires du premier recensement suédois en 1749 ; en suédois.) [*Stv. T.*, 1949, 1.] — Pierre Vilar. *Élan urbain et mouvement des salaires. Le cas de Barcelone au XVIII^e siècle.* [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1950, n° 5.] — Hipólito Sancho. *Un dominico de pró (troisième et dernier article).* (Fr. José Cautero, historien et généalogiste de la fin du XVIII^e siècle.) [*Archivo hispalense*, 1950, n° 42.]

V. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE XIX^e SIÈCLE

Gabriel Debien. *Gens de couleur libres et colons de Saint-Domingue devant la Constituante* (fin). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, mars 1951.] — Franz Maier. *Frankreich und der Kriegausbruch von 1792.* [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 8, 1950.] — M. Monaco. *Sieyes e la formazione della sua personalità politica.* [*Nuova Riv. st.*, mai-août 1950.] — Maurice Lacoste. *L'application des lois agraires de la Convention montagnarde dans le département de la Meurthe.* [*A. de l'Est*, 1950, n° 4.] — Chanoine Coolen. *Les Carnot et les Dupont.* (Rectification au livre de Reinhard consacré à Lazare Carnot, concernant la famille de Sophie Dupont, qu'il épousa en mai 1791.) [*Bull. de la Soc. acad. des Antiq. de la Morinie*, fasc. 325, 1950.] — Carlo Zaghi. *Il Direttorio francese e l'Italia. Il primo colpo di stato nella Cisalpina.* [*Riv. st. ital.*, 1950, fasc. 2.] — Raffaele Belvedere. *La deputazione ferrarese a Parigi presso il Direttorio (1796-1797).* [*Nuova riv. st.*, septembre-décembre 1950.] — P. K. Alefirenko. *Le gouvernement de Catherine II et la Révolution française.* [*I. Z.*, 1947 (22).] — I. I. Polosin. *Kutuzov et l'incendie de Moscou en 1812.* [*Ibid.*, 1950 (34).] — A. Augustin-Thierry. *Bernadotte l'Astucieux.* [*R. de Déf. nat.*, novembre 1950.]

Lucien Febvre. *Une histoire de la civilisation.* (En Occident de 1870 à 1950, par Chappey.) [*Annales*, octobre-décembre 1950.] — Th. Schieder. *Das Problem der Revolution im 19 Jahrhundert.* [*Hist. Ztschr.*, Bd. 170, Heft 2.] — F. V. Potemkin. *Légende et réalité dans l'histoire de l'origine et de la propagation du métier Jacquard.* [*T. N. N. I.*, 1948.] — Robert Schnerb. *Marx contre Proudhon.* [*Annales*, octobre-décembre 1950.]

Haldan Koht. *La menace contre la Norvège en 1821.* (Charles-Jean en conflit avec le Storting agite la menace d'une intervention de la Sainte-Alliance ; en norvégien, résumé en anglais.) [*N. H. T.*, 1950, 2.] — Gunnar Christie Wasberg. *La circulaire du 1^{er} juin 1821.* (Sondage sans succès des puissances sur les projets de changer la Constitution norvégienne ; en norvégien.) [*Ibid.*] — A. Aspinall. *The rupture of the Orange marriage negotiations 1814 : Corrigendum* (à l'article paru dans le n° 120-121 de 1949). [*History*, février et juin 1950.] — J. Alan Thomas. *The system of registration and the development of party organisation, 1832-1870.* [*Ibid.*] — A. H. Imlah. *The Terms of Trade of the United Kingdom, 1798-1913.* [*The J. of Econ. Hist.*, X, 2, novembre 1950.]

Paul Leuilliot. Deux chroniques de la Restauration. [*Annales*, octobre-décembre 1950.] — **A. I. Molok.** Les journées de juillet 1830 à Paris. [*I. Z.*, 1946 (20).] — **Henri Forestier.** Le budget d'un vigneron auxerrois en 1850. [*A. de Bourg.*, juillet-septembre 1950.] — **A. I. Molok.** L'Europe et la Commune de Paris. [*T. N. N. I.*, 1948.] — **J. Périé et M. Sellier.** Histoire des populations du cercle de Dosso (Niger). (Depuis le xvi^e siècle.) [*Bull. de l'I. F. A. N.*, octobre 1950.] — **Marcel Emerit.** L'ancienne capitale du corail. (La Calle, son développement moderne.) [*R. de la Médit.*, janvier-février 1951.] — **J. Caille.** Au lendemain de la bataille d'Isly. [*Hesperis*, XXXV, 1948, 3-4.] — **Fr. Charles-Roux.** Missions diplomatiques françaises à Fès (1885-1903). [*Ibid.*] — **J. Celerier.** Les conditions géographiques de la pacification de l'Atlas central. [*Ibid.*] — **Marcel Blanchard.** Français et belges sur l'Oubanghi (1890-1896). [*R. d'hist. des col.*, 1950, 1^{er} trim.]

Leo Gershey. Three french historians and the revolution of 1848. (Lamartine, Louis Blanc, Michelet.) [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1951.] — **Benedetto Giordano Macchioro.** Louis Blanc e la rivoluzione di febbraio (le due rivoluzioni). [*Nuova riv. st.*, septembre-décembre 1950.] — **Nino Valeri.** Il Risorgimento in Sicilia. [*Ibid.*] — **G. Quazza.** Una missione a Roma degli antirepubblicani lombardi nel maggio 1848. [*Ibid.*, mai-août 1950.] — **Giovanni Barbero.** L'esercito piemontese nella campagna del 1849. [*Ibid.*, septembre-décembre 1950.] — **Flora Furti.** L'abate Curci precursore della Conciliazione (suite). [*Ibid.*] — **Carlo Avarna di Gualtieri.** Il carteggio Avarna-Bollati. Luglio 1914-maggio 1915. [*Riv. st. ital.*, 1950, fasc. 3.] — **Luigi Salvatorelli.** Giolitti. [*Ibid.*, fasc. 11.]

Hans Kohn. Romanticism and the rise of German nationalism. [*Rev. of politics*, octobre 1950.] — **L. Dehio.** Ranke und der deutsche Imperialismus. [*Hist. Zeitschr.*, Bd. 170, Heft 2, 1951.] — **O. Vossler.** Bismarcks Ethos. [*Ibid.*] — **H. Bornkamm.** Die Staatsidee im Kulturkampf (suite). [*Ibid.*] — **Ralph H. Bomen.** The roles of Government and private enterprise in german industrial growth, 1870 à 1914. (Combat l'idée généralement admise que le rôle du gouvernement ait été considérable.) [*J. of econ. hist. Suppl.*, X, 1950.]

A. G. Ratin. Le développement de la population urbaine en Russie au xix^e siècle et au début du xx^e siècle. [*I. Z.*, 1950 (34).] — **P. I. Ljassénko.** Histoire des monopoles en Russie. [*Ibid.*, 1946 (20).] — **M. K. Rotkova.** Les industriels russes et les marchés du Proche-Orient pendant le second quart du xix^e siècle. [*Ibid.*, 1948 (27).] — **M. E. Rotkov.** La politique économique du tsarisme en Transcaucasie (première moitié du xix^e siècle). [*Ibid.*, 1946 (18).] — **S. I. Černomordik.** L'insurrection armée de décembre 1905. [*Ibid.*, 1946 (18).] — **U. A. Šuster.** La Révolution de 1905-1907 en Pologne. [*Ibid.*, 1947 (22).] — **C. P. Stacey.** The myth of the ungarded frontier 1815-1871. (Il s'agit de la frontière du Canada.) [*Am. hist. rev.*, octobre 1950.] — **Laura Wood Ropar.** Frederick Law Olmsted and the Western Texas free-wil movement. [*Ibid.*] — **C. Goodrich.** The Revulsion against internal improvements. (Étude du renversement, vers le milieu du xix^e siècle, de la politique économique du gouvernement et des autorités locales aux U. S. A. par abandon de l'intervention dans l'équipement du pays.) [*The J. of Econ. Hist.*, X, 2, novembre 1950.] — **Milner S. Heath.** Public railroad construction and the development of private enterprise in the South before 1861. [*Ibid. Suppl.*, X, 1950.] — **Ralph W. Hidy.** Government and the petroleum industry of the United States to 1911. [*Ibid.*] — **Thomas C. Cochran.** Land grants and railroad entrepreneurship. [*Ibid.*] — **Dieter Cuns.** Die Achtundvierziger in Amerika. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 8,

1950.] — *L. I. Zubok*. La politique des États-Unis dans le bassin caralbe à l'époque de l'impérialisme. [*I. Z.*, 1947 (24).] — *Lionel Groulx*. Papineau et le péril irlandais (1848). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, mars 1951.] — *Id.* Correspondance autour de la question scolaire du Nouveau-Brunswick, 1873 (fin). [*Ibid.*]

Federico Chabod. Kulturkampf e Triplice Alleanza in discussione fra il Vaticano e il governo austro-ungarico nel 1883. [*Riv. st. ital.*, 1950, fasc. 2.] — *V. M. Chvostov*. La Russie et la politique agressive de l'Allemagne lors de la crise européenne de 1887. (Les origines de l'alliance franco-russe.) [*I. Z.*, 1946 (18).] — *A. S. Erusalskij*. L'affaire du Transvaal (1896) et le projet allemand de « ligue continentale ». [*F. N. N. I.*, 1948.] — *A. L. Naročnickij*. L'Angleterre, la Chine et le Japon à la veille de la guerre sino-japonaise de 1894-1895. [*I. Z.*, 1946 (19).] — *Id.* L'Angleterre, la Russie et la question coréenne à la veille de l'agression japonaise de 1894. [*Ibid.*, 1947 (24).] — *G. M. Derenkovskij*. La convention navale franco-russe de 1912 et les pourparlers navals anglo-russes à la veille de la première guerre mondiale. [*Ibid.*, 1949 (29).] — *F. I. Notovič*. Les contradictions impérialistes à la veille de la première guerre mondiale. [*Ibid.*, 1947 (23).]

VI. LE MONDE CONTEMPORAIN

N. A. Erofeev. Les relations anglo-américaines et le blocus, 1914-1915. [*I. Z.*, 1947 (21).] — *Id.* L'Angleterre en guerre et les États-Unis, 1914-1917. [*T. N. N. I.*, 1948.] — *S. Š. Grinberg*. Le peuple bulgare et la première guerre mondiale. [*I. Z.*, 1947 (21).] — *A. V. Gulyga*. Les États-Unis et la préparation de l'invasion japonaise en Extrême-Orient soviétique au début de 1918. [*Ibid.*, 1950 (33).] — *N. L. Rubinstein*. La lutte de la Russie soviétique contre la famine de 1921 et les États capitalistes. [*Ibid.*, 1947 (22).] — *S. I. Lentsiner*. Les partis bourgeois et la révolution de novembre 1918 en Allemagne. [*T. N. N. I.*, 1948.] — *L. I. Zubok*. L'occupation de Haïti par les États-Unis (1915-1932). [*Ibid.*, 1948.]

Selig Adler. The war-guilt question and american disillusionment, 1918-1928. [*J. of mod. hist.*, mars 1951.] — *Gerhard Weinberg*. Critical note on the *Documents on german foreign policy*, 1918-1945. [*Ibid.*] — *F. I. Notovič*. Le Drang nach Osten germano-fasciste après Munich. [*T. N. N. I.*, 1948.] — *M. A. Fitzsimons*. The masque of uncertainty : Britain and Munich. [*Rev. of politics*, octobre 1950.]

Frederick Rudolph. The american liberty league, 1934-1940. [*Am. hist. rev.*, octobre 1950.] — *A. Ja. Guralskij*. Le fascisme français et sa tentative de prise du pouvoir en 1934. [*T. N. N. I.*, 1948.] — *René Théry*. Marine française et progrès techniques. (Revue rapide depuis 1914.) [*R. de Déf. nat.*, novembre 1950.] — *Lucien Gachon*. France rurale d'aujourd'hui dans les massifs cristallins d'Auvergne. [*Annales*, octobre-décembre 1950.] — *René Haby*. Paysages et aspects humains des industries du sel et de la soude en Lorraine. [*A. de l'Est*, 1950, n° 4.] — *Émile Visseux*. L'élevage dans le département de la Meuse : bovins et ovins. [*Ibid.*, n° 3.] — *Robert Capot-Rey*. Voyage au Soudan. [*R. de la Médit.*, septembre-octobre 1950.]

H. F. Peterson. La tradition des deux périodes et l'élection présidentielle de 1940 aux États-Unis. (Importance des facteurs intérieurs dans la troisième désignation de Roosevelt ; en suédois.) [*Stv. T.*, 1949, 3.]

Magne Skodvin. L'arrière-plan de l'ordonnance du Führer du 24 avril 1940. (Circonstances et signification de la nomination du commissaire du Reich Terboven ; en norvégien.) [*N. H. T.*, 1949, 3.] — *G. Bidault*. Hommage à Jean Moulin.

[*R. d'hist. de la deuxième guerre mond.*, n° 1, novembre 1950.] — Général Riou. Abwehr et Gestapo en France. [*Ibid.*] — Bloch-Lainé. Financement de la Résistance intérieure. [*Ibid.*] — Denis-Rauzan. Les finances de la France Libre. [*Ibid.*] — M. Granet. Dessin général des maquis. [*Ibid.*] — J. Brilhac. Les émissions françaises à la B. B. C. [*Ibid.*] — J. Livet. Le drame de l'Alsace. [*Ibid.*] — Lexique de la Résistance. [*Ibid.*] — Lieutenant-colonel Rogé. Les aviations allemande, française et anglaise du 10 mai au 25 juin 1940. [*R. de Déf. nat.*, février 1951.] — Georg Fischer. Vlasov and Hitler. [*J. of mod. hist.*, mars 1951.] — Silvio Furlani. Le Memoriale di Rommel. [*Nuova riv. st.*, septembre-décembre 1950.] — M. M. Šejnman. La diplomatie du Vatican après l'effondrement de l'armée allemande devant Stalingrad. [*J. Z.*, 1949 (30).]

Gaetano Salvemini. Economic conditions in Italy, 1919-1922. [*J. of mod. hist.*, mars 1951.] — Jean Raymond. Libye et Afrique du Nord française. [*R. de Déf. nat.*, février 1951.] — Roger Levy. De quelques inconnues aux problèmes d'Asie. [*Ibid.*, mars 1951.] — John M. H. Lindbeck. Communism. Islam and nationalism in China. [*Rev. of politics*, octobre 1950.] — Capitaine de vaisseau Lepotier. La stratégie péninsulaire en Corée. [*R. de Déf. nat.*, mars 1951.]

Göran von Bonsdorff. Les partis bourgeois finlandais. (Depuis l'indépendance; en suédois.) [*Stv. T.*, 1949, 2.] — Commandant Le Jariel. Démographie allemande. [*R. de Déf. nat.*, mars 1951.]

C. H. McIlwain. Sovereignty in the present world. [*History*, février et juin 1950.] — N. S. Timashoff. The Soviet concept of democracy. [*Rev. of politics*, octobre 1950.] — Jean Pupier. L'économie mondiale devant ses dilemmes. [*R. de Déf. nat.*, mars 1951.] — Rifat Tirana. Government financing of economic development abroad. (A l'heure actuelle.) [*J. of econ. hist. Suppl.*, X, 1950.] — W. W. Rostow. Government and private enterprise in European recovery. [*Ibid.*]

VII. HISTOIRE RELIGIEUSE

A. Merlin. Les croyances sur la vie future chez les Romains. [*J. des Sav.*, juillet-décembre 1949.] — J. Zeiller. Les Juifs en face de l'Église dans l'Empire romain. (A propos de *Verus Israel*, par Marcel Simon.) [*Ibid.*, avril-juin 1950.] — Ernst Will. La date du Mithréum de Sidon. (Fin du iv^e siècle.) [*Syria*, 1950, fasc. 3-4.] — René Dussaud. Le dieu mithriaque léontocéphale. [*Ibid.*]

W. H. Semple. Some letters of St. Augustine. [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXXIII, 1950.] — P. Iso Müller. Zu den Anfängen der hagiographischen Kritik. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 8, 1950.] — A. Fliche. L'Église en Belgique au Moyen Âge. [*J. des Sav.*, juillet-décembre 1949.] — Otto P. Claradetscher. Die Besitzungen des Bistums Chur im Elsass. Ein Beitrag zur bischöflichen Politik in der Ottonenzeit. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 8, 1950.] — C. R. Cheney. Gervase, abbot of Prémontré : a Medieval letter-writer. (Début du xiii^e siècle; quelques lettres inédites.) [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXXIII, 1950.] — P. Deschamps. Les monastères de l'Ordre de Cîteaux. [*J. des Sav.*, juillet-décembre 1949.] — Émile Appolis. Les livres liturgiques du diocèse de Lodève. [*Bull. phil. et hist. (jusqu'à 1715) du Comité des Trav. hist. et scientif.*, 1946-1947.] — Werner Näf. Ein Brief Melanchtons an Vadian. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 8, 1950.] — Hans Foerster. Die Widmung der Bibel des Heinrich de Bona Spe. [*Ibid.*]

CHRONIQUE

NÉCROLOGIE

HEINRICH RITTER V. SRBIK

(1878-1951)

Avec Srbik disparaît la plus grande gloire de l'école historique autrichienne entre les deux guerres mondiales. Autrichien, il l'était, en effet, de toutes les fibres de son être. Sa carrière presque tout entière avait eu pour cadre la ville de Vienne, où il était né en 1878, dont il fréquenta l'Université comme étudiant, comme assistant à l'Institut autrichien pour la recherche historique (1904-1912), comme privat-docent (1907-1912), puis, après un séjour à l'Université de Graz (1912-1922), comme professeur ordinaire (1922-1945). Il exerçait également les fonctions de président de l'Académie des Sciences de Vienne.

Son immense réputation comme historien date de son *Metternich* (1925), où il présentait le Chancelier sous un jour entièrement nouveau. Réagissant contre la campagne de dénigrement menée par les historiens prussiens, il montrait en Metternich un « rationaliste », qui n'a eu que peu d'inclination pour les conceptions romantiques et catholicisantes de son temps, et surtout comme un « européen », préoccupé d'équilibre et de stabilité, se rendant parfaitement compte des dangers que comportait pour la paix le développement des nationalités et de la mystique démocratique. On sait quelles polémiques ce livre a soulevées, notamment de la part de l'historien V. Bibl ; mais, sans emporter l'adhésion générale, il a donné une orientation nouvelle aux études historiques, comme en témoignent, en France même, les travaux de A. Robert sur la formation de l'idée nationale autrichienne.

Depuis lors, les publications de Srbik illustrent toutes sa conviction profonde que l'Allemagne ne pouvait se passer de l'Autriche, que Vienne, autant que Berlin, était nécessaire aux destinées du germanisme. « Autrichien de naissance, de tradition et de cœur, mais non moins profondément allemand de sentiment et par toute sa culture », Srbik pensait *gesamtdeutsch* ; et le grand ouvrage, auquel il a consacré de nombreuses années de sa vie, sa *Deutsche Einheit* (1935-1942)¹, procède d'une vive réaction contre l'historiographie petit-allemande, qui considérait l'exclusion de l'Autriche en 1866 comme dans la logique de l'histoire et dans l'intérêt de la nation allemande. D'où, dans ce livre, la puissante réhabilitation de Schwarzenberg, esprit constructif, « guide et maître né », qui a cherché à édifier sous la direction de l'Autriche cet État de 70 millions d'habitants qui eût assuré à jamais les destinées de l'Europe centrale. Srbik s'est inspiré de la même conception dans son dernier livre : *Geist und Geschichte von deutschen Humanismus bis zur Gegenwart*

1. Cf. compte rendu par L. EISENMANN, dans *Revue historique*, t. CLXXVIII, 1936. Le livre de Srbik s'appuie en partie sur la publication de documents faite sous ses ordres et intitulée : *Quellen zur deutschen Politik (Österreichs 1859 bis 1866)* (1934-1938).

(1950), dont le tome I seul a paru : selon lui, l'histoire a été faussée par les historiens petit-allemands, les Droysen, les Sybel, les Treitschke, qui n'ont eu de cesse qu'ils n'aient jeté le discrédit sur une Autriche catholique et réactionnaire et qui, donnant leur appui au Reich bismarckien, ont préconisé la constitution d'une Allemagne incapable en fin de compte de jouer son rôle historique en Europe.

Les doctrines *gesamtdeutsch* de Srbik éclairent en grande partie son attitude politique. Hélas ! le caractère chez lui n'a pas été de pair avec l'intelligence. Non que Srbik eût été un national-socialiste, dans le sens doctrinal du terme ; non que ses travaux eussent subi, du fait de l'hitlérisme, une déviation sensible. Mais il accepta d'être mis à l'honneur après l'entrée des troupes allemandes à Vienne et d'être désigné comme député au Reichstag. Cette faiblesse lui valut, en 1945, de perdre son poste de professeur à l'Université de Vienne. Au cours des derniers mois de sa vie, qu'il passa à Ehrwald, dans le Tyrol, il reçut à nouveau une pension du gouvernement, ce qui équivalait à une sorte de réhabilitation.

Il laisse une œuvre énorme, dont la publication s'étend sur un demi-siècle, et qui touche à la fois le Moyen Âge et les Temps modernes. L'ampleur de sa documentation, qui dénote une conscience hors ligne, n'était pas un obstacle à l'originalité et à la netteté de ses conclusions ni à un effort sans cesse renouvelé vers la vérité et vers la justice ; que de personnalités ressuscitées par lui de l'oubli ou blanchies de condamnations hâtives ! Je pense notamment aux adversaires de Bismarck : Prokesch-Osten, Schmerling, Beust. Il recherchait dans l'histoire l'action des hommes, dont il essayait de découvrir la formation intellectuelle et morale, l'émotivité et les intentions. C'est par sa compréhension pénétrante, au service de laquelle était mise une culture encyclopédique, que Srbik se classe parmi les grands historiens de notre âge.

Jacques Droz.

K. V. BAZILEVIČ

(1892-1950)

K. V. Bazilevič, après avoir débuté dans la carrière militaire et achevé en 1922 ses études universitaires, a partagé son activité professorale entre l'Université de Moscou (à partir de 1935) et l'École du Parti. Ses cours ont porté sur des sujets divers (Histoire de la Russie jusqu'au XVIII^e siècle, Histoire de l'art militaire, etc...), mais c'est le développement industriel et commercial de la Russie au XVIII^e siècle qui a fait l'objet de ses recherches. Celles-ci l'ont amené à publier une série de documents et d'études originales sur les mouvements sociaux, en particulier dans les villes¹. Bazilevič a écrit des manuels d'histoire à l'usage des classes secondaires, collaboré à l'*Histoire de Russie* (sous la direction de Grekov, Bakhrushin et Lebedev), à l'*Histoire de Moscou*, et participé aux grandes controverses, réfutant les thèses de Pokrovskij² ; tout récemment il a donné aux *Voprosy istorii* son point

1. A retenir surtout : *Tamožennye knigi kak istočnik ekonomičeskoj istorii Rossii* (Les registres des douanes, sources de l'histoire économique de la Russie), *Problemy istočnikovovedenija* (Problèmes de sources), 1933. — *Deneznaja reforma Alekseja Mikhailoviča i vosstanie v Moskve v 1662 g.* (La réforme monétaire d'A. Mikhaïlovič et le soulèvement de Moscou en 1662), 1936. — *Gorodskie vosstaniia v Moskovskom gosudarstve XVII v.* (Les soulèvements des villes dans l'État de Moscou au XVII^e siècle), *Recueil de doc.*, 1936.

2. « *Torgovyj kapitalizm* » (Le capitalisme commercial), dans *Sbornik statej* (Recueil d'articles) contre les conceptions historiques de Pokrovskij, 1939.

de vue sur le problème de la « périodisation » de l'histoire¹. On trouvera dans les *Voprosy istorii* (1950, n° 7, p. 169-175) la liste complète de ses travaux.

R. PORTAL.

S. V. BAKHRUŠIN

(1882-1950)

S. V. Bakhrušin, professeur d'histoire générale (époque féodale) à l'Université de Moscou, membre correspondant de l'Académie des Sciences, membre de l'Académie des Sciences pédagogiques, a exercé son activité scientifique et universitaire dans des domaines très variés. Sa thèse, soutenue en 1908, concernait l'histoire économique de l'État moscovite aux xv^e-xvi^e siècles. Mais, dès après 1917, il dirigeait ses recherches vers le passé de la Sibirie et l'histoire des peuples asiatiques groupés dans la Fédération². Parallèlement, à partir de 1928, il publie plusieurs études sur l'histoire économique et sociale de la Russie aux xvii^e-xviii^e siècles³. Rédacteur principal ou collaborateur des grandes collections (*Histoire de Russie*, t. I, avec V. L. Lebedev et B. D. Grekov, *Histoire de la Diplomatie, Histoire de Moscou*), il laisse également une œuvre pédagogique abondante, manuels à l'usage des classes secondaires et brochures de vulgarisation (Alexandre Nevski, Ivan IV), destinées à la jeunesse. Les *Voprosy istorii*, 1950, n° 6, p. 129-136, ont publié une liste exhaustive de ses livres, articles et comptes-rendus.

R. P.

JEAN SAUVAGET

(1901-1950)

Des orientalistes ont dit déjà ce que la science avait perdu par la mort prématurée de Jean Sauvaget ; ainsi, en France, son maître Gaudefroy-Demombynes dans *Syria*, 27 (1950), p. 383-385, son collègue et ami R. Blachère dans le *Journal Asiatique*, 239 (1951), p. 1-4, et dans l'*Annuaire de l'École des Hautes Études, Sc. hist.*, 1950-1951, p. 13-16. On voudrait ici souligner quelques traits de l'œuvre de Jean Sauvaget, vue par qui n'est pas arabisant et en se plaçant seulement au point de vue de l'historien.

Laissant de côté tout sentiment personnel, je rappellerai d'abord quelles furent les étapes de sa brève carrière. Né à Niort le 27 janvier 1901, il se forma à l'orientalisme à l'École des Langues, et aussi à la Sorbonne, où il passa la licence d'arabe. Il fit partie en 1924 de l'Institut français de Damas, qui naissait alors, et il lui appartint pendant treize ans, d'abord comme membre, puis, à partir de 1929,

1. *Voprosy istorii*, 1949, n° 11, p. 65-90.

2. Citons en particulier : *Očerki po istorii kolonizacii Sibiri v xvi i xvii v. (Esquisse de l'histoire de la colonisation en Sibirie aux XVI^e et XVII^e siècles)*, 1927. — *Voenno-promyšlennye ekspedicii russkikh torgovykh ljudej v Sibiri v xvii v. (Les expéditions guerrières des trafiquants russes en Sibirie au XVII^e siècle)*, *Istoričeskie Zapiski (Notes historiques)*, 1941, n° 10.

3. Parmi lesquelles : *Torgovyje krestjanie v xvii v. (Les paysans commerçants au XVII^e siècle)*, *Učennye Zapiski (Mémoires scientifiques)*, R. A. N. I. O. N., 1928, t. V. — *Promyšlennye predpriiatija russkikh torgovykh ljudej v xvii v. (Les entreprises des marchands russes au XVII^e siècle)*, *Istor. Zap. (Notes historiques)*, 1940, t. VIII. — *Torgo novgorodcev koliknikh (Le commerce des Kolkin, marchands de Novgorod)*, *Učennye Zapiski (Mémoires scientifiques)*, M. G. U., 1940, 61.

comme secrétaire général. Il ne quitta la Syrie qu'en 1937, lorsqu'il fut élu, à l'École des Hautes Études, directeur d'études d'Histoire de l'Orient islamique, titre créé pour lui. Dans ce long séjour en Syrie, il amassa, dans sa fougue de travail, une immense documentation qui eût suffi, à elle seule, à alimenter une longue vie de travail de publication. Il posa alors les assises de tout son développement scientifique ultérieur. Il avait parcouru en tous sens les pays syriens, étendant ses voyages, en 1932, 1933 et 1934, en Turquie (Stamboul et la Turquie Orientale), en Palestine, en Irak et en Perse. Notes, relevés architecturaux, copies d'inscriptions ont été engrangées en nombre impressionnant pour les synthèses à venir. Mais il tirait bien plus encore de ce séjour prolongé : d'abord la connaissance du pays, de sa géographie, de ses sites les plus divers, et celle des hommes, acquise à loisir. Son œil gardait la vision de ces paysages, qu'il a su évoquer, ici ou là, en phrases pénétrantes et discrètes, et Jean Sauvaget, habile photographe, a réuni une collection de clichés, unique sans doute en son genre, sur les monuments, les sites, les cultures et les hommes, en un inventaire soigneusement classé ; il y avait là de quoi puiser avec abondance pendant toute une vie. Il s'attachait alors à la Syrie de façon indissoluble et créait les liens les plus étroits avec ses habitants, aidé par ce don de sympathie aussi généreuse que clairvoyante et par cette chaleur humaine qui lui étaient innées. L'annonce de sa mort devait montrer la profondeur des sentiments qu'il avait suscités dans de très larges milieux.

Ces mêmes qualités le servirent puissamment dans la nouvelle tâche qu'il abordait à Paris. Il aimait l'enseignement tel qu'on le donne à l'École des Hautes Études, et il s'acquittait aussitôt l'estime et l'amitié de ses collègues, le respect et la confiance de ses étudiants, français et étrangers. C'est dans cette atmosphère qu'il fut amené à commencer l'élaboration de toute une série d'instruments de travail. Les besoins des auditeurs lui en faisaient sentir la nécessité, les cours lui servaient de banc d'épreuve pour l'ouvrage entrepris. Ainsi publia-t-il son *Introduction à l'histoire de l'Orient musulman. Éléments de bibliographie* (1943 ; seconde édition avec compléments en 1946), d'une lucide intelligence historique. En notre période, où la bibliographie tend à tout envahir et à remplacer à la fois la lecture et la réflexion, où, pratiquée comme une spécialité autonome, sans connaissance originale du domaine, ou comme une tâche de manœuvre, et qualifiée alors d'« objective », elle risque d'être beaucoup plus néfaste qu'utile, l'Introduction bibliographique de Jean Sauvaget est d'un puissant exemple ; œuvre d'un maître, c'est une bibliographie critique, expliquée, qui met chaque chose en place, qui distingue le bon et le mauvais, l'important et le secondaire, l'original et la compilation, le neuf et le périmé, qui constitue des séries, pose des problèmes, trace des voies à la recherche. Ce livre alerte et entraînant montre ce qu'est une véritable bibliographie, qui guide et stimule les étudiants et aussi les autres lecteurs beaucoup plus avancés, au lieu de les laisser dans le noir et de les écraser. Jean Sauvaget publia aussi ses *Historiens arabes* (1946), pages choisies et traduites avec mise en place historique et littéraire. Il allait rédiger, quand il fut arrêté par la maladie, un manuel d'épigraphie arabe, enrichi de toute son expérience et qu'il portait dans sa tête, l'ayant exposé dans ses cours, et aussi un manuel d'architecture musulmane pour l'éditeur Picard. Le souci d'être utile aux étudiants se marquait dans la petite brochure de son *Memento chronologique d'histoire musulmane*, parue quelques semaines après sa mort.

En 1946, Jean Sauvaget, à quarante-cinq ans, était élu au Collège de France, à

la chaire, transformée pour lui sur l'initiative de Paul Pelliot, d'Histoire du Monde arabe. La leçon d'ouverture, lue le 15 mars et publiée dans la *Revue Africaine* de 1946, montrait avec clarté et décision comment il envisageait son enseignement et sa recherche, lui donnait l'occasion d'indiquer en raccourci ses méthodes et ses champs d'étude de prédilection. Pendant ses années d'enseignement, il traita de sujets très divers, dont certains ont été publiés peu après et dont d'autres ne pourront voir le jour : inscriptions et monuments de Damas et d'Alep, le plan de la Damas gréco-romaine, décrets mamelouks, noms turcs et mongols de mamelouks, l'organisation de la défense de Tripoli par les mamelouks au XIII^e siècle, la relation de voyage de la Chine et de l'Inde, le palais et la mosquée sous les Omeyyades, les châteaux omeyyades. Son autorité internationale ne cessait de croître parmi les orientalistes et tous les historiens, et on le voyait bien au Congrès des Orientalistes de Paris en 1948. Les tâches se multipliaient aussi, et il en assumait le fardeau avec ce sens du devoir, cet élan robuste et ce soin minutieux qui s'unissaient en lui : rédacteur du *Journal Asiatique*, directeur-adjoint de la partie orientale des *Historiens des Croisades* à l'Académie des Inscriptions ; qu'il s'agisse de collaborer à une exposition de manuscrits à cette Bibliothèque nationale où il a passé tant de journées studieuses sur les œuvres des historiens arabes, de contribuer à aider des projets orientalistes à l'Imprimerie nationale, où l'on appréciait son allègre dévouement et son réalisme efficace, il était toujours prêt, comme il avait assumé, pour l'utilité commune, des enseignements d'arabe à l'École des Langues et à la Sorbonne, d'histoire des arts musulmans à l'École du Louvre, de géographie et d'histoire du Proche-Orient encore à l'École des Langues. C'est que l'organisation efficace des études d'orientalisme en France le préoccupait constamment : une grande partie de son œuvre en porte témoignage, et son rôle à la Société Asiatique, et cette brochure, publiée avec Paul Demiéville, le 28 novembre 1949, après avoir été invitée à la réunion de l'Association des Orientalistes britanniques à Durham en juillet 1949, sur *La réorganisation des études orientales en Grande-Bretagne*. En ce même été 1949, il passait un mois en mission à Stamboul, entreprenant des recherches dans les archives turques. Il devait mourir à Cambo, au soir du 5 mars 1950, après une intervention de chirurgie pulmonaire.

Jean Sauvaget a eu une activité multiple : arabisant, éditeur de textes et traducteur, épigraphiste, archéologue. Or, cette œuvre très diverse a une profonde unité : elle est tout entière commandée par le souci de l'histoire. Il n'est guère d'article de revue, si petit soit-il, qui n'ait un arrière-fonds, qui, dans son isolement apparent au moment de la publication, ne se rattache à un grand ensemble, médité et préparé, dont il a été détaché ou qu'il a préparé. Les témoins de son activité quotidienne, les confidentes de ses projets, de ses travaux, le savaient bien. Mais cela peut être clair à qui lit l'ensemble de ses publications ; cela sera manifeste dans le groupement de la bibliographie méthodique que l'on publiera. A travers le foisonnement des découvertes, qui ne pourront être utilisées pleinement que par la confection d'un index très détaillé de toute son œuvre, on voit s'étendre et se rejoindre les grandes lignes de recherches. La plus grande partie de ses articles, ce sont tantôt des jalons sur un terrain méthodiquement tracé dans la même direction, tantôt des pierres détachées d'un édifice déjà construit dans son esprit.

C'est la Syrie qui a fourni le point de départ de l'activité de Jean Sauvaget, c'est le pays qu'il connaissait le plus intimement et auquel il a consacré la plus grande partie de son œuvre. Mais ce pays, sous les Arabes comme dans les périodes

antérieures de son histoire, n'a pas été un cul-de-sac, mais une plaque tournante. Dans son livre sur *Alep*, Jean Sauvaget a marqué fortement la participation de la Syrie à la vie de la Méditerranée et comment l'évolution de ses grandes villes était commandée par des faits extérieurs à la Syrie. Il y insistait dans la conclusion de sa leçon d'ouverture au Collège de France : « L'histoire de la Syrie depuis la conquête musulmane ne devient intelligible et ne peut être élucidée qu'à la condition de faire intervenir sans cesse l'Arabie, l'Espagne, et ce qui est devenu l'Égypte, l'Irak, la Perse et la Turquie. Autour de l'histoire de la Syrie, c'est en définitive l'histoire de tout le Proche-Orient que nous devons faire. C'est pourquoi, en me consacrant avec prédilection à la Syrie, ... j'aurai conscience d'agir au mieux de la tâche qui m'est confiée, et non pas de suivre en aveugle le hasard qui m'y a fait séjourner longuement. » La nécessité de ne pas se limiter à une région et de ne pas l'étudier isolément, il la manifestait en ces termes dans les *Abstracta Islamica* de 1940 à propos d'un ouvrage monumental sur l'art persan : « A ne vouloir raisonner que dans les limites d'un cadre géographique donné, on se condamne à ne plus considérer le monde musulman comme un bloc culturel nuancé de variantes locales, mais seulement comme une juxtaposition de compartiments étanches constituant autant de foyers autonomes de civilisation, qui ont évolué isolément et élaboré eux-mêmes leurs formules artistiques. Rien de plus faux. Rien de plus vain aussi. » Aussi l'historien de la Syrie musulmane a-t-il été conduit vers l'Égypte, l'Irak, la Perse, le Turkestan ; il a suivi les voyageurs arabes dans les mers de l'Inde et de la Chine ; il a publié des épitaphes royales de Gao au Niger. Surtout, il se tournait de plus en plus vers la Turquie en ces dernières années. D'une part, l'importance qu'il reconnaissait aux Seldjoukides l'attirait de ce côté. D'autre part, le classement et l'ouverture des archives de Stamboul lui offraient un champ d'études joyeusement salué. Anxieux de fonder l'histoire sur des documents authentiques et contemporains, et non sur des ouvrages d'historiens et des générations de copieurs, il voyait un renouvellement complet de la documentation dans ces archives, qui manquent cruellement à la Syrie. Son dernier voyage a été celui de Stamboul en septembre 1949 ; désastreux pour sa santé, il avait été fécond en entreprises et en promesses ; ce devait être, pensait-on, le premier d'une série, et Jean Sauvaget s'y donnait à plein. En Turquie aussi, sa disparition a été ressentie comme une catastrophe.

C'est à travers tout le cours de leur histoire que Jean Sauvaget a suivi l'évolution des villes syriennes. Il a eu à publier des documents de toutes les époques, spécialement en Syrie. Mais, dans sa leçon d'ouverture au Collège de France, il indiquait comment il comptait concentrer ses efforts sur les Omeyyades, les Seldjoukides et les Mamelouks, et l'époque ottomane, et il en donnait les raisons. Soulignons ici que dans son désir de comprendre les institutions et la civilisation des Omeyyades, les premiers monuments de l'art musulman et l'origine des villes syriennes, lui, arabisant, s'est penché sur l'époque grecque, romaine et byzantine, qu'il a reconstitué un cérémonial aulique omeyyade, suite de l'usage byzantin et romain, qu'il a émis une théorie vigoureuse sur les rapports de la mosquée, de la basilique chrétienne et des palais hellénistiques et romains, qu'il a trouvé les origines du plan des grandes villes syriennes dans leur fondation à l'époque hellénistique et qu'il a montré la persistance des cadres et de l'empreinte helléniques dans ces villes. C'est un des exemples frappants qui montrent l'ouverture de son esprit et sa curiosité, ses exigences intellectuelles et la vigueur de sa raison. A l'autre

extrémité du temps, signalons — car le travail commençait à peine à porter ses fruits — avec quelle ardeur il s'intéressait aux sources occidentales de l'histoire ottomane. Pour Alep, il avait beaucoup tiré des « rapports consulaires bourrés de statistiques et d'observations précises » ; il voulait stimuler les publications des archives consulaires et il avait notamment fait entreprendre par un de ses élèves l'étude des archives du consulat de Salonique. Il appréciait les récits des voyageurs européens dans le Levant, pensait à une bibliographie détaillée, en utilisant la bibliothèque de Lourmarin, et sans doute aurions-nous entrepris ensemble une collection rééditant ou traduisant éventuellement — avec des explications — des récits de voyage toujours intéressants et devenus très rares.

L'originalité et le tempérament de chaque historien se marquent dans le choix des documents qu'il s'attache à exploiter et dans les problèmes qu'il s'emploie à élucider, parce que, d'abord, il sait s'apercevoir de leur existence. Ce que Jean Sauvaget a voulu reconstituer, ce ne sont point les annales dynastiques, à la suite d'historiens arabes et de certains historiens modernes, mais « l'évolution d'une civilisation », et c'est ainsi qu'il entendait le titre de sa chaire au Collège de France.

Il a souvent souligné à quelles conditions on pouvait se fonder sur les œuvres des annalistes et des historiens arabes du Moyen Âge. Comme ils s'utilisent les uns les autres souvent de fort près, et comme les œuvres publiées ne sont qu'une petite partie de celles qui sont conservées dans les bibliothèques, il faudrait à chaque fois une étude critique, ordinairement difficile, parfois impossible encore dans l'état actuel, pour déterminer la valeur documentaire d'une page. Il insistait sur la nécessité de ce travail critique pour fixer la date et la paternité de chaque renseignement, à la fois dans son *Introduction* et dans ses cours. « En saine méthode, on ne devrait s'appuyer sur de pareils ouvrages ou sur ces démarqueurs de grande classe pareils à Ibn al-Athir ou al-Maqrizi, si souvent cités, que là où l'on peut identifier leurs sources, et par conséquent juger de la manière dont ils ont choisi et exploité leur documentation. Tant d'ouvrages sont aujourd'hui perdus que le cas est rare. Trop rare, car là où nous pouvons procéder à la comparaison des textes, elle n'est généralement pas à l'avantage de ces compositions savantes dont nous nous détournerons autant que possible. » Cette étude critique, il en a donné des exemples dans l'introduction à son édition de la *Relation de la Chine et de l'Inde rédigée en 851* (1948), recherchant sagacement et les sources et les prolongements déformés. Même souci de déterminer les filiations, les emprunts, la chronologie exacte dans son article *Sur d'anciennes instructions nautiques arabes pour les mers de l'Inde* (*Journal Asiatique*, 1948), où il concluait : « Il convenait d'attirer l'attention de ceux qui se consacrent à l'Inde, *largo sensu*, sur la nécessité de soumettre à une critique serrée les textes nautiques et géographiques arabes sur lesquels ils seraient tentés de s'appuyer, au lieu d'enregistrer purement et simplement leurs dires, comme on l'a trop souvent fait dans le passé ; sans cette précaution, ils risqueraient de tabler sur des données anachroniques et de rendre inextricables des questions déjà assez complexes par elles-mêmes. » Son ouvrage sur *La mosquée omeyyade de Médine, Étude sur les origines architecturales de la mosquée et de la basilique* (1947), contient d'abord une double analyse, d'une égale rigueur : avant celle des formes du monument, celle des textes littéraires qui s'y rapportent, passés au crible et la valeur de chacun d'eux étant pesée avec la plus grande précision ; ce sont des pages instructives et enrichissantes pour bien d'autres que pour les arabisants.

Jean Sauvaget a eu une grande activité d'éditeur ; il a publié plusieurs éditions

critiques, il en préparait bien plus encore. Ses rapports sur son enseignement à l'École des Hautes Études montrent l'importance qu'il y donnait à la préparation de ses élèves à cette tâche. Il a mis au point avec R. Blachère des *Règles pour éditions critiques et traductions de textes arabes* (1945), en vue de ce grand programme de publications à développer dans la Collection Guillaume Budé, à l'Institut de Damas et à l'Académie des Inscriptions (voir sa Leçon, p. 21). Les textes historiques auxquels il a donné ses soins ont tous les mêmes caractères : documents originaux, chroniques locales, nous informant de ce que l'auteur a connu par lui-même, et abondant en détails précis et authentiques sur la vie sociale. C'est ainsi qu'il a apporté, après étude du manuscrit, une série massive de corrections textuelles à l'histoire des émirs du Gharb rédigée par un émir du Liban au xv^e siècle (*Bulletin de l'Institut de Damas*, VII-VIII, 1937-1938) ; — il a publié la traduction partielle des *Perles choisies d'Ibn ach-Chihna* (1933), qui a donné, au xv^e siècle, un inventaire et un historique des monuments d'Alep, — il a complété ces « Matériaux pour servir à l'histoire d'Alep » par la traduction des *Trésors d'or de Sibt Ibn Al-Ajami* (1950 ; paru après la mort de Jean Sauvaget), conçue de la même façon, en traduisant les passages qui sont le travail original et les annotations personnelles de cet auteur du xv^e siècle et en résumant ce qui avait été emprunté par lui à d'autres auteurs ; — même procédé avec traduction ou analyse selon le degré d'originalité et de nouveauté de la documentation pour une autre chronique locale, la *Chronique de Damas d'Al-Jazari* (1949 ; *Bibl. École Hautes Études*, fasc. 294). Il appréciait de même façon les manuels de chancellerie, dont il avait tiré beaucoup pour l'histoire de la poste aux chevaux, et il préparait l'édition de certains de ces traités techniques, documentation riche et sûre pour les institutions, et qui se placent en dehors de la littérature (voir l'*Annuaire de l'École des Hautes Études pour l'année 1943-1944*, et la Leçon d'ouverture, p. 12). D'une veine analogue — faits de civilisation, prédominance des renseignements exacts et techniques sur la littérature — la *Relation de la Chine et de l'Inde*. Il s'attachait de plus en plus à cette littérature nautique ; il avait entrepris un grand travail sur l'ouvrage turc consacré par Piri Reis aux côtes de la Méditerranée ; il estimait avoir déterminé, par des rapprochements décisifs, les rapports de dépendance entre cet ouvrage et des portulans grecs et italiens ; et c'est là le travail qu'il comptait avancer, avec un petit nombre de livres sous la main, pendant sa maladie, lorsqu'il partit pour Cambo le 1^{er} janvier 1950. C'est un *parergon* de ce grand ensemble que représente l'article de la *Revue Africaine*, 1949, *Une description des côtes barbaresques au XVII^e siècle*, publication d'un manuscrit de la Bibliothèque nationale provenant de la bibliothèque de Colbert et daté de 1669.

C'est le goût du document contemporain et authentique qui faisait de Jean Sauvaget un épigraphiste. Il était très vite devenu un spécialiste réputé de l'épigraphie et les inscriptions tiennent une grande place dans sa production scientifique. Il a publié des inscriptions de toute sorte, soit qu'il les eût rencontrées lui-même, soit qu'on se fût adressé à lui pour les présenter ; ainsi à Palmyre, à Bosra, dans la Turquie Orientale, en Perse, en Afghanistan, comme aussi à Gao, à Marrakech et à Marseille, prêt à ramasser partout des « Glanes épigraphiques ». Naturellement, c'est pour la Syrie qu'il avait fait un travail systématique, copiant des quantités d'inscriptions pour leur publication dans le *Répertoire chronologique d'épigraphie arabe*. Il avait étudié spécialement les inscriptions d'Alep, il préparait le *Corpus* de celles de Damas. Mais ce qui l'intéressait avant tout, c'était l'utilisa-

tion historique des inscriptions. Ce n'est point tant certes dans la copie exacte des documents ou la confection soigneuse de répertoires que se révèle la qualité d'un épigraphiste, mais dans l'interprétation. Les inscriptions ont joué un rôle considérable dans ses études historiques, par exemple pour les caravansérails syriens ou pour l'évolution du plan des mosquées en Perse. Il les considérait toujours dans leur cadre architectural, et monuments et inscriptions, n'étant pas arbitrairement séparés entre deux spécialités, se prêtaient un mutuel appui, et la solution sortait tout naturellement de cet ensemble. Il a écrit cette phrase, qui va loin : « Si l'on parle trop souvent d'inscriptions banales, ce n'est certainement que par manque d'ingéniosité ; un document authentique n'est jamais banal, dès que l'on renonce aux manières banales de l'utiliser. » Il a donné un bel exemple de ses méthodes dans son article de *Byzantion*, 1939, *Les Ghassanides et Sergiopolis*, où son point de départ est une inscription grecque d'un type courant à l'époque byzantine : « Victoire à la Fortune d'Alamoundaros. » Elle est gravée au fond de l'abside d'un édifice de Resafa-Sergiopolis. Ce monument, situé hors les murs de la ville, est considéré par les archéologues comme une église. Jean Sauvaget, par une analyse précise à la fois du plan de l'édifice et de l'inscription, qui n'est pas un graffite, mais une inscription de caractère monumental, démontre finement que cette pseudo-église est une salle d'audience, un prétoire, où, à l'époque de Justinien, siégeait le prince ghassanide al-Moundir, chef des tribus arabes de Syrie, quand le pèlerinage de saint Serge rassemblait autour de la ville — et non dans la ville — les tribus arabes chrétiennes au 15 novembre de chaque année, « avant que la transhumance d'hiver les ait à nouveau pour plusieurs mois dispersées au fond du désert ». Ainsi entre dans une perspective historique intéressante cette petite inscription, bien utilisée pour la première fois par Jean Sauvaget, en liaison avec l'architecture. — Le caractère historique de ses études épigraphiques apparaît bien dans les trois séries de ses *Décrets mamelouks de Syrie* (*Bulletin de l'Institut de Damas*, II, 1932 ; III, 1933, et XII, 1947-1948), avec les commentaires sur les institutions, les impôts, les métiers, la vie économique et sociale.

Jean Sauvaget était aussi considéré comme un maître de l'archéologie musulmane. Il a consacré des articles et de petits livres à des productions des arts mineurs, à la céramique ; ainsi, dès le début de sa carrière, ses *Poteries syro-mésopotamiennes du XIV^e siècle* (1932). Dans ce domaine aussi, il marquait les conditions d'un travail fructueux et méthodique : « L'étude des arts mineurs piétine, comme une conséquence inévitable de l'amateurisme suranné dont s'inspirent ses méthodes ; des trésors de savoir et de bonne volonté s'exercent sans beaucoup de profit sur des objets isolés, au hasard des musées et des rencontres, sans souci marqué de constituer des séries en vue d'études d'ensemble, et les théories continuent à précéder les inventaires » (*Abstracta Islamica*, 1938). Il s'intéressait beaucoup aux questions de centres de fabrication, d'origine de la main-d'œuvre, de diffusion des produits d'un atelier. Dans l'ouvrage cité plus haut, il décelait dans un groupe de vases l'œuvre, à Damas, d'un potier juif ayant fui la Haute-Mésopotamie. Ailleurs, il déchiffrait *Une signature de potier persan sur un tesson d'Al-Fustat* au musée du Caire (*Ars Islamica*). On signalera plus loin son étude critique sur des argenteries dites sassanides.

Mais c'est, dans l'archéologie, l'architecture qui a occupé avant tout Jean Sauvaget, et c'est là qu'il a accompli l'œuvre la plus originale. Il a fourni un travail considérable sur tous les types de monuments islamiques : citadelles et fortifica-

tions (ainsi à Alep, à Tripoli), mosquées, bains (avec rapprochement des bains antiques), caravansérails, tombes. Il les avait étudiés d'abord en architecte : matériaux, appareil, plan, donnant des analyses toujours soutenues par des relevés, et l'abondance des plans, des croquis architecturaux comme aussi géographiques, était caractéristique de son besoin de clarté, d'exactitude et de réalisme. C'est de façon systématique qu'il avait entrepris l'inventaire et le relevé des monuments des deux grandes métropoles syriennes, Alep et Damas ; il en a nourri ses études sur l'évolution de ces villes, et il a donné, après un *Inventaire des monuments musulmans de la ville d'Alep* (*Revue des Études islamiques*, 1931) et des *Monuments de Damas* (1932), la publication détaillée, avec l'architecte Écochard, des *Monuments Ayyoubides de Damas*, dont ont paru trois fascicules (1938, 1940, 1948). C'est systématiquement aussi qu'il avait recherché et identifié les caravansérails syriens ayant servi pour la poste aux chevaux ou pour le pèlerinage de La Mecque (une série d'articles, outre son livre sur la poste). Ainsi était-il armé pour nous donner rapidement un manuel d'architecture, qu'il avait mis dans les premiers rangs sur la liste des travaux à rédiger — il ne s'agissait plus de préparer — prochainement. De ses études sur les monuments syriens, il tirait une histoire des techniques et des formes, toujours en rapport avec le pays et avec l'évolution historique, et il aboutissait déjà à des synthèses, que telle série de conférences ou de cours lui permettait de présenter sous une première forme ; ainsi sur *L'architecture musulmane en Syrie* (*Revue des Arts asiatiques*, 1934). L'histoire des arts tirait profit aussi de ses discussions critiques sur l'art sassanide (*Revue des Études islamiques*, 1938, *Remarques sur l'art sassanide, Questions de méthode à propos d'une exposition ; Mélanges Asiatiques*, 1941-1942, *Remarques sur les monuments omeyyades, II : Argenteries « sassanides »*). Mais le plus important de son œuvre en ce domaine était la façon captivante dont il utilisait les monuments pour l'histoire. Entre ses mains, chaque monument, bien interprété dans sa chronologie, dans son plan et dans sa destination, sert de chaînon dans un raisonnement historique ; textes littéraires et inscriptions viennent concourir à interpréter le monument, mais aussi reçoivent de lui de précieux et originaux éclaircissements, comme on l'a vu plus haut pour Sergiopolis. « C'est », écrivait-il dans sa leçon d'ouverture, « par cette incessante confrontation des documents archéologiques — authentiques, mais muets — et des textes — explicites, mais sujets à caution — que nous tournerons le grave obstacle qu'oppose à l'historien de l'Islam le manque de pièces d'archives. » Cette méthode historique, il l'avait employée tout au long du volume, dense et vivant, sur *La poste aux chevaux dans l'empire des Mamelouks* (1941). C'est l'exploration, persévérante, ardue et nouvelle, des restes ou des ruines des caravansérails de Syrie qui lui a permis de traiter — on peut dire de créer — ce sujet. Les sources littéraires, surtout des manuels de chancellerie, utilisées par lui, avaient besoin de l'apport des monuments pour qu'il en sortît de l'histoire. « Pour qui n'aurait disposé que des sources littéraires, le sujet ne valait guère la peine d'être traité : même recueillis systématiquement pour être ensuite confrontés, les renseignements qu'elles apportaient ne permettaient pas d'aller bien loin. Mais la matière s'enrichissait dès que l'on versait au débat la documentation archéologique, qui éclairait d'un jour nouveau, complètement inattendu, l'histoire du barid des Mamelouks. Sur bien des points que les manuels de chancellerie n'élucidaient qu'imparfaitement ou même laissaient entièrement dans l'ombre, les monuments, les inscriptions, la topographie historique apportent, et sont seuls à pouvoir l'apporter, des témoignages d'autant

plus précieux qu'ils sont difficilement récusables. » C'est ainsi que Jean Sauvaget a pu écrire l'histoire de la poste des Mamelouks et suivre, depuis ses débuts jusqu'à sa désorganisation, un service si important pour tout empire. Il déplorait (Leçon d'ouverture, p. 13) que les « orientalistes abandonnent l'étude des objets à des archéologues généralement peu enclins à s'intéresser aux hommes, tandis que les historiens, à de rares exceptions près, se comportent comme si l'histoire de l'Islam s'était déroulée dans l'abstrait et n'avait pas laissé de traces matérielles. Ce qu'a d'illogique et de préjudiciable à la science pareil divorce entre deux disciplines qui devraient s'épauler mutuellement, chacun le comprend sans peine ».

« Peu enclins à s'intéresser aux hommes. » Jean Sauvaget cherche partout les hommes et leurs travaux, dans leur réalité quotidienne. « J'aurais aimé », écrit-il dans la préface de son *Alep*, « pénétrer dans tous ses détails la vie quotidienne de la ville, suivre d'un siècle à l'autre chacun des aspects si divers de l'activité urbaine, regarder les hommes dans leur travail et les préoccupations de chaque jour, les voir de plus près construire leur cité. » Tel a été son effort constant — effort aisé, car il sympathisait avec les hommes qui travaillent et qui peinent. On relit aujourd'hui, après sa disparition, avec un sentiment nouveau ces phrases de son *Introduction*, pour ses étudiants (p. 16) : « L'histoire est aussi une école de générosité, ou doit l'être. Son objet, c'est, en définitive, la vie de l'homme, courte, précaire, semée de traverses de toutes sortes, soutenue d'espoirs rarement comblés. A suivre sa lutte contre sa destinée, son effort incessant vers le mieux-être, on acquiert vite le sentiment de la dignité de l'homme et le respect de la personne humaine. » Dans la belle et personnelle illustration de son livre sur Alep, les photographies de gens à leur métier tiennent une place importante : tisserands, teinturiers en indigo, tanneurs, fabricants de savon, cardeuses, cordiers. Il aimait à s'intéresser à toutes les techniques, de la navigation et de l'architecture à la broderie et à la cuisine. Que de choses sur les métiers dans *Alep* — et dans les commentaires des *Décrets mamelouks*, avec les laveurs des morts et porteurs de bière, les tanneurs, et le groupe que forment, pour l'entretien des canalisations, les fontainiers, les entrepreneurs de construction et les ramasseurs de fumier fournissant le croûton pour luter les canalisations. C'est après la mort de Jean Sauvaget qu'a paru un de ses articles qui passera sans doute pour l'un des plus séduisants : *Sur un papyrus arabe de la Bibliothèque Égyptienne* (*Annales de l'Institut d'Études orientales de l'Université d'Alger*, VII, 1948). Dans une liste d'ouvriers, dont l'éditeur n'avait pas reconnu la spécialité, il corrige et il explique le tout ; il s'agit d'une mélasserie, établie près des plantations de canne à sucre, et où l'on fabriquait les pains de sucre, et Jean Sauvaget retrouve la mention des ouvriers qui s'occupent de toutes les opérations : « ceux qui palpent, qui coupent, qui épaillent, qui mettent en bottes et qui enlèvent, qui transportent, qui déchargent, qui s'occupent des chameaux (actionnant les moulins), qui travaillent aux broyeurs, le chauffeur, les esclaves des marmites (pour les transvasements), le préposé à la chaudière, celui qui s'occupe des (jars) enterrés, les esclaves (pour le moulage) des pains de sucre. » Le goût de la technique, l'intérêt pour le travail de l'homme ont éclairé la philologie. — Par un heureux don de réalisme, Jean Sauvaget ne voyait les monuments que peuplés des hommes qui les utilisent, et cela renouvelait bien des questions. Ainsi une reconstitution architecturale et une interprétation de certaines salles de mosquées en Perse sont bouleversées, parce qu'il calcule l'espace nécessaire à tel nombre de fidèles pour faire leurs prières et leurs prosternations, et cela dans une mosquée où tous

les croyants de la ville doivent obligatoirement venir le vendredi. Ainsi, partant de l'étude de la Grande Mosquée d'Ispahan, il renverse une théorie sur le type de la « mosquée kiosque » et il interprète un type de mosquées seldjoukides en Perse : le « kiosque » à coupole, qui contient le mihrab, c'est une salle, isolée par souci de prestige et de sécurité, réservée au sultan seldjoukide et à sa suite (*Annales... Études orientales... Alger*, IV, 1938 : *Observations sur quelques mosquées seldjoukides*) ; connaissance des institutions, épigraphie, architecture se donnent la main. C'est par le cérémonial aulique que Jean Sauvaget apporte un nouvel élément dans les origines du plan de la mosquée.

Ce goût de la vie et de l'activité humaine, des métiers, de la terre lui a donné de pouvoir décrire de façon évocatrice les pays et les conditions géographiques. Ainsi le saisissant tableau d'ensemble d'Alep dans la préface du livre sur la ville, — et la campagne, avec son sol, son climat, son faible cours d'eau, ses sources, ses cultures, et « ce sévère panorama d'Alep, où l'œil ne rencontre autour des innombrables cubes de pierre bise serrés dans l'enceinte que quelques pistachiers rabougris et poudreux et la plaine de terre rouge aux ondulations monotones, sans arbre et sans cour, ce paysage urbain couleur de poussière qui nous émeut aujourd'hui par son austérité même, car la nature y a moins de part que le labeur accumulé des hommes ». Ainsi encore la description du site du Djebel Seis en été et au printemps (*Syria*, 1939, p. 239-241). — La tenue de telles descriptions vient de la connaissance intime du sujet, de la compréhension des conditions naturelles et humaines. Il n'y a jamais un éclat extérieur ni un panache de littérature. La prose de Jean Sauvaget, toujours ferme, est toujours discrète. Il avait horreur d'un style prétentieux et sibyllin. Clarté, exactitude, logique d'un raisonnement où s'unissent la prudence et l'élan, ampleur des vues unie à la précision, telles sont les qualités qui frappent le lecteur.

L'œuvre a été brutalement interrompue à cet âge où un savant produit les fruits lentement formés pendant les lustres précédents. Avec aisance, Jean Sauvaget publiait rapidement les articles et les livres ; ce n'étaient pour la plupart que les fragments de l'œuvre dont les idées, les plans, étaient complètement élaborés dans son cerveau, et dont l'énorme documentation était rassemblée. Par exemple, les *Notes sur les défenses de la marine de Tripoli* (*Bulletin du Musée de Beyrouth*, III, 1938) ne sont qu'un article avant-coureur d'une étude historique sur l'organisation de la défense de la côte contre les Croisés, de même que plusieurs publications de caravansérails avaient précédé l'étude sur la poste aux chevaux. Même ses comptes rendus, publiés dans diverses revues ou dans les *Abstracta Islamica* de la *Revue des Études islamiques*, se rattachent souvent à des sujets de prédilection ; ils devront être dépouillés eux aussi dans l'index de son œuvre, car, toujours substantiels, ils contiennent beaucoup de faits et de points de vue nouveaux, à l'occasion l'identification de telle résidence omeyyade, et de multiples remarques critiques d'une valeur permagente, notamment sur les méthodes ; et aussi ils attestent l'indépendance de son esprit et de son caractère.

La partie de cette œuvre qui est la plus achevée, celle où Jean Sauvaget a dit le moins incomplètement ce qu'il avait à dire, c'est celle qui porte sur l'évolution des villes syriennes. Certes, il avait beaucoup à dire encore, mais cette partie de son œuvre forme un ensemble dont la cohérence est visible à tous les yeux, et la méthode en est apparente ; son exemple portera des fruits. Dès le début, Alep a été un des principaux sujets d'étude de Jean Sauvaget, et il lui a consacré ses premiers

articles. En 1941 a été publié l'ouvrage magistral, *Alep, Essai sur le développement d'une grande ville syrienne des origines au milieu du XIX^e siècle*. Le livre a trouvé, je crois, l'audience des historiens et des géographes. Mais sans doute convient-il de souligner pour les spécialistes de l'antiquité grecque l'importance de l'ouvrage, qui peut-être n'a pas été assez connu dans ce milieu. Il a dégagé un problème de premier intérêt, celui du legs de l'antiquité à la ville syrienne. La conclusion est qu'Alep doit l'essentiel d'elle-même à la ville hellénistique de Bérée. Ce sont les organes capitaux de la ville antique qui continuent à constituer l'ossature de l'agglomération : rempart, citadelle, souks, canalisations. L'Islam ne leur substitue aucune création originale ; il ne fait que les rhabiller, il les calque. Les souks, le Khan, la Halle aux fruits ne sont que des dégénérescences de l'avenue à colonnades, de la basilique, de l'agora, le bain une schématisation des thermes ; la maison dérive de l'habitation hellénistique. « L'Alep médiévale est une ville antique qui court sur son erre ». La vie urbaine n'y trouve de support adéquat que dans un fonds préislamique qui s'amenuise de plus en plus sans qu'une formule nouvelle, issue d'une doctrine proprement islamique et capable de le remplacer efficacement, vienne suppléer à son insuffisance finale. De la conquête arabe au milieu du XIX^e siècle, Alep est moins une ville musulmane, *stricto sensu*, qu'un avatar de Bérée. Si l'Islam arabe, en s'imposant à la majorité de sa population, y arrête les formes de vie sociale, c'est des Turcs que relève presque constamment son destin politique, de l'Europe que dépend son activité économique, cependant que, dans l'ordre architectural, s'y maintient pour l'essentiel le cadre matériel de la civilisation hellénistique et romaine. On ne peut rêver plus fidèle raccourci de l'histoire de cette Syrie médiévale et moderne, où tous les peuples du Proche-Orient et de la Méditerranée sont venus confondre leurs traces, sans jamais effacer l'empreinte, trop vigoureuse, de l'Hellénisme. » Ces idées sont à méditer pour l'historien de l'hellénisme : elles sont un contrepoids à tant de théories qui proclament la faiblesse et la vanité finale de l'hellénisation de l'Orient à la suite des conquêtes d'Alexandre et la rapide disparition de l'hellénisme. Dans l'action de l'hellénisme, il y a bien des éléments à considérer, et les résultats ont été très différents suivant les régions. Pour la Syrie, l'analyse et la synthèse de Jean Sauvaget ont apporté des éléments essentiels au problème. — De façon semblable, il avait apporté des observations décisives pour le plan de Laodicée (*Le plan de Laodicée-sur-Mer* et *Note complémentaire* (sur le site du théâtre), dans *Bull. Institut Damas*, IV, 1934, et VI, 1936). Avec finesse et précision, il avait su retrouver dans les rues de Lattaquié des colonnes antiques en place, qui lui permirent de restituer de grandes avenues droites à colonnades et de démontrer que le fondateur grec avait créé la ville d'un coup, sur un plan en damier ; cela pèse sur tout le développement ultérieur de la ville, et Jean Sauvaget montrait par quel processus un des principaux bazars de Lattaquié s'était formé sur l'emplacement d'une de ces grandes avenues commerçantes de la ville antique. — Il voulait consacrer une étude à Damas comme à Alep (cf. notamment *Annuaire du Collège de France*, 1947, p. 145). Pour ce sujet comme pour d'autres, une série de conférences l'avait amené à donner une première forme à ses idées et à ses observations : *Esquisse d'une histoire de la ville de Damas* (*Revue des Études islamiques*, 1934) ; tout récemment, il publiait la chronique d'Al-Jazari ; malade, il corrigeait les épreuves de son article *Le plan antique de Damas* (*Syria*, 1949), où il retrouvait dans la ville les caractères essentiels des autres fondations helléniques de Syrie.

On a indiqué ci-dessus, à l'occasion, les livres qu'il préparait en ces dernières années, outre l'étude sur Damas et les recueils d'inscriptions : éditions de chroniques, manuels d'épigraphie et d'architecture, étude sur Piri Reis et les portulans, etc. Mais le plus grand travail, pour lequel il avait amassé une documentation immense, qui était son grand rêve, et dont il poussait la préparation depuis dix ans, c'était les *Châteaux omeyyades de Syrie*, *Contribution à l'histoire de la colonisation arabe durant les deux premiers siècles de l'Hégire*. Il devait y étudier dans ses modalités, ses agents et ses conséquences politiques le peuplement arabe de la Syrie, en interprétant de nombreuses ruines syriennes. Tout le sujet, où il retrouvait le grand problème de la part de l'hellénisme dans la formation de la civilisation islamique, était caractéristique de sa méthode préférée et originale : l'histoire par les monuments. Explorateur, il avait découvert et relevé des ruines de cette période ; critique, il identifiait comme résidences omeyyades constituant les centres de vastes exploitations agricoles des sites que l'on avait considérés comme des forteresses, et souvent des forteresses romaines, à la suite d'archéologues qui lui avaient vus d'avion. Combinant des sources littéraires rares et d'intelligence historique difficile avec le témoignage capital du plan et de la décoration des ruines, il reconstituait l'exploitation du sol, avec les concessions de grands domaines faites par les califes sur les *agri deserti* aux membres de leur famille et aux chefs de tribus, dont les disputes, dont on a l'écho dans les textes, recouvrent souvent les rivalités pour l'obtention des terres. L'archéologie, conduite par une érudition variée et critique, par un raisonnement lucide et souple, par une imagination féconde nourrie de réalités, allait nous restituer un pan d'histoire économique et sociale. Nous ne pouvons aujourd'hui que relire les articles où Jean Sauvaget reconnaissait, décrivait, identifiait, datait des châteaux omeyyades et faisait allusion à ses interprétations d'ensemble : *Recherches sur les monuments omeyyades*, I : *Châteaux de Syrie* (*Journal Asiatique*, 1939, I, p. 1-59) ; *Les ruines omeyyades du Djebel Seis* (*Syria*, 1939, p. 239-256) ; *Les ruines omeyyades de Andjar* (*Bulletin du Musée de Beyrouth*, III, 1939, p. 5-11) ; *Notes de topographie omeyyade* (*Syria*, 1944, 1945, p. 96-112) ; *Annuaire de l'École des Hautes Études pour 1939-1940*, p. 44-45 ; pour 1940-1941, p. 79-80 ; *Annuaire du Collège de France*, 1948, p. 150-151.

LOUIS ROBERT.

Le gérant : P.-J. ANGOUVENT.

ren
re-
me,
don
diz
ise-
on
e le
rou-
tion
par
pé-
tres
du
à la
his-
mes,
aites
ibes,
alités
et cri-
vurie
us ne
dési-
crupé-
Syrin
Syrin,
reash,
-112);
-1941.

r.

T.

p. n° 610